

**Essai d'étude monographique
et statistique sur les
ententes économiques internationales**

Thèse pour le Doctorat
présentée et soutenue le 18 décembre à 14 heures

par
Laurence BALLANDE

MEMBRES DU JURY :

Président Mr. OUALID, Professeur
Suffragants : { M. NOGARO, Professeur
 M. R. PICARD, Professeur

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ECONOMIQUE
17, rue de Constantinople
PARIS 8^e

1936

ESSAI D'ETUDE
MONOGRAPHIQUE ET STATISTIQUE
SUR LES ENTENTES
ECONOMIQUES INTERNATIONALES

**Essai d'étude monographique
et statistique sur les
ententes économiques internationales**

Thèse pour le Doctorat

présentée et soutenue le 18 décembre à 14 heures

par

Laurence BALLANDE

MEMBRES DU JURY :

Président Mr. OUALID, Professeur

Suffragants : $\left\{ \begin{array}{l} \text{M. NOGARO, Professeur} \\ \text{M. R. PICARD, Professeur} \end{array} \right.$

PARIS

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ECONOMIQUE

17, rue de Constantinople - 8e

1936

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses:
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



INTRODUCTION

Parmi tous les phénomènes économiques qui préoccupent de plus en plus l'opinion dans tous les pays, aucun ne nous a semblé aussi riche de possibilités, ni lié davantage aux grands problèmes dont dépend l'avenir même des échanges, que celui des Ententes Economiques Internationales.

Il ne se passe pas une semaine, pas un jour même sans que la presse économique ne fasse état d'informations relatives aux Ententes Economiques Internationales. L'opinion publique apprend qu'un Comité International s'est réuni ; qu'il a pris telles décisions ; qu'une convention a été renouvelée ; qu'une autre est résiliée.

A leurs débuts, les Ententes Economiques Internationales étaient des phénomènes peu connus, objets de l'étude spécialisée des Economistes. Elles sont maintenant tombées dans le domaine public.

Les uns leur imputent tous les maux dont souffre l'économie mondiale ; les autres voient dans les accords internationaux un remède infaillible et attendent de leur généralisation le regain des activités productrices et des échanges internationaux.

On compare les accords internationaux aux formes de concentration locale de la production et du commerce. On les confond avec les monopoles de fait et les tentatives d'accaparement ; on les charge des péchés des autres, et lorsqu'on les combat, c'est bien souvent parce qu'on leur a attribué en bloc

les fausses manœuvres et les erreurs dont une seule s'est rendue coupable.

L'opinion publique ne fait ici que refléter en les amplifiant les divergences constatées entre les positions doctrinales des économistes. Partisans et adversaires déterminés des Ententes Economiques Internationales ont engagé une controverse qui ne se terminera probablement pas de si tôt.

Quant au législateur, selon les pays, il interdit, ignore, tolère, encourage ou impose les Ententes.

Où faut-il chercher les causes de ces divergences doctrinales et pratiques?

D'abord dans le fait que les Ententes Economiques Internationales sont très souvent considérées, non pas en elles-mêmes, mais par rapport à des problèmes beaucoup plus généraux et très controversés, dont elles ne sont qu'un des aspects : liberté de la concurrence, où économie dirigée ; division internationale du travail ou nationalisme économique ; concentration industrielle capitaliste ou étatisme, etc.

Mais la seconde raison est peut-être que les Ententes Economiques Industrielles sont assez mal connues dans le détail de leurs buts, de leur fonctionnement, de leurs résultats.

Sans doute, les ouvrages spécialisés qui traitent le problème dans ses données les plus générales constituent à eux seuls toute une bibliothèque ; il n'est pas un manuel d'Economie Politique qui ne leur consacre au moins un chapitre, et les études de toutes langues qui leurs sont consacrées sont innombrables. Conséquences juridiques ; répercussions sociales ; avantages et inconvénients généraux, tant politiques qu'économiques, ont été maintes fois dégagés, discutés, et cela, non seulement en théorie, mais sur des exemples tirés des faits.

Si l'on expose, par exemple, qu'une Entente Economique, Internationale n'a de chance de durer que si elle suit une

politique raisonnable de prix, on fait appel à la première Convention du Cuivre pour illustrer cette conclusion ; les avantages de l'achat en commun de la matière première sont tirés de l'exemple de la Convention de la Colle d'Os, etc...

Beaucoup d'ouvrages donnent même des listes de Conventions ou renvoient aux nomenclatures générales établies par des organismes internationaux.

Mais toutes ces données sont fragmentaires et sommaires. Les seules études complètes de « cas » sont en général publiées dans des ouvrages consacrés au marché de tel ou tel produit particulier. La comparaison de ces exposés, établis à des points de vue, dans des buts et suivant des plans différents est difficile, longue et peu instructive.

Une tentative d'ensemble particulièrement intéressante pour exposer les grandes lignes de plusieurs Ententes Economiques Internationales parmi les plus importantes a bien été tentée sous les auspices de la S. D. N. par MM. Marlio, Benni, Meyer, Lammers entre 1928 et 1930 (1).

Mais les exposés dont il s'agit datent déjà de huit ans, alors que les ententes sont des organismes vivants qui grandissent, vieillissent, meurent, et sont remplacées par d'autres institutions créées pour répondre à des besoins nouveaux. Les publications que nous venons de mentionner devraient donc être mises à jour, modifiées et complétées pour pouvoir être utilement consultées, non à titre historique, mais comme source de documentation actuelle.

A notre connaissance, aucune œuvre de ce genre n'a, jusqu'ici, été tentée. (2) Il y avait là, au point de vue de la docu-

(1) S. D. N., Section économique et financière 1930. II. 41 E. 614.

(2) Au moment de mettre sous presse, nous avons connaissance d'un ouvrage paru dans le deuxième semestre 1936 et qui semble s'attacher à la question de documentation qui nous préoccupe: « Les Cartels Internationaux » de M. Kypriotis. Paris, 1936. — Librairie Technique et Economique, — étude dans laquelle l'auteur s'attache à condenser

mentation économique, une lacune à combler, et c'est ce que cet ouvrage se propose de faire : énumérer toutes les ententes sur lesquelles des renseignements fragmentaires ont été publiés ; contrôler et recouper personnellement, dans la mesure du possible, les informations incomplètes, périmées, ou même quelquefois tendancieuses ; essayer de repérer les conventions jusqu'ici inconnues ; étudier dans le détail leur fonctionnement, leur but, leurs résultats ; les présenter toutes selon un même plan d'ensemble et une même méthode de recherche pour que la comparaison en soit facilitée ; en somme « faire le point » de tout ce qu'on sait, et sur chaque entente prise séparément, et sur le complexe économique réalisé par leur ensemble, tel a été notre but et l'objet de notre recherche.

Nous ne nous dissimulons pas la témérité d'une pareille entreprise, ni les lacunes qu'elle comportera forcément, bien que nous ayons patiemment essayé de les éviter. Mais nous avons cru faire œuvre utile de pionnier, et nous espérons que d'autres ouvrages, conçus dans le même esprit de documentation scientifique impartiale, viendront compléter notre effort.

Le présent ouvrage a été établi selon le plan suivant :

Dans une première partie, nous avons présenté chaque entente séparément pour l'étudier en détail. Dans une seconde partie, nous nous sommes efforcés de grouper, de résumer, d'évaluer les différentes indications dégagées par l'ensemble des Ententes Economiques Internationales que nous avons d'abord étudiées.

et à rapprocher des informations déjà publiées sur les principaux cartels internationaux, mais sans les présenter selon un plan général commun, et sans qu'il paraisse que des documents personnels inédits aient été pris en considération. Il semble qu'il s'agisse là d'un travail dont l'intérêt historique certain dépasse l'intérêt de documentation précise actuelle que nous nous sommes personnellement donnée comme but.

Nous tenons, enfin, à indiquer ici que nous considérons notre étude comme la base d'un travail de longue haleine. Notre intention est de poursuivre personnellement cette enquête dans l'avenir. La « photographie économique » que nous avons essayé de fixer risquerait de n'avoir plus, très rapidement, qu'un intérêt purement historique. S'il faut toujours se garder de juger un homme fait sur des récits d'enfance, il faut aussi savoir distinguer dans un phénomène économique les tâtonnements du début, les tentatives, les essais, pour déterminer la signification générale de son évolution.

C'est pourquoi nous avons résolu de mettre périodiquement à jour notre travail, de le compléter et de rectifier les oublis involontaires qui s'y seraient glissés, en profitant de toutes les études ultérieures consacrées à notre objet et en nous inspirant de leurs suggestions et de leurs critiques.

Première Partie

ETUDE MONOGRAPHIQUE SUR LES ENTENTES ECONOMIQUES INTERNATIONALES

AVANT-PROPOS

La première partie de cet ouvrage est consacrée à l'étude détaillée des Ententes Economiques Internationales actuellement en vigueur.

Nous nous sommes efforcés d'établir, pour chaque accord, une monographie aussi précise que possible, après avoir réuni le maximum de renseignements par un dépouillement méthodique des journaux français et étrangers d'information économique, des publications spécialisées, etc... bref de tout ouvrage qui pouvait nous fournir une indication utile, ou permettre le recoupement d'indices déjà recueillis.

D'autre part, chaque fois qu'une industrie française était intéressée dans un accord, nous avons essayé d'obtenir personnellement la confirmation des données déjà rendues publiques, ou la communication de statistiques et de documents inédits.

Selon leurs sources différentes, nos monographies se présentent principalement sous deux aspects.

Tout d'abord, des études détaillées concernent les Conventions Internationales qui sont l'objet d'une abondante documentation, ou dont nous avons pu personnellement vérifier l'existence et le fonctionnement. Les renseignements obtenus pour chaque cas particulier ont été présentés selon le plan type suivant :

Sources : (Il nous a semblé préférable de résumer en tête de chaque monographie l'indication de toutes les sources, plutôt que de les mentionner dans une bibliographie unique moins aisée à consulter pour retrouver telle ou telle indication précise. Toutefois, on trouvera en annexe la liste des ouvrages et revues d'un caractère plus général, avec les indications bibliographiques d'usage, et un index des abréviations utilisées dans le cours de l'ouvrage.).

Préliminaires : (Nous avons indiqué sous ce titre les conventions qui ont précédé l'entente actuelle et, quand ces éléments nous ont paru indispensables à une meilleure compréhension de l'accord, quelques notions sommaires sur l'état du marché ou les conditions de production industrielle.).

Ces notions préliminaires une fois établies, nous avons essayé de grouper tous les renseignements sous trois rubriques principales : Structure juridique — Structure économique — Résultats de l'accord considéré.

1° — Structure Juridique, c'est-à-dire l'indication :

— du **Nom** : (toutes les fois que nous avons eu connaissance du nom *exact* de la convention. Lorsque celle-ci est un simple gentlemen's agreement sans dénomination précise, nous avons mentionné le nom habituellement utilisé pour le désigner.).

— du **Siège** : (Toutes les fois qu'un accord a juridiquement été constitué dans un siège déterminé. A défaut, nous avons

indiqué l'endroit où les adhérents ont établi leur organisation commune de Direction).

— de l'**Administration interne de la Convention** : (Organes chargés de la Direction, de la gestion et du contrôle de l'Entente).

— de la **Date de constitution** : (ou de l'entrée en vigueur de la Convention. C'est la date du contrat primitif qui est indiquée ici, même lorsque la convention a donné lieu à des modifications ultérieures, du moment qu'elle s'est poursuivie sans interruption).

— de la **Durée** : (durée statutaire).

— des **Renouvellements** : (Nous avons indiqué ici dans la mesure du possible leurs dates, la prolongation envisagée, ainsi que le mode normal de renouvellement : exprès ou par tacite reconduction.).

— des **Pays Participants** : (Le cas échéant, nous avons complété la liste des pays par l'indication des Sociétés adhérentes, soit à l'origine, soit par adhésion ultérieure.).

— de la **Forme de la Convention** : (Cette indication ne souffre pas de difficulté lorsque le contrat s'est constitué dans les formes prévues par telle ou telle législation. Mais ce cas est très rare, la plupart des Ententes Economiques Internationales étant des contrats innommés, des gentlemen's agreements écrits ou verbaux qui ne s'adaptent exactement à aucune catégorie de contrat juridique. Lorsqu'une définition précise de la modalité juridique adoptée par la convention était impossible ou arbitraire, nous avons adopté la désignation la plus fréquemment employée par nos auteurs et par les intéressés au contrat eux-mêmes.).

— de l'**Arbitrage** : (Conditions de fonctionnement et, si possible, rôle effectif depuis le début de l'accord).

— des **Sanctions** : (Ou pénalités prévues pour les conventions aux dispositions du Contrat.).

2° — **La Structure Economique de la Convention** a été envisagée sous un double aspect :

— le **But de la Convention** : (Tel qu'il résulte des statuts ; à défaut, tel que des éléments de fait ont permis de le dégager.).

— les **Clauses économiques** : (Enumération des dispositions adoptées par l'Entente pour réaliser son but, notamment en ce qui concerne la production, la vente à l'exportation, les stocks et la fixation des prix.).

3° — **Les Résultats de la Convention** sont déterminés par :

— le **Pourcentage contrôlé par l'entente** (par rapport à l'industrie toute entière).

— les **Résultats généraux** : Nous nous sommes particulièrement attachés, chaque fois que le produit envisagé le permettait, à étudier ici les répercussions de l'Entente au point de vue de la production, de la consommation, des cours, des stocks, etc...

*

**

Tel est le plan que nous avons suivi dans l'ensemble pour l'établissement de chaque monographie détaillée.

Il va sans dire que certaines modifications ont dû être apportées à ce plan-type, soit en raison de la technique industrielle de fabrication du produit (par exemple, pour le Blanc de Titane - n° 18) ; soit lorsqu'il s'agissait d'une forme particulièrement poussée de concentration industrielle, dont les modalités ne rentraient pas aisément dans un cadre rigide. (ex. : Allumettes - n° 100).

Une dernière remarque : notre but étant d'établir une documentation scientifique facile à consulter, nous nous sommes astreints à condenser au maximum toutes ces monographies. C'est pourquoi nous avons adopté un style volontairement bref et concis, et nous avons exposé des faits, à l'exclu-

sion de tout jugement personnel ou emprunté à nos auteurs, de toute considération historique ou prophétique.

Quant aux quelque soixante accords pour lesquels une enquête est impossible en France ou dans les pays limitrophes, et qui n'ont donné lieu qu'à des informations fragmentaires, nous les avons étudiés beaucoup plus rapidement, nous limitant à résumer brièvement, après rappel des sources de notre documentation, les quelques indications publiées à leur sujet. Les passages qui les concernent sont précédés d'un astérique *

*
**

Voici pour la question de la présentation matérielle de nos monographies. Mais un autre problème très délicat se pose également : sur quel critère choisir les ententes à étudier ?

Notre but a été d'étudier *toutes* les ententes actuellement existantes, portées d'une manière ou d'une autre à notre connaissance, quelles que soient leurs modalités juridiques ou économiques, pourvu qu'elles exercent une influence certaine sur l'évolution du marché international.

Ententes *actuellement existantes*, cela nous obligeait à laisser de côté toutes celles qui, par suite d'un échec ou pour toute autre raison, ont cessé de fonctionner. Toutefois, étant donné que certaines ententes actuelles sont conditionnées par celles qui les ont précédées, nous avons cru devoir exceptionnellement exposer le détail de quelques conventions préliminaires (cf. par exemple le Cuivre (n° 64) ; l'Acier (n° 1), etc...).

D'autre part, lorsque nous parlons d'ententes qui ont une *influence certaine sur le marché international*, nous n'entendons pas limiter notre étude simplement aux ententes qui contrôlent un pourcentage élevé de l'industrie mondiale dans

son ensemble ; nous envisageons également les accords qui se bornent à réglementer les marchés d'un continent, ou même les rapports particuliers de deux ou trois pays limitrophes, lorsque l'évolution des marchés de ces régions est déterminée par l'Entente Economique Internationale.

Enfin, nous avons cru devoir inclure dans notre étude des conventions de caractère très général, comme les grandes Fédérations Textiles, lorsque, sans être à l'heure actuelle à la base d'une véritable Entente Economique précise, elles paraissent cependant constituer le milieu dans lequel de tels accords pourront un jour aboutir (cf. infra IIème partie, p. 306).

Un index classe à la fin de ce volume les monographies détaillées et résumées par ordre alphabétique des produits. Nous n'avons pas cru devoir conserver cet ordre dans le texte, car il y a un intérêt certain à classer ensemble les accords concernant des branches différentes d'une même industrie, afin de distinguer le degré d'ensemble de collaboration privée internationale dans cette industrie, industrie sidérurgique, engrais, produits pharmaceutiques, etc....

CHAPITRE I.

LES ENTENTES INTERNATIONALES DANS L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE

Dans l'industrie sidérurgique, les Ententes Economiques Internationales sont nombreuses, et exercent une influence prépondérante sur le marché international.

L'Entente fondamentale concernant l'Acier sera étudiée en premier lieu. Nous avons cru devoir la faire précéder d'une étude rapide de la première convention E. I. A. de 1926, car il est particulièrement instructif de constater que l'accord actuel concernant la réglementation des exportations a remplacé une convention préliminaire, qui, elle, contingentait la production des adhérents.

D'autre part, nous avons consacré une monographie détaillée aux Conventions des Tubes, actuellement résiliées, car elles présentaient une combinaison intéressante de plusieurs contrats dont la réunion contrôlait l'ensemble du marché mondial d'exportation.

N° 1. Acier.

Sources : Enquête personnelle en 1934-1935-1936.

Tchernoff p. 641-197-217-223-716 op. cit.

Journée Industrielle des 8 mai 1933 et 6 décembre 1934.

Bulletin Quotidien des 7 mars 1935, 2 mai 1935, 13 juin

1935, 26 juillet 1935, 29 juillet 1935, 2 octobre 1935, 26 novembre 1934, 28 avril 1936, 18 mars 1936, 16 janvier 1936.

Rapport de la Commission de Direction du Comité des Forges du 16 mai 1935.

Bulletin du Comité des Forges N° 68 de décembre 1935.

S. D. N., *Questions économiques et financières* 1930 II - 41 - E 614.

Préliminaires :

Le 30 septembre 1926, l'Allemagne, la France, la Belgique et le Luxembourg constituent l'Entente Internationale de l'Acier (E. I. A.) sous forme de gentlemen's agreement avec effet au 1er Octobre 1926.

A la fin de 1926, le groupe de l'Europe Centrale, comprenant la Tchécoslovaquie, l'Autriche et la Hongrie, adhère à cette convention .

Le but est d'adapter la production à la consommation au moyen de l'attribution à chaque pays adhérent d'un contingent de *production*. Pour une production annuelle d'acier de 25.287.000 tonnes, les pourcentages attribués à chaque pays membre sont les suivants :

Allemagne	40,45%
France	31,89%
Belgique	12,57%
Sarre	6,54%
Luxembourg	8,55%

Dans le cas où la production totale aurait dépassé 29.287.000 tonnes, l'Allemagne devait se trouver avantagée par une modification des contingents de bases, soit :

Allemagne	43,18%
France	31,18%
Belgique	11,56%
Luxembourg	8,30%
Sarre	5,78%

Le contingent annuel des pays d'Europe Centrale était fixé à 2.170.000 tonnes.

La part attribuée à chaque pays devait ensuite être répartie entre les usines par les soins des organisations nationales. Le contrôle était exercé par une société fiduciaire suisse. Un système d'amendes et de primes sanctionnait l'observation du contrat, et un tribunal arbitral non permanent était chargé de trancher les litiges.

L'Entente Internationale de l'Acier était complétée par deux conventions l'une relative à la fonte, et l'autre aux produits laminés.

Par la convention des Fontes, signée en Octobre 1926, les exportations de Lorraine et du Luxembourg en Allemagne étaient fixées à 10 1/2 % de la consommation allemande de fonte de moulage. Sur ce contingent, la Lorraine recevait une part de 7,463 % et le Luxembourg 3,093 %.

Par l'accord des Produits Laminés, signé le 4 Novembre 1926, les exportations de produits sidérurgiques lorrains et luxembourgeois étaient également contingentés à l'entrée des frontières allemandes.

Le contingent global était cette fois de 6 1/2 % de la consommation allemande, la part de la Lorraine étant de 3,75% et celle du Luxembourg de 2,75%. La part de la Lorraine fut ultérieurement portée à 3,90 %. Les prix du marché intérieur allemand étaient appliqués à ces opérations.

Le contingentement de la *production* n'ayant pas donné tous les résultats qu'on en attendait, les pays membres de l'E. I. A. essayèrent en 1930 de constituer des comptoirs internationaux de vente. Mais cet essai échoua d'abord.

A partir de cette époque, l'activité de l'Entente Internationale de l'Acier se ralentit, et la convention finit pratiquement par tomber en sommeil.

Après une période de pourparlers assez longue, quelques

ententes portant sur des produits particuliers sont conclues (cf. infra: Rails, Feuillards et Bandes à Tubes, etc...).

Enfin, un nouvel accord général est élaboré sous la forme d'une nouvelle Entente Internationale de l'Acier, dont voici les caractéristiques.

Structure juridique :

Nom : Entente Internationale de l'Acier E. I. A.

Siège : Luxembourg.

Date de constitution : 1er juin 1933.

Durée : Cinq ans. Cependant des clauses résolutoires prévoient une résiliation possible avant cette époque.

Pays participants :

Au début : France; Allemagne (et Sarre) ; Belgique ; Luxembourg.

Ultérieurement: L'Angleterre adhère à la convention le 8 mai 1935 pour 3 mois, puis le 8 août 1935 pour cinq ans (avec faculté de résiliation au bout de trois ans sous certaines conditions).

La Pologne adhère le 26 juillet 1935.

En 1934, la Tchécoslovaquie, la Hongrie et l'Autriche étaient entrées plus ou moins directement dans l'E. I. A.

L'Union métallurgique Sud-Africaine signe à son tour un accord avec l'E. I. A. en 1936.

Des accords partiels ont été également signés par des entreprises finlandaise et hollandaise.

Forme de la convention: Gentlemen's agreement comportant l'organisation de comptoirs internationaux.

Arbitrage: En première instance, les litiges entre les adhérents sont tranchés par un comité spécial statuant à la majorité des trois-quarts. En appel un tribunal arbitral de trois membres est nommé à raison d'un membre pour chaque par-

tie, le troisième choisi d'accord par ces deux premiers arbitres, ou à défaut par le Président de la Chambre de Commerce Internationale. Cet arbitrage n'a jamais eu l'occasion de fonctionner.

Pénalités: Il est prévu des pénalités pour dépassement des contingents attribués. Le montant de ces pénalités est réparti entre les adhérents en retard au prorata de leur tonnage-programme.

Clauses économiques.

But: Réglementer l'exportation de chaque pays (et non plus sa production). Respecter les home-markets.

Clauses: 1^{re} Réserve du marché national aux producteurs nationaux.

2^e Les exportations sont réglementées dans les conditions suivantes:

— A) A chaque pays est attribué un contingent d'exportation sur les marchés libres. Ces contingents sont établis sur une base totale de 6.800.000 tonnes; au delà de ce tonnage global et jusqu'à 11.500.000 tonnes, les excédents doivent surtout profiter à la France et à l'Allemagne soit:

Pays	jq 6.800.000 tonnes m.	jq 11.500.000 tonnes
Allemagne	29,2 %	33,7 %
Belgique	29 %	26 %
France	20,6 %	23,5 %
Luxembourg	21,2 %	16,8 %

Après l'adhésion de la Grande-Bretagne à l'E. I. A., les exportations d'acier des adhérents continentaux vers le marché anglais ont été fixées à 670.000 t. pour la première année, et à 525.000 t. pour les quatre années suivantes. Ces chiffres s'entendent comme contingents globaux. Douze sections différentes règlent le détail des exportations de chaque genre de produits sidérurgiques.

La part de la Grande-Bretagne dans les comptoirs internationaux a été fixée, après certaines discussions, sur la base des résultats de l'année 1934, soit au total 2.250.000 t, avec en plus une faculté de supplément.

La Pologne reçoit une participation à l'exportation globale de 350.000 t.

La part de l'Union Sud Africaine a été fixée lors de son adhésion.

— B) Les adhérents de l'E. I. A. ont constitué des Comptoirs Internationaux pour tous les produits restés en dehors des accords intervenus avant juin 1933. Ces comptoirs sont :

Le comptoir des demi-produits (Bruxelles) ;

Le comptoir des poutrelles (Paris) ⁽¹⁾ ;

Le comptoir des aciers marchands (Luxembourg) ;

Le comptoir des larges-plats (Dusseldorf) ;

Le comptoir des tôles fortes (Dusseldorf) ;

Le comptoir des tôles moyennes (Dusseldorf) ⁽²⁾.

Ces comptoirs ne sont pas des comptoirs de vente, car les ventes sont effectuées directement par l'intermédiaire des groupes nationaux. Ce sont plutôt des organismes de contrôle, dont les comités de gérance possèdent des pouvoirs étendus ; ils surveillent le fonctionnement des contingents, et prennent toutes dispositions pour le règlement des avances et des retards.

A chaque période de décompte, toute tonne vendue au delà du contingent fixé donne lieu au paiement d'une pénalité, et les retards donnent lieu à indemnité.

(1) Des dispositions spéciales concernent les poutrelles à larges ailes.

(2) Au cours de l'année 1936, un nouveau comptoir international relatif aux tôles fines et aux tôles galvanisées a été constitué.

Résultats:**Pourcentage contrôlé dans la production mondiale :**

Le montant des exportations rentrant seul dans la convention de l'E. I. A. c'est plutôt ce point de vue qui doit être envisagé. Depuis l'adhésion de l'Angleterre, on peut dire que l'E. I. A. contrôle la totalité des exportations européennes, et 80 % des exportations mondiales.

Cours: L'action des comptoirs est parvenue à relever dans une certaine mesure les prix de vente officiels sur les marchés d'exportation.

Cours en Grande-Bretagne

(d'après l'*Iron and Coal Trades Review*)

Date	Fonte de moulage	Poutrelles	Barres marchandes
	£. s. d.	£. s. d.	£. s. d.
Décembre 1933	3.2.6	8.15.0	6.17.6 à 7.0.0
Décembre 1934	3.7.6	8.15.0	7.10.0
Décembre 1935	3.10.0	8.15.0	7.10.0

(En £. s. d. par tonne longue).

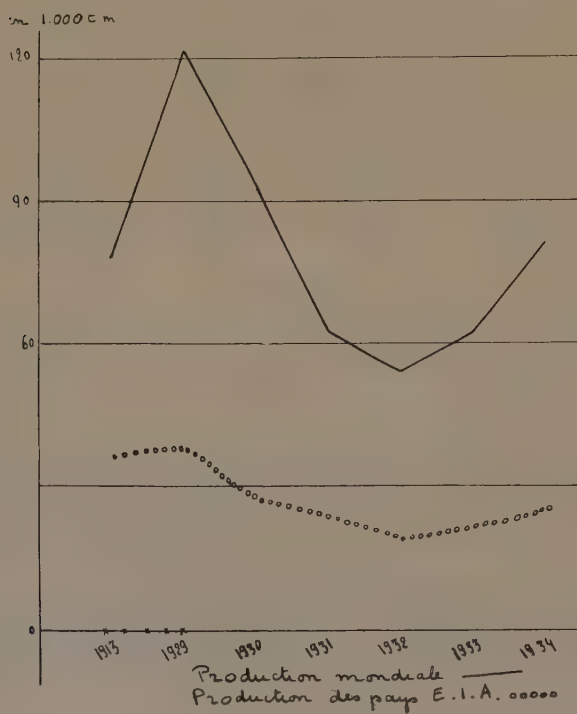
Mais les cours-or sont toujours de 38 % au dessous de 1913.

Exportations: En 1934, si la part des quatre pays fondateurs de l'E. I. A. a augmenté de 18 % dans l'exportation mondiale, la réorganisation de l'industrie britannique et l'es-sort de l'industrie polonaise risquaient de modifier la stabilité du marché sidérurgique européen. D'où la nécessité d'une entente avec ces deux pays, entente réalisée en 1935.

Production:

Statistiques de la production d'acier brut en lingots et moulage (exprimée en 1.000 t métriques).

Années	I	II
	Pays membres de l'entente	Production mondiale
1913	34.202 (1)	76.421
1929	34.906	120.558
1930	28.500	95.049
1931	22.768	69.260
1932	17.531	50.802
1933	19.421	67.968
1934	24.890	81.723



(1) Y compris la Grande-Bretagne et la Pologne.

N° 2. Fer blanc.

Sources: *Echo des Mines et de la Métallurgie* du 10 octobre 1935;

Supplément « Usines » des 4 août 1935, 21 septembre 1935;

Exportateur Français du 7 novembre 1935;

Nord Industriel du 25 avril 1936;

Enquête personnelle.

Préliminaires :

En 1929, est constituée une entente entre producteurs anglais et américains pour le partage des marchés d'exportation.

Cette entente fut rompue en 1931 (lors de la chute de la livre sterling).

Structure juridique:

Nom: Entente Internationale du Fer Blanc.

Siège: Londres.

Administration: Comité de Contrôle à Londres.

Date de constitution: au milieu de 1934.

Durée: trois ans; elle expire le 30 juin 1937.

Pays Participants :

Au début: Grande-Bretagne, Etats-Unis, Allemagne, France.

Ultérieurement: Italie, Norvège.

Forme de la convention: gentlemen's agreement.

Sanctions: pénalités prévues pour dépassement des contingents fixés.

Structure économique:

But: réglementation des exportations.

Clauses: contingents d'exportation attribués à chaque pays, soit	{	Grande-Bretagne	55 %
		Etats-Unis	22 %
		Allemagne	16 %
		France, Italie, Norvège	7 %

Les ventes à l'exportation se font directement par les groupes nationaux, mais sous le contrôle d'un Comité International siégeant à Londres.

Les marchés nationaux sont réservés aux producteurs nationaux (ils représentent 61,7% de la consommation mondiale de 1934).

L'accord prévoit la fixation des prix.

Résultats.

Pourcentage contrôlé dans la production mondiale :
86,5 %. (La fabrication dissidente représente donc 13,5 %).

Avant le cartel, les fluctuations des cours étaient très importantes; ex.: 1926..... 26 sh-or; 1931 12 sh-or.

Le cartel a suivi une politique de prix très prudente; on note seulement une hausse de 1 sh. papier du prix fob à Londres, au début de 1935, l'Angleterre ayant dépassé son contingent alors que les Etats-Unis n'ont pas atteint le leur.

La consommation du fer blanc dans les pays non membres du cartel est de 38,3 % de la consommation mondiale de 1934.

A la suite de la rupture de l'entente intérieure qui liait les producteurs français, l'entente internationale a pu sembler compromise. Cependant, des accords particuliers des producteurs français avec l'entente ont permis de poursuivre la réglementation internationale.

N° 3. Feuillards et bandes à tubes.

Sources : *Enquête personnelle.*

Préliminaires :

En 1929 est constituée une entente internationale des feuillards, dissoute au bout de six mois.

Il subsiste quelques accords particuliers pour l'Egypte, l'Amérique du Nord ou pour certains produits comme les feuellards pour balles de coton.

Puis un nouvel accord intervient.

Structure juridique:

Nom: Entente Internationale des Feuillards et Bandes à Tubes.

Siège: Liège.

Date de constitution: mai 1933.

Durée: cinq ans.

Pays participants: Allemagne, Belgique, France, Luxembourg.

Structure économique:

But: réglementation des ventes à l'exportation.

Clauses: 1° Protection des marchés intérieurs.

2° Contrôle des exportations, par attribution d'un contingent à chaque adhérent, soit:

Allemagne	...	...	...	...	...	...	23,11	%
Belgique	...	...	...	...	...	...	45,06	%
France	...	...	...	...	...	...	19,86	%
Luxembourg	...	...	...	...	...	...	11,97	%

des ventes totales; et par centralisation des ordres à un comptoir commun sis à Ougrée, Belgique.

3° Les prix sont fixés par l'entente.

N° 4. Fil machine.

Sources : *Enquête personnelle.*

Nord Industriel du 14 décembre 1935.

Préliminaires :

En 1926-1927, après des négociations entre l'Allemagne, la

Belgique, la France et le Luxembourg, une convention internationale est constituée dans les conditions suivantes :

Structure juridique:

Nom: Entente Internationale du Fil-Machine (pour tous les laminés ronds et carrés, en couronne, de 13 mm et moins de diamètre ou côté).

Siège: Ougrée.

Administration: Elle est assurée par un bureau à Ougrée et la réunion périodique d'un comité directeur composé de délégués de chaque groupe.

Date de constitution: 10 juin 1927; entrée en vigueur le 1er octobre 1927.

Durée: trois ans.

Renouvellements: fin 1930 pour un an.

Fin 1931 pour cinq ans jusqu'au 31 décembre 1936.

Lors de son dernier renouvellement, l'E. I. F. M. a lié son organisation à celle d'une entente internationale des tréfilés (I. W. E. C. O.) qui fonctionne parallèlement (cf. N° 6).

Pays participants:

Au début: Allemagne, Belgique, France, Luxembourg.

Adhésions ultérieures: Le 1er janvier 1930, le groupe de l'Europe Centrale (Autriche, Hongrie, Tchécoslovaquie), puis, le 1er mai 1935, la Pologne, adhèrent à l'Entente.

Forme de la convention: convention écrite innommée (gentlemen's agreement).

Arbitrage: prévu, mais ne paraissant pas avoir jamais fonctionné.

Sanctions: Les pénalités pour avances sur les contingents fixés sont réglées financièrement à la fin de chaque exercice.

Structure économique :

But: Adaptation de la production à la consommation. Rationalisation de la politique des ventes.

Clauses: Le point principal est que l'entente du Fil-Machine est la *seule* des ententes sidérurgiques qui contrôle le tonnage des ventes de ses adhérents non seulement à l'exportation, mais aussi sur le marché intérieur. Les pourcentages globaux sont fixés comme suit:

Allemagne	un peu moins de	60 %
Belgique	environ	13 %
France	un peu moins de	25 %
Luxembourg	environ	5 %

Le groupe Europe Centrale et tout récemment la Pologne ont signé des accords mais uniquement pour *l'exportation* de leur fil machine.

Dans l'ensemble les marchés sont ainsi organisés:

1° Respect des marchés « intérieurs » de chaque groupe et de certains territoires dits « protégés ».

2° Liberté de vente, mais contrôle des tonnages d'un groupe sur le territoire d'un autre groupe dans certains cas nettement précisés.

3° A l'exportation, l'Entente fixe les prix pour tous les principaux pays étrangers. Les groupes vendent directement par les soins de leurs organisations commerciales propres, en respectant ces prix. Dans beaucoup de pays, il existe un groupement des vendeurs des divers adhérents de l'Entente qui se répartissent les commandes suivant les directives de leurs organismes centraux.

Pour équilibrer les avances et les retards le Président de l'Entente Internationale du Fil-Machine peut fixer la part de chaque groupe sur les ventes dans les principaux pays consommateurs étrangers.

Résultats.

Pourcentage contrôlé dans la production européenne:
80 % environ.

L'Entente a donné d'excellents résultats depuis le début et n'a pas eu de difficultés très graves à surmonter. Sa politique de prix est très respectée.

N° 5. Rails.

Sources: *Tchernoff*, p. 130, 139, 141, 196, 199, 646, *op. cit.*

Européen du 20 mai 1931.

Bulletin Quotidien du 29 juillet 1935.

Journée Industrielle du 7 mars 1935.

Temps du 12 mai 1931.

Conte, page 11 et suivantes, *op. cit.*

Nord Industriel du 1er février 1936.

Enquête personnelle.

S. D. N., Section économique et financière, 1930, II 41 E. 614.

Préliminaires :

En 1904, une entente dénommée I. R. M. A. est conclue entre l'Allemagne, la Belgique, l'Angleterre, la France, à laquelle s'adjoignent en 1906 les Etats-Unis. Des accords sont aussi conclus avec l'Espagne, la Russie, l'Autriche.

Le but est de délimiter les débouchés.

Les accords distinguent deux catégories de marchés :

— Un marché réservé, comprenant le marché national, et pour certains pays d'autres territoires déterminés, les colonies pour la France et la Grande-Bretagne, la Scandinavie pour l'Allemagne;

— Un marché libre, avec quotas et détermination commune des prix minima.

Cet accord a amené un relèvement des cours, et a permis de fixer des conditions particulières pour les gros clients, en particulier pour l'Italie.

Structure juridique:

Nom: International Rail Maker's Association: I. R. M. A.

Siège: Londres.

Administration: a) Comité spécial composé d'un représentant de chaque groupe national;

b) Bureau central à Londres.

Date de la constitution: Décembre 1926.

Renouvellements: Le 1er avril 1929 pour six ans.

En mars 1935 pour trois mois, jusqu'au 1er juillet 1935; le 1er août 1935 pour cinq ans, mais la résiliation est possible au bout de trois ans.

Pays participants:

Au début: Angleterre, Allemagne, Belgique, France, Luxembourg.

Adhésions ultérieures: Le 1er janvier 1927: la Tchécoslovaquie, l'Autriche, la Hongrie, réunies en un groupe Europe-Centrale; le 1er avril 1929 par un accord spécial: les Etats-Unis; en octobre 1935: la Pologne.

Forme de la convention: Gentlemen's agreement.

Sanctions: Les pénalités pour avance n'étaient pas encore fixées en décembre 1935.

Structure économique:

But: Règlementation de l'exportation de tous les rails d'un poids de 36 lbs et plus par yard (sauf en ce qui concerne les rails pour tram, grues), les éclisses, les plaques d'appui simples et combinées.

Clauses: Les marchés intérieurs des adhérents leur sont réservés. Les colonies de la France, de la Belgique, de l'Angleterre, sont réservées à ces pays tandis que les territoires sous mandat sont placés sous le régime de la vente libre.

Les exportations sont réparties entre les divers groupes suivant des pourcentages déterminés, soit:

Allemagne	...	...	...	...	...	19,11 %
France	...	...	...	...	...	16,92 %
Belgique	...	...	...	...	...	13,77 %
Luxembourg	...	...	...	...	...	4,76 %
Grande-Bretagne	...	...	...	...	...	23,80 %
Etats-Unis	...	...	...	...	...	17,79 %
Europe Centrale	...	...	...	...	...	3,85 %

Au début de 1936, on a procédé à un nouvel ajustement des quotes parts, et les nouveaux contingents s'établissent ainsi :

Belgique	...	...	...	...	...	7,4 %
Angleterre	...	...	...	...	...	23,5 %
France	...	...	...	...	...	14,60 %
Etats-Unis	...	...	...	...	...	13,25 %
Pologne	...	...	...	...	...	10 %
Autriche	...	...	...	...	...	4,6 %
Hongrie	...	...	...	...	...	4,6 %
Tchécoslovaquie	...	...	...	...	...	4,6 %
Luxembourg	...	...	...	...	...	4,1 %
Allemagne	...	...	...	...	...	16,50 %

Toutes les commandes sont centralisées au Comité Central de Londres qui les distribue entre les groupes, en tenant compte des pourcentages statutaires et des préférences du client. Mais il ne s'agit *pas* d'un cartel de vente.

Le Bureau Central de Londres signale les adjudications internationales aux adhérents en retard.

Des prix minima et les conditions de vente sont fixés par accords des adhérents.

Résultats:

Pourcentage contrôlé dans la production mondiale: pratiquement 100 % pour l'exportation.

Tonnage réparti en 1929: 73 % de l'avant-guerre.

1931: 17 % de l'avant-guerre

Une baisse brusquée des prix avait été décidée en octobre 1931 pour abattre les usines dissidentes canadiennes et polonaises.

N° 6. Tréfileries.

Sources: *Enquête personnelle.*

Préliminaires :

En 1927 les producteurs allemands, belges, hollandais, tchèques ont conclu des accords dont le but est la protection réciproque des marchés intérieurs.

Ces accords forment la base du contrat de l'I. W. E. C. O.

Structure juridique:

Nom : International Wire Export Company I. W. E. C. O.

Siège: Bruxelles.

Date de constitution: 1er janvier 1932.

Pays participants :

Au début, Allemagne, Belgique, Angleterre, Tchécoslovaquie, Hongrie, Danemark, Hollande.

Ultérieurement : France.

Forme de la convention: Société Coopérative Belge.

Structure économique:

But: Contrôle des exportations des pays participants.

Clauses:

Attribution d'un contingent d'exportation à chaque pays. Les pourcentages respectifs des pays signataires sont ainsi fixés depuis l'entrée de la France dans la convention.

Allemagne	...	...	...	...	...	50,7 %
Belgique	...	...	...	...	...	33,3 %
Tchécoslovaquie	...	...	...	...	...	5,7 %
France	...	...	...	...	...	5,1 %
Hollande	...	...	...	...	...	3,8 %
Hongrie	...	...	...	...	...	0,8 %
Danemark	...	...	...	...	...	0,6 %

Ces adhérents ont signé avec les producteurs américains et anglais des conventions de tonnage et de prix, et d'autres accords particuliers avec les producteurs nationaux de certains marchés d'exportation des tréfilés. Les prix sont fixés par l'entente.

N° 7. Tubes.

Sources: *Journée Industrielle* du 27 février 1935, 23 mars 1935.

Usine du 2 mars 1935, du 27 mars 1936.

Bulletin Quotidien du 31 mars 1932.

Européen du 20 mai 1931.

Echo des Mines et de la Métallurgie des 1er novembre 1931 et 10 avril 1932.

Enquête personnelle.

Nord Industriel des 4 novembre 1933, 1er février 1936, 22 février 1936.

Le marché des tubes a été d'abord réglementé par deux accords connexes:

1er Accord.

Structure juridique:

Nom: Entente Continentale des Tubes (à gaz, à pétrole,

de bouilleurs, (jusqu'à 318 mm. de diamètre extérieur) et de locomotives).

Date de constitution: Juillet 1926.

Durée: Jusqu'au 31 mars 1932.

Renouvellements : Jusqu'au 31 mars 1935, puis jusqu'en 1940.

Pays participants:

Groupe A: Allemagne.

Groupe B: Tchécoslovaquie.

Groupe C: Kattowits (Pologne).

Groupe D: France, Belgique, Sarre.

Groupe E: Manfred Weiss (Hongrie).

En 1927, les autres usines polonaises avaient donné leur adhésion et formé le groupe F.

Forme de la convention: comptoir.

Structure économique:

But: Règlementation des exportations.

Clauses: 1° Règlementation des exportations par contingents:

Groupe A, Allemagne	... ..	56,10 %
Groupe B, Tchécoslovaquie	... ..	12,06 %
Groupe C, Kattowitz (Pologne)	...	3,37 %
Groupe D, France, Belgique, Sarre...		26,77 %
Groupe E, Hongrie	... ..	1,69 %

Le groupe F (autres usines polonaises) reçoit une part égale à 6,93 % du total des exportations de tous les autres pays.

2° Au total dans l'Entente Internationale, chaque catégorie de tubes était contingentée dans les proportions suivantes:

Tubes à gaz	... ..	47 %
Tubes à pétrole	... ..	40 %

Bouilleurs	75 %
Tubes à locomotives	48 %

3° Accords particuliers: Au printemps 1927, une entente était intervenue avec les Anglais et les Américains, mais à caractère moins strict que celle existant avec les Continentaux. Il manquait à ces accords des clauses réglementant la compensation des ventes à l'exportation, ainsi que le partage des marchés. Cet accord particulier a été remplacé par l'Entente Internationale des Tubes en 1929.

Résultats:

L'entente continentale des Tubes a été rompue par suite de l'entrée des usines sarroises dans l'économie allemande et de l'augmentation de la production allemande. Le groupe allemand, à la suite du retour de la Sarre à l'Allemagne, avait en effet demandé un relèvement de son quantum à l'exportation en compensation des ventes que les usines de Bonn et de Hamburg n'effectuaient plus en France. Les autres groupes refusèrent et le cartel fut rompu.

2me Accord:

Structure juridique:

Nom: Entente Internationale des Tubes (à gaz et à canalisation d'eau).

Siège: Düsseldorf (organisme central).

Date de constitution: 1929.

Durée: Jusqu'au 31 décembre 1932.

Renouvellement: En 1930, pour dix ans; mais dissolution anticipée le 11 mars 1935 à la suite de la rupture de l'Entente Continentale.

Pays participants:

Au début: 4 groupes: continental (voir le premier accord des tubes), américain, britannique, canadien.

Ultérieurement: Japon, Suède.

Structure économique:

But: Règlementation de l'exportation.

Clauses: 1° Protection réciproque des marchés nationaux.

2° Fixation des contingents de ventes totales des adhérents: l'Entente Internationale des Tubes concernait en effet non seulement les ventes à l'exportation, mais même les ventes sur les marchés intérieurs. Seulement ces dernières n'étaient décomptées que pour le calcul du contingent total des groupes.

Les ventes à l'exportation au contraire, donnaient lieu à une déclaration à l'organisme central de Dusseldorf tant pour les tonnages que pour les prix et, le cas échéant, à une compensation pécuniaire semestrielle des avances et retards constatés par rapport au pourcentage attribué à chaque groupe.

Ces pourcentages étaient ainsi fixés:

Groupe continental:	48,40 %
Groupe américain:	15,75 %
Groupe canadien:	2,75 %
Groupe anglais:	33,10 %

3° L'Entente fixait également les prix minima à l'exportation

4° L'Entente Internationale des Tubes a signé des accords particuliers avec certains pays:

a) Avec les usines suédoises;

b) En novembre 1933 avec la production japonaise: les producteurs japonais se réservent leur marché. Mais ils se soumettent au cartel pour les quantités et les prix. Cet accord limité aux Tubes à Gaz, ne devait durer que jusqu'en 1937, certaines qualités pouvant en outre être fournies par le cartel sur le marché japonais.

Résultats:

L'Entente Internationale des Tubes a été dissoute à la suite de la dénonciation de l'entente continentale (cf supra).

3°) Accords particuliers:

Après la dissolution de l'Entente Internationale des Tubes, et l'échec des pourparlers pour un nouvel accord général, les producteurs des pays intéressés ont signé des accords bilatéraux reconnaissant généralement la réserve réciproque des marchés nationaux aux producteurs nationaux. (Exemple: accords franco-belge, germano-anglais).

N° 8. Accords sidérurgiques divers.

Sources: *Bulletin de Presse de Berlin* du 27 février 1934.

Un accord entre l'Allemagne et la Pologne fixe les contingents des ventes polonaises sur le marché allemand. Ces ventes sont effectuées au prix intérieur allemand, et par l'intermédiaire du Syndicat allemand. L'accord fixe aussi le contingent des ventes sidérurgiques allemandes en Pologne.

D'autre part, une entente entre la majorité des producteurs de fonte phosphoreuse de Belgique, France, Luxembourg règle les ventes sur le marché belge.

*
* *

* Enfin, certains accords de moindre importance concerneraient ou auraient concerné:

- les scories Thomas;
- le fer laminé;
- les vis et rivets;
- les produits de forge;
- les limes;
- les chaînes;
- les tamis, filets et grillages métalliques;
- les aiguilles,
- etc...

Sans parler des conventions plus particulières pour l'écoulement de certains articles très spécialisés, notamment les accessoires pour locomotives, wagons, etc...

Toutes ces conventions très « localisées », soit au point de vue de leur influence sur le marché international, soit en ce qui concerne les pays participants, sont très difficiles à connaître et à étudier, car elles sont trop peu importantes pour que la presse d'information économique publie beaucoup de renseignements à leur sujet; d'autre part, le particularisme des producteurs croît souvent en raison inverse de l'importance de l'accord, ce qui se conçoit du reste, car le « secret » de l'entente projetée est, dans ces cas particuliers, une condition de son efficacité.

CHAPITRE II

LES ENTENTES ECONOMIQUES INTERNATIONALES DANS L'INDUSTRIE CHIMIQUE

Les Ententes Economiques Internationales, très nombreuses dans l'industrie chimique, touchent à toutes les catégories de production.

C'est pourquoi, au lieu de les présenter ici par ordre alphabétique, nous avons pensé qu'il était préférable d'opérer un premier classement :

- produits pharmaceutiques
- produits techniques industriels
- engrais.

D'autre part, les accords internationaux qui réglementent les principales branches de l'industrie chimique ne présentent du reste pas tous la même importance : les uns, très détaillés, groupent un nombre considérable de pays et de producteurs, — (ou au contraire quelques très gros producteurs jouissant dans l'ensemble d'une sorte de monopole de fait), — et concernent des produits de première nécessité.

Les autres accords règlent le marché international de produits dont la consommation est minime, et dont la fabrication n'intéresse que des usines très spécialisées.

Il était donc naturel que nous nous attachions surtout à une étude détaillée des ententes chimiques dont l'influence mondiale est prépondérante, et que nous résumions plus rapi-

dement les renseignements essentiels concernant les accords de moindre importance.

N° 9. Produits chimiques pharmaceutiques.

Nous étudierons tout d'abord les très nombreux accords qui organisent le marché des petits produits pharmaceutiques.

Nature des produits envisagés:

Certains produits salicyliques, des amides, des alcaloïdes, des phénols, des dérivés organiques de l'arsenic, enfin certains produits divers tels que des sels métalliques et minéraux variés, l'analgésine, la pipérazine, le phénylsémicarbazide, etc...

Soit au total 17 accords auxquels la France est intéressée (1).

Pays participants:

Nom du pays	Nombre d'accords auquel il est direc- tement partie	Nombre d'accords auquel il participe indirectement
France	17	
Allemagne	14	
Suisse	6	
Hollande	2	
Angleterre	2	4
Tchécoslovaquie	2	1
Hongrie		2
Pologne		2
Etats-Unis		1

(1) Il y a sans doute bien d'autres petits produits pharmaceutiques donnant lieu à des accords. Mais du fait même du petit volume des produits très spécialisés qu'ils concernent, ces accords ne sont pas rendus publics par la presse ou autrement. Pour les repérer, il faudrait

Date, durée et renouvellement de ces conventions

Nombre de conventions constituées	Année de constitution	Année du dernier renouvellement exprès	Durée du dernier Rt ou de l'accord primitif (1)
1	1907	1931 et 1934	1 an
1	1909		
1	1927	1935	
1	1928		
2	1929	1933	2 ans
2	1929	1933	3 ans
1	1930		15 ans
1	1931	1935	3 ans
1	1933		
1	1933		3 ans
1	1934		
2	1934		2 ans
2	1935		

Structure des accords:**Clauses économiques:**

1° Huit ententes sont simplement des ententes de prix.

2° Huit conventions prévoient pour chaque participant des quotes-parts de production ou de livraison.

3° Une entente constitue un véritable syndicat de vente en commun, dont le Bureau de ventes est à Hambourg.

aller sur place dans tous les pays, enquêter auprès de chaque entreprise pour savoir si elle n'a pas elle-même conclu un accord avec une ou plusieurs entreprises étrangères pour l'un des produits qu'elle fabrique.

Il est dans nos intentions d'effectuer cette enquête et de publier, dans les mises à jours ultérieures de cet ouvrage, les données que nous aurons pu recueillir.

(1) Pour les simples ententes de prix, les conventions sont la plupart du temps à très court terme et dénonçables à tout moment.

Arbitrage:

Toutes les conventions avec quotes-parts prévoient un arbitrage à deux instances :

— en première instance, est compétent le syndic chargé des affaires régulières de la Convention (contrôle, comptes).

— appel de son jugement peut être ensuite fait devant un tribunal arbitral composé de trois juges. Le président de ce tribunal est dans certains cas nommé par le président de la Chambre de Commerce Internationale.

Pénalités:

Elles consistent en général dans le paiement d'amendes dont le montant est fixé à tant par kg vendu en infraction à l'accord; beaucoup de conventions prévoient que le minimum de la pénalité sera égal à la valeur de la marchandise vendue irrégulièrement.

N° 10. Bismuth.

Sources: *Européen* du 20 mai 1931.

Enquête personnelle 1935-1936.

Préliminaires :

Le marché du bismuth est dominé par le Syndicat du métal: Mining Chemical C°. Les niveaux des prix du métal sont maintenus très bas, à cause de la possibilité de récupération du bismuth comme production secondaire à base de minerais d'autres métaux.

Structure juridique:

Nom: Convention Internationale du Bismuth.

Administration: Londres.

Date de constitution: 1927.

Durée: Annuelle.

Renouvellements: Tacites,

Pays participants: Allemagne, France, Grande Bretagne, Hollande.

Forme de la convention: Gentlemen's agreement.

Clauses économiques.

But de la convention: Régularisation de la vente et de la production.

Clauses: Réserve des marchés nationaux.

Liberté du marché international.

Règlementation des prix de vente.

Résultats:

Pourcentage contrôlé dans la production européenne:
90 %.

Les cours du produit pharmaceutique suivent dans l'ensemble ceux du métal. L'accord a donné des résultats satisfaisants.

N° 11. Cocaïne.

Sources : *Enquête personnelle.*

Préliminaires :

Une première convention d'avant-guerre (et qui venait de se reformer en juillet 1914) fut rompue au moment de la guerre.

Le marché de la cocaïne est un marché assez particulier en raison du contrôle général des ventes de cocaïne effectué par la S. D. N., et du fait que les marchés nationaux sont rigoureusement contrôlés en outre par des services spéciaux (en France, Service de la répression des fraudes).

Structure juridique:

Nom: Convention de la Cocaïne.

Siège: Darmstadt.

Administration: Elle est assurée par les maisons participantes qui prennent leurs décisions à la majorité des voix.

Date de constitution: 1930.

Durée: 10 ans.

Renouvellements: Tacites.

Participants: Six maisons allemandes, deux maisons françaises, une maison anglaise, une maison hollandaise, une maison suisse.

Forme de la convention: Gentlemen's agreement.

Structure économique:

But: Règlements de la vente et de la production.

Clauses: Elles établissent dans l'ensemble des contingents quantitatifs des ventes à l'exportation, sanctionnés par un système « d'égalisation » en nature et en espèce. La compensation des avances et retards de production est effectuée par livraison de matière première et répartition aux retardataires d'un certain pourcentage des bénéfices des producteurs en avance.

Résultats:

Pourcentage contrôlé de la production: la presque totalité de la production européenne (au moins 90 %). Il y a deux producteurs dissidents hollandais, un belge, un tchécoslovaque.

Les résultats sont satisfaisants dans l'ensemble.

N° 12. Iode.

Sources: *Européen* du 20 mai 1931.

Chimie et Industrie, vol. 35, N° 3, p. 527, article de M. L.-M. Bernard.

Enquête personnelle.

Préliminaires :

L'iode est produit selon deux procédés de fabrication : à base des varechs marins et des nitrates de soude naturels du Chili. Ce dernier procédé, à très bas prix de revient, tendrait à éliminer complètement l'iode marin plus coûteux.

Pour maintenir la situation de l'iode marin à côté de celle de l'iode Chilien, il a donc été nécessaire de conclure un accord.

Structure juridique:

Nom: Combinacion de Yodo.

Siège: Secrétariat à Paris.

Date de constitution : 1879.

Renouvellements: sans interruption jusqu'à nos jours ; ré-organisation en 1928-1929, puis en 1934.

Pays participants : •

Au début: Chili et une partie des producteurs français.

Adhésions ultérieures: Ecosse (adhésion plutôt théorique, la production écossaise étant très faible).

Forme de la convention: Association de fait (placée en pratique sous la domination du Chili).

Structure économique:

But : Conserver une place à l'iode marin à côté de l'iode chilien.

Clauses: 1° Le marché français est réservé aux producteurs français ;

2° Un contingentement de base à la vente est attribué à chaque producteur.

3° L'exportation à l'étranger est interdite (en principe et en fait) aux producteurs français.

4° Les prix intérieurs sont fixés par les producteurs français.

Résultats :

Pourcentage contrôlé dans la production mondiale:
 67 1/2 % (dissidents : une partie des producteurs français, Japon, Etats-Unis, Java, Norvège). Soit 250 t pour les outsiders sur une production mondiale de 800 à 1000 t.

Le Chili aurait pu contrôler la totalité de la production mondiale, puisque grâce à son prix de revient dérisoire, la production chilienne pouvait écraser toute concurrence nouvelle.

Mais le syndicat chilien a suivi une politique imprudente et il a maintenu les prix à un niveau très élevé, soit

22 fr-or, 22 le kg de 1901 à 1911;

38 fr-or, 88 le kg pendant la guerre russo-japonaise;

27 fr-or le kg en juin 1912;

33 fr-or, 33 le kg en août 1913;

38 fr-or, 88 le kg en 1915;

44 fr-or, 44 le kg en 1919, prix qui fut maintenu jusqu'en 1931.

Ces prix exorbitants, qui laissaient une marge de bénéfice de 400 % aux producteurs chiliens, provoquèrent la naissance de nouvelles industries, notamment au Japon, en Norvège, à Java, etc. Une concurrence meurtrière s'ensuivit sur les marchés d'exportation.

Aussi depuis 1931 assiste-t-on à une baisse des cours, baisse qui s'établit ainsi:

1932	.....	33,33 fr-or
1933	.....	22,22 fr-or
1934	.....	12,02 fr-or
1936	.....	6,66 fr-or

A l'heure actuelle, les résultats sont donc assez discutables.

Sur les marchés mondiaux le Japon vend l'iode japonais 4 fr-or,20 contre 6 fr., 66 pour l'iode chilien, et les pourpar-

lers pour un accord de prix avec le Japon ont été rompus. La situation ne semble pas devoir être assainie facilement en raison du grand nombre de dissidents, et de l'état de surproduction endémique sur le marché de l'iode.

N° 13. Dérivés iodés.

Sources: *Enquête personnelle.*

Chimie et Industrie, vol. 35, N° 3, p. 527, article de M. L.-M. Bernard (cf. N. 12.)

Structure juridique:

Nom: Convention internationale des Dérivés Iodés (Iodures de potassium, de Sodium, Iodoforme, Iode bisublimé, etc.)

Siège: Glasgow.

Administration: Syndic.

Date de constitution: 1888.

Renouvellements: Annuels.

Pays participants: Deux maisons françaises; huit maisons anglaises; neuf maisons allemandes.

(Deux maisons italiennes, qui en faisaient primitivement partie, se sont retirées).

Forme de la convention: Gentlemen's agreement.

Structure économique:

But: Régularisation du marché.

Clauses: 1° Contingentement quantitatif des ventes à l'exportation avec compensation pécuniaire des avances et retards, consistant dans l'attribution aux retardataires d'un pourcentage du bénéfice par les producteurs en avance.

2° Convention de prix.

Résultats:

Pourcentage contrôlé dans la production européenne:

Il est difficile à évaluer, mais il est certain qu'il y a de nombreux dissidents.

La situation du marché des dérivés iodés est assez anarchique, en raison des nombreux dissidents. De plus, les producteurs d'iode brut et d'iodures ont des intérêts divergents. La question de la possibilité d'une entente entre ces deux stades de la production reste entière.

N° 14. Opium.

Sources: *Bulletin Quotidien* du 13 juillet 1934.

Bulgarie du 21 décembre 1934, 7 juin 1934.

Echo de Belgrade du 25 avril 1934.

Chambre de Commerce de Marseille N° 6, 1935, d'après le *Bulletin de la Chambre de Commerce d'Istanbul* de novembre 1935.

Structure juridique:

Nom: Convention de l'Opium (ratifiée par le Parlement des deux pays).

Administration: Un organisme commun, le Bureau Turco-Yougoslave à Istanbul, est administré par deux délégués, un pour chaque pays. Il a été créé pour l'exportation d'opium brut.

Date de constitution: 14 avril 1932 à Angora; entrée en vigueur le 23 octobre 1933 (?).

Durée: 1 an.

Renouvellements: En 1934 pour deux ans. Renouvellement par tacite reconduction pour la même durée à partir du 1er janvier 1935.

Pays participants: Turquie, Yougoslavie (l'accord a été signé par le Ministre du Commerce Yougoslave et par le directeur des Monopoles Turcs).

Arbitrage: Par les Présidents des Chambres de Commerce d'Istambul et Belgrade à tour de rôle.

Structure économique:

But: Exportation de l'opium, mesures contre la contre-bande.

Clauses: 1° Vente par le bureau central de Constantinople. Le contrôle de l'Etat est assuré par des certificats d'exportation.

2° Les bénéfices de toutes livraisons sont partagés à raison de 74 % pour la Turquie et 26 % pour la Yougoslavie.

3° Article 11 du renouvellement de 1934: les prix sont fixés par le Bureau Central. La vente de l'opium à fumer reste libre.

4° Rachat des stocks.

Résultats:

Pourcentage contrôlé dans la production mondiale:

Turquie	62 %	} au total 80 %.
Yougoslavie	18 %	

Cours: en octobre 1933 : 70 frs.

en décembre 1934: 120 à 125 frs.

N° 15. Quinine.

Sources: *Publications de la S. D. N.*, notamment celle consacrée au Paludisme (1932).

Enquête personnelle 1935-1936.

Préliminaires :

Difficulté d'acclimatation des plantations de quinquina dans des pays autres que les Indes Néerlandaises. Cependant, dans le courant du XIX^e siècle, on assiste à un développement intensif des plantations surtout à Java et à Ceylan.

A la suite de l'augmentation de la consommation, l'écorce sauvage disparaît du marché au profit des écorces cultivées.

Lutte aigüe entre Java et Ceylan, qui se termine par l'arrachage des plantations de Ceylan, remplacées par des plantations de thé; la production est désormais concentrée entre les mains des producteurs hollandais de Java.

A la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, surproduction et chute des prix:

1884	.....	220 fr.
1885	.....	150
1886	.....	116
1887	.....	55
1891	.....	32
1904	.....	20

Cette chute des prix est causée par une surproduction de quinquina et une sous consommation de quinine endémiques. Aussi dès l'avant-guerre le marché du quinquina et de la quinine a été organisé par un ensemble de conventions différentes:

— *1er Accord:*

Structure juridique:

Nom: Vereenigin van Kinabast Producenten.

Sièges: Java-Amsterdam.

Date de constitution: 1907-1908.

Participants: La grosse majorité des producteurs hollandais de Java, assistés des représentants du gouvernement hollandais.

Structure économique:

But: Lutte contre la surproduction.

Clauses: Contingentement de la production de 50 à 60 % de la capacité de production.

Limitation ou interdiction des plantations nouvelles.

Institution de licences d'exportation par le Gouvernement hollandais.

Résultats:

Pourcentage contrôlé dans la production mondiale: 92 % contrôlés directement ou indirectement.

— 2me Accord:

Structure juridique:

Nom: Kina Overeenkomst.

Siège: Amsterdam.

Administration: Un bureau central à Amsterdam, connu sous le nom de Kina Bureau, et comprenant cinq représentants des fabricants, cinq représentants des planteurs et un président professionnel choisi en dehors, échantillonne, analyse et identifie les lots de quinquina stockés à Amsterdam. Il centralise les renseignements statistiques et établit les soldes des comptes des adhérents.

Date de constitution: 15 juillet 1913.

Durée: 5 ans.

Renouvellement: 1918-1928, 1928-1938.

Pays participants: 1° Planteurs de Java (Vereenigin van Kinabast Producenten), et fabricants hollandais.

2° Les fabricants hollandais signent des accords avec les autres fabricants européens (trois fabricants allemands, quatre français, un anglais, un suisse, deux américains indirectement).

Forme de la convention: Contrat synallagmatique authentique placé sous la loi hollandaise.

Structure économique:

But: Adaptation de la production de quinine à la consommation.

Fixation des prix.

Clauses: 1° Les prix sont fixés par le Kina-Bureau pour le Sulfate de quinine, avec possibilité de consentir des rabais aux clients privilégiés: gouvernements, œuvres de bienfaisance, hôpitaux...

2° Le prix touché sur chaque vente de quinine est réparti comme suit:

60 % aux planteurs

40 % aux fabricants.

(avant 1922, cette proportion ne s'appliquait que jusqu'aux vingt premiers florins, le surplus étant partagé à raison de 50 % à chaque partie).

3° Depuis 1922, chaque fabricant se voit attribuer un « stock de fer » de quantité immuable: chaque vente de quinquina doit être obligatoirement suivie d'un achat d'écorce de quinquina de même teneur en quinine, payé aux planteurs 60 % du prix de vente de la quinine remplacée (cf. supra).

3ème accord.

Structure juridique:

Nom : Convention de la quinine.

Siège: Bureau central à Amsterdam, juridiquement indépendant du Kina Bureau.

Date de constitution : 1913.

Durée : Parallèle au Kina-Overeenkomst.

Pays participants :

3 fabricants allemands.

4 fabricants français.

1 fabricant anglais

3 fabricants hollandais.

1 fabricant suisse.

2 fabricants américains (d'une manière indirecte par le Buramik).

Forme de la convention : gentlemen's agreement verbal et protocole.

Structure économique:

But: Réglementation des marchés.

Clauses: La situation des adhérents n'est pas uniforme dans les détails d'application. Dans l'ensemble, l'organisation des ventes s'établit ainsi :

1°) Attribution d'un quantum des ventes totales à chaque adhérent ; en cas de dépassement, les producteurs en avance rachètent une quantité égale à cette avance aux producteurs en retard.

2°) En théorie, tous les marchés sont libres. En pratique, respect de la clientèle personnelle de chaque adhérent.

Résultats généraux.

Pourcentage contrôlé dans la production mondiale: 92 % (dissidents aux Indes et en Italie).

Stocks: On constate une augmentation continue des stocks à Java et à Amsterdam, les mesures de contingentement de la production n'étant pas suffisantes en face d'une surproduction endémique.

Prix: Les prix fixés par le Kina Bureau marquent une tendance résolue vers la baisse et n'ont été modifiés que deux fois en 15 ans (en 1926 et en 1933), d'où suppression de la spéculation et stabilité parfaite des prix :

Après-guerre	45 florins.
1926	35,5
1933	26,5

Production: Il est pratiquement impossible d'envisa-

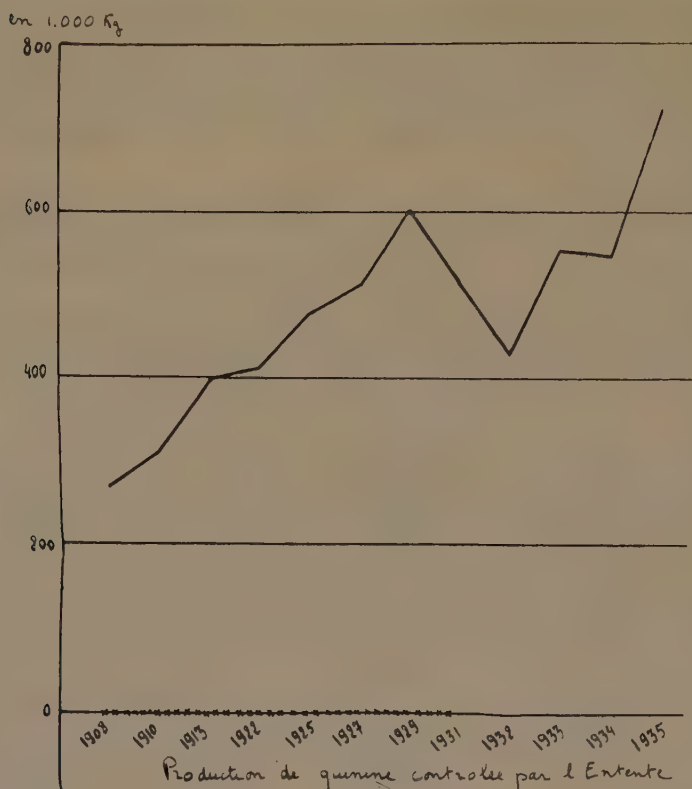
ger une augmentation de la production du quinquina par des plantations nouvelles : les plantations anciennes Javanaises, depuis longtemps amorties, et possédant des réserves financières importantes, produisent en effet aux prix de revient les plus bas.

En raison de l'institution du « stock de fer » la production de la quinine s'adapte exactement à la consommation, sans aucune possibilité de surproduction.

La production de quinine contrôlée par les conventions de la quinine s'établit comme suit :

1908	.....	280.000 kg
1910	.....	320.000
1913	.....	400.000
1922	.....	410.000
1925	.....	480.000
1927	.....	510.000
1929	.....	600.000
1931	.....	517.000
1932	.....	425.000
1933	.....	570.000
1934	.....	560.000
1935	.....	720.000 (guerre italo-éthiopienne).

A cet égard, il faut rappeler que les besoins mondiaux estimés par la S. D. N. en 1932 seraient de 1.400.000 kg.



Résultats divers :

Vulgarisation et propagande pour l'emploi de la quinine en vue de la lutte contre le paludisme.

Cession à bon marché ou même gratuite à des organismes publics ou à des institutions de bienfaisance. (ex. 2.000 kg cédés gratuitement à la Chine en 1935.),

N° 16. Spartéine.

Sources: *Enquête personnelle.*

Structure juridique:

Nom : Convention de la Spartéine.

Siège : Paris.

Date de la constitution : 1934.

Renouvellement : Annuel par tacite reconduction.

Participants : 2 fabriques en France et une en Allemagne.

Forme de la convention : Gentlemen's agreement.

Structure économique:

But : Régularisation de la vente et de la production.

Clauses : C'est une convention de prix et de partage quantitatif des débouchés. En cas de dépassement des contingents, il est prévu une compensation pécuniaire entre les membres.

Résultats:

Pourcentage contrôlé : il ne semble pas y avoir de dissidents en Europe, soit environ 100%.

L'accord semble avoir donné des résultats satisfaisants.

N° 17. Produits chimiques industriels.

Pour certains produits chimiques industriels très spécialisés, nous résumerons les caractéristiques générales des accords les concernant sous forme de tableaux, comme dans le cas des petits produits pharmaceutiques.

Nature des produits envisagés : solvants, certains aldéhydes et phénols ; les produits divers de chimie organique ou minérale, etc.

Soit au total huit accords auxquels la France participe.⁽¹⁾

(1) Nota: voir page 41, note (1).

Pays participants :

Nom du pays	Nombre d'accords auxquels il partici- pe directement	Nombre d'accords auxquels il partici- pe indirectement
France	8	
Allemagne	6	
Angleterre	2	2
Etats-Unis	1	
Japon		1
Suisse	3	
Autriche		1
Roumanie		1
Yougoslavie		1
Tchécoslovaquie		1

Date, durée et renouvellements de ces accords :

Nombre de conventions	Année de constitution	Année du der- nier Rt expès	Dur. du d. Rt ou de l'accord
1	1923	Rt ts les 3 mois	
2	1928	Rt annuel	
1	1931	1 Janvier 1935	3 ans
1	1932	Rt annuel.	
1	1933	Rt annuel.	
1	1934		4 ans
1	1935 (avril)		2 ans

Structure de ces accords :

1°) Quatre conventions consistent simplement en accords sur les prix.

2°) Les quatre autres sont des conventions fixant des quote-parts de livraison ou de production.

N° 18. Blanc de titane.

Sources: *Journée Industrielle* des 7 et 11 Février 1928.

Agence Economique et Financière du 24 Novembre 1927
et du 10 Décembre 1927.

Enquête personnelle.

Le marché du Blanc de titane

Le marché mondial du blanc de titane est conditionné par les conditions de production industrielle de ce produit. A la base existaient deux procédés de fabrication, selon des brevets, certains Norvégiens, d'autres Américains.

Après la fusion de ces brevets, réalisée vers 1922 sous le contrôle de la National Lead C° des Etats-Unis, un système de licence de ces brevets réglemeute une partie importante de la production mondiale de blanc de titane, dans les conditions suivantes :

Structure juridique:

1° Les sociétés ayant acquis la licence des brevets possédés par la National Lead restent juridiquement et économiquement indépendantes. Ces sociétés sont :

aux Etats-Unis, la Titanian Pigment C°.

en France, la Société Industrielle du Titane,

en Norvège, la Titan C°,

en Grande-Bretagne, la British Product. Titan C°,

en Belgique, la Société Belge du Titane,

en Allemagne, la Titangesellschaft.

Structure économique:

2° Ces sociétés sont cependant reliées par des participations financières et une collaboration technique comprenant notamment des échanges de procédés de fabrication et d'expérience.

3° Le contrat de licence qui relie chaque société avec les détenteurs de brevets prévoit, en dehors de la redevance pécuniaire due par les Sociétés Concessionnaires, une répartition géographique des zones d'activité de chaque société. C'est ainsi que :

la Titanian Pigment C° se réserve le marché des Etats-Unis,

la Titan C° se réserve le marché des Pays scandinaves et de l'Europe Occidentale,

la Titan Gesellschaft se réserve le marché de l'Europe Centrale et de l'Extrême Orient,

la British Product. Titan C° se réserve le marché de l'Angleterre et des Dominions,

la Société Belge de Titane se réserve le marché de la Belgique et des Colonies belges,

la Société industrielle du Titane se réserve le marché de la France et des colonies françaises.

Pourcentage contrôlé :

L'ensemble des sociétés qui exploitent le brevet de la National Lead C° contrôle à peu près les 3/4 de la production mondiale de Blanc de Titane.

N° 19. Borax.

Sources: *Européen* du 20 mai 1931.

Bulletin Quotidien du 16 janvier 1928.

Emaillerie, vol. 1, n° 7, Juillet 1933 article « Le Borax ».

Enquête personnelle.

La production mondiale du Borax:

La production du borax et des dérivés boraciques a été con-

trôlée pendant longtemps et exclusivement par le trust anglais Borax Consolidated (B. C.) ; ce trust, par voie de fusion, de participations financières, ou par des achats purs et simples d'usines, s'était assuré une sorte de monopole de fait sur le marché du Borax. Le « Borax Consolidated » exploitait ainsi d'une part les mines chiliennes, péruviennes et turques ; d'autre part, les usines de raffinage auxquelles il fournissait la matière première.

Mais en 1917 et 1918, les gisements de saumure du Lac Searles, aux Etats-Unis, commencèrent à être exploités sur une grande échelle, et en 1926, l'American Potash and Chemical Cn, qui exploite les usines de Trona, accrût sa production annuelle jusqu'à 36.000 tonnes de chlorure de potassium et 17.500 tonnes de borax, directement raffiné — alors que le borax extrait des mines du B. C. l'est à l'état brut.

Cette nouvelle production américaine de Borax vint en quelque sorte désorganiser le marché : le borax raffiné était produit par Trona à titre de sous-produit d'une exploitation principale de potasse à des prix de revient particulièrement réduits. D'où une lutte sévère qui ne tarda pas à amener l'effondrement des prix.

Le Borax Consolidated dut cesser d'exploiter les gisements péruviens et chiliens et une grande partie de ceux d'Asie Mineure en raison de leurs hauts prix de revient. Par contre, il commença à exploiter en Amérique, non loin des gisements de saumure de Trona, des gisements miniers de Borate de soude naturel dont il s'était rendu propriétaire. Le minerai est connu sous le nom de « razorite » et la filiale américaine du B. C. qui l'exploite est la Pacific Coast Borax C°.

Après une guerre de prix onéreuse pour les producteurs, ceux-ci parviennent enfin à s'entendre en 1928 ; le marché

mondial du Borax est déterminé par les caractéristiques générales suivantes :

Borax brut : toutes les raffineries mondiales, à l'exception de Trona (Etats-Unis) et de Larderello (Italie) sont tributaires du Borax Consolidated, seul producteur de Borax brut.

Borax raffiné : Le marché mondial du borax raffiné est réparti entre la production directe du Borax Consolidated et la production indirectement contrôlée par lui ; la production américaine de Trona ; et la production italienne de Larderello,

A la suite d'accords passés entre ces sociétés et le Borax Consolidated, le marché mondial s'organise ainsi :

a) Le Borax Consolidated contrôle directement ou partiellement la totalité des raffineries de borax. (Par exemple, en France, la Société le Borax Français ; en Allemagne, le Deutsches Borax Vereinigung ; etc...).

Le Borax Consolidated livre à ses entreprises filiales associées ou subsidiaires le borax brut. Le B. C. fixe les conditions de vente du borax raffiné ; en principe les marchés nationaux sont réservés aux usines nationales. Tous les consommateurs, grands et petits, sont mis sur un pied d'égalité.

b) Le Borax Consolidated vend d'autre part directement du borax raffiné.

c) Le Borax Consolidated et Trona, en étroite collaboration, se sont préoccupés de rechercher de nouvelles applications industrielles et agricoles du Borax. C'est ainsi qu'un nouveau centre de Recherches et de Documentation a été créé en 1936 à Londres (sous le nom de Boron Agricultural Bureau) qui collabore avec des laboratoires de recherches existant en Suède, en Allemagne, aux Etats-Unis, etc...

d) Le Borax Consolidated a conclu des accords sous forme de gentlemen's agreements d'une part avec Trona, d'autre

part, avec la petite entreprise minière et de raffinage italienne (Larderello).

Aux termes de ces accords, l'Amérique et l'Italie reçoivent une quote-part de livraison de borax raffiné sur les marchés d'exportation, en concurrence avec le borax raffiné vendu directement par le Borax Consolidated, ou indirectement par l'intermédiaire d'une de ses filiales ou Sociétés subsidiaires. La répartition des débouchés entre Trona et le Borax Consolidated a été établie sur la base des positions acquises pendant la période de lutte de prix entre ces deux sociétés.

Remarque est faite, à toutes fins utiles, que les gisements de Trona sont à l'heure actuelle gérés par les directeurs de la New Consolidated Goldfields.

N° 20. Carbure de Calcium.

Sources: *Européen* du 20 mai 1931.

Le Groupe des Industries de l'Acétylène et de la Soudure Autogène, par Lise Bloch-Sée. Paris 1935. Institut de la Soudure Autogène, notamment page 80 et suivantes, et pages 28 et suivantes.

Enquête personnelle 1935-1936.

Préliminaires:

A — Avant-guerre.

En Novembre 1900, est fondé le premier Syndicat International du Carbure de Calcium. Ce syndicat groupait l'Allemagne, l'Autriche, la Norvège, la Suède, et la Suisse : chaque pays avait le droit de produire une certaine fraction de la quantité totale vendue sur les marchés des pays non producteurs.

Le 12 septembre 1901, les participants du Syndicat se déci-

dent à fonder la « Carbidverkaufsstelle », bureau de vente en commun situé à Nuremberg.

La France adhère à cet accord le 28 juillet 1908.

Les marchés consommateurs sont répartis entre les adhérents, et des accords partiels interviennent avec l'Italie et l'Angleterre.

Le 15 Septembre 1910, fondation d'un nouveau cartel international, dont le siège était à Genève et dont les participants étaient : l'Allemagne, l'Autriche, la France, l'Italie, la Norvège, la Suède et la Suisse. Un comité régulateur situé à Genève contrôlait les opérations des adhérents et des accords spéciaux avaient été conclus avec l'Angleterre. Le syndicat international avait confié ses ventes à deux organismes communs situés l'un à Nuremberg, l'autre à Londres.

Le Syndicat International, conclu pour 10 ans, cessa en fait de fonctionner au début de 1914.

B — *Après-guerre.*

Aucune organisation internationale n'existait plus sur le marché du carbure de calcium. Après des négociations préliminaires, on arrive enfin en 1924 à constituer l'accord suivant :

Structure juridique:

Nom: Convention générale entre divers fabricants de Carbone de Calcium. (L'accord ne porte que sur le carbure de calcium utilisé pour l'éclairage, la soudure autogène et la destruction des parasites agricoles.).

Siège : Genève.

Administration : L'administration de l'accord est assurée par :

1°) La réunion de Fabricants, qui siège à Genève, au moins une fois l'an. Elle fixe les pourcentages de participation et nomme les membres du comité.

2°) Le Comité, groupement de fait de délégués, qui se réunit au moins trimestriellement à Genève et fixe les directives générales.

3°) Le Bureau Central de vente de Rotterdam.

4°) Le Secrétariat permanent chargé du contrôle et siégeant à Genève.

5°) Une Société Coopérative Suisse « Agecar », siégeant à Genève, et dont le capital est réparti entre les fabricants proportionnellement à leur pourcentage de participation.

Date de constitution : 29 Février 1924.

Pays participants :

Au début : Autriche, Suède, Norvège, Yougoslavie, Suisse et Roumanie.

Ultérieurement :

1°) Adhésion de l'Allemagne, de la Pologne, de la Belgique et de l'Italie.

2°) Accords spéciaux avec les Etats-Unis et le Canada.

3°) Conventions spéciales avec la France, la Finlande, la Hongrie, et la Tchécoslovaquie.

Forme de la convention : Gentlemen's agreement écrit, placé sous la loi fédérale suisse et la loi du canton de Genève, ayant donné lieu à la constitution d'une Société Coopérative suisse.

Arbitrage: Tribunal non permanent soumis aux lois suisses.

Structure économique:

But : « Assurer la stabilisation du marché du carbure de calcium, autant dans l'intérêt légitime du producteur que dans celui du consommateur, en régularisant collectivement les conditions de livraison et de vente de ce produit dans le « Territoire de la Convention », ainsi qu'accroître la consommation du carbure dans ce Territoire par toutes mesures appropriées, notamment par une propagande intensive. »

Clauses: 1°) Respect des home-markets et de certains territoires particuliers (colonies, etc...).

2°) Sur le « Territoire de la Convention » (composé de l'Angleterre ; de la Belgique ; de la Hollande ; du Danemark ; des Etats Baltes ; de la Hongrie et des Balkans, (à l'exception de la Roumanie) ; du Maroc ; de l'Egypte ; de la Palestine ; de la Turquie ; de certaines possessions portugaises d'Afrique ; de certaines contrées d'Asie et de toute l'Océanie) :

a — la vente de tous les adhérents se fait par le Bureau Central de vente de Rotterdam.

b — les prix et conditions de vente sont fixés par le Comité sur la proposition du Bureau Central de Vente.

c — à chaque fabricant adhérent est attribué un pourcentage de livraison sur le « Territoire de la Convention ». Les commandes sont centralisées par le Bureau et réparties entre les adhérents en accord avec ce contingent de vente.

3°) Certains territoires sont réservés à des producteurs déterminés (par ex. les Etats-Unis et le Canada).

Résultats:

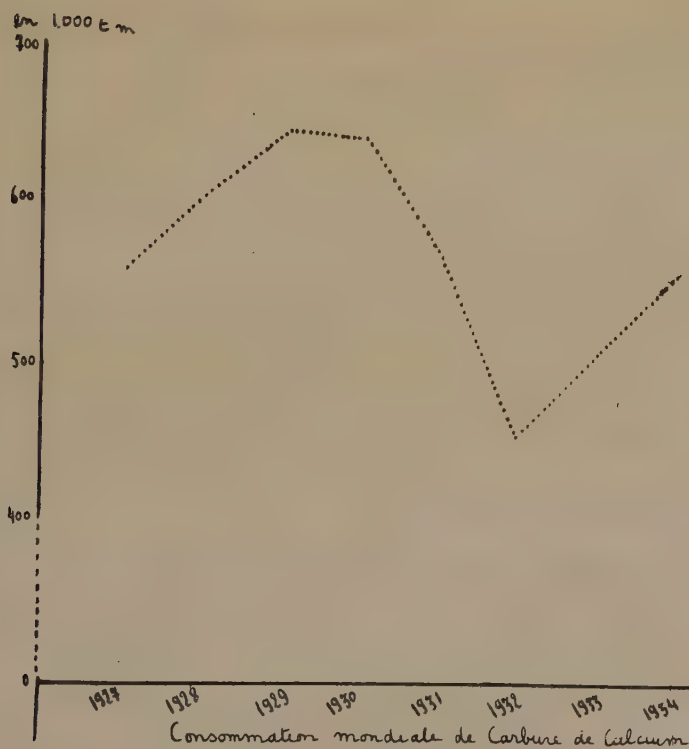
Pourcentage contrôlé dans la production européenne : 80 à 85 % environ.

A — Production et Consommation totales de carbure de calcium :

Années	Production	Consommation
1906	141.214 tonnes m.	141.215 tonnes m.
1907	195.800	195.800
1908	240.400	240.400
1909	242.600	242.600
1911	258.700	258.700

B — *Consommation totale de 1926 à 1934.*

Années	Consommation en tonnes m.
1927	558.380
1928	604.340
1929	647.630
1930	643.920
1931	568.135
1932	460.245
1933	514.476
1934	562.187



A côté de la Convention Industrielle de Carbure de Calcium existent :

1°) *Le Comité Technique International du Carbure et de la*

Soudure dont le siège est à Genève et le but de perfectionner la technique des procédés, de rechercher des nouvelles applications, etc...

2°) *La Commission permanente Internationale de l'Acétylène, de la Soudure Autogène et des Industries qui s'y rattachent (C. P. I.).*

Préliminaires :

1905-1910 : Comité International du Carbure et de l'Acétylène siégeant à Paris.

1913 : Bureau International de propagande siégeant à Paris.

Date de constitution de la Commission Internationale :
15 Décembre 1923.

Siège : Paris.

Pays participants :

26 Nations : Allemagne, Angleterre, Autriche, Belgique, Canada, Egypte, Espagne, Etats-Unis, France, Grèce, Hollande, Hongrie, Italie, Japon, Maroc, Norvège, Nouvelle Zélande, Pologne, Portugal, Suède, Suisse, Syrie, Tchécoslovaquie, Tunisie, U. R. S. S., Yougoslavie.

But : Centralisation, discussion et mise au point de toutes les questions intéressant à n'importe quel titre les industries de l'Acétylène, de la Soudure et des industries connexes.

Activité de la C. P. I. :

Propagande, renseignements juridiques, publications techniques, préparation des Congrès Internationaux. Recherches de Normalisation et d'Unification des règlements internationaux, etc...

N° 21. Céruse.

Sources : *Européen* du 20 mai 1931,

Enquête personnelle ,

Préliminaires:

L'Entente Internationale concernant la Céruse est due à l'initiative anglaise, la Grande-Bretagne constituant le plus gros marché pour la céruse. Les prix ont été maintenus très hauts pendant longtemps, en Angleterre. Puis la concurrence étrangère amène une baisse des cours. Après de longs pourparlers entre l'Angleterre, l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie et lorsque l'accord de la presque totalité de l'Europe fut effectif, la Convention de la Céruse fut conclue dans les conditions suivantes :

Structure juridique:

Siège : Londres.

Administration : Elle est assurée par :

1° un Comité permanent et un comptable assermenté chargé du contrôle de l'accord.

2°) une Assemblée générale des délégués de chaque pays (un délégué et un délégué adjoint pour chaque pays), réunie annuellement ou sur convocation le cas échéant.

Date de constitution : 1927.

Durée : Courte durée.

Renouvellements : Exprès.

Pays participants :

Angleterre (producteurs cartellisés),

Allemagne (producteurs cartellisés),

Belgique (producteurs cartellisés),

France (producteurs individuels).

Italie (producteurs cartellisés),

(pratiquement presque toute l'Europe).

Forme de la convention : Contrats écrits.

Arbitrage : prévu, mais ne paraissant pas avoir joué.

Structure économique:

But : Répartition des débouchés.

Clauses : 1°) en principe, sauvegarde des marchés nationaux.

2°) pour les exportations, la réglementation est assurée par des contingents, et la compensation des dépassements ou retards (indemnités de dépassements).

3°) pour les prix, pas de prix standard international, mais politique nationale dans les pays cartellisés, et libre concurrence à l'intérieur des autres (par exemple en France).

Résultats:

Pourcentage contrôlé dans la production européenne : 80 % environ. Dissidents: Canada, Japon, U. R. S. S.

La politique des prix est en général modérée, en raison de la concurrence éventuelle de nouveaux producteurs et de la concurrence permanente des produits similaires.

Le marché ne paraît pas être alourdi par des stocks; mais cependant une « crise » aurait éclaté entre les années 1930-1932, qui aurait pu entraîner la rupture du Cartel à cette époque, sans les clauses qui prévoyaient des pénalités élevées en cas de dissolution anticipée, l'expiration normale du contrat étant alors fixée en 1933.

Il semble que ces difficultés aient disparu pendant les années ultérieures.

N° 22. Colle d'os.

Sources : *Tchernoff*, p. 198-644 op. cit.

Européen, du 20 mai 1931

Temps, du 12 mai 1931.

Statuts de la Convention.

Enquête personnelle.

Préliminaires :

L'Entente concernant la colle d'os a été nécessitée par la

difficulté du ravitaillement en matière première (répartition géographique très inégale), la baisse considérable des débouchés, (par suite de la concurrence des nouvelles colles qui empiètent sur le terrain de la colle forte) et la concurrence des pays d'outre-mer.

Structure juridique:

Nom : Association pour l'Etude et le Perfectionnement de l'Industrie des Os à colle E. P. I. D. O. S.

Siège : (de la société anonyme EPIDOS) Glaris (Suisse.).

Administration : Elle est assurée :

A — *Par des Assemblées diverses.*

1°) L'Assemblée générale de tous les adhérents, réunie une fois l'an. C'est l'organe supérieur directeur de l'EPIDOS, mais il délègue ses pouvoirs à une Société anonyme suisse.

2° Le Conseil d'Administration, réuni au moins 3 fois l'an (un délégué par pays, mais le nombre de voix de chaque pays est fixé par les statuts.).

3°) Le Comité de Direction, composé de représentants de l'Allemagne, de la France et de l'Angleterre.

4°) Organisme Central O. C.

B — *Une personne de confiance*, chargée du contrôle, composant le Conseil d'Administration de la Société Anonyme.

C — *Une Société Anonyme Suisse EPIDOS*, de durée illimitée et qui gère en fait l'Association.

Date: 1 octobre 1926.

Durée: Jusqu'au 31 décembre 1927.

Renouvellement: Par tacite reconduction, d'année en année, puis cinq ans en cinq ans

Pays participants: Allemagne, France, Angleterre, Italie, Belgique, Suisse, Autriche, Hongrie, Yougoslavie, Roumanie, Pologne, Suède, Hollande, Tchécoslovaquie, Danemark, Li-

thuanie, Finlande (cette dernière pour l'achat des os seulement).

Forme de la convention: Association ayant donné lieu à la constitution d'une Société Anonyme Suisse chargée de l'exécution.

Arbitrage: 1°) Sur plainte: Conseil qui décide d'une enquête;

2°) En appel, arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale.

Les différends seront arbitrés selon le règlement de la Cour d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale.

Sanctions: Amendes, exclusion.

Structure économique:

But: Recherche en commun des perfectionnements pouvant être apportés à l'industrie.

Aide aux adhérents qui détiennent temporairement des stocks trop importants de colle.

Répartition rationnelle de la matière première.

Renseignements sur le marché etc...

Etude des questions susceptibles d'améliorer les conditions de travail des ouvriers.

Clauses:

1° Des statistiques sont établies par la personne de confiance d'après les renseignements fournis (ventes, stocks, importations, exportations).

2° Les prix minima des colles d'os sont fixés par le Conseil ou le Comité (mais il est possible de déroger à ces règles dans des cas déterminés).

3° Stocks: s'ils dépassent chez un adhérent plus de douze semaines de travail ou 150 % du stock moyen des associés, cet adhérent a la possibilité de demander aide au Comité pour favoriser l'écoulement de ses stocks.

4° L'achat des os est réglementé de la manière suivante:

a) Les marchés intérieurs sont réservés, sauf accord avec le représentant du pays exportateur ou du conseil. Certains marchés sont réservés à des pays déterminés.

b) Des accords bilatéraux réglementent certaines conditions entre les pays participants.

c) Certains pays restent en concurrence.

d) Si un outsider gêne un des pays participants, le Comité pourra aider financièrement le participant gêné.

5°) Contrôle de la production: L'accord définit la production normale de chaque adhérent sur la moyenne 1925-1927-1929. Si ce tonnage de base est dépassé, il y a lieu de payer une pénalité de tant par tonne en excédent.

Résultats:

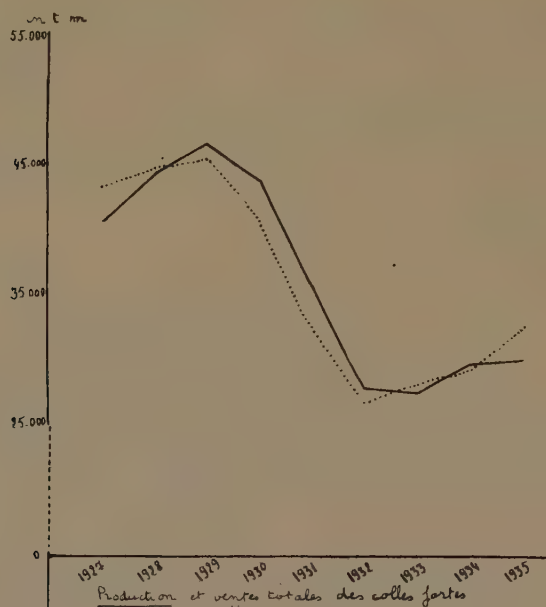
Pourcentage dans l'industrie européenne: presque 100 %.

L'œuvre de l'EPIDOS a été très favorable aux adhérents par la répartition de matières premières (Tchernoff: « L'Epidos à fonctionné ici comme un véritable cartel d'achat ».)

Pour l'action sur les prix, l'EPIDOS agit plutôt à titre indicatif par ses statistiques.

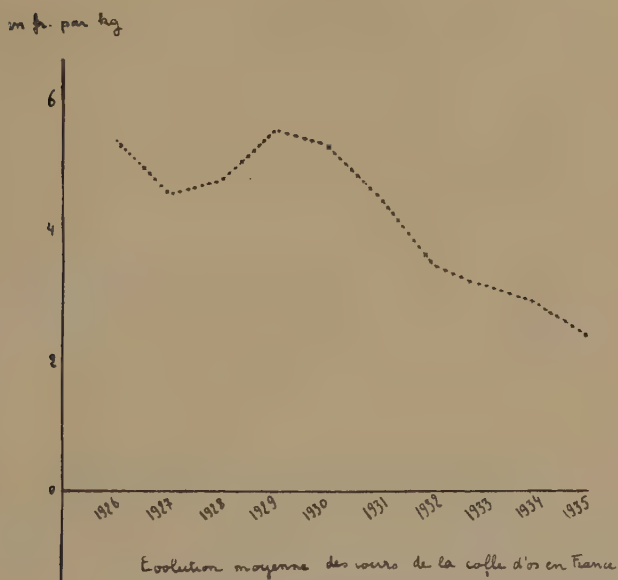
a) *Mouvement des colles fortes (exprimé en tonnes m.).*

Années	Production totale	Ventes totales
1927	40.575	43.089
1928	44.272	43.466
1929	46.613	45.280
1930	43.528	38.622
1931	35.502	32.746
1932	27.761	26.531
1933	27.229	27.524
1934	29.423	29.312
1935	29.803	32.083



b) *Moyenne des prix.* Aucune statistique ne l'indique pour l'ensemble de l'Epidos. A titre d'exemple, voici la courbe approximative des prix moyens pratiqués par les producteurs français, tant pour le marché intérieur que pour l'exportation.

Années	Prix
1926	5,40 fr. le kg
1927	4,60 »
1928	4,87 »
1929	5,66 »
1930	5,37 »
1931	4,55 »
1932	3,63 »
1933	3,11 »
1934	2,91 »
1935	2,30 »



N° 23. Couleur d'aniline.

Sources: *Tchernoff*, p. 643, 168, 196, 214, *op. cit.*

Temps du 12 mai 1931.

Européen du 20 mai 1931.

The Statists du 3 janvier 1931.

The Economist du 6 décembre 1930.

Frankfurter Zeitung des 21 avril 1929, 23 avril 1929, 24 avril 1929, 3 mai 1929, mars 1932.

Bulletin de la Société Nancéenne du 30 novembre 1928.

Journée Industrielle du 25 août 1929.

Enquête personnelle en 1934-1935-1936.

Préliminaires:

Le problème de l'organisation du marché des matières colorantes est très complexe: ce marché est très étendu; on compte trois ou quatre mille colorants. L'influence de la mo-

de est prépondérante et nécessite des stocks importants. D'autre part, la capacité mondiale de production est égale à six à huit fois la capacité de consommation. Mais il est impossible de réduire la capacité de production car les industries de chimie organique peuvent devenir indispensables pour la sécurité nationale. Il faut donc que les producteurs s'entendent pour que les pays les mieux outillés n'écrasent pas les industries des autres pays, pour exploiter après cette situation vis-à-vis de l'industrie consommatrice. Il n'y a qu'une entente qui puisse y réussir. Avant elle, c'est une lutte sans merci.

A partir de 1927 on constate une concentration des industries dans les différents pays intéressés. En France, c'est la Centrale des Matières Colorantes (C. M. C.), organe de statistiques et de rationalisation de la production française (suppression de la fabrication onéreuse).

Structure juridique:

Nom: Entente des Couleurs d'Aniline (en réalité plusieurs accords sous ce nom).

Siège: Amsterdam (théorique, en réalité il n'a pas été établi).

Administration : Assurée par chacun des groupements intéressés pour la partie qui le concerne.

Réunion d'un comité de direction toutes les fois qu'il est nécessaire, et d'un conseil d'administration auquel on soumettrait les questions que le comité de direction n'aurait pu trancher (jusqu'ici, le cas ne s'est pas présenté).

Date de constitution: 1928.

Durée: Longue durée pour certains contrats, plus courte pour les autres.

Pays participants:

Au début: France, Allemagne,

Adhésions ultérieures: 1929 Suisse.

1932 Grande-Bretagne, Pologne.

1934 Tchécoslovaquie.

Indirectement l'Italie et l'Espagne, les industries de ces pays étant en partie contrôlées par certains membres du cartel.

Il faut distinguer plusieurs accords :

1° En 1928 accord de la France (le C. I. F. devenu plus tard le C. M. C.) avec l'Allemagne (principalement l'I. G. Farben).

2° En 1929, Cartel des trois: l'accord N° 1 s'augmente de la Suisse (établissements Ciba-Geigy-Sandoz).

3° Cartel des quatre: accord du cartel des trois avec l'Angleterre (Imperial Chemical Industries Ltd).

4° Accords particuliers des membres du cartel des quatre avec la Pologne (1932) et la Tchécoslovaquie (1934).

Forme de la convention: Communauté d'intérêts, très souple, sous la forme de plusieurs gentlemen's agreements (cf. pays participants).

Arbitrage: 1° Conseil d'Administration.

2° Jury d'honneur.

Il ne paraît pas que ces institutions aient eu l'occasion de fonctionner.

Sanctions: En principe, amendes préventives représentées par des dépôts de titres. En pratique, elles seraient plutôt fixées par le Jury d'honneur. Le cas ne s'en est jamais présenté.

Structure Economique:

But: Répartition rationnelle de la production.

Clauses: L'autonomie des membres reste complète: chaque industrie conserve l'indépendance des organisations nationales existantes.

Sur la base des positions acquises par les différents groupes, la répartition des débouchés s'établit comme suit :

1° En principe, réserve des marchés nationaux aux producteurs nationaux.

2° Concurrence atténuée sur les marchés libres : chaque participant se réserve en principe ses propres clients, mais ces derniers peuvent toujours s'adresser aux autres membres, sauf compensation amiable des conquêtes et des pertes de marchés entre les membres de l'entente.

Le commerce avec les Etats-Unis n'est pas compris dans l'accord.

En matière de prix, il n'y a pas d'accord particulier, mais plutôt politique amiable commune de stabilisation et de recherche d'abaissement des prix.

Résultats :

Pourcentage contrôlé dans la production mondiale : 60 à 70 %, et dans la production européenne, 90 % environ (dissidents principaux : Etats-Unis, Japon, U. R. S. S.).

Les accords ont maintenu équitablement les productions nationales indispensables au point de vue de la défense nationale (cf. *supra*).

La répartition des marchés libres semble judicieuse et l'effort de rationalisation est continuellement poursuivi.

N° 24. Explosifs.

Sources : *Européen* du 20 mai 1931.

Temps du 12 mai 1931.

Les ententes internationales concernant les explosifs sont généralement mentionnées dans les listes énumérant ces sortes d'accords.

En réalité, en matière d'explosifs, on se trouve surtout de-

vant des formes occultes de collaboration économique internationale.

D'une part existent entre les principales industries des gentlemen's agreements très secrets concernant l'échange des méthodes de fabrication et des brevets.

D'autre part, en fait, ces entreprises de nationalités différentes sont amenées à suivre une ligne générale de politique économique commune en raison de participations financières et d'échanges d'administrateurs.

L'étude d'une pareille combinaison d'intérêts financiers et de relations personnelles sort de notre objet. Mais nous nous devons de la signaler pour indiquer que le marché international des explosifs est l'objet d'une organisation plus ou moins directe, organisation qu'une étude plus spécialisée serait à même de faire ressortir.

N° 25. Ferro-alliage.

Sources: Vie Financière du 28 août 1928.

Européen du 20 mai 1931.

Temps du 12 mai 1931.

Razous, p. 55, *op. cit.*

Métallurgie du 2 janvier 1932.

Enquête personnelle.

Industrie Chimique de mai 1935.

Préliminaires:

Après un embryon d'accord avant guerre, on constate après la guerre, une concurrence très vive née de l'extrême limitation de la clientèle. Le marché des ferro-alliages est enfin réglementé par plusieurs conventions, bâties sur le même modèle, et dont les principales sont le Ferro-Tungstène, le Ferro-Silicium, le Ferro-Chrome, etc...

L'accord étudié ici sera celui du Ferro-Tungstène.

Structure juridique:

Administration: Bureau central de statistiques, de contrôle et de comptes à Paris.

Date de constitution : Avril 1929.

Durée: Courte (de deux à quatre ans en moyenne).

Pays participants: *Tungstène:* Allemagne, Grande-Bretagne, France.

Silicium: France, Allemagne, Autriche, Norvège, Suisse, Suède, Yougoslavie.

Chrome: France, Allemagne, Suède, Norvège.

Forme de la convention: Gentlemen's agreement.

Arbitrage: De la Chambre de Commerce Internationale.

Sanctions : Pénalités prévues pour dépassement des contingents et sanctions diverses pour toutes les infractions constatées.

L'arbitrage et les sanctions n'ont jamais fonctionné.

Structure Economique:

But: Règlementation des exportations.

Clauses: 1° Les adhérents s'engagent à respecter les home-markets.

2° Il est attribué à chaque membre un pourcentage de livraison sur les marchés d'exportation.

3° La vente se fait directement par les adhérents eux-mêmes; il n'y a pas de comptoir central international ni de centralisation des ordres.

4° Une organisation de statistiques des ventes effectives permet de contrôler la marche de l'accord.

Résultats:

Pourcentage contrôlé dans l'industrie européenne: Pour le tungstène, 90 % environ.

Les accords ont donné des résultats satisfaisants dans l'ensemble.

N° 26. Produits acétiques.

(Entente connue souvent sous le nom de convention de la carbonisation du bois).

Sources: *Enquête personnelle 1935-1936.*

Temps du 12 mai 1931.

Documents de la Chambre de Commerce Internationale.

Le marché des produits acétiques est d'une grande complexité, en raison de la variété, non seulement des produits acétiques eux-mêmes, mais aussi des méthodes de fabrication: carbonisation, synthèse et fermentation.

Aussi n'est-il pas étonnant que les accords internationaux qui concernent cette catégorie de produits chimiques soient très nombreux: on peut presque dire qu'il y a autant d'accords que de produits et de méthodes de fabrication.

La cheville ouvrière de ces accords est l'Allemagne qui a signé des conventions:

1° Avec l'Europe centrale (Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie) en ce qui concerne les produits de carbonisation des bois, les producteurs d'Europe Centrale étant eux-mêmes cartellisés pour la réglementation de la vente, sous le contrôle d'un bureau central à Vienne (Ligno-Chemie, etc).

2° Avec la Grande-Bretagne, la Suisse, l'Italie, etc... concernant certains produits dont l'acide acétique par exemple.

3° Avec la France. Ce sera l'accord que nous étudierons ici plus particulièrement.

Les accords portent sur les produits acétiques et méthyliques de carbonisation, de synthèse et fermentation (au total huit produits principaux).

Structure juridique:

Date de constitution: 17 octobre 1924.

Renouvellement: D'année en année, parfois de six mois en six mois, par renouvellement exprès.

Pays participants: France et Allemagne.

Forme de la convention: Gentlemen's agreement.

Arbitrage: De la Chambre de Commerce Internationale (n'a jamais fonctionné).

Sanctions : Avant le système des contingentements douaniers, compensation des avances et des retards par report.

Structure économique:

But: Règlementation des exportations.

Clauses: Accords divers, selon les produits. Dans l'ensemble limitation ou suppression réciproques de l'importation sur les marchés nationaux, et partage des marchés consommateurs libres.

Pas d'accord international de prix.

Il existe pour certains produits des comptoirs de vente en commun centralisant toutes les exportations sur les marchés libres.

Résultats:

Pourcentage contrôlé: pour l'acide acétique, la presque totalité européenne, non compris l'U. R. S. S. Pourcentages variables pour les autres produits.

En général les prix sur les marchés mondiaux sont très bas, en raison de la surproduction et de la concurrence des producteurs nouveaux dans les pays neufs.

Sur le marché français, en particulier, ces accords ont eu pour conséquence de réduire l'importation étrangère par rapport à la production nationale sans avilissement de prix.

N° 28. Rayonne.

Sources: *Industrie Textile* de janvier 1933.

Chimie et Industrie de janvier 1933.

Moniteur de la Maille du 10 octobre 1931.

Bulletin Commercial de Bruxelles du 17 août 1931.

Bulletin de Presse de Berlin du 22 septembre 1933, du 30 janvier 1933, d'après le *Berliner Börsen Courier* du 29 Janvier 1933.

Bulletin Quotidien des 18 janvier 1933, 25 août 1933.

Temps du 12 mai 1931.

Agence économique du 27 septembre 1927.

The Statists du 3 novembre 1931.

Revue des Produits Chimiques du 15 janvier 1933.

Tchernoff, page 656 *op. cit.*

S. D. N.: Questions économiques et financières, 1930-11-41
n° E 614.

La production de soie artificielle:

La soie artificielle doit être classée dans les produits *chimiques* en raison de sa technique de fabrication.

Il y a plusieurs modes de fabrication:

1° Le procédé dit à la nitro-cellulose (aujourd'hui abandonné);

2° Le procédé au cuivre (10 % de la production mondiale en 1927);

3° Le procédé à l'acétate (6 % environ de la production mondiale à la même époque);

4° Le procédé à la viscose (84 % environ de la production mondiale de 1927).

L'évolution de la production mondiale de soie artificielle au cours de la période 1896-1929 est la suivante (d'après l'étude ci-dessus mentionnée, publiée par la S. D. N.).

1896	600 tonnes
1906	6.000 »
1916	15.000 »
1926	100.000 »
1929	200.000 »

A cette époque les plus gros producteurs étaient les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie et la France.

Des ententes partielles furent conclues dans la période de l'après-guerre :

a) Entente entre le groupe allemand Glanzstoff et le groupe hollandais Enka, sous le nom de Algemeene Kuntzijde Unie NV (Aku) ;

b) Entente entre ce même groupe Glanzstoff et la Sté Anglaise Courtaulds pour l'exploitation d'une usine commune à Cologne.

A côté de ces ententes, des relations très serrées entre les principaux producteurs de soie artificielle des différents pays sont assurées :

— D'une part, par des participations financières. C'est ainsi que le Comptoir des Textiles artificiels (France) possédait en 1929, selon la source précédemment citée, des intérêts dans la Societa Generale Italiana della Viscosa, dans la Société la Viscose suisse; que les groupes Glanzstoff et Courtaulds sont très fortement intéressés dans la Snia (Italienne) etc...

— D'autre part, par des filiales établies à l'étranger : exemple : Viscose Co créée aux Etats-Unis, par le groupe Courtaulds; la British Bemberg, etc... « Il est fort difficile de déterminer exactement jusqu'à quel point les entreprises fondatrices sont intéressées aux Sociétés filiales. »

Ainsi que le conclut l'enquête citée « l'exposé sommaire des diverses entreprises de soie artificielle d'une certaine importance fait apparaître avant tout l'enchevêtrement extrê-

mement étroit de leurs rapports et de leurs intérêts. Cet enchevêtrement s'explique par l'histoire du développement de l'industrie et par sa situation en matière de brevets. »

Quel est donc le domaine des Ententes Economiques Internationales dans l'industrie de la rayonne?

Pour le distinguer, il faut se placer à différents points de vue, successivement:

1° Au point de vue technique existe le Bureau International pour la standardisation des fibres artificielles (B. I. S. F. A.), Société d'études et de renseignements sur la situation économique et les marchés internationaux de la soie artificielle.

2° Au point de vue plus spécialement économique, il est fort difficile de distinguer dans l'enchevêtrement des intérêts financiers les accords qui peuvent rentrer dans le cadre des ententes; toute enquête auprès des producteurs se heurte d'autre part à la discrétion (sans doute obligatoire) des intéressés.

Sous ces réserves, il semble exister, d'après les informations parues dans la presse, une entente internationale constituée dans les conditions suivantes:

Structure juridique:

Nom: Syndicat des producteurs de Soie Artificielle à la Viscose.

Siège: Berlin.

Administration: Kuntseide Verkaufs Burö GmbH (K. V. B.) bureau de vente en commun au capital de 100.000 RM.

Date de constitution: 1er août 1931.

Durée: 10 ans.

Pays participants:

Au début: Producteurs de soie à la viscose: d'Allemagne,

Italie, Hollande, Suisse (et Angleterre indirectement par la Communauté Courtaulds-Glanzstoff de Cologne).

Ultérieurement: En décembre 1932, le groupe franco-belge (pour la France, la Centrale des producteurs de soie artificielle, moins la Soie d'Argenteuil; et pour la Belgique, le groupe Fabelta) adhère à l'accord avec entrée en vigueur au 1er janvier 1933 (cf. infra A. P. E. S. A.).

Structure économique:

But: Contingentement des exportations des pays adhérents sur le marché allemand; puis ultérieurement, contrôle de la production.

Clauses: Les ventes sur le marché allemand sont organisées comme suit:

1° Toutes les ventes sur le marché allemand sont opérées par l'intermédiaire d'un bureau de vente en commun, le K. V. B.

2° Chaque producteur adhérent reçoit un pourcentage de livraison sur le marché allemand. Ces pourcentages de livraison par rapport à la consommation allemande totale s'établissent ainsi:

Allemagne: Vereinigte Glanzstoff, Eberfeld et

Glanzstoff-Courtaulds	43 %
I. G. Farben	6,5 %
Kuttner	6 %
Zehlendorf	6,5 %
Hollande: Aku Arnheim	6 %
Breda	3 %
Italie: Snia Viscosa, Milan, Chatillon, Cisa	17,5 %
Suisse: Stekbarn	1 %
Belgique: Fabelta	3 à 4 %
France: (cf. infra A. P. E. S. A.)	6 %

(Ces pourcentages ne sont pas proportionnels aux parts que chaque adhérent possède dans le capital du Verkaufstelle Büro GmbH).

3° En 1932, les adhérents décident de régler, en plus, la production à partir du 1er janvier 1933. Ils instituent à cet effet des primes de fidélité.

4° Le groupe belge a conclu ultérieurement des accords partiels avec la Suisse d'une part, et la Hollande d'autre part, en vue de la réglementation des exportations belges dans ces pays, et réciproquement.

Résultats:

Les producteurs allemands ayant au cours de 1933 argué que le marché allemand de Rayonne était submergé par des produits étrangers (affirmation du reste contestée) certaines difficultés s'ensuivirent.

En août 1933, un décret allemand autorise les producteurs allemands à se retirer sans préavis de l'entente. A la suite de cette mesure, il semble que les producteurs allemands aient tenté de conclure des conventions partielles avec certains producteurs étrangers. Mais un accord ultérieur a dû être conclu, car la faculté de se retirer de la Convention est retirée aux producteurs allemands par décret du 22 décembre 1934.

Nous avons vu plus haut que la France participait à la Convention limitant les exportations sur le marché allemand. Cet accord semble avoir revêtu la forme suivante:

Nom: Alliance des producteurs Exportateurs de Soie Artificielle A. P. E. S. A.

Date de constitution: Décembre 1932, avec entrée en vigueur le 1er janvier 1933.

Pays participants: France, Allemagne.

Forme: L'accord donne lieu à la constitution d'une société à capital variable.

But: Régulariser les échanges et fixer le montant des exportations françaises en Allemagne (en fait, le pourcentage fixé est de 6 % de la consommation allemande, cf. supra).

N° 29. Sulfate de soude.

Sources: *Statuts de l'accord.*

Enquête personnelle.

Structure juridique:

Cette convention est plus générale que celle des Sels de Glauber souvent mentionnée et qui ne comprend qu'une seule espèce de Sulfate de Soude.

Siège: (du Bureau Central) Londres.

Administration: Elle est assurée par un Comité exécutif de dix-sept membres et un Bureau central en Angleterre.

Date de constitution: 20 juin 1930.

Durée: 1er janvier 1930 au 31 décembre 1935.

Renouvellement: En 1935.

Pays participants:

Au début: Angleterre, France, Belgique (mais il y a des producteurs dissidents dans chaque pays), Allemagne.

Adhésion ultérieure: Chili.

Arbitrage: Règlement de conciliation et d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale.

But de la convention: Organisation des ventes de sulfates de soude par la répartition la plus économique possible de leur production, eu égard aux besoins mondiaux sans aucune intention d'élever les prix à un taux anormal.

Structure économique:

1° L'accord prévoit la vente en commun sauf pour:

a) L'Angleterre et l'Irlande (marché réservé au groupe anglais);

- b) L'Allemagne (marché réservé au groupe allemand) ;
 c) L'Union économique Belgo-Luxembourgeoise: marché réparti à chacun des groupes selon le pourcentage suivant:

Angleterre	.....	0	%
Allemagne	.....	46,5	%
Belgique	.....	42,2	%
France	.....	11,3	%

- d) La France (marché réservé aux producteurs français).

2° Il est institué un bureau de ventes exclusif ou un secrétariat dans chacun des quatre pays.

3° Le Comité exécutif fixe les prix et les conditions de vente, sauf pour les exportations du groupe français en Méditerranée ou par les frontières suisse et espagnole. En cas de conflit du groupe français avec les trois autres groupes, ces derniers ont la possibilité de vendre dans ce rayon à des prix inférieurs aux prix français.

4° Les droits de livraison de chaque groupe sur les marchés d'exportation sont fixés à:

Angleterre	.....	29	%
Allemagne	.....	43,5	%
Belgique	.....	17,10	%
France	.....	10,40	%

Aucun groupe n'est obligé de fournir son plein contingent et tout groupe peut transférer une partie de son contingent à un autre groupe. Mais sauf le cas de force majeure, grèves, etc. (inévitables), chaque producteur sera responsable de la livraison, dans le délai stipulé, de la quantité minimum indiquée, et pour tout dommage qui s'ensuivrait naturellement comme résultat d'absence ou de retard de fournitures. (Aide réciproque en cas de forces majeures ci-dessus énumérées.)

5° La centralisation des écritures est effectuée dans les bureaux de vente et contrôle.

6° L'accord peut être dénoncé si les stocks dépassent un certain chiffre.

*** N° 30. Acides oxalique et formique.**

Sources: *Industrie chimique* de novembre 1935.

Pour parer à la concurrence que les producteurs japonais faisaient aux producteurs allemands sur le marché australien, l'I. G. Farben Industrie et la Yédogawa Kogyosho conviennent de se répartir le marché et de réglementer en commun les prix. La Yédogawa s'engage de plus à produire désormais de l'acide formique à 90 % au lieu de 80 %.

*** N° 31. Chlorure de baryum.**

Source: *Industrie chimique* de janvier 1936.

Une convention Internationale du Chlorure de Baryum a été constituée au début de 1936 entre la France, l'Allemagne et la Belgique, en vue d'une répartition des débouchés. Rien n'a été publié sur cet accord. Il semble cependant qu'à titre provisoire, il répartisse les ventes à l'exportation entre les adhérents, par un système de contingents quantitatifs.

*** N° 32. Magnesite.**

Source: *Industrie Chimique* de septembre 1931.

A la suite d'une baisse très sensible des ventes de magnésite (ou écume de mer, ou encore terre de sommières) l'Autriche, l'Allemagne et la Tchécoslovaquie auraient conclu une entente pour la vente en commun par un comptoir situé à Bâle. Des pourparlers avec l'URSS auraient été envisagés pour faire cesser le dumping russe.

Remarque est faite que l'Autriche fournit à elle seule 70 % de la consommation mondiale de magnésite.

*** N° 33. Pyrites.**

Sources: *Information* du 19 juillet 1928.

Echo des Mines et de la Métallurgie du 11 mai 1934.

Engrais des 24 mai 1935 et 24 janvier 1936.

Il semble qu'un accord partiel ait existé entre les Sociétés Rio Tinto (Espagne), Tharsis Sulphur Co (Espagne), Pyrites d'Huelva (France) et Mason et Bary (Portugal). Cette convention aurait été constituée en 1928 pour une durée de six ans.

Des pourparlers pour une reconstitution de cette convention paraissent avoir été engagés. L'accord projeté concernerait, non une réduction des tonnages, mais une répartition rationnelle des débouchés.

*** N° 34. Pierres précieuses synthétiques.**

Sources: *Bulletin de presse de Berlin* du 14 août 1932 (d'après la *Deutsche Allgemeine Zeitung*.).

Un comptoir international de vente en commun des pierres précieuses synthétiques aurait été constitué à Biel (Suisse) par les fabricants d'Allemagne, de Suisse et de France.

En août 1932, la Fédération des tailleries et des maisons de vente allemandes de Idar-sur-la-Nahe aurait adhéré à cette convention.

Ce comptoir international semble avoir cessé d'exister.

ENGRAIS.

Voici enfin les ententes économiques internationales concernant les engrais.

N° 35. Azote.

Source: *Tchernoff*, p. 202, op. cit.

Article du Dr J. Rubinfeld, *Biennstoff Chemie* du 1er mars 1931.

Gazette de Francfort, du 5 août 1934.

Européen du 20 mai 1931.

Bulletins Quotidiens des 20 juillet 1929, 27 août 1931, 13 juillet 1932.

L'Industrie de l'Azote. Exposé de la situation, décembre 1934. Publication du groupe D. E. N.

Archives économiques de Hambourg du 15 octobre 1935.

Chimie et Industrie d'octobre 1935.

Engrais, des 24 janvier 1936; 27 septembre 1935; 25 octobre 1935; 14 février 1936.

Revue du Pétrole, du 5 octobre 1935.

Industrie Chimique de septembre 1935.

Agence économique et financière du 13 septembre 1935 (d'après le *Financial Times*).

Revue mondiale du 1er octobre 1935 d'après l'Impérial Chemical Industries Ltd.

Bulgarie du 18 octobre 1935.

Exportateur français du 26 septembre 1935.

Le Problème de l'Azote en France, par E. Bernard, Paris, 1933, Baillières.

Der Deutsche Volkswirt, 9me année, n° 50 du 13 septembre 1935, p. 2305.

La Chemica e l'Industria, n° 5, de mai 1935, p. 308.

Frankfurter Zeitung, 448-449 du 3 septembre 1935.

Chemische Industrie. T. 59, n° 25 du 20 juin 1936, p. 516.

Eildienst für Aussenhandel, N° 41 du 18 février 1936.

Enquête personnelle 1934-1935-1936.

1. La production d'azote.

Le marché international de l'Azote sous forme d'engrais azotés (appelés également très souvent du nom de Nitrates) est déterminé par les conditions mondiales de production. D'une part, le Chili a d'importants gisements de nitrates naturels. Mais la production chilienne de nitrates naturels s'est vue peu à peu détronée de sa situation privilégiée par l'azote synthétique. Dans les producteurs d'azote synthétique il faut du reste distinguer deux catégories : les pays gros producteurs, c'est-à-dire l'Allemagne, l'Angleterre et la Norvège et les petits producteurs européens (Belgique, Hollande, France, etc...) qui ont augmenté considérablement leur production entre 1925 et 1931.

La capacité mondiale d'azote synthétique et naturel dépasse à l'heure actuelle largement la consommation. Il en est résulté sur le marché international une lutte meurtrière et la constitution de stocks considérables.

Il fallait donc s'entendre et c'est ainsi que furent constituées l'ensemble des conventions internationales qui réglementent à l'heure actuelle la production mondiale des engrais azotés.

2. Les conventions de l'azote.

1er Accord: Groupe D. E. N.

Nom: Groupe D. E. N.

Date de constitution: 1930.

Pays participants: Stickstoff Syndikat GmbH (Allemagne); Imperial Chemical Industries Ltd (Angleterre); Norsk Hydro-Elektrisk Kvaelfstofaktieselskab (Norvège).

But de la convention: Réglementer selon des principes communs les ventes d'azote dans les marchés mondiaux d'exportation.

2me Accord: C. I. A.

Préliminaires: En 1930, le Groupe DEN et les petits producteurs européens signent des gentlemen's agreements partiels, réglementant notamment les prix et les tonnages. Malgré cet essai d'organisation européenne, la surproduction de l'azote synthétique persiste et les cours tombent. Aussi ces accords ne furent-ils pas renouvelés en juillet 1931.

Au bout d'un an, après des pourparlers laborieux, on aboutit à un nouvel accord:

Structure juridique:

Nom: Convention Internationale de l'Industrie de l'Azote (C. I. A.).

Siège: Bâle.

Date de constitution: 1934.

Durée: Un an.

Renouvellements : 1° Le 1er juillet 1935 pour trois ans (mais résiliation possible au bout de deux ans sous certaines conditions de minimum des prix et des tonnages).

2° En 1938, la Convention pourra être prolongée de deux ans par tacite reconduction.

Pays participants: Groupe DEN (cf. supra), Belgique, Hollande, Pologne, Tchécoslovaquie, Italie et Suisse (la France n'est rattachée qu'indirectement à la C. I. A.).

Forme de la convention: Le groupe DEN contracte un

accord bilatéral avec chaque groupe national, et une Compagnie Internationale est constituée à Bâle.

Arbitrage: « Tout litige qui pourrait surgir de ce contrat ou lors de son exécution, sera tranché, à l'exclusion de toute voie judiciaire, par un tribunal composé de trois membres, à moins qu'il n'y ait entente entre parties litigieuses sur un nombre inférieur d'arbitres. »

« Chaque partie nommera un arbitre dans le délai d'un mois à dater de la demande d'arbitrage. Le président du tribunal d'arbitrage sera nommé par le président du « Schweizerisches Bundesgericht » à Lausanne. »

« A défaut de nomination des arbitres par les parties dans le délai d'un mois ci-dessus stipulé, ceux-ci seront également nommés par le président du « Schweizerisches Bundesgericht ».

« Le tribunal d'arbitrage siège à Basel-Stadt. Le procédé du tribunal est assujetti aux lois qui règlent le procédé d'arbitrage dans le canton de Basel-Stadt; pour autant que ces lois ne contiennent pas de prescriptions, le tribunal décidera lui-même sa procédure et fixera le délai endéans lequel la sentence arbitrale sera rendue. Ce délai ne pourra en aucun cas excéder un mois. »

« Les parties renoncent expressément à tout appel, opposition et pourvoi en cassation pour autant qu'une telle renonciation est permise par les prescriptions mentionnées du procédé. »

Pénalités: « En cas de manquement à un des engagements de cet accord, soit par le vendeur, soit par un des acquéreurs successifs, le vendeur devra payer à la partie lésée, à titre de dommages-intérêts... (les indemnisations sont stipulées en R.M.-or) par tonne de marchandise sur toute quantité vendue en infraction à ces dispositions. »

« L'infraction est considérée comme accomplie, à moins

que la partie accusée ne donne, sur demande, la preuve du contraire. Le constat de ces infractions et les sanctions à prendre seront décidées par le conseil de surveillance de la Compagnie Internationale de l'Industrie de l'Azote à Bâle. »

Structure économique:

But: Répartition des marchés d'exportation.

Clauses: Chaque accord bilatéral entre le groupe DEN et un groupe national est constitué par les clauses d'un contrat type, auquel certaines modifications sont apportées selon le cas.

En général, chaque contrat, très détaillé, définit les produits auxquels il s'applique.

« Le présent accord ne s'applique qu'à la production et à la vente d'azote sous forme d'engrais azotés.

« Dans le sens du présent accord, sont considérés comme engrais azotés tous les produits azotés, y compris les produits contenant de l'acide phosphorique, ou de la potasse, et destinés à des buts agricoles ou à la fabrication d'engrais azotés ou engrais composés, excepté la cyanamide.

Les contractants s'engagent à obliger leurs acheteurs à préciser l'emploi des produits azotés qu'ils achètent et à prendre en particulier eux-mêmes l'engagement que tout produit vendu pour des buts techniques ne sera utilisé, ni pour engrais, ni pour la fabrication des engrais azotés, sauf si ces engrais sont destinés à la vente dans les marchés nationaux. Les acheteurs devront également prendre l'engagement de ne pas exporter la marchandise dans un autre pays que celui pour lequel elle a été vendue. Tout acheteur devra imposer le même engagement aux acquéreurs ultérieurs, tant qu'il s'agit de la marchandise telle quelle. »

Chaque contrat fixe également les capacités de production, les conditions de vente, les importations et exportations d'a-

zote de synthèse du pays intéressé etc... (cf. infra: Organisation du Marché mondial de l'Azote).

3me Accord: avec le Chili.

Préliminaires: Les deux accords précédents règlent la question de la production synthétique. Pour répartir le marché mondial entre les producteurs d'azote synthétique ainsi groupés, et les producteurs d'azote naturel du Chili, un premier essai a été tenté en 1929 et un accord de prix fut signé entre les producteurs chiliens et les producteurs européens ci-dessus mentionnés. Cet accord était dû en grande partie aux efforts de la National City Co of New-York, banquier du groupe des Nitrates Guggenheim (Anglo-Chilean Consolidated Nitrate Co et Lautaro Nitrate Co Ltd) et qui procéda également aux émissions de l'I. G. Farben et de la Norvégienne de l'Azote.

Malgré cet accord, les stocks chiliens continuèrent à augmenter ainsi que la capacité synthétique des producteurs européens. Aussi ne fut-il pas renouvelé en 1931.

La période 1932-1934 est une période de concurrence meurtrière entre les producteurs d'azote naturel et de nitrate synthétique. Mais la dépréciation de la monnaie chilienne et la réorganisation fondamentale de la Cosach accentuent l'intérêt que les Européens ont à s'entendre avec le Chili. D'où l'accord entre le Chili et les pays C. I. A.

Date de constitution: 1935.

Renouvellement: D'année en année.

Forme: Gentlemen's agreement entre les pays C. I. A. et le Chili.

But: Déterminer la place de l'azote naturel à côté de l'azote synthétique.

4°) *Accords partiels:*

Enfin, des accords partiels ont été signés entre les pays C. I. A. et des producteurs dissidents: par exemple l'accord avec les Japonais en 1934, 1935 et 1936. Toutes les ventes d'azote du Japon seront effectuées par l'intermédiaire du bureau japonais de ventes. Le prix de vente des nitrates japonais ne doit pas être inférieur de plus de 3 % à celui de l'azote des producteurs européens; les contingents d'importation et d'exportation de nitrates au Japon sont déterminés par l'accord.

3. Organisation du marché mondial de l'azote.

La combinaison d'accords que nous venons d'étudier organise le marché mondial de l'azote dans les conditions suivantes:

Dans l'ensemble le marché mondial est réparti en trois catégories:

1° *Les Etats-Unis*, pour lesquels une réglementation du marché est impossible en raison de la loi Anti-Trust.

2° *Le domaine C. I. A.*, c'est-à-dire, les marchés nationaux des producteurs européens d'azote synthétique.

En principe ces marchés sont fermés et la vente est réglée par les cartels nationaux. Un contingent originaire de 50 à 55.000 tonnes d'exportation sur ces marchés est consenti au Chili (ce contingent a été augmenté par la suite).

3° *Les marchés libres d'exportation*. Sur ces marchés la vente est ainsi organisée:

a) Les ventes sont centralisées par des vendeurs exclusifs, qui sont d'une part la Compagnie Internationale de l'Azote à Bâle, d'autre part des sociétés concessionnaires (situées en Hollande, Angleterre).

b) Les marchés sont répartis quantitativement entre le Chili et les producteurs d'azote synthétique par voie de contingents.

Le Chili avait primitivement droit à une exportation de 150 à 170.000 tonnes sur ces marchés, soit 8 à 9 % de la production mondiale, mais 35 % des 440.000 tonnes du marché d'exportation de cette époque. Ce contingent a été ultérieurement augmenté.

Quant aux producteurs d'azote synthétique:

En principe: la vente sur les marchés libres est réservée aux producteurs du groupe D. E. N. dont les pourcentages respectifs sont environ: 73 % pour l'Allemagne; 20 % pour l'Angleterre; 7 % pour la Norvège, les ventes des nitrates norvégiens étant effectuées par l'intermédiaire du syndicat allemand.

En pratique: Le groupe D. E. N. a accordé des quote-parts d'exportation sur les marchés libres aux petits producteurs européens, par clauses spéciales des accords bilatéraux conclus entre le groupe D. E. N. et chacun de ces producteurs (cf. Supra).

En cas de responsabilité du groupe D. E. N. les pays qui le constituent ne sont pas responsables conjointement et solidairement, mais individuellement, chacun pour sa part et portion.

c) Les prix à l'exportation sont fixés en principe par le groupe DEN, d'accord avec les autres producteurs intéressés, le cas échéant. Le groupe DEN fixe les prix en tenant compte notamment des contingences locales, principalement agricoles, et de la capacité possible de concurrence de production indigène.

d) La vérification et le contrôle de l'accord sont confiés à une société fiduciaire suisse (indépendante de la Compagnie Internationale de l'Azote). Les retards ou avances sur les

tonnages-programmes sont reportés d'exercice en exercice et donneront lieu à une compensation en nature à l'expiration de l'accord.

4. Evolution du marché de l'azote.

(Extraits de la brochure publiée en décembre 1934 par le groupe DEN, sous le titre: « L'industrie de l'Azote. Exposé de la situation ». La reproduction de ces données est interdite sans l'indication de la source.) ⁽¹⁾

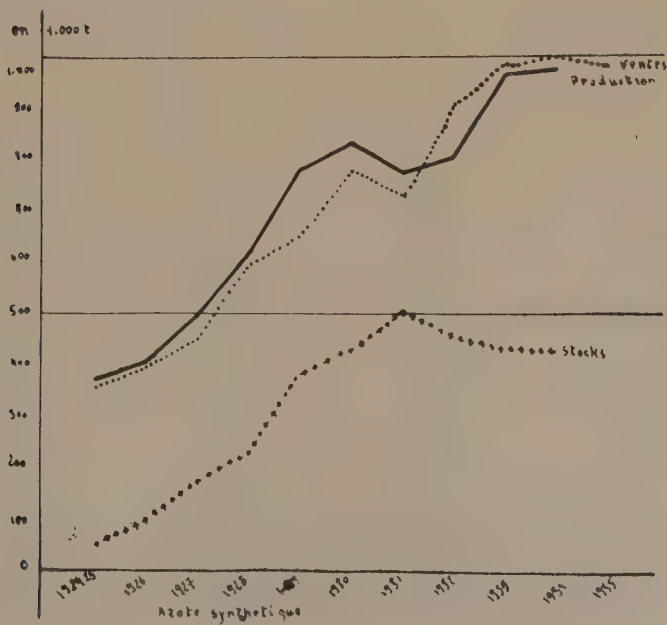
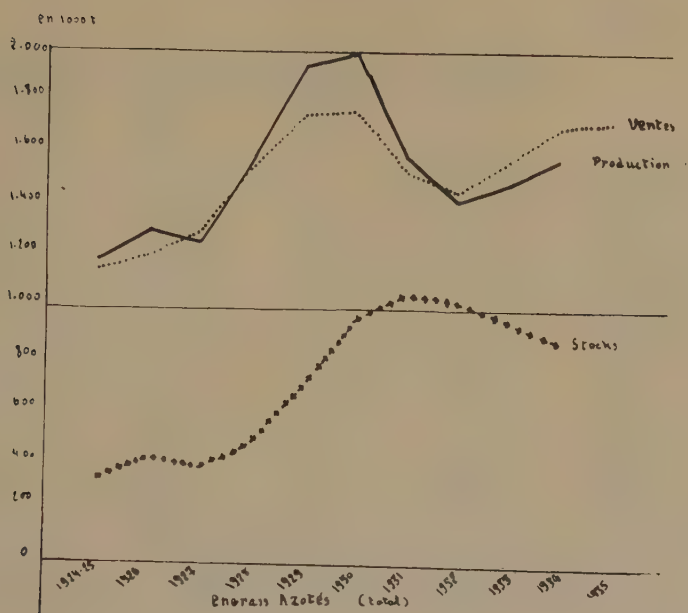
Consommation: « Ce n'est que depuis l'exercice 1932-1933, c'est-à-dire sous l'influence des efforts faits depuis la Conférence de Scheveningue, en 1932 pour arriver à une entente, que l'évolution des ventes est à peu près la même pour l'azote synthétique que pour le nitrate chilien. »

Production: « Si la hausse de production ne continua pas en 1929-1930 malgré le développement des ventes, c'est surtout parce que le groupe DEN, se rendant compte de la situation, a restreint sa production déjà à cette époque... »

« ...C'est sans doute grâce à la convention européenne et aux mesures prises dans ce cadre que la production mondiale est tombée aussi rapidement en 1930-1931. Depuis 1931-1932, elle est même inférieure aux ventes mondiales et suit un cours parallèle à celle-ci. »

« ... Le résultat de cette restriction méthodique est reflété par le développement des stocks mondiaux. »

(1) La brochure citée ayant été publiée au moment des nouveaux accords, ne tient compte que de l'évolution du marché avant, pendant, et après les premières conventions. Aucune donnée nouvelle ne paraît avoir été publiée depuis les ententes de 1934, concernant leurs répercussions sur le marché mondial.



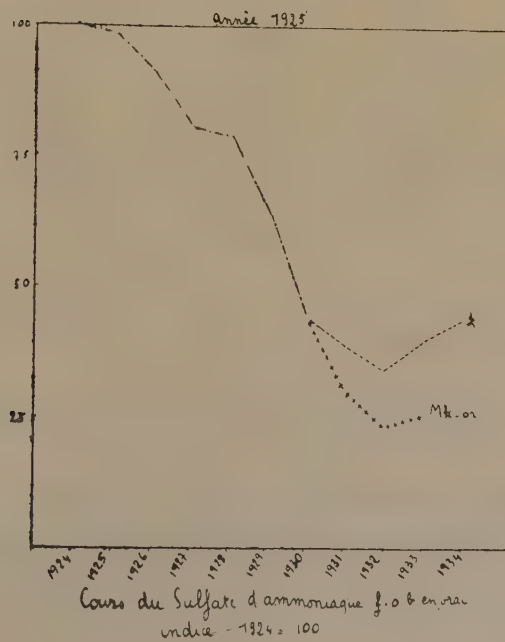
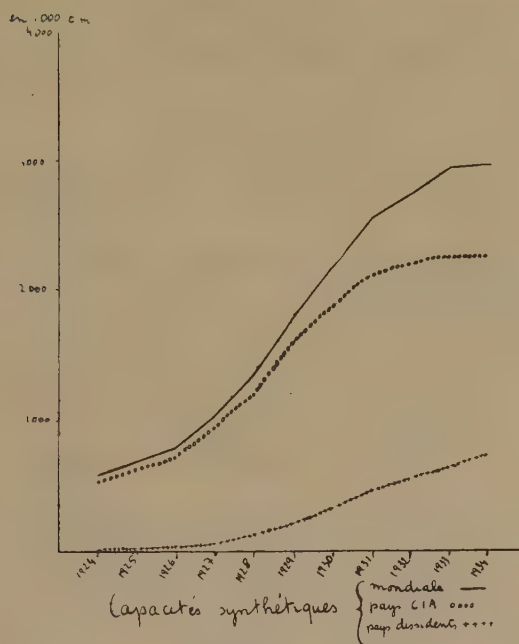
Stocks:

Date	Stock mondiaux totaux en T M	Pourcentage des ventes de l'an précédent	Stocks mondiaux Az. synthétiques en T M	Pourcentage des ventes totales d'az. synthétique
30-6-1925	310.000	27 %	75.000	23 %
30-6-1926	420.000	35 %	92.000	24 %
30-6-1927	380.000	29 %	152.000	33 %
30-6-1928	470.000	31 %	226.000	41 %
30-6-1929	680.000	39 %	342.000	51 %
30-6-1930	950.000	54 %	454.000	62 %
30-6-1931	1.050.000	69 %	498.000	73 %
30-6-1932	1.040.000	71 %	463.000	52 %
30-6-1933	950.000	60 %	437.000	44 %
30-6-1934	870.000	51 %	422.000	41 %

« L'industrie de l'azote synthétique avait donc en stock, à la date du 30 juin 1934, deux cinquièmes de ses ventes annuelles, situation qui peut être considérée comme normale. Par contre, le total des stocks mondiaux s'élevait à la même date, à la moitié des ventes mondiales annuelles. »

Capacités synthétiques en 1.000 tm d'azote

Années	C. mondiale	Capacité C. I. A.	C. des dissidents
1924-25	590	567	23
1925-26	684	653	31
1926-27	796	748	48
1927-28	1.053	989	64
1928-29	1.332	1.205	127
1929-30	1.820	1.613	207
1930-31	2.197	1.887	310
1931-32	2.581	2.117	464
1932-33	2.770	2.216	554
1933-34	2.885	2.262	623
1934-35	2.991	2.287	704



« L'attitude des groupes européens (C. I. A.) montre clairement que la coopération internationale peut enregistrer un certain résultat. Les constructions commencées avant la conférence d'Ostende une fois achevées, on a peu construit, et c'est pourquoi on observe depuis 1930-1931, une baisse rapide de la courbe. »

Cours: (moyens du Stickstoff Syndikat pour le sulfate d'ammoniaque fob en vrac).

Années	Cours en £		Cours en Mark-or	
	pâr T. de marchandises £ s. d.	Pourcentage sur 1924-25	par Kg. d'Az. pfg	Pourcentage sur 1924-25
1924-25	10.18.	100 %	108,1	100 %
1925-26	10.14.2	98,2 %	106,2	98,2 %
1926-27	9.19.8	91,6 %	99	91,6 %
1927-28	8.16.6	80,9 %	87,5	80,9 %
1928-29	8.10.5	78,2 %	84,5	78,2 %
1929-30	7. 1.2	64,8 %	70	64,8 %
1930-31	4.16.	44 %	47,6	44 %
1931-32	4. 3.3	38,2 %	33.2	30,7 %
1932-33	3.16.1	34,9 %	26,5	24,5 %
1933-34	4. 6.7	39,7 %	27,8	25,7 %
1934-35	4.14.9	43,5 %		

* N° 36. Cyanamide.

Sources: *Européen* du 20 mai 1931.

Engrais du 10 juin 1936.

Un syndicat international de la cyanamide grouperait depuis mai 1930 les producteurs d'Allemagne, Belgique, France, Italie, Pologne, Pays Scandinaves, Suisse, Tchécoslovaquie, Yougoslavie.

Un cartel de la cyanamide de calcium aurait été conclu par la Tchécoslovaquie, la Pologne, l'Autriche et la Hongrie en 1936.

N° 37. Phosphates.

Sources: *Bulletin Quotidien* du 13 décembre 1933.

Chimie et Industrie, Ententes Internationales de Vente Berthelot, décembre 1934.

Statuts du Comptoir des Phosphates d'Algérie et de Tunisie.

Enquête personnelle 1935-1936.

Le marché international des phosphates est réglementé par plusieurs accords:

1er Accord:

Structure juridique:

Nom: Comptoir des Phosphates d'Algérie et de Tunisie.

Siège: Tunis.

Administration: Conseil de Surveillance.

Date de constitution: Juillet 1933, statuts signés le 3 octobre 1933.

Durée: 30 ans et demi.

Pays participants:

Algérie et Tunisie; les parts sociales sont réparties comme suit:

30 % à la Cie des Phosphates de Constantine;

1,3 % à la Cie Minière du M'Zaita;

40 % à la Cie des Phosphates et du Chemin de fer de Gafsa;

15 % à la Cie Tunis des Phosphates du Djebel M'Dilla;

12,5 % à la Sté des Phosphates Tunisiens,

et 1,2 % à la Cie des Phosphates de Dyr.

Forme: Société à responsabilité limitée tunisienne placée sous le régime de la loi du 7 avril 1925.

Arbitrage: Non prévu.

Structure économique:

But: Organiser la vente de tous phosphates de chaux. Etudier les accords notamment ceux destinés à diminuer « les risques des entreprises associées et à atténuer le danger d'une concurrence aveugle et désordonnée ».

Clauses: Les bénéfices sont proportionnels aux parts sociales, et l'accord organise la vente en commun, par centralisation et répartition des commandes.

Résultats:

La concentration des services commerciaux permet de réaliser des économies très appréciables.

2me Accord:

Structure juridique:

Date de constitution: 25 août 1933.

Pays participants: Algérie, Tunisie, Maroc.

Forme: Convention écrite entre le Comptoir des Phosphates d'Algérie et de Tunisie et l'Office Chérifien des Phosphates.

Structure économique:

But: Même but que le Comptoir des Phosphates Tunisiens et Algériens.

Clauses: L'accord organise la répartition des commandes; les sociétés observent en fait une politique commune: le Directeur Général adjoint de l'Office Chérifien des Phosphates devient le Directeur-Gérant du Comptoir d'Algérie-Tunisie.

Résultats:

Pourcentage contrôlé dans la production mondiale: 52% ;
les Etats-Unis représentant 33 %.

3me Accord:**Structure juridique:**

Date de constitution: 1933.

Duree: 10 ans.

Pays participants: Groupe Nord-Africain et Groupe Américain Pebble.

Forme: Convention écrite.

Arbitrage: Soumis à l'Arbitration Act de 1889 à Londres : trois arbitres, un pour chaque partie, et un nommé par les deux parties.

Sanctions: Clause américaine originale: les contractants partent de l'idée de leur bonne foi respective. En conséquence, pour l'application des pénalités dues pour cause de dépassement des contingents fixés, l'erreur d'une première année n'est pas compte. Elle ne donne lieu qu'à compensation des retards et des avances. Ce n'est qu'en cas de récidive la seconde année qu'une pénalité spéciale est prévue en plus de la compensation.

Structure économique:

But de la convention: Organiser les exportations en Europe.

Clauses: L'accord prévoit le contingentement et la répartition des marchés pour les exportations en Europe, ainsi qu'un échange permanent de relations (correspondance, réunions, renseignements, statistiques).

Il n'y a pas à proprement parler de réserve de marché mais pratiquement, les participants gardent leurs organisations de vente respectives, et respectent leur clientèle propre.

L'accord prévoit également la venue de nouveaux concurrents.

Résultats:

Pourcentage contrôlé dans la production mondiale: 85 %.

En plus de ces accords, la réglementation du marché a été complétée:

Le 1er décembre 1933 par un accord avec le groupe américain Hardrock représentant 2 % du marché.

Le 19 juin 1934 par un accord avec le groupe hollandais Curaçao représentant 2 % du marché.

En septembre 1933 le groupe Nord-Africain et le groupe Pebble signent avec les sociétés d'Egypte (une société égypto-italienne: Societa Egypiana de Fosfati et une société anglaise: The Egyptian Phosphat Co) un accord de contingents et de prix pour une durée d'un an (renouvelé ultérieurement), et concernant les exportations sur le marché japonais: les ventes sont centralisées par un comité spécial à Paris.

En juin 1934, les producteurs ci-dessus nommés signent un accord avec les producteurs de Hauts Titres ou Groupe des Pacifiques, réglementant (sous la forme d'un gentlemen's agreement calqué sur l'accord de septembre 1933) les exportations des producteurs de Hauts Titres sur le marché japonais.

Cet accord était devenu indispensable par suite de la concurrence onéreuse faite par le groupe des Pacifiques en raison de la dépréciation de la Livre. Le groupe des Pacifiques est composé d'une compagnie française, la Compagnie Française des Phosphates de l'Océanie; d'une compagnie anglaise, la Christmas Island Phosphat Co; et d'un office anglais dit Office B. P. C. (British Phosphat Commissionners de l'Ile de Nauru et de l'Océan Island, office qui doit en prin-

cipe vendre exclusivement en Angleterre, mais qui par suite des hauts prix des frêts vendait au Japon). Pour les ventes au Japon du groupe des Pacifiques, il n'existe pas de centralisation des ordres.

Par un autre accord, le groupe des Pacifiques à également consenti à limiter ses exportations en Europe.

Résultats:

L'entente, réalisée par ces différents accords articulés entre eux, n'a pas rencontré de difficultés au cours de son existence. Il empêche un dumping américain né de la dévaluation des monnaies et stabilise le marché européen.

Le marché n'est pas encombré par des stocks. Les prix sont stables, et n'ont pas tendance à la hausse.

Cette combinaison de plusieurs gentlemen's agreement est très souple; elle a permis d'adapter la politique à suivre à l'évolution du marché.

Il faut du reste constater que le marché du phosphate est favorable à une organisation rationnelle, en raison du petit nombre de producteurs, et du fait que ces producteurs ont à faire à une clientèle peu nombreuse de très grosses entreprises.

N° 38. Potasse.

Sources: *Journée Industrielle* des 12 juin 1927-4 mars 1929

The Statists du 3 janvier 1931.

Européen du 20 mai 1931.

Oualid: Ententes Industrielles Internationales, p. 5, *op. cit.*

Sans Fil du 15 juillet 1927.

Tchernoff, p. 201, 204, 223, 653, 716, *op. cit.*

Frankfurter Zeitung des 30 janvier 1928, 12 mars 1929.

Agence Economique des 13 juillet 1927, 3 septembre 1927, 4 septembre 1928, 9 janvier 1929, 21 janvier 1929, 19 no-

vembre 1929, 24 février 1931, 25 avril 1931, 31 décembre 1930.

Temps du 12 mai 1931.

Revue de Sofinest 1930, article de L. Bailley.

Bulletin Quotidien du 3 janvier 1936.

La Politique Industrielle de la Potasse: J. A. Douffiagues
Paris, Rousseau, 1933.

Engrais du 28 juin 1935.

Enquête personnelle.

Préliminaires:

Il y a deux gros producteurs de potasse en Europe: l'Allemagne et la France. Dans ces deux pays, la production est très concentrée: en Allemagne un seul producteur: le Syndicat Allemand de la Potasse chargé de toutes les ventes intérieures et extérieures. Et en France, Mines Domaniales de Potasse d'Alsace et Kali Sainte Thérèse. Dans les deux pays les gouvernements sont producteurs, en Allemagne, pour la totalité, en France pour la majeure partie, mais ils agissent dans les accords en tant que personnes privées.

Des accords provisoires ont précédé l'actuelle convention: le 12 août 1924 concernant la vente aux Etats-Unis; le 26 octobre 1924 concernant la vente en Suède.

Enfin le 7 mai 1925, l'accord provisoire de Paris, d'une durée de un an établit le même partage des débouchés qu'à l'heure actuelle.

Structure juridique:

Nom: Syndicat Franco-Allemand de la Potasse.

Administration: Plusieurs commissions:

a) De contrôle: les membres en sont nommés par moitié par les parties. Dans le cas où une partie ne serait pas d'accord, elle peut demander une enquête; le contrôle et la vérification sont opérés selon les statuts.

b) Mixte de contrôle du contingentement.

c) Arbitrale (cf. infra).

Date de constitution: 29 décembre 1926 à Paris, (accord préliminaire de Lugano du 10 avril 1926).

Durée: 10 ans à courir du 1er mai 1926.

Renouvellements: Par tacite reconduction pour cinq ans (en 1936)

Pays participants:

Au début: Deutsches Kalisyndikat GmbH (Allemagne).
Société Commerciale des Potasses d'Alsace (France).

Adhésions ultérieures: Espagne (Mines de Suria) en 1928; Pologne (TESP) en mars 1932. Les autres mines espagnoles ont adhéré ultérieurement.

Forme de la convention: Communauté d'intérêts.

Arbitrage: Cinq membres, deux pour chaque pays et le dernier désigné par le Président de la Cour Arbitrale de la Haye.

Sanctions: Amendes de montant égal au maximum à cinq fois la valeur du litige et à dix fois en cas de récidive dans la même année.

Structure juridique:

But: Maintien de la régularité du marché. Développement de la vente de la potasse. Collaboration loyale et amicale.

Clauses: 1° *Répartition des débouchés.*

a) Réserve des marchés nationaux et des colonies.

b) Pour l'exportation, l'organisation est la suivante:

— Sur chaque marché d'exportation, l'Allemagne a droit à 70 % et la France à 30 % des ventes. Les quantités dépassant le tonnage maximum atteint avant le 1er mai 1931 seront partagées à raison de 50 % à chaque pays. La Pologne s'est vue ultérieurement attribuer un droit d'exportation de 4 % du total des ventes du syndicat Franco-Allemand.

— Sur chaque marché d'exportation, les potasses françaises et allemandes sont vendues en commun par des sociétés choisies dans chaque pays intéressé. En raison du Sherman Act (cf. *Infra*), les ventes aux Etats-Unis sont assurées par une société hollandaise dont le siège est à Amsterdam, la N. V. Potash Export Maatschappij. Les exportations polonaises se font par l'intermédiaire du syndicat franco-allemand.

2° *Les Prix*: Ils sont fixés sur la base des propositions des organismes de vente des différents marchés.

Dans les statuts est déclarée la « nécessité d'éviter une augmentation inutile des prix pour le consommateur ».

Résultats:

1° Pourcentage contrôlé dans la production mondiale:

En 1926, la France et l'Allemagne produisaient 1.438.000 tm de potasse pure sur une production mondiale de 1.504.000 tm soit 95,8 %.

En 1935, la France, l'Allemagne, la Pologne produisaient 1.714.000 tm sur une production mondiale de 2.112.000 tm (y compris les mines de Suria) soit environ 80 à 84 % (augmentation de production des Etats-Unis, de l'U. R. S. S., du Japon, etc...).

2° Résultats Généraux:

Les prix ont été stabilisés.

En juin 1927 des poursuites ont été intentées par le Gouvernement Fédéral des Etats-Unis pour infraction à la loi sur les Trusts et tentatives de revalorisation des produits. En conséquence de ces poursuites, les mines françaises et allemandes ont été amenées à prendre l'engagement de respecter la loi anti-trust et ont confié à une société hollandaise le soin des ventes aux Etats-Unis. Le gouvernement des Etats-Unis contrôle, en fait, les prix, d'autant plus que la produc-

tion américaine a tendance à augmenter (gisements de Trona).

L'I. G. Farben et l'Imperial Chemical Industries Ltd ont tenté vainement de briser le syndicat Franco-Allemand.

A l'heure actuelle les ventes de potasse en France sont en voie de réorganisation. Un projet concernant la vente en commun de toute la production française de potasse par les Mines Domaniales a été soumis au Parlement (Sénat 26 mars 1935 - Chambre 31 décembre 1935). Voici sa principale disposition :

« La Société commerciale actuellement existante est transformée en comptoir de vente en commun entre les diverses mines. Le comptoir pourvoira d'abord aux besoins français, à des prix dont les maxima seront fixés par autorité ministérielle. »

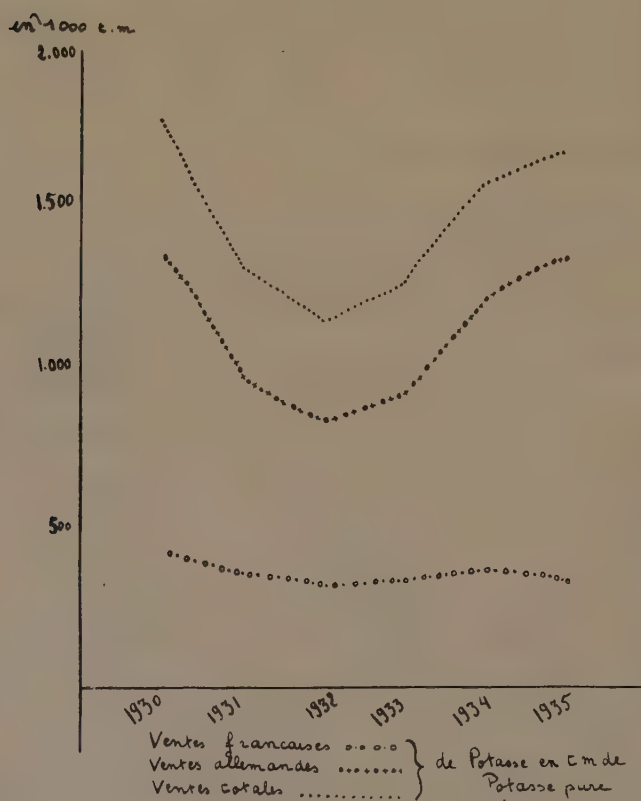
3° Statistiques diverses :

a — Production et Ventes totales de la France.

Années	EXTRACTION	VENTES TOTALES
	en France des sels bruts, teneur en potasse pure	de la Sté Potasse d'Alsace en tonnes de potasse pure
1930		424.615 tm.
1931	379.487 tm.	355.564
1932	334.246	304.821
1933	342.628	330.788
1934	387.437	359.079
1935	369.952	339.310

b — Ventes totales du Syndicat Franco-Allemand.

Années	Sté Potasses d'Alsace Total des Ventes	Deutsches Kalysind. total des Ventes	Total Général
1930	424.615 tm.	1.356.800 tm.	1.781.415
1931	355.564	963.800	1.319.364
1932	304.821	847.000	1.151.821
1933	330.788	935.000	1.265.788
1934	359.079	1.220.000	1.579.079
1935	339.310	1.330.000	1.669.310



N° 38 (suite) Brome: (Accord accessoire à la Convention des Potasses).

Sources : *Agence économique*, du 31 décembre 1930.

Journée Industrielle, du 21 Janvier 1931.

Structure juridique :

Nom: Entente Franco-Allemande du Brome.

Membres originaires : Producteurs français et allemands de potasse.

Nouveaux adhérents : Angleterre indirectement, par la Société Palestinienne des potasses de la Mer Morte.

Structure économique:

But : Ajuster la production à la consommation du Brome.

Développer la consommation et rechercher de nouveaux débouchés.

Clauses : Les prix sont fixés en commun ainsi que la répartition des débouchés (partage de la clientèle et quotas).

Résultats:

Pourcentage contrôlé dans l'industrie européenne : la presque totalité de la production européenne, ce qui n'est cependant pas très important du point de vue volume quantitatif, l'unique débouché du brome étant les bromures, dont la consommation n'est pas très importante.

Total de la production de brome liquide en France.

Années	Production en Kgs
1931	382.092
1932	325.040
1933	239.869
1934	470.107
1935	424.809

N° 39. Superphosphates.

Sources: *Statuts de l'Entente.*

Enquête personnelle.

Structure juridique:

Nom : International Superphosphate Manufacturer's Association. (Association Internationale des Fabricants de Superphosphates).

Siège : Londres.

Administration :

1°) Assemblée générale annuelle, ou convoquée, le cas échéant par le Conseil d'administration si 30 % des pays adhérents le demandent. La première assemblée s'est tenue à Hambourg en mai 1927.

2°) Conseil d'administration : il est composé de deux représentants par pays, choisis parmi les fabricants membres de l'association. Les réunions en sont aussi fréquentes qu'il est nécessaire, et les décisions sont prises à la majorité des trois quarts (le quorum étant de 50 % dans les pays adhérents.)

3°) Comité de propagande.

4°) Laboratoire d'essai à Hambourg.

Date de constitution : 1927.

Durée : Indéterminée.

Pays participants :

Afrique du Nord, Afrique du Sud, Allemagne, Angleterre, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Hollande, Hongrie, Norvège, Pologne, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Australie, Grèce, Italie, Lettonie, Portugal, Roumanie, Canada.

En plus des participants, on admet des membres corres-

pondants. (Sociétés de matières premières : par exemple, des producteurs de pyrites et de phosphates naturels.).

Pourcentage contrôlé dans la production mondiale :

En 1935 : 54 1/2 %. Si l'on tient compte des membres adhérents, le pourcentage s'élève à 60,61 % environ pour la même année.

Forme de la convention : Association placée sous la législation anglaise et dont le siège est à Londres.

But : 1°) Faciliter l'examen et la discussion des questions afférentes à l'industrie de l'acide phosphorique en général, du superphosphate en particulier.

2°) Echange d'informations entre les membres.

3°) Propagande pour l'emploi des superphosphates.

4°) Statistiques concernant l'acide phosphorique.

5°) Faciliter les rapports sociaux et commerciaux entre les membres.

6°) Favoriser l'adoption de contrats équitables pour l'approvisionnement...

7°) Encourager les recherches pour l'utilisation, et la production des superphosphates.

8°) Faire tout ce qui peut développer les industries sus-nommées.

Activité de l'Association :

— Laboratoire d'essais à Hambourg.

— Publication d'une revue en trois langues pour la propagande.

— Section technique : détermination standard de l'analyse des superphosphates.

— Projet de mise au point de méthode de fabrication, etc.

*
**

D'autre part, il paraît évident que quelques conven-

tions industrielles bilatérales existent entre certains producteurs de différentes nations. Mais ces accords, souscrits en dehors du cadre de l'Association elle-même, sont peu connus et il est difficile de donner des précisions à leur sujet.

En tout état de cause, voici certaines données très générales concernant l'évolution du marché mondial des superphosphates.

A. — Production et consommation.

Années	Production	Consommation
1927	14.065.000 t.	
1930	15.565.000	14.643.000 t.
1931	11.261.000	11.141.000
1932	10.452.000	11.517.000
1933		11.730.000
1934	12.804.000	12.593.000

B. — Stocks : ils tendent à augmenter légèrement depuis quelques années.

C. — Prix : Ils ont varié en différents pays, et il est impossible d'en parler au point de vue mondial. On peut dire, cependant, que les prix en général ont diminué depuis le commencement de la crise mondiale de 1929, bien que la baisse ne soit pas très sensible.

CHAPITRE III

LES ENTENTES ECONOMIQUES INTERNATIONALES EN MATIERE AGRICOLE.

Les monographies qui composent ce chapitre sont consacrées aux accords internationaux concernant les produits de la terre.

Une subdivision s'imposait : certains produits agricoles sont destinés à pourvoir aux besoins alimentaires ; d'autres, au contraire, sont des matières premières employées dans des industries de transformation.

Nous étudierons tout d'abord les conventions relatives aux produits agricoles matières premières de l'industrie ; et, en second lieu les denrées alimentaires.

D'autre part, nous avons cru devoir intégrer dans ce chapitre, à la suite des monographies, des exposés rapides concernant certains accords portant sur des produits alimentaires d'origine animale (œufs, poissons, etc...).

N° 40. Bois.

Sources : *Le Papier*, du 15 janvier 1935.

Rapport de la délégation du Comité économique de la S. D. N. des Experts en matière de Bois d'avril 1932.

Bulletin Quotidien, des 22 juin 1932-15 avril 1936, 15 octobre 1936.

Le Bois, des 10 Novembre 1932-31 décembre 1935.

Commercial Reports, du 7 mars 1932-14 décembre 1931-18 avril 1932.

Information Nord-Africaine, du 14 mars 1935.

Bois et Résineux, des 29 décembre 1935-3 janvier 1936-22 mars 1936.

Bulletin de Presse de Berlin (d'après la *Deutsche Allgemeine Zg*), du 21 décembre 1935.

Journal Officiel, du 24 décembre 1935.

Préliminaires:

Des congrès de sylviculture se réunissent dès 1900.

A partir de 1930, on constate une forte restriction de la consommation : par exemple, les achats de la Grande-Bretagne, principal acheteur et régulateur des prix, s'élevaient à 9.137.000 m³ en 1929 ; ils ne sont plus que de 7.608.000 m³ en 1930.

Cette restriction vient, d'une part de la concurrence des ciment, plâtre, brique, etc... et d'autre part de la réapparition de l'U. R. S. S. sur les marchés.

Les prix tombent.

Plusieurs conférences internationales (Varsovie: 1931, Vienne: 1932) n'aboutissent pas à une convention précise, mais permettent de poser les principes suivants :

1°) Il est impossible d'essayer, en vue d'établir l'équilibre entre la production et la consommation, d'agir sur la demande.

2°) Il serait illusoire de prétendre, pour atteindre ce but, limiter internationalement les coupes de bois, c'est-à-dire la production commerciale.

3°) La restauration de l'équilibre ne peut être cherchée que dans un ajustement des exportations aux besoins prévus aussi exactement que possible, des pays importateurs.

4°) Une condition de l'entente pour l'organisation interna-

tionale du marché du bois est l'existence ou la création, dans chaque pays d'un organisme central d'exportation, constitué dans la forme préférée par le pays.

Cependant des accords partiels sont conclus :

— Le 30 novembre 1927 pour un an (prolongé ultérieurement jusqu'au 1er décembre 1930) entre l'Allemagne et la Pologne pour l'exportation des bois polonais en Allemagne. L'accord prévoit un abaissement réciproque des droits de douane et d'exportation des « logs ».

— En 1932, pour trois ans entre la Yougoslavie et la Roumanie, sous le nom d'*Union Bois* (lumber), pour régulariser les prix et les conditions de vente. Un office central de vente est créé à Bâle, et des bureaux à Vienne, Bucarest, etc...

A l'heure actuelle, il faut distinguer 2 conventions :

Première Convention :

Structure juridique :

Nom : Comité permanent International de la production, de l'industrie et du Commerce du Bois. C. I. B.

Siège : Vienne.

Date de constitution : 1932.

Pays participants : Autriche, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Suède, Finlande, U. R. S. S., France, Canada, Etats-Unis, Lettonie, Norvège...

Forme de la convention : Institution Internationale sous l'égide de laquelle les participants pourront conclure des gentlemen's agreement et des conventions écrites.

Structure économique :

But : Organiser le marché du bois, et les possibilités de débouchés. Statistiques. Arbitrage.

Clauses : Sous les auspices du C. I. B. ont été conclus des gentlemen's agreement dans les conditions suivantes :

1° — à Berlin en décembre 1933 : La Conférence Interna-

tionale des exportateurs fixe les parts d'exportation de chaque pays, sur les bases d'une exportation totale pour 1934 (en standards) évaluée à 4 millions, 2. (Ni la France, ni la Suède n'y adhèrent).

2° — à Vienne en octobre 1934, le total approximatif des exportations ayant été évalué à 10% de moins pour 1935, les contingents d'exportations sont réduits dans ces limites.

3° — en janvier 1935, les participants se mettent d'accord sur la publication mensuelle, de statistiques; la simplification de la nomenclature douanière; la standardisation du bois à papier.

Résultats:

Pourcentage contrôlé dans la production mondiale :

En Janvier 1935, au Congrès de Vienne, 80 % de la production mondiale et 99 % de l'exportation européenne étaient représentés.

Deuxième Convention:

Structure juridique:

Nom : Europeen Timber Exporter's Convention (E.T.E.C.) (Convention du Bois scié).

Administration : Comité exécutif de 6 membres ; la Finlande, la Suède, et l'U. R. S. S. sont obligatoirement représentés.

A côté du Comité exécutif fonctionne un Comité technique pour la surveillance des accords.

Pays participants: Autriche, Finlande, Pologne, Roumanie, Suède, Tchécoslovaquie, U. R. S. S., Yougoslavie (1).

Dissidents: Pays Baltes, Norvège, Etats-Unis, Canada.

Date de constitution : 15 Novembre 1935.

Durée : 1 an.

Renouvellement: en 1936 pour l'année 1937.

(1) La Lettonie a adhéré ultérieurement à cette convention.

Forme de la convention : Convention écrite conclue sous les auspices du C. I. B.

Structure économique:

But : Ajuster les exportations des participants à la consommation totale.

Clauses : C'est à Copenhague que pour la première fois en novembre 1935 un engagement ferme a été signé par les participants.

Le total des exportations ayant été fixé pour 1936 à 3.850.000 standards, le contingent de chaque pays est ainsi fixé :

Pays	Montant du Contingent	Pourcentage de chaque pays dans l'accord	Proportion de chaque participant dans les ven- tes de 1934
Autriche	275.000 standards	7,15 %	4 %
Finlande	1.005.000	25,95 %	19 %
Pologne	313.000	8,05 %	6 %
Roumanie	223.000	5,85 %	5 %
Suède	820.000	21,30 %	16 %
Tchécoslovaquie	96.000	2,60 %	2 %
U. R. S. S.	950.000	24,65 %	18 %
Yougoslavie	168.000	4,45 %	3 %
<i>Total : 3.850.000</i> (1)		100	

Résultats:

La proportion des exportations des pays européens qui

(1) Au renouvellement du 1er octobre 1936 les contingents ont été maintenus pour l'année 1937, aux mêmes chiffres qu'en 1936; seule la part de la Roumanie est augmentée de 23.000 st. et passe à 246.000 st. Le nouvel adhérent, la Lettonie, reçoit un contingent de 127.000 st, ce qui porte à 4 millions de standards le total des exportations de l'E. T. E. C. en 1937.

n'ont pas signé la convention est peu importante; et cependant il faut noter que le Canada a placé en Europe 11,5 % du total de ses ventes, les Etats-Unis 9,5 % des leurs (statistiques du C. I. B.) (1).

N° 41. Caoutchouc.

Sources : *Bulletin Quotidien*, des 1er mai 1934, 2 novembre 1934, 5 novembre 1934, 21 novembre 1934, 27 mars 1935, 4 février 1935, 23 septembre 1935, 2 février 1935, 10 octobre 1935, 3 décembre 1935, 4 décembre 1935, 13 décembre 1935, 22 avril 1936, 29 avril 1936, 30 septembre 1936.

Agence Economique, du 2 avril 1935.

Temps, du 12 mai 1931.

Le Café, page 199 sq., p. 105 sq., *op. cit.*

Journée Industrielle, du 29 avril 1936.

Préliminaires :

En 1928-1929 un premier essai de restriction de la production connu sous le nom de Plan Stevenson, n'aboutit qu'imparfaitement. Les Hollandais et plusieurs territoires anglais n'y participent pas et le plan leur profita.

Chute des cours.

Structure juridique:

Nom : International Rubber Regulation Committee.

Siège : Londres.

Administration :

Le comité est composé de délégués nommés par les Gouvernements (fonctionnaires, planteurs, manufacturiers). 1 voix pour 1.000 tm. produites.

Date de constitution : 28 Avril 1934.

Durée : Du 1er juin 1934 au 31 décembre 1938.

(1) En septembre 1936, après 3 trimestres de réglementation internationale, les cours des soliveaux en Finlande ont augmenté de 60 % sur les prix de septembre 1935.

Pays participants: L'Entente groupe les 8 principaux producteurs de caoutchouc, à savoir: Malaisie, Indes Néerlandaises, Ceylan, Indes Anglaises (+ Birmanie) Indochine, North Bornéo, Sarawak, Siam. — Un manufacturier des Etats-Unis assiste aux Conférences.

Structure économique:

But : Réduire les stocks, adapter l'offre à la demande, pour maintenir les prix à un niveau équitable.

Clauses : 1°) Un potentiel forfaitaire de production et d'exportation est attribué à chaque pays.

2°) Un coefficient de réduction est appliqué à ce contingent forfaitaire. Ce coefficient, primitivement fixé à 10 % est ensuite relevé à 20 et 30 %.

Au premier semestre 1935, il est abaissé à 25 %. Mais à la suite de la baisse des cours, le coefficient de réduction est successivement relevé à 35 %, puis 40 % en septembre 1935.

En avril 1936, sur la demande des manufacturiers acheteurs, les adhérents décident de rabaisser à 35 % le coefficient de réduction à partir du 1er juillet 1936.

3°) Les plantations nouvelles sont prohibées, et le remplacement des plantations anciennes limité à 2 %.

4°) Les adhérents, sauf Siam et Sarawak, conviennent de prélever une taxe pour instituer des recherches pour l'extension d'emploi du caoutchouc.

Résultats:

Pourcentage contrôlé dans la production mondiale :
99 % (en 1935 : 853.387 tl. sur une production mondiale de 873.130 tl.).

a — *Production et Consommation.*

(en tonnes anglaises -long tons- de 1.016 kgs, d'après le *Café*, p. 205 sq.).

Années	Production		Total Mondial	Consom. Mondiale
	Indes	Indes		
	Anglaises	Néerl.		
1910		8.200	93.950	—
1915		107.867	170.826	136.134
1920		304.816	343.731	346.669
1922	261.400	94.000	399.600	389.800
1923	238.100	117.000	406.900	434.600
1924	220.400	149.000	428.700	471.500
1925	255.700	189.000	518.500	558.900
1926	344.800	204.000	621.900	444.600
1927	297.400	229.000	607.400	598.900
1928	357.000	229.000	656.800	680.400
1929	536.300	255.000	861.400	807.000
1930	517.600	241.000	819.800	716.000
1931	488.300	257.000	796.800	678.200
1932	455.100	241.000	708.140	682.957
1933	508.934	281.421	852.062	804.757
1934	562.638	373.308	1.013.442	927.000

b — *Stocks.*

Années	Stocks
1925	153.329 tonnes métriques
1929	328.690
1932 (fin).	595.153
1933 (fin)	616.370
1934 (fin)	677.701
1935 (mars)	652.659
1935 (octobre)	627.363
1935 (décembre)	576.720
1936 (février)	559.932
1936 (fin août)	470.000

c — *Cours.*

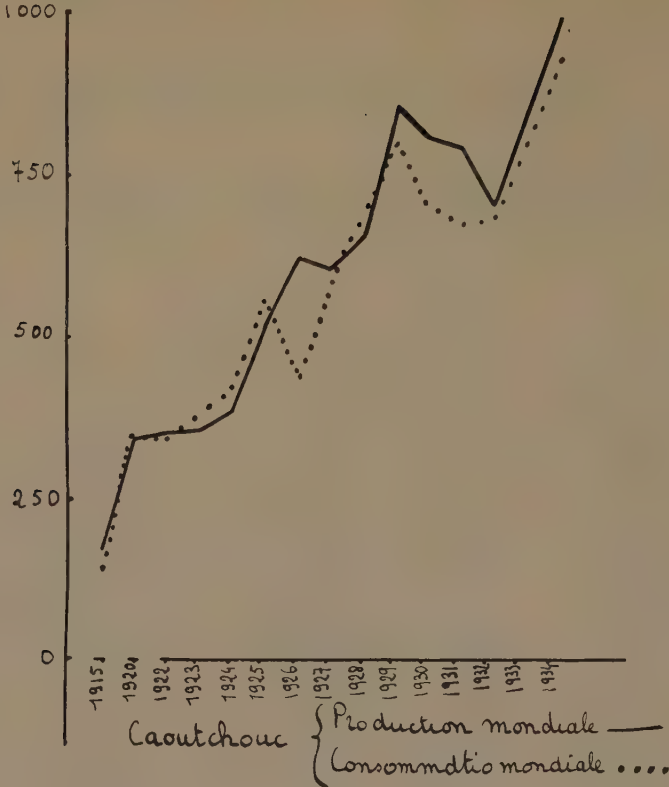
« Standard Ribbed Smoked Sheets », marché à terme, en Shillings et Pence par lb.

	Cours Plus bas	Cours Plus haut
	s. d.	s. d.
1910	5.7	12. 9
1915	2.	4. 2 1/2
1920	0.11 7/8	2. 9 1/8
1922	0. 7 1/8	1. 2 1/8
1923	1. 2 1/4	1. 5 3/4
1924	0.10 3/8	1. 6 1/4
1925	1.4 1/2	4. 8 5/8
1926	1. 5	3. 8
1927	1. 3 3/8	1. 8 1/2
1928	0. 7 5/8	1. 8
1929	0. 7 3/4	1. 1 1/2
1930	0. 3 9/16	0. 8 3/8
1931	0. 2 3/16	0. 4 1/4
1932	0. 1 14/16	0. 3 1/4
1933	0. 2	0 4 9/16
1934	0. 4 3/6	0. 7 11/16

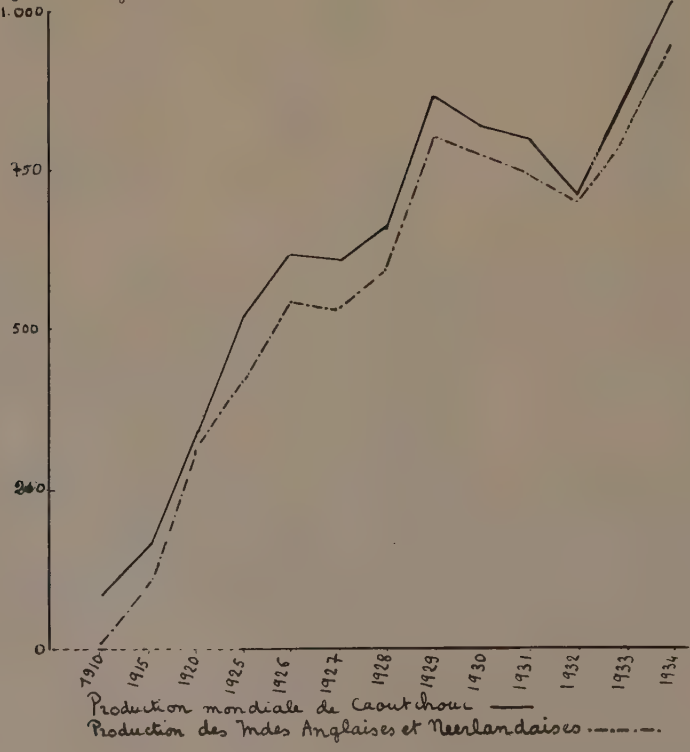
La production indigène libre, surtout aux Indes Néerlandaises, est une menace perpétuelle pour l'accord. Pour les sept premiers mois de 1935, par exemple, les dépassements de cette production hollandaise indigène s'élèvent à 29.752 tonnes.

Pour pallier à cette situation, le gouvernement néerlandais institue au deuxième semestre 1935 une taxe à la sortie (fixée à 10 fl. par 100 kg et augmentée progressivement du 1er juin 1935 au 18 avril 1936 à 35 Fl. aux 100 kilos), et rachète-

en 1000 t.e.



en 1000 t. longues



20.000 tonnes de licences d'exportation aux producteurs indigènes.

Afin de l'aider dans ces efforts l'I. R. R. C. augmente en décembre 1935 le contingent hollandais de 57.000 tonnes, le coefficient général restant fixé à 60 %.

N° 42. Blé.

Sources: *Bulletin Quotidien*, des 28 août 1933, 4 mai 1934, 24 août 1934, 17 août 1934.

Wheat Studies, édité par le Food Research Institute de l'Université de Stanford.

Le Problème mondial du blé: Paul de Havesy. Alcan 1934.

Information, de Juillet et Août 1935.

Préliminaires:

De très nombreuses Conférences ont réuni les associations coopératives de vente des producteurs de blé.

Les 5 mai 1927 et 5 juin 1928 est décidée la création d'un service permanent d'échange de renseignements.

En 1931, aux Conférences de Rome et Londres, le principe d'une organisation internationale de l'exportation de la récolte 1931-1932 est adopté.

Structure juridique:

Nom : Convention Internationale pour la Production et le Commerce du Blé.

Administration : elle est assurée par le Comité Consultatif du Blé, un Comité spécial de variation des prix, et les conférences internationales.

Date de constitution : 25 Août 1933, à Londres.

Durée : Jusqu'au 31 avril 1935.

Renouvellement : Par anticipation en août 1934 jusqu'au 31 juillet 1937.

Pays participants :

Quatre pays d'outre mer, dix-huit pays européens, qui peuvent être classés en trois groupes : grands producteurs et exportateurs d'outre mer ; d'Europe Centrale et Orientale ; et pays importateurs.

Structure économique.

But : Equilibrer l'offre et la demande mondiales, en éliminant les excédents anormaux. Provoquer la hausse et la stabilisation des prix à un niveau rémunérateur et équitable.

Clauses et Forme des accords : D'après le Wheat Studies (op. cit.), l'accord de 1933 comporte quatre éléments :

a) L'acte final comportant la réduction à 560 millions de boisseaux des importations mondiales.

b) Une note portant accord entre les pays exportateurs de blé, (Canada, Etats-Unis, Argentine, Australie), et organisant une réduction de 15 % de la production de blé.

c) Un Addendum à la dite note (non authentique, sans titre, date, ni signature), précisant les contingents d'exportation de ces pays.

d) Des communications diverses non publiées.

En résumé cet ensemble d'accords établit la réglementation suivante :

1) L'Exportation d'outre-mer du 1 août 1933 au 31 juillet 1934 est fixée à 560 millions de boisseaux au total. L'Argentine, l'Australie, le Canada et les Etats-Unis règlent leurs exportations en conséquence.

2) Une réduction des emblavures est convenue par les quatre pays exportateurs ci-dessus : soit 15 % de la superficie moyenne de 1931-1933, déduction faite des besoins nationaux. Si la demande dépasse la production, un contingent supplémentaire sera attribué au Canada et aux Etats-Unis pour l'écoulement des stocks.

3) Les Exportations de Bulgarie, Hongrie (39 %). Roumanie (23 %), Yougoslavie (22 %) sont fixées à un maximum de 50 millions de boisseaux.

4) Les pays importateurs s'engagent à ne pas augmenter les surfaces ensemencées, à ajuster les droits de douane quand le prix mondial aura atteint 60 francs le quintal pendant 16 semaines consécutives.

En août 1934, on décide la fixation trimestrielle et non plus annuelle des contingentements.

En août 1935 le principe du contrôle international de la production est adopté.

Résultats:

L'accord n'a pas rencontré un succès éclatant. On ne peut même pas dire que ses buts essentiels aient été atteints. Les stocks ont cependant un peu diminué. Mais les cours s'effondrent.

Il y a des causes multiples à cet échec dont la principale est l'absence de sanctions et de moyens de contrôle, et les récriminations et chicanes des gouvernements signataires.

D'autre part, les demandes d'importation ont été inférieures aux prévisions, et aucune réduction de contingents n'avait été prévue dans ce cas. « Par suite du refus de l'Argentine de respecter le contingent qui lui avait été attribué, l'accord a cessé d'être une réalité et n'est plus qu'une ombre. Il n'était pas prématuré de dire, dès le mois de Mai 1934, qu'on a voulu, dans l'accord, faire trop grand, en l'absence de tout précédent d'une action internationale relative au blé. » (Wheat Studies op. cit.).

Au début de mai 1934 les Etats-Unis ont réduit leurs emblavures de 6 % (blé hiver) et 11 % (blé printemps) au lieu des 15% prévus.

L'Allemagne a établi un contrôle des emblavures.

L'Argentine n'a rien fait.

L'Australie contrôle les exportations par un système de licences; du reste, la hausse de la laine amène la réduction automatique des emblavures.

La Grande-Bretagne a augmenté de 6 % ses emblavures.

Le Canada a réduit la vente et l'exportation du blé sur son territoire par un système de licences.

A la réunion d'avril 1934, à Rome, les adhérents ont rédigé un projet de convention sur les prix minima à l'exportation.

En 1935, on pouvait conclure que les accords internationaux n'ont pas joué un grand rôle dans le marché du blé, et que les prix n'ont pas monté alors que les stocks mondiaux se sont légèrement alourdis.

Production et consommation mondiales en milliers de bushels (Le Café, p. 154 sq, op. cit.).

(1 bushel=36 litres, 347664).

Années	Production mondiale	Consommation mondiale
1910	3.575.055	3.520.583
1915	4.094.420	4.046.250
1920	2.887.634	2.984.086
1924	3.022.825	3.112.160
1925	3.289.254	
1926	3.322.000	
1927	3.518.900	
1928	4.743.700	
1929	4.218.500	
1930	4.867.400	
1931	4.641.400	
1932	5.502.900	
1933	4.792.900	
1934	4.647.700	

N° 43. Huiles.

Sources : *Costa*, p. 12, 13, 272, *op. cit.*

Européen du 20 mai 1931.

Enquête personnelle.

Compte rendu des congrès de l'International Association of Seed Crushers.

Exportateur français du 6 décembre 1934.

Cf. également n° 46.

La conclusion d'ententes internationales en vue de régler la production et la vente est particulièrement difficile dans le domaine de l'industrie de l'huile. D'une part, en effet, la consommation d'huile varie profondément selon les pays, et partant la technique industrielle de la production d'huile: dans les pays anglo-saxons, l'huile consommée est l'huile de coton; en France, c'est l'huile d'arachide et, pour une quantité plus restreinte, l'huile d'olive; dans les pays méditerranéens au contraire, l'huile d'olive est seule consommée. En Allemagne, l'huile de soja gagne chaque année du terrain.

D'autre part, la cartellisation nationale est peu poussée dans cette industrie.

Au début de 1928, les pourparlers en vue de la constitution d'un cartel international (qui devait englober la production des huiles de lin, de soja, d'arachides, coprah et palmistes et de graines de coton) n'aboutissent pas.

Au point de vue général, la seule association de fabricants d'huile est la suivante:

Structure juridique:

Nom: Association Internationale des Fabricants d'Huile.

Siège: Londres.

Date de constitution: 1925.

Pays participants: France, Allemagne, Grande-Bretagne, Hollande, Italie, Belgique, Mandchourie, Japon, Suisse, Suède, Norvège, Espagne, Egypte, Australie, Danemark

But et activité de l'Association: L'Association, qui tient des congrès annuels, et dont le bureau siège à Londres, s'est occupée principalement des questions de technique commerciale et industrielle. C'est ainsi qu'elle a étudié la standardisation des méthodes d'analyse des graisses et de leurs dérivés; les conditions de ventes et clauses-types d'insérer aux contrats, etc...

En dehors de cette Association, existe une autre Fédération internationale ne concernant que les fabricants d'huile d'olive et qui s'est constituée sous les auspices de l'Institut International d'Agriculture de Rome. Voici ses caractéristiques:

Nom: Fédération Internationale de l'Oleiculture.

Date de constitution: 31 mars 1934.

Administration: La continuité des travaux de la Fédération, en dehors des congrès, est assurée par un Comité de Direction.

Pays participants: Italie, Espagne, France et Tunisie.

But: Favoriser les intérêts généraux de l'Oleiculture.

Activité de la Fédération: La Fédération a inscrit à l'ordre du jour de ses travaux des projets de technique industrielle, tels que le perfectionnement des procédés de fabrication de l'huile d'olive et la répression des fraudes. Elle s'intéresse à la propagande pour l'emploi de l'huile et plus généralement à tout ce qui a pour but la protection de la production, de la consommation et du commerce des huiles d'olives.

* N° 44. Huile de lin.

Source: *Bulletin des matières grasses*, N° 5 de 1934.

Le 1er août 1934, la coopérative commerciale de Budapest

et les industriels allemands groupés par l'Oilseed Marketing Ltd de Berlin ont conclu un accord portant réglementation des exportations hongroises de graines de lin sur le marché allemand.

*** N° 45. Huile d'olive.**

Source: *Revue Oleicole* du 10 février 1936.

Avant les sanctions, la Tunisie exportait son huile d'olive en très grande partie en Italie, et les négociants italiens la réexportaient en Argentine. Ce courant d'échanges ayant été interrompu, les producteurs oleïculteurs tunisiens ont dû s'entendre avec les négociants marseillais et niçois.

Le but de cet accord, signé le 31 janvier 1936 pour une durée de trois mois, était de maintenir les cours en bloquant les stocks pendant cette période.

Les huiles bloquées pouvaient être warrantées à concurrence de 85 % de leur valeur.

Des achats obligatoires étaient de plus prévus si les cours descendaient au dessous d'un certain niveau, soit 300 frs pour la première pression Sfax et 265 frs pour les huiles lampantes à 5°.

Un Office de l'Huile d'Olive aurait été créé à Tunis.

N° 46. Matières Grasses. (Margarine, Huiles, Savons)

Sources: *Chimie et Industrie*, juin 1932, février 1936, juin 1936.

Rapport des Conseils d'administration de la Margarine Union, du 28 janvier 1928.

Rapport de l'Assemblée générale extraordinaire de la Margarine Union du 15 janvier 1929.

Financial News des 11 mai 1929, 1er mai 1930, 1er mai 1931, 30 avril 1932, 29 avril 1933, 11 mai 1935, 10 et 11 juin 1936.

Rapport de l'Assemblée générale extraordinaire de la Margarine Union des 10 mai 1929 et décembre 1929.

Rapport de l'Assemblée générale extraordinaire de l'Unilever Ltd des 28 février 1930 et 2 juillet 1932.

Bulletin Quotidien du 10 octobre 1927.

Temps du 12 mai 1931.

Enquête personnelle.

Formation du Trust Unilever:

Au cours de novembre 1929, une première concentration s'opère entre les entreprises Van den Bergh Ltd et la N. V. Anton Jurgens' Vereenigde Margarine Fabrieken, dans les conditions suivantes:

Deux sociétés sont fondées, l'une à Londres: la Margarine Union Ltd, qui échange cinq de ses actions contre deux actions de la Van den Bergh Ltd; l'autre à Rotterdam: la N. V. Margarine Unie, qui acquiert par le même procédé la majorité des actions de la N. V. Anton Jurgens' Margarine Fabrieken.

Les actions des deux sociétés jouissent des mêmes droits, notamment en ce qui concerne l'égalité des dividendes, et les droits des actionnaires dans les nouvelles émissions.

Le capital total émis par les deux sociétés se montait au 31 décembre 1928 à £ 9.313.000 pour les actions ordinaires, et à £ 2.083.000 pour les actions de préférence.

En 1929, « dans le but d'acquérir des intérêts dans des entreprises nouvelles et de donner une nouvelle et rapide extension aux entreprises déjà possédées par le trust, » les deux sociétés procèdent à une augmentation de capital, porté: — pour la N. V. Margarine Unie à Fl. 350.000.000 dont

100 millions représentent des actions de préférence, et 250 millions des actions ordinaires.

— pour la Margarine Union Ltd, à £ 4.100.000 dont £ 1.500.000 d'actions de préférence, £ 2.500.000 d'actions ordinaires et £ 100.000 d'actions de préférence à intérêt fixe de 6 %.

Entre 1927 et 1930, le Concern Union-Unie a acquis le contrôle de nouvelles entreprises, soit:

— Le groupe Schicht, d'Europe Orientale et Centrale, dont les usines principales sont en Tchécoslovaquie, mais qui possède aussi des entreprises en Autriche, Hongrie, Pologne, Allemagne, Suisse, Yougoslavie et Roumanie concernant tant la margarine que les huiles et savons.

— Le groupe des Hartogs' Fabrieken d'Oss (Hollande).

— Le groupe de " The United Africa C^o Ltd. "

Fin 1928, les intérêts du Groupe Unie/Union s'étendaient à vingt pays européens, et en mars 1929, le capital total était porté à £ 19.623.000.

Mais c'est principalement depuis l'accord du 2 septembre 1929 avec le groupe Lever (Lever Brothers Ltd) que le trust a acquis une influence prépondérante.

Voici les caractéristiques de la concentration ainsi constituée:

Structure juridique:

Nom: Unilever.

Date de constitution: 1er janvier 1930.

Forme juridique: Il est constitué deux sociétés holdings: Unilever Ltd à Londres - N. V. Unilever à Rotterdam.

L'attribution du capital-action de ces deux holdings par voie d'échange avec les actions des anciens groupes est ainsi fixée:

— Groupe Lever: la totalité moins une action du capital

de la Holding anglaise, et une action de la Holding hollandaise.

— Groupe Jurgens, Van den Bergh, Schicht: la totalité des actions de la Holding Hollandaise moins une. et une action de la Holding Anglaise.

Le contrôle est effectué par deux sociétés: la Unilever Holdings, pour l'Unilever Ltd et la N. V. Elma pour la N. V. Unilever.

Membres du trust: Les principales sociétés dont la fusion a constitué le trust Unilever, ou que ce trust contrôle (Associated Cies, ou Subsidiary Cies) sont entre autres:

Van den Bergh Ltd

N. V. Anton Jurgens' Vereenigde Fabrieken

N. V. Van den Bergh's Fabrieken

Jurgens Ltd

N. V. Hollandsche Vereeniging tot Exploitatie van Margarine Fabrieken (Hovema)

Georg Schicht

N. V. Hartog's Fabrieken

Lever Brothers

United Africa C^o.

British Oil and Cake Mills Ltd

N. V. Mj tot Exploitatie van Zeep Fabrieken (Zefa), etc...

Unilever compte actuellement quelques 600 sociétés associées ou filiales réparties dans le monde entier.

Pourcentage contrôlé de la production mondiale: 80 % de la production mondiale du savon — 80 % de la production mondiale de margarine et 75 % de la production européenne d'huile.

Activité commerciale et industrielle de l'Unilever:

— *Achat de matière première,*

Deux « subsidiary Companies » ont été formées au cours de 1931 pour « simplifier l'achat et la gestion de la matière première, et pour la distribuer aux entreprises consommatrices variées de l'organisation toute entière ». Ces deux compagnies sont la « Unilever (Raw Materials) Ltd » et la « Unilever Grondstoffen Maatschapij N. V. »

Les stocks de matière première ont été transférés à ces deux sociétés. Le résultat financier de cette opération se révéla satisfaisant, sauf dans le cas de l'huile de baleine dont les cours se sont brusquement effondrés. Un prélèvement de 350.000 £ et 13.500.000 florins a été opéré en 1931 sur les réserves des deux holdings pour contre-balancer la perte subie par les deux sociétés de matière première à ce point de vue.

Remarque est faite que le rôle de l'huile de baleine est particulièrement important: c'est une matière première grasse de remplacement dont l'utilisation sert indirectement de régulateur des cours des autres matières grasses.

— *Transport.*

L'Unilever a sa propre flotte, aussi bien pour la pêche à la baleine que pour assurer une partie de ses transports.

— *Fabrication industrielle.*

En dehors de ses branches fondamentales: savonneries, usines de margarine, huileries, l'Unilever produit des fromages, de l'ice-cream (l'effectif ouvrier de ce dernier poste est de 6 à 7.000 hommes), des bougies, du lait condensé, de la soude caustique, du silicate de soude, etc...

Elle possède ses propres manufactures de boîtes, de papier et de papier parchemin, etc...

Elle fabrique des vitamines, du parfum, des crèmes de beauté, de l'eau de Cologne, du chocolat...

Elle possède des plantations de palmiers, de coprah, de bananes, de cacao, etc...

— *Commerce.*

L'Unilever vend de l'huile de coco, de palme (jusqu'en Asie Mineure, en Mésopotamie, aux Iles Canaries), des peaux, du coton, des bois précieux, des textiles, des poissons frais et de conserve.

Elle a créé dans certains pays des magasins à succursales multiples.

Les avantages de cette activité complexe ont été mis en avant par le trust lui-même :

« Ceci termine mon bref exposé de nos intérêts dans l'industrie et le commerce mondial. Ils sont, vous le voyez, variés. Je répète qu'il y a une grande cause de force dans cette situation et dans le fait de la distribution géographique de ces intérêts... Les résultats favorables ou défavorables dans une branche particulière de notre activité... ont ainsi seulement une très petite influence sur les résultats finaux de nos compagnies. »

(Rapport du Président du Conseil d'Administration de l'Unilever Ltd du 7 mai 1936).

Evolution financière du Trust Unilever:

La gestion financière du trust a été particulièrement prudente. C'est ainsi que dans les années où les profits ont été très élevés (18 à 20 % du capital investi) une partie de ces profits, au lieu d'être distribuée en dividendes, a été versée dans le fond de réserve.

Rappelons que les profits sont mis en commun pour l'Unilever Ltd et la N. V. Unilever, et qu'un dividende égal est servi aux actions de ces deux holdings; la N. V. Unilever a été particulièrement favorisée par cette situation, car ses profits dans les dernières années ont été moins élevés proportionnellement que ceux de l'Unilever Ltd.

Date	Capital émis		Réserves	
	Ltd	N. V.	Ltd	N. V.
31/12/1929	19.623.666 £		7.469.018 £	
31/12/1930	31.038.573 £		12.313.928 £	
	£	Fl.	£	Fl.
31/12/1931	14.138.750	204.284.500	5.823.311	96.127.409
31/12/1932	14.138.750	204.284.500	5.823.311	96.127.409
31/12/1933	14.138.750	204.284.500	6.000.000	99.000.000
31/12/1934	14.138.750	204.284.500	6.000.000	100.000.000
31/12/1935	16.138.750	199.363.500	6.082.453	100.190.563

Date	Profits		Dividende des actions
	Ltd	N. V.	
31/12/1929	3.604.083 £		10 %
31/12/1930	4.498.486 £		10 %
	£	Fl.	
31/12/1931	1.777.002	30.984.230	96 cents hollandais-or ⁽¹⁾
31/12/1932	1.686.688	18.824.142	72 cents hollandais-or ⁽¹⁾
31/12/1933	1.254.539	14.679.125	48 cents hollandais-or ⁽¹⁾
31/12/1934	1.335.148	15.494.930	48 cents hollandais-or ⁽¹⁾
31/12/1935	1.771.561	16.453.473	48 cents hollandais-or ⁽¹⁾
⁽¹⁾ par action d'une £ ou 12 Fl.			

Evolution du marché des matières grasses:

Cours: huile de noix de coco:

1914	.....	£	40 (par tonne c. i. f. Londres).
1920	.....	£	118
1924	.....	£	50
1929	.....	£	37
1933 (début)	...	£	23
1933 (fin)	.....	£	14.10

huile d'arachide:

1914	£	31
1920	£	135
1924	£	55
1929	£	38
1933 (janv.) ...	£	26
1933 (déc.) ...	£	16

— *Consommation.*

Consommation annuelle par tête d'habitant en Angleterre:

Années	Beurre	Margarine	Total
1928	16.7 lb.	13.2 lb.	29.9
1929	17.6 lb.	12.9 lb.	
1930	18.6 lb.	11.8 lb.	
1931	20.6 lb.	10.3 lb.	
1932	21.6 lb.	9.2 lb.	30.8
1933	23.3 lb.	8.4 lb.	31.7

Consommation par tête dans les principaux pays d'Europe
(non compris l'U. R. S. S.), sur 240 millions d'habitants.

Années	Beurre	Margarine
1931	13.0 lb	7.7 lb
1932	11.9	7.5
1933	12.1	7.0

* N° 47. Seigle.

Sources: *Bulletin de Presse de Berlin* des 15 et 30 novembre 1933 (d'après le *Vossische Zeitung* et la *Berliner Börsen Zeitung*).

Un premier accord signé le 18 février 1930 a réglementé le marché d'exportation du Seigle jusqu'au 1er juillet 1931. Puis, on enregistre une baisse brutale des cours. Aussi, le

15 décembre 1933 est entré en vigueur un accord signé en novembre et valable jusqu'au 31 juillet 1934, entre la Pologne et l'Allemagne. Cette convention a été prolongée jusqu'au 1er août 1935, et l'U. R. S. S. y a adhéré à partir du 1er janvier 1935. Il ne semble pas qu'elle ait donné lieu à un nouveau renouvellement exprès en 1936.

L'entente prévoit la constitution de comptoirs de vente exclusifs, l'un à Berlin, l'autre à Dantzig. Il fixe des conditions de vente communes pour les exportations sur tous les marchés extérieurs sans exception. L'accord réglemeute aussi la vente de la farine de seigle, et depuis le 1er janvier 1934, le froment et la farine de froment. Une amende de 200 Mk par tonne est instituée pour pénaliser les producteurs qui ne passeraient pas par l'Office d'Empire des Céréales en Allemagne.

L'accord ne prévoit pas de contingents quantitatifs d'exportation.

Il semble qu'on soit en présence d'une convention publique, puisqu'elle a été signée par un Directeur du Ministère allemand de l'Agriculture et le Ministre de Pologne à Berlin.

N° 48. Sucre.

Sources: *Bulletins Quotidiens* des 23 mars 1932, 22 mars 1932, 18 janvier 1932, 31 mai 1932, 23 juin 1932, 6 juin 1935, 21 novembre 1934, 30 juillet 1934, 31 mars 1934, 9 août 1935, 11 septembre 1935, 16 octobre 1935.

Agence économique et financière du 11 mai 1931.

Européen du 20 mai 1931.

Temps du 12 mai 1931.

Annual Reports of the American Sugar Refining Co.

Lambourn Sugar Bulletin.

Bulletin hebdomadaire du Comité Central des Fabricants

de Sucre de France.

Etude publiée par le Département de l'Agriculture des Etats-Unis.

Statuts du plan Chadbourne.

La réglementation internationale du marché du sucre est caractérisée par deux tentatives très différentes :

D'une part, un accord international qui s'est appliqué entre 1931 et 1935 ; d'autre part la loi Jones-Costigan votée aux Etats-Unis le 9 mai 1934. Bien que cette loi sorte de l'objet précis de notre étude, nous en dirons cependant quelques mots rapides, car c'est un élément essentiel pour comprendre l'évolution du marché mondial du sucre, puisqu'elle fixe la part de Cuba, membre d'autre part de la Convention Internationale, dans les importations américaines.

1° *Convention internationale.*

Préliminaires :

Dès 1927, des conférences internationales groupèrent à Paris et à Berlin les représentants des industries sucrières de Cuba, d'Allemagne, de Tchécoslovaquie, de Pologne, du Pérou, du Brésil et de Saint Domingue.

En 1928, un premier comité sucrier fut même constitué à Berlin, et des quotes part d'exportation attribuées pour la période 1928-1929.

Cependant, pendant la période 1929-1931, les stocks s'accumulent et alourdissent le marché. Les cours tombent brutalement. C'est ainsi que les stocks *visibles* s'élevaient :

en 1929 à 4.934.000 tonnes

en 1930 à 6.392.000 »

en 1931 à 7.655.000 »

Les producteurs de sucre arrivèrent après de longs pourparlers à conclure l'accord suivant :

Structure juridique:

Nom: Plan Chadbourne.

Siège: La Haye.

Administration: Elle est assurée par:

1° Un Conseil international du sucre, composé en principe de trois membres pour chaque pays, se réunissant trimestriellement; les voix de chaque pays sont fixées par la Convention (cf. infra Pays Participants).

2° La gestion financière est confiée à la Nederlansche Handel Maatschappij N. V.

Date de constitution: 9 mai 1931.

Durée: Jusqu'au 1er septembre 1935. La Convention n'a pu être renouvelée à cette date, mais le Comité International sucrier continue d'exister.

Pays participants: Producteurs de sucre de cannes:

Java : 30 voix.

Cuba: 35 voix.

Producteurs de sucre de betteraves:

Tchécoslovaquie: 8 voix.

Allemagne: 6 voix.

Pologne: 6 voix.

Hongrie: 3 voix.

Belgique: 2 voix.

Adhésions ultérieures: Le 20 février 1932, la Yougoslavie; ultérieurement le Pérou.

Arbitrage: Bureau de trois arbitres nommés par le Conseil International du Sucre: « La décision de deux arbitres fait loi ».

Une réunion extraordinaire du Conseil décide des mesures à prendre à la majorité des trois quarts (non compris la partie en litige) à la suite de la sentence arbitrale.

Structure économique:

But : «...Les parties contractantes considèrent comme un devoir de prendre les mesures susceptibles de remédier à cet état de choses (stocks-chute des prix) et de protéger leur industrie contre un retour de pareilles conditions, et c'est dans ce but qu'elles ont conclu la présente convention. »

Clauses: — 1° Un contingent d'exportations est fixé par le plan pour chaque pays adhérent.

Contingents d'exportations attribués aux pays membres du Plan Chadbourne.

Pays	1931	1932	1933	1934	1935
Cuba (1)	655.000 tl	805.000 tl	855.000	850.000	855.000
Java (2)	2.300.000 tl	2.400.000 tl	2.500.000	2.600.000	2.700.000
Allemagne	500.000 tm	350.000 tm	300.000	300.000	300.000
Tchécoslovaquie	570.817 tm	} contingent annuel pour les cinq années de la Convention			
Pologne	308.812 tm				
Hongrie	84.100 tm				
Belgique	30.275 tm				

Les contingents annuels *doivent* être augmentés de 5 % si les cours montent à 2 cents la lb fob Cuba.

Ils *peuvent* être encore augmentés de 2 1/2 % si le cours monte à 2 cents 1/4.

— 2° Il est convenu « qu'une partie des exportations des pays respectifs, chaque année (dans les limites de leurs contin-

(1) Pour Cuba, les exportations ne comprennent pas celles destinées aux Etats-Unis d'Amérique (cf Loi Jones Costigan infra).

(2) S'il existe des stocks de sucre accumulés à Java, Java ne pourra augmenter son exportation entre 1932 et 1935 que si elle diminue sa production.

gents respectifs fixés ici) consistera en stocks en surplus disponibles dans les divers pays, et que, dans la mesure du possible, la production de ces pays sera réglée pendant la durée de la présente convention, de manière à ne pas dépasser la consommation locale du pays plus son contingent d'exportation... moins la quantité à prendre sur les stocks comme prévu dans les présentes, de telle sorte que tous les stocks en surplus des dits pays soient épuisés dans le cours de la période de cinq années mentionnées ci-dessus. »

Stocks détenus par les participants lors de l'accord:

Cuba: 1.300.000 tonnes longues;

Java: 500.000 tonnes longues;

Allemagne : 84.000 tonnes métriques;

Tchécoslovaquie: 2.000 tonnes métriques;

Hongrie: 16.000 tonnes métriques;

Belgique: 29.000 tonnes métriques,

La réduction annuelle des stocks sera donc de 25 % environ de leur montant.

— 3° Les statistiques d'exportation, de production et de stocks seront centralisées par le Conseil International du sucre.

Résultats:

Pourcentage contrôlé:

a) Dans l'exportation mondiale: 80 % minimum.

b) Dans la production mondiale: 30 % maximum.

C'est parce que le plan Chadbourne ne contrôlait pas un pourcentage suffisant de la production mondiale qu'il a échoué.

En effet, entre 1928 et 1933 la réduction de production de sucre des pays contrôlés est de 6,6 millions de tonnes longues sur 13 millions. Mais les dissidents augmentent au

contraire leur production de 13 1/2 à 22 millions de tonnes longues.

En décembre 1932 on constate bien une diminution du stock européen, mais une augmentation du stock mondial.

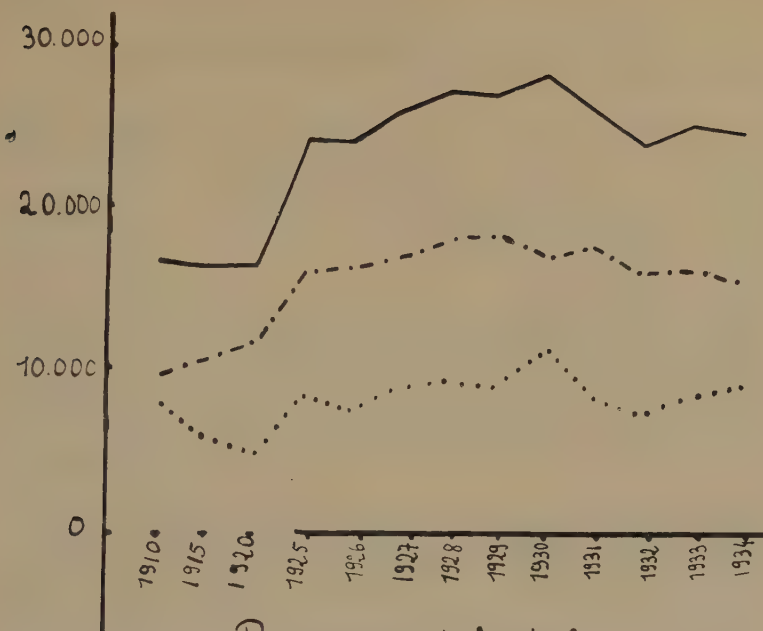
Aussi, pour ne pas alourdir le marché, on charge le stock réservé des nouveaux excédents, et il passe de 2.735.000 tonnes l. en 1931 à 3.630.000 tonnes l. en 1932, alors que le stock disponible diminue de 4.828.000 à 4.033.000 tonnes l.

Dès décembre 1934, l'opposition de Java à renouveler le pacte était certaine et, en effet, en septembre 1935 le plan n'a pas été renouvelé.

a) *Production* de sucre de canne, de betterave et total en milliers de tonnes de 1016 kg (le Café, page 124 sq).

Années	Canne	Betterave	Total
1910/11	8.801	7.993	16.794
1915/16	10.674	5.861	16.535
1920/21	11.943	4.753	16.696
1925/26	16.036	8.290	24.326
1926/27	16.433	7.705	24.138
1927/28	17.067	9.024	26.091
1928/29	18.132	9.430	27.562
1929/30	18.229	9.157	27.386
1930/31	17.150	11.327	28.477
1931/32	17.813	8.510	26.323
1932/33	16.518	7.587	24.105
1933/34	16.638	8.727	25.365
1934/35	15.816	9.349	25.165

en 1000 t p.



Production totale de Sucre —
 Sucre de Canne
 Sucre de Betterave

b) Cours à Paris, cristallisé indigène n° 3, cote officielle du disponible en frs par 100 kgs; et cours à New-York, Cuban Centrifugal 96° en cents par lb:

Années	New-York		Paris		Change Paris sur N-Y	
	plus bas	plus haut	plus bas	plus haut	plus bas	plus haut
1910/11	2,80	4,48	29	48	pair = 5,18	
1915/16	2,73	5,78	73	111	5,30	6,
1920/21	2,25	19,95	164	380	11,31	17,40
1925/26	2,10	3,95	183	356	21,07	49,22
1926/27	2,63	3,50	215	385	24,62	36,42
1927/28	2,22	3,13	190	308	stabilisé à 25,52	
1928/29	1,69	2,31	213	313		
1929/30	1,06	2,56	209	280		
1930/31	1,04	1,56	178	235		
1931/32	0,61	1,46	207	237	15,05 25,64	
1932/33	0,76	1,66	206	231		
1933/34	1,20	1,86	209	244	14,93	16,40
1934/35	1,80	2,73	175	244	14,95	15,41

2° *Loi Jones Costigan*, dont le but est ainsi défini: « To include sugar beets and sugar cane as basic agricultural commodities under the Agricultural Adjustment Act and for other purposes. »

Date: 9 mai 1934.

Production contrôlée par la loi: C'est celle des Etats-Unis continentaux, d'Hawaï, de Puerto Rico, des Philippines, des Iles Vierges et Cuba (Samoa et Guam and the Canal Zone) soit en 1934, 6.827.000 tonnes courtes (24 % de la production mondiale).

Clauses: Les quotas ont été fixés par le Secrétaire de l'Agriculture sur la base de trois ans choisis dans la période 1925-1933.

Une taxe spéciale de 53 cents 1/2 par 100 pounds est établie par la loi.

Pays	1934 (long tons)	1935 (long tons)
Philippines	842.967	762.967
Hawaï	761.064	742.243
Puerto Rico	666.645	647.197
Cuba (1)	1.579.133	1.541.991
Other Foreign Countries	14.033	13.816
U. S. beet	1.292.174	1.287.054
U. S. cane	216.751	215.892
Virgin Islands	4.542	4.436
Total	5.377.309	5.215.189

La consommation des Etats-Unis en 1934 s'est élevée à 5.134.746 long tons.

(1) La part totale de Cuba dans les exportations mondiales s'établit donc ainsi en 1934 :

Contingent fixé par le plan Chadbourne	850.000 tl
Contingent fixé par la loi Jones Costigan	1.579.000 tl
	2.429.000 tl

N° 49. Thé.

Sources: *Bulletin Quotidien* des 28 décembre 1934, 13 mars 1936.

Européen du 11 janvier 1935.

Bulletin économique et financier du Sémaphore de Marseille du 13 janvier 1935.

Journal du Commerce du 4 avril 1935.

Préliminaires:

Pendant la période 1928-1932, on assiste à une chute rapide des prix: par exemple le Ceylan, qui cotait £18.27 (cours moyen), tombe à £11.17.

C'est pourquoi les principaux producteurs de thé conviennent de se grouper par l'entente suivante:

Structure juridique:

Nom: Comité International du Thé.

Date de constitution: 1er avril 1933.

Durée: 5 ans.

Pays participants: Indes Britanniques, Ceylan, Indes Néerlandaises.

Structure économique:

But: Diminution des exportations en vue d'obtenir la diminution des stocks, l'assainissement du marché, la hausse des cours.

Clauses: En ce qui concerne la production, la seule mesure directe envisagée est l'interdiction des plantations nouvelles.

D'autre part la réglementation des exportations est assurée par le mécanisme suivant:

— 1° Les exportations totales standards sont fixées à 807.714.396 lbs globales sur la base 1929-1930 pour les Indes, 1931 pour les Indes Néerlandaises et 1929 pour Ceylan.

— 2° Sur ce total standard est fixé un pourcentage d'exportation qui ne doit pas être dépassé. Le coefficient est fixé à 85 % à partir du 1er avril 1933, soit au total 686.567.238 lbs.

En 1934, le coefficient est porté à 87 1/2 %, mais une hausse des cours et une augmentation des stocks s'ensuivent, et en novembre 1934, le coefficient est ramené à 82 1/2 % à partir du 1er avril 1935. Ce contingent de 82 1/2 % est maintenu pour la campagne 1936-1937. Les gouvernements intéressés instituent des licences d'exportation obligatoires.

— 3° En avril 1935 un essai d'organisation commune pour les exportations en Russie ne réussit pas.

— 4° En 1936 les adhérents décident la création d'un Comité de coordination des efforts de propagande.

Résultats:

Pourcentage contrôlé dans la production mondiale :
au début 86 %.

L'accord a été respecté pendant la première année (1934). Les exportations totales se sont élevées à 654.800.000 lbs. Mais l'accord profite aux dissidents, dont la part dans le commerce mondial passe de 14 % à 18 % (Japon, Kenya, Tanganika, Uganda).

Les stocks diminuent et les cours montent.

Mais l'augmentation du coefficient en avril 1934 amène une nouvelle augmentation des stocks, et la baisse des prix et surtout des actions des Sociétés de Thé.

Il faudrait s'entendre avec les petits dissidents (Japon, Uganda, Chine, Russie, Indochine). Mais les négociations du Comité International avec ces pays n'avaient pas encore abouti au premier semestre 1936.

D'après le *Bulletin Quotidien* du 13 mars 1936: « Dans l'ensemble, l'abaissement du contingent d'exportation à 82 1/2 % en mars 1935 a produit très rapidement des effets

favorables. Actuellement, la situation du marché du thé semble assainie, la diminution des stocks a été très importante et les disponibilités paraissent être bien adaptées à la consommation.

« La décision du Comité international du Thé de maintenir les quantités exportables en 1936-1937 au même chiffre qu'en 1935-1936 a été bien accueillie par le marché. »

Exportation-Consommation de thé des pays producteurs
(en millions de lbs).

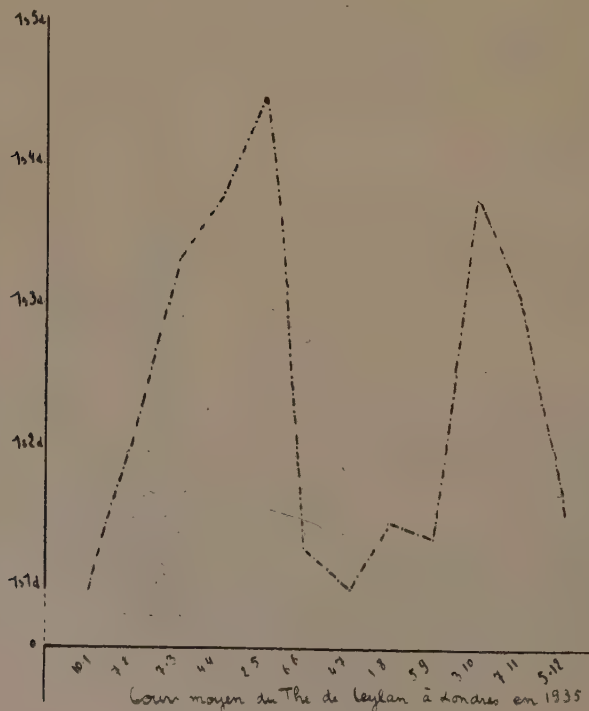
Années	Export.	Exportations	Exportations	Con-
	des pays	des	totales	sommation
	I. T. C.	dissidents		mondiale
1933-34	657,5	149,7	807,2	869,0
1934-35	708,0	164,0	872,0	852,3

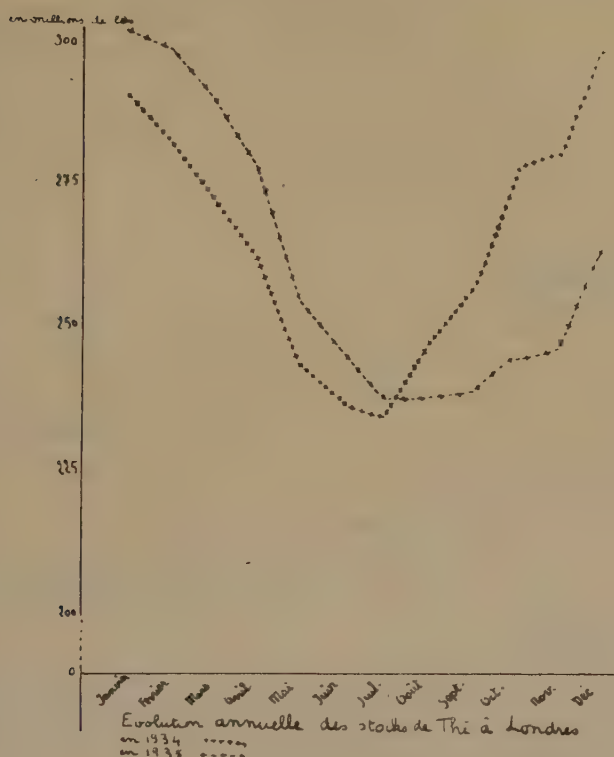
Stocks de thé à Londres en millions de lbs

Mois	1934	1935
Janvier	291,4	305,4
Février	283,2	299,9
Mars	273,1	290,0
Avril	263,0	278,0
Mai	244,8	255,7
Juin	237,9	246,1
Juillet	235,6	238,4
Août	248,3	238,5
Septembre	258,5	239,5
Octobre	279,5	245,5
Novembre	281,3	247,6
Décembre	303,2	265,1

Cours moyens du thé au début du mois, (d'après le Financial Times).

Dates						Ceylan
						Sh. d.
1935	10	janvier	...	...	...	1. 0,97
	7	février	...	...	...	1. 2,00
	7	mars	...	...	...	1. 3,25
	4	avril...	...	...	...	1. 3,77
	2	mai ...	...	...	...	1. 4,42
	6	juin...	...	...	...	1. 1,27
	4	juillet	...	...	...	1. 1,00
	1	août	...	...	...	1. 1,37
	5	septembre	...	...	...	1. 1,32
	3	octobre	...	...	...	1. 3,82
	7	novembre	...	...	...	1. 3,03
	5	décembre	...	...	...	1. 1,56
1936		Moyenne janvier-février	...	...	...	1. 2,15





* N° 50. Betteraves.

Sources: *Est Européen Agricole* de juillet 1932.

Association agricole N. A. A. du 5 septembre 1933.

Chimie et Industrie de mars 1935.

Une Union Internationale des Planteurs Européens de Betteraves à sucre aurait été constituée à Varsovie en 1925.

Cette Union, qui tient tous les deux ans un congrès international, groupe l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la France, la Hollande, la Hongrie, l'Italie, la Pologne, la Roumanie, la Suisse et la Tchécoslovaquie.

Son but est plutôt technique, et il ne paraît pas qu'aucun

accord ait été conclu sous ses auspices entre les adhérents.

D'autre part, sur l'initiative de l'Institut d'Agriculture de Rome, un Institut dont les buts sont aussi exclusivement techniques, aurait été fondé sous le nom de I. I. R. B. Cet institut a tenu son cinquième congrès en 1935 à Bruxelles.

* N° 51. Cacao.

Sources: *Chambre de Commerce Française d'Anvers*, bulletin du 30 septembre 1932.

Cahiers coloniaux de l'Institut Colonial de Marseille, supplément technique N° 117.

La Quinzaine Coloniale du 10 mars 1930.

Au cours d'une Conférence Internationale tenue à Bruxelles en 1932, un avant projet de Convention Internationale aurait été adopté.

En 1934, l'idée d'une Fédération Internationale et de Conférences Internationales aurait été reprise par le gouvernement Anglais. Il ne semble pas que ce projet ait actuellement abouti.

* N° 52. Houblon.

Sources: Bulletin de Presse de Berlin des 14 octobre 1931 (d'après la *Gazette de Voss*), 22 mai 1934 (d'après le *Volksischer Beobachter* du 20 mai); 28 août 1933.

En 1931, un accord de réglementation de la vente et de la production du houblon a été conclu entre les producteurs allemands et tchécoslovaques. Cet accord, renouvelé en 1932 et en 1933, paraît avoir été ratifié par les gouvernements.

*** N° 53. Baleines.**

Sources: *Bulletin de Presse de Berlin* du 11 octobre 1934 (d'après la *Deutsche Bergwerks Zeitung* de septembre 1934).

Entre la Société Norvégienne Skytteren Tönsberg et la Société Allemande pour l'exploitation des brevets Faut, un accord a été conclu en 1933 et renouvelé en 1934. Il prévoit l'expédition en commun des huiles de baleines et la transformation des baleinières norvégiennes en usines flottantes. Les demi-produits fabriqués à bord des navires seront livrés à l'industrie allemande.

*** N° 54. Harengs.**

Sources: *Bulletin de Presse de Hambourg* N° 12 de 1934, d'après la *Hamburger Nachrichten* du 16 janvier 1934.

Un accord entre les importateurs allemands de harengs (Deufrica) et la Coopérative centrale norvégienne Salgstryret för Sildlagene, a été conclu au début de 1934 ou à la fin de 1933, pour pallier aux troubles causés à la pêche allemande et norvégienne par les fluctuations du marché allemand. Un comité mixte d'experts ajustera les importations norvégiennes à la consommation allemande. Il semble qu'on soit en face d'un accord strictement privé, non soumis à la ratification des gouvernements intéressés.

*** N° 55. Poissons.**

Source: *Bulletin de la Chambre de Commerce de l'U.R.S.S.* du 2 septembre 1932.

En 1928, l'URSS et le Japon ont conclu un accord concer-

nant la répartition des sections piscatoires entre les entreprises japonaises et soviétiques. Cet accord, renouvelé en août 1932, a donné lieu lors de ce renouvellement à l'augmentation de la part des entreprises Soviétiques d'Etat.

*** N° 56. Oeufs.**

Source: *Parole Bulgare* du 30 mars 1936.

Une Convention Internationale sur la marque des œufs dans le commerce international a été conclue à Bruxelles en décembre 1935 entre la Suisse, l'Italie, la Belgique, la Hollande et la Bulgarie. L'Espagne y a adhéré le 27 janvier 1936. L'accord entre en vigueur le 27 juillet 1936, si un minimum de pays ont ratifié les clauses qui le composent.

CHAPITRE IV

LES ENTENTES ECONOMIQUES INTERNATIONALES DANS L'ELECTRICITE

Dans l'industrie électrique, il faut distinguer d'une part les entreprises qui produisent et distribuent le courant électrique; d'autre part, celles qui fabriquent les appareils destinés à utiliser ce courant (lampes, appareillage, etc...).

Dans la première catégorie, il n'existe pas à proprement parler d'Entente Economiques Internationales, mais plutôt des grandes fédérations dont le but est principalement technique. Nous n'insisterons pas sur ces organisations, qui sortent de l'objet précis de notre enquête pour étudier au contraire en détail les ententes économiques véritables qui existent dans le domaine de la construction électrique.

N° 57. — Les grandes Fédérations Internationales relatives à la Production et à la Distribution de courant électrique sont, d'après les statuts des Associations et les Comptes rendus de leurs congrès:

— 1° La Commission Electrotechnique Internationale C. E. I.

Siège: Londres.

But: Le but de la C. E. I. est uniquement technique; c'est de rédiger des règles de construction et de réception de matériel électrique.

Activité de la C. E. I.: Dans chaque pays a été constitué un Comité Electrotechnique, comprenant des représentants

des constructeurs, des distributeurs, des gouvernements, ainsi que des savants, des techniciens, etc...

La C. E. I. se réunit en Congrès Internationaux tous les trois ans. Elle vote (à raison d'une voix par pays) des recommandations à appliquer à la réglementation technique de l'industrie électrique.

— 2° La Conférence Internationale des Grands Réseaux à Haute Tension. C. I. G. R. E.

Siège: Paris.

Forme: Association placée sous le régime de la loi de 1901.

Membres: 46 pays représentés soit par des membres individuels, soit par des associations nationales.

But: Faciliter les études techniques internationales. Créer et entretenir des relations amicales entre les membres.

Activité: Au cours des congrès tenus tous les deux ans dans un but d'information, les constructeurs et les exploitants se rencontrent pour un échange d'idées et d'expérience.

La C. I. G. R. E. publie une revue périodique.

— 3° L'Union Internationale des producteurs et distributeurs d'énergie électrique U. N. I. P. E. D.

Siège: Paris.

Date de constitution : 1925.

Pays participants: France, Espagne, Belgique, Hollande, Suisse, Tchécoslovaquie, Pologne.

But: Etudier les questions techniques d'exploitation commerciale: tarifs, propagande, régime juridique des concessions, par voie d'échange de renseignements.

En dehors de ces fédérations techniques, il ne semble pas exister d'organisation internationale de la distribution et de la production de courant électrique.

Les conventions dites « d'inter-connexion » citées par Brocard et qui relie la France, l'Italie et la Suisse par des

contrats bilatéraux pour la fourniture de courant électrique, nous paraissent en effet être de simples contrats commerciaux, par lesquels une firme productrice d'électricité vend du courant à une autre firme moyennant certaines redevances pécuniaires (1).

Et nous arrivons maintenant aux grandes ententes concernant les lampes, le gros matériel, les câbles électriques.

N° 58. Lampes électriques.

Sources: *Journal Officiel* du 14 novembre 1929 (*Débats Parlementaires*, p. 3.314).

The Statists du 3 janvier 1931.

The Economist du 6 décembre 1933.

Tchernoff, p. 202, 214, 218, 648sq, 716, 719, *op. cit.*

Bulletin Quotidien du 31 mai 1932.

Temps du 12 mai 1931.

Enquête personnelle.

S. D. N. Questions Economiques et Financières 1930-II-41 n° E.614.

Annuaire International pour l'organisation et le fonctionnement de la justice d'arbitrage dans les affaires civiles et commerciales. Edité par Arthur Nussbaum, article du Dr. Meinhardt, volume II, année 1928.

Conférence faite à l'Association Internationale des Etudes de Droit et d'Economie Politique comparés de Berlin, par le Dr Meinhardt, le 10 février 1928.

Préliminaires:

La conclusion d'ententes concernant la production et la vente des lampes électriques a été facilitée par la concentra-

(1) BROCARD : *Principes d'Economie Nationale et Internationale*, Paris, Sirey 1929, tome II, p. 294 et sq.

tion géographique, économique et financière de cette industrie, ainsi que par des conditions techniques particulières (fabrication sur brevets d'invention).

Plusieurs conventions ont précédé l'entente actuelle:

— 1° *A la fin du XIX^e siècle.*

a) Entre la Société allemande Edison et la Compagnie Continentale Edison de Paris, a été conclue dès 1881 une convention pour la cession d'une licence moyennant une redevance de 50 pfgr par lampe.

b) Entre la Société Edison d'Allemagne et la Sté Siemens et Halske, une convention répartit les domaines de fabrication et les zones d'intérêt. Cette entente, conclue pour une durée de 10 ans, a été résiliée prématurément en 1894.

— 2° *Au début du XX^e siècle:*

a) En 1903, est fondé le Verkaufsstelle Vereigniten Glühlampenfabriken, cartel international de prix pour les lampes à filament charbonneux, et dont le siège était à Berlin.

b) En 1904, une filiale de la General Electric C^o fusionne avec l'A. E. G. de Berlin, après une participation financière préliminaire.

c) En 1912, un accord concernant la cession réciproque des licences est conclu entre des sociétés anglaises et les filiales anglaises de sociétés allemandes. Un accord de même nature relie également les sociétés allemandes avec la Philips hollandaise, la maison Watt de Vienne et la Société Ujpest de Budapest.

— 3° *La guerre* interrompt les ententes internationales entre les pays belligérants; mais des conventions continuèrent à lier, en 1917, des sociétés allemandes et autrichiennes.

— 4° *Après la guerre*, de nouvelles relations internationales dans l'industrie des lampes électriques se développèrent, notamment grâce à des participations financières.

a) D'une part, l'International General Electric C^o signe

des conventions de répartition de débouchés et d'échange de brevets avec les principales sociétés européennes.

b) D'autre part, de très nombreuses conventions, conclues principalement sous les auspices de la société allemande Osram établissent des liens constants entre les principaux producteurs européens. La Société Osram s'agrèga successivement, par voie de participation financière, des entreprises espagnole, tchécoslovaque, norvégienne, polonaise, suisse, autrichienne, danoise, suédoise, italienne.

En même temps, un cartel de prix était réorganisé pour l'Europe centrale, cartel qui répartissait également les débouchés entre les adhérents.

c) En 1924, et toujours sous les auspices de la Sté Osram, est fondée l'Union Internationale pour la Règlementation des Prix des Lampes à Incandescence (I. G. P.). Cette convention signée, outre l'Allemagne, par les producteurs de Hongrie, de Hollande, de Suède, de Suisse et d'Autriche, fixait les prix et les conditions de vente.

d) La compagnie Osram avait signé d'autre part des « traités d'amitié » avec les General Electric Co de Grande-Bretagne et des Etats-Unis.

Enfin en 1924 est constituée la convention actuellement en vigueur, dans les conditions suivantes :

Structure juridique:

Nom: General Patent and Business Development Agreement.

Siège: (de la société Phoebus, cf infra), Genève.

Administration:

I — Organes Internationaux de la Convention:

a) General Meeting, assemblée de tous les membres, qui prend les décisions à la majorité. Le droit de vote est attri-

bué à raison d'une voix par 1 million de lampes-unités; les petits producteurs produisant moins peuvent se grouper.

b) General Board, conseil de 16 membres, qui dirige l'application de la convention, tranche en premier appel les litiges relatifs aux décisions des comités ci-dessous mentionnés et des assemblées nationales.

c) Exécutive Committee de 6 membres, chargé principalement des questions financières.

d) Deux comités spéciaux décident des questions relatives aux ventes et au développement des affaires et à la standardisation.

e) Des comités techniques (Lisbo, d'uniformisation des qualités, de comptabilité, etc...) fonctionnent à côté des comités ci-dessus visés à titre technique et consultatif.

II. — *Organes nationaux de la Convention.*

Dans chaque pays membre de la Convention (pays producteurs ou pays importateurs) existe une Assemblée Nationale (désignée sous le nom de Local Meeting), qui fixe à la majorité des 3/4 les conditions de prix et de vente sur les marchés correspondants.

III. — *Organe juridique chargé de l'application de l'accord.*

Une Société anonyme suisse, au capital de 500.000 frs suisses fut fondée à Genève sous le nom de « Phoebus » Compagnie Industrielle pour le Développement de l'Eclairage, le 15 janvier 1925; sa durée est indéterminée, son but est de faire fonction d'organe administratif des parties à la Convention Internationale. Tous les adhérents de la Convention en font partie comme associés, et Phoebus s'oblige à ratifier chacune des décisions et des instructions de la Convention.

Date de constitution: 20 décembre 1924.

Durée: Jusqu'en 1935.

Renouvellements : Jusqu'en 1955, sauf certaines possibilités de résiliation dans des cas déterminés à l'avance.

Pays participants: Tous les pays sauf les Etats-Unis et le Canada. Parmi ces pays, certains, désignés sous le nom de « home countries », sont représentés à la convention par le producteur qui y a son usine principale et généralement la participation la plus forte.

Ces pays sont: Allemagne, Angleterre, France, Belgique, Hollande, Autriche, Hongrie, Espagne, Japon, Brésil, Chine, Italie. La convention groupe 27 entreprises principales.

Forme de la convention: Convention collective synallagmatique, ayant donné lieu à la constitution d'une Société anonyme Suisse, et de contrats bilatéraux entre cette société et chaque adhérent.

Arbitrage:

Compétence: tous les litiges ou différends provenant de l'interprétation du contrat de base ou des contrats particuliers; en pratique, les litiges les plus fréquents sont ceux relatifs à des divergences sur le calcul des contingents de vente attribués à chaque adhérent ; à des fraudes dans les déclarations, à la compensation des dépassements, etc...

Composition du tribunal: 3 juges-arbitres de nationalité suisse. En pratique, ce sont un juriste suisse, Président; un juge au tribunal fédéral suisse, et un technicien des questions de cartellisation.

Procédure: C'est celle du Règlement d'arbitrage et de la procédure civile du canton de Genève (art. 369 à 371 du Code de procédure de Genève). Mais les litiges doivent d'abord être portés devant l'Assemblée Générale ou le Conseil d'Administration (General Meeting et General Board) qui décident à la majorité.

L'appel devant le Tribunal arbitral doit se faire dans un délai de 30 jours après la sentence de l'Assemblée ou la décision contestée, entre les mains de l'Avocat Général, qui reçoit dans les 15 jours suivants le texte de la plainte en six

exemplaires. Les autres membres adhérents intéressés directement ou indirectement au litige peuvent être mis en cause ou intervenir personnellement à la procédure comme participants.

Les parties ou les adhérents mis en cause peuvent se faire représenter à l'audience du tribunal arbitral par des avocats ou des employés.

Le Tribunal d'arbitrage a toute liberté pour mener l'instruction et pour prendre, en matière de preuve, toutes les décisions nécessaires. Il établit sa décision par écrit (art. 384 du Code de Procédure légale de Genève) et doit formuler des motifs.

Pénalités: Des pénalités élevées, garanties par des cautionnements importants proportionnels au chiffre d'affaires de chaque associé, sanctionnent l'exécution de la convention.

En pratique, elles ne paraissent pas avoir fonctionné.

Structure économique:

But : Standardisation des produits. — Organisation des marchés.

Clauses: L'accord prévoit les dispositions suivantes :

— 1° L'échange des inventions, brevets et expériences de fabrication. De plus tous les adhérents ont droit aux licences des brevets des autres adhérents, sauf redevances.

— 2° La standardisation et l'amélioration de la qualité des produits sont obtenues par le contrôle effectif d'un comité technique spécialisé, possédant un laboratoire, auquel les adhérents doivent adresser des échantillons de leurs produits.

— 3° La propagande pour le développement de l'emploi des lampes électriques est effectuée par des commissions et des comités spéciaux (cf. supra).

— 4° La vente est réglementée par l'organisation suivante :

a) Il est attribué à chaque adhérent un contingent de ven-

te quantitatif par pays ou groupe de pays, basé sur les ventes effectives nettes de chaque adhérent au cours d'une période déterminée (pourcentage).

b) Les marchés sont répartis territorialement en deux catégories :

- les marchés des pays d'origine
- les territoires communs (pays à l'origine non producteurs).

Quiconque n'a fait aucune vente dans un pays donné pendant la période de base ne peut plus y vendre ultérieurement.

Si une entreprise n'atteint pas son contingent :

— sur un marché du territoire commun, elle peut le compenser sur un autre marché appartenant au territoire commun.

— sur un marché d'origine, elle ne peut pas chercher une compensation sur les territoires communs.

Si une entreprise dépasse son contingent, elle doit payer une redevance déterminée au profit des entreprises en retard.

c) Toutes les ventes effectives des adhérents doivent être déclarées à la Société Phœbus, qui a le droit de prendre connaissance des livres comptables.

— 5° Les prix sont fixés sur chaque marché par l'Assemblée nationale (Local Meeting).

Résultats :

Pourcentage contrôlé : La consommation mondiale de lampes électriques est fournie pour moitié environ par les Etats-Unis et le Canada, restés en dehors de la Convention Internationale (cf. Sherman Act).

Dans la seconde moitié de cette production mondiale, la Convention contrôle 75 % environ, et les entreprises dissidentes 25 %.

La Convention exerce une action certaine sur l'uniformisation de la qualité dans le temps et dans l'espace.

Elle a seule permis le maintien des industries nationales.

Les cours sont en décroissance légère mais continue.

N° 59. Gros matériel électrique.

Sources: *Européen* du 20 mai 1931.

Enquête personnelle.

Statuts de l'Office Franco-Allemand de matériel électrique.

Préliminaires:

Le marché du gros matériel électrique est déterminé par le fait que les grandes sociétés de construction électrique américaines: General Electric C° et Westinghouse, ont des filiales en Europe et des accords plus ou moins occultes de politique commune avec des maisons anglaises, qui ont elles-mêmes des accords de même nature avec des producteurs italiens, etc... Cet enchevêtrement d'intérêts communs fait que pratiquement, sur les marchés européens, les producteurs allemands et français, sont principalement en concurrence ainsi que des producteurs de Suède et de Suisse.

Aussi c'est pour organiser la répartition des marchés européens, qu'après des négociations préliminaires poursuivies à la fin de l'année 1930, en plein accord avec les Gouvernements intéressés, a été constituée:

Structure juridique:

Nom: Convention Internationale du gros Matériel Electrique.

Siège: Paris.

Administration: Elle est assurée par:

— 1° L'Office Franco-Allemand de Matériel électrique, so-

ciété à responsabilité limitée régie par la loi française du 7 mars 1925.

Le but de la Société est d'effectuer toutes les opérations commerciales, financières, ou autres se rattachant aux industries de la construction électrique française et allemande.

De veiller à l'application de toutes conventions commerciales pouvant intervenir entre les industries de la construction électrique française et allemande.

D'étudier toutes mesures propres à faciliter l'exécution de ces conventions.

D'exécuter tous travaux de documentation, de statistiques etc... relatifs aux marchés de la construction électrique.

— 2° Par un organisme permanent fondé le 1er décembre 1931, dont le but est une meilleure organisation des marchés et dont le rôle est un rôle de documentation, de contrôle et de liaison. Cet organisme est aussi constitué sous forme de société à responsabilité limitée.

Date: 1er mai 1931.

Durée: 20 ans.

Forme de la convention: Gentlemen's agreement ayant donné lieu à la formation de sociétés françaises à responsabilité limitée (voir supra).

Pays participants :

Au début: France (cinq sociétés), Allemagne (deux sociétés).

Ultérieurement : Suède ; (la seule société suédoise très importante signe le 1er mai 1932 un accord avec les producteurs français et allemands pour une durée de dix ans.)

Suisse : (deux sociétés qui avaient déjà souscrit des accords techniques avec les sociétés françaises et possédaient des filiales en France, signent un accord le 1er mai 1933 d'une durée de dix ans, qui en pratique consiste à régulariser la situation de fait résultant de ces conventions antérieures.)

Pénalités: Pour défaut de déclaration, déclarations tardives ou inexactes, infraction à une décision commune, etc...

Arbitrage: Par amiables compositeurs, conformément au règlement de la Cour d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale (3 arbitres, 1 choisi par chaque partie, le troisième par les deux parties ou à défaut par la Cour d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale).

Structure économique:

But: Détermination du rayon d'action des adhérents sur le marché européen.

Clauses: 1° Réserve réciproque du marché national

2° Répartition quantitative et géographique des marchés européens d'exportations. La vente se fait directement par les producteurs adhérents; il n'y a ni centralisation des ordres ni vente en commun.

3° Les marchés extra-européens sont libres et les producteurs adhérents y viennent en concurrence entre eux et avec les producteurs non adhérents à l'accord.

Résultats:

Pourcentage contrôlé dans la production européenne : 60 à 70 % (les dissidents sont les producteurs belges, italiens et les anglais car les producteurs autrichiens sont en grande partie contrôlés indirectement par les producteurs allemands.)

N° 60. Cables armés.

Sources: Agence économique du 5 novembre 1928.

Enquête personnelle.

Structure juridique:

Nom: International Cable Development Cn (I. C. D. C.).

Siège: Vaduz.

Administration: Elle est assurée par les organes normaux d'une Association et par plusieurs Comités.

Date de constitution: 1er octobre 1928.

Durée: Jusqu'au 31 mars 1939.

Pays participants: Allemagne, Angleterre, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, France, Hollande, Hongrie, Italie, Norvège, Pologne, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie.

Forme: Association placée sous le régime de la loi du Lichenstein.

Arbitrage: En première instance, par un Comité de conciliation; en appel par une cour d'arbitrage constituée dans le pays du défendeur et composée de trois arbitres.

Structure économique:

But: Limiter la concurrence sur les marchés des pays producteurs et partager les marchés non producteurs.

Clauses: 1° En principe, les marchés nationaux des pays producteurs sont réservés.

2° Sur les marchés non producteurs, le commerce est libre, mais des redevances sont distribuées par les fournisseurs de ces marchés aux autres producteurs. Ces redevances sont établies suivant des pourcentages de base fixés pour chaque membre.

*** N° 61. Radio (Appareils de).**

Source: *Journal du Commerce* du 14 février 1935.

Un accord préliminaire aurait été signé à la Haye entre trois importantes sociétés de construction radiophonique américaines, la Radio Cn of America, la Westinghouse Electric Manufacturing Co, l'International Electric Co of New-York et la Philipps hollandaise pour une répartition des débouchés des appareils de radiophonie.

CHAPITRE V

LES ENTENTES ECONOMIQUES INTERNATIONALES DANS L'INDUSTRIE DES METAUX NON FERREUX

Les Ententes Economiques Internationales dans l'industrie des métaux non ferreux sont très nombreuses. Leurs caractéristiques sont fort différentes. Il y a un abîme entre un accord aussi lâche que celui qui relie les producteurs et détenteurs d'argent, et les conventions très précises et très observées dans la pratique qui règlent les marchés mondiaux de l'aluminium ou de l'étain, par exemple.

D'autre part, beaucoup de ces ententes ont été précédées d'accords préliminaires conçus selon des principes très différents de ceux qui régissent les contrats actuellement en vigueur. Par exemple, la première convention du cuivre agissait pratiquement comme un comptoir international de vente en centralisant tous les ordres à ses deux comités et en réglementant les prix, alors que la convention actuelle établit surtout une réduction contractuelle de la production minière et des exportations, etc...

Enfin, certaines ententes dissoutes sont actuellement en voie de réorganisation, et des pourparlers plus ou moins publics sont poursuivis, depuis quelques mois.

C'est pourquoi nous avons cru devoir étudier en détail non seulement les accords actuels, mais aussi ceux qui ont été résiliés, chaque fois que la comparaison entre les deux phases pouvait être instructive.

N° 62. Aluminium.

Sources: *Bulletin Quotidien* du 27 octobre 1931 et du 31 mai 1932.

Tchernoff, p. 205 et 545, *op. cit.*

Temps, du 12 mai 1931.

Gazette de Francfort, du 24 octobre 1931.

Enquête personnelle.

Préliminaires:

Avant 1914 existait une entente entre les différents producteurs européens.

Cette entente fut brisée à la guerre.

En 1922, un gentlemen's agreement limité aux prix marque une tentative de règlementation du marché. Puis vient un premier accord général dont voici les caractéristiques:

1er Accord:**Structure juridique:**

Nom: Aluminium Association.

Siège: Suisse.

Administration: Elle est assurée par un Comité de Direction.

Date de constitution: 1926.

Durée: 2 ans, jusqu'au 31 décembre 1928.

Renouvellements : Pour trois ans.

Pays participants:

Au début: Aluminium français; British Aluminium C° Ltd (Angleterre); Société Anonyme pour l'Industrie de l'Aluminium (Suisse); Vereinigte Aluminium Werke (et filiales, Erftwerke A. G. ; Aluminium GmbH (Allemagne) et une partie de la production norvégienne.

Forme de la convention: Cartel.

Structure économique:

But de la convention: Régler et contrôler les ventes par l'échange de renseignements. Favoriser le développement des emplois de l'aluminium. Aider les associés à fournir la clientèle en qualité et quantité. Réduire les frais généraux et de transport. Favoriser l'échange des brevets et des procédés.

Clauses: Attribution d'un contingent de vente et fixation d'un prix standard, quels que soient les frais de transport. Seuls les droits de douane s'ajoutent à ce prix.

Chaque producteur s'est réservé la faculté de servir par priorité son marché intérieur.

— Examen trimestriel de la situation.

— Possibilité d'établissement de prix officiels spéciaux pour un pays déterminé, par le Comité de Direction de l'Aluminium Association.

Résultats:

Pourcentage contrôlé dans l'industrie mondiale: 46 % contre 53 % à l'Aluminium Company of America, à la production du Canada et à une partie de la production norvégienne (Trust Mellon). Dans l'industrie européenne l'A. A. contrôlait 90 %.

L'accord a rempli son but. Il a permis à chaque producteur de se contenter d'une marge de sécurité très inférieure à celle qu'il aurait dû conserver en cas de non entente; mais il n'a pu empêcher la concurrence du groupe Etats-Unis-Canada, ni l'accroissement des capacités de production du groupe canadien en particulier.

L'Aluminium Association a été remplacée en 1931 par un nouvel accord constitué dans les conditions suivantes:

2me Accord :

Structure juridique:

Nom: Alliance Aluminium Cie.

Siège: Bâle.

Date de constitution: 3 juillet 1931.

Pays participants: Les membres de l'Aluminium Association (cf. supra), l'Aluminium Ltd Canadien, et d'une manière indirecte la production Norvégienne, Italienne, Autrichienne, Espagnole.

Forme de la convention: Société anonyme suisse, au capital de 35 millions de frs suisses, dont les actions sont réparties en raison des anciens contingents, des capacités de production et des ventes des dernières années.

Structure économique:

But de la convention: Le même que celui de l'Aluminium Association.

Clauses: A chaque action est attribué un droit de production annuel en fonction des stocks et des possibilités du marché.

L'Alliance s'engage à racheter les excédents au-dessus d'un stock déterminé à un prix minimum.

L'Alliance met à la disposition des associés une fraction supplémentaire du droit annuel de production à un prix maximum, en cas d'insuffisance de métal.

Elle fixe le prix moyen appliqué, (à défaut de prix standard), aux opérations de l'A. A. C. avec ses actionnaires.

Elle a créé en 1927 un Bureau International d'études et de propagande pour le développement des emplois de l'aluminium (Direction française).

Résultats:

Pourcentage contrôlé dans l'industrie mondiale: entre 65 et 75 %.

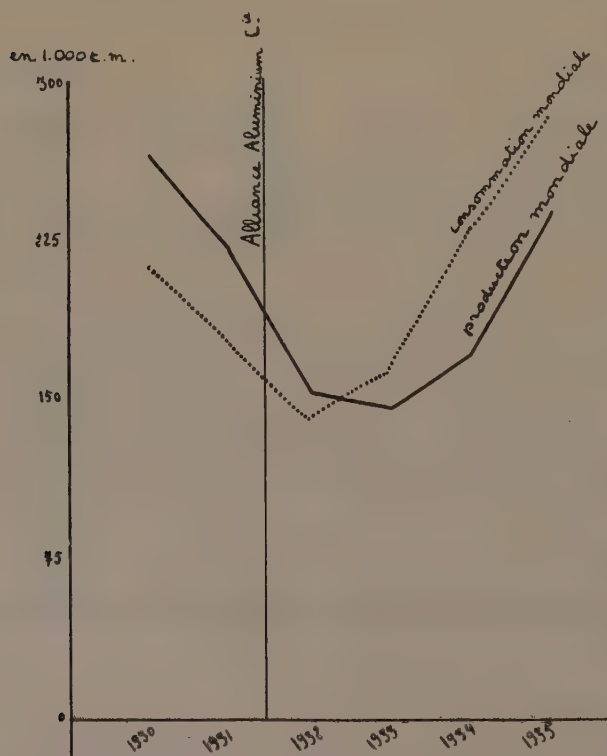
Résultats généraux.

— 1° Production mondiale:

Années	Europe	Amérique	Total
1930	128.000 tm	139.000 tm	267.000 tm
1931	108.000	112.000	220.000
1932	88.000	66.000	154.000
1933	87.000	55.000	142.000
1934	121.000	49.000	170.000
1935 (1)	168.000	64.000	236.000

— 2° Consommation mondiale:

Année	Europe	Amérique	Total
1930	104.000 tm	95.000 tm	211.000 tm
1931	101.000	70.000	177.000
1932	79.000	55.000	140.000
1933	98.000	58.000	161.000
1934	138.000	84.000	229.000
1935 (1)	175.000	95.000	280.000



(1) Les chiffres de 1935 sont approximatifs.

— 3° Stocks mondiaux :

Depuis la fondation de l'Alliance Aluminium Cie (juillet 1931) jusqu'au 31 décembre 1935, les stocks de l'ensemble de ses marchés ont diminué de 36 %.

Ces stocks ont atteint leur maximum en août 1932. Depuis cette date ils ont diminué de 41 %.

— 4° Prix mondiaux : (prix moyens).

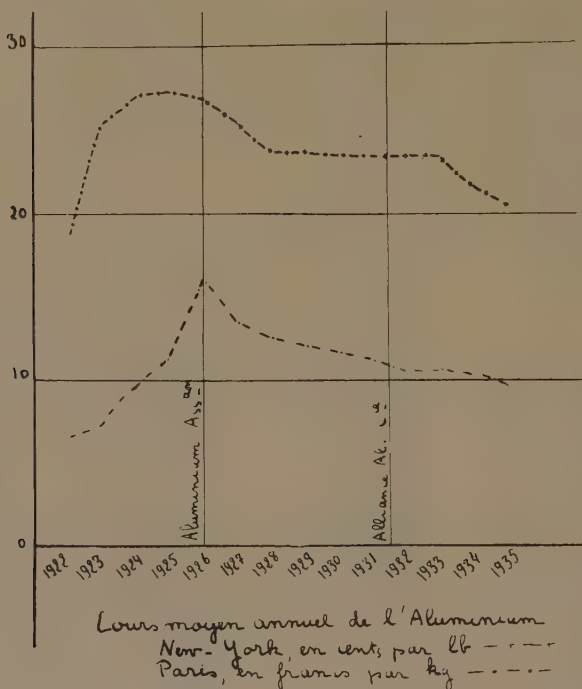
Années	Paris en frs-kgr	New-York en c-lb	Berlin en Mk-kgr
1922	6,50	18,68	(2)
1923	7,30	25,41	(2)
1924	9,50	27,03	2,24
1925	11,05	27,19	2,37
1926	16,05	26,99	2,28
1927	13,50	25,40	2,10
1928	12,50	23,90	1,98
1929	12	23,90	1,90
1930	11,80	23,39	1,86
1931	11,10	23,30	1,70
1932	10,50	23,30	1,60
1933	10,50	23,30	1,60
1934	10,25	21,58	1,57
1935 (1)	9,50	20,50	1,44

Il faut signaler d'autre part que l'industrie allemande de l'aluminium a conclu en août 1936 une entente avec les producteurs Suédois, Norvégiens et Danois, concernant la limitation des exportations allemandes sur les marchés de ces trois pays sur la base de la situation actuelle.

(1) Les chiffres de 1935 sont approximatifs.

(2) Les prix moyens de Berlin des années 1922, 1923 n'ont aucune signification par suite des variations du mark pendant cette période.

cents ou francs



N° 63. Argent.

Sources: *Bulletin Quotidien* du 28 juillet 1933, cité par la *Société d'Éditions Économiques et Financières*, avant-section n° 5.

Le Café, p. 266-267, op. cit.

Minerais et Métaux, Bulletin de renseignements statistiques d'avril 1936, p. 95 et 96.

Structure juridique:

Nom: Plan Key Pittman (?)

Date de constitution: Londres, le 22 juillet 1933 avec effet au 1er janvier 1934 ou 1er avril 1934 après ratification.

Pays participants: Etat-Unis, Canada, Australie, Mexique, Pérou, Espagne, Inde, Chine.

Structure économique:

But: Restriction de l'argent métal sur les marchés tant par les producteurs que par les détenteurs de stocks.

Clauses: Les pays producteurs ne vendront pas d'argent, mais en achèteront annuellement 35 millions d'onces fin; les ventes des pays détenteurs seront limitées.

Résultats de cet accord:

En raison de l'inégalité des sacrifices demandés, l'accord a reçu un accueil réservé du marché de Londres.

— *Production.*

Années	Production mondiale d'argent en kg de métal
1926	7.805.306
1927	7.845.415
1928	7.927.710
1929	8.136.330
1930	7.649.600
1931	6.370.050
1932	5.296.400
1933	5.167.010
1934	5.751.000
1935 (1)	6.520.500

(1) Estimation provisoire.

— Cours.

Années	Prix moyens de l'argent disponible à New-York (en cents par once)
1902	52,16
1906	66,79
1910	53,49
1915	49,69
1920	100,90
1925	69,07
1926	62,11
1927	56,37
1928	58,18
1929	52,99
1930	38,15
1931	28,70
1932	27,89
1933	34,73
1934	47,97
1935 (1)	64,27

N° 64. Cuivre.

Sources: *The Statists* du 3 janvier 1931.

Information du 26 janvier 1929.

Revue de France du 1er avril 1932.

Bulletins Quotidiens des 16 janvier 1928, 9 juillet 1932,
3 octobre 1934, 25 avril 1935, 15 novembre 1935.

Temps du 12 mai 1931.

Documents de la Chambre de Commerce Internationale.

Européen du 20 mai 1931.

(1) Estimation provisoire.

Tchernoff, p. 614, op. cit.

Minerais et Métaux. Renseignements statistiques. — avril 1936

Enquête personnelle 1935-1936.

Agence Economique du 4 décembre 1934.

Journée Industrielle des 31 décembre 1934, 15 avril 1935.

S. D. N. Questions Economiques et financières, 1930, II-41-E. 614.

Préliminaires:

Diverses associations concernant le cuivre furent fondées avant-guerre et tout de suite après-guerre:

— En 1908 la Copper producers' Association;

— En 1919 la Copper exporters' Association.

Ces associations furent dissoutes pour avoir poussé trop loin la politique des hauts prix.

En 1926, une première entente internationale est de nouveau constituée sous la forme suivante:

Nom: Copper Exporters Incorporated (nom choisi à cause du Sherman Act).

Siège: New-York.

Administration: Deux comités: à New-York, et à Bruxelles.

Date de constitution: 1926.

Pays participants:

Au début: 32 entreprises dont 18 américaines, soit comme pays: Belgique, Allemagne, Etats-Unis, Amérique du Sud, Mexique, Espagne, Yougoslavie.

Adhésion ultérieure: Grande-Bretagne.

Forme de la convention: Cartel.

But de la convention: Régulariser les prix.

Accords intervenus : En principe cette convention ne s'occupait que des prix. En pratique elle agissait comme un comp-

toir de ventes en centralisant et répartissant les ventes à ses deux comités.

Puis, en automne 1930 une conférence à New-York, consacre le principe de la réduction massive de la production américaine, européenne et africaine, soit principalement une réduction de 30 % pour l'Anaconda;

15 % pour le Chile Copper;

30 % pour l'Utah Copper.

En mars 1932, une nouvelle réduction de 20 % était projetée, mais des dissentiments éclatèrent entre les membres et amenèrent la dissolution de l'entente (cf. infra).

Résultats:

Pourcentage contrôlé dans la production mondiale:
90 % environ, l'Amérique représentant 77,6 % et l'Europe 10,9 %.

L'Entente Internationale n'a pu résister à la crise. Elle s'était attachée trop longtemps au cours de 18 cts la lb, incitant à des ordres d'achat au jour le jour, alors que le prix de production était de 7 à 8 cents.

Au début de 1930 les stocks avaient considérablement augmenté; soit en avril 1929: 53.000 tonnes, et en mars 1930: 256.000 tonnes.

Les hauts cours ont favorisé la création de nouvelles exploitations dissidentes et cette augmentation de la production a accentué la chute des cours. Les producteurs avaient des intérêts différents: ceux des raffineurs-mineurs étaient dans le maintien des cours élevés, alors que ceux des raffineurs-acheteurs étaient au contraire dans l'abaissement des prix.

A la suite de l'échec de la conférence de 1931 à New-York, les principaux membres démissionnent de l'Entente en 1931-1932.

Après la dissolution de l'Entente de 1926, le marché international du cuivre est le théâtre d'une guerre ouverte entre

les principaux producteurs. Des conférences nombreuses pour la reconstitution de l'entente échouent l'une après l'autre.

Les Etats-Unis, maîtres autrefois du marché du cuivre, ont été dépassés par les nouveaux producteurs, notamment les Africains: les producteurs Rhodésiens et Congolais sont en effet dans une situation très favorisée, vu la haute teneur en métal de leurs gisements (6 à 7 %) alors que les gisements des producteurs américains ne dépassent pas en moyenne une teneur 1,2 % : soit les productions métallurgiques (en 1.000 tonnes métriques de métal contenu) suivantes :

	1913	1929	1933	1934	1935
pour les Etats-Unis	590	1.069	245	250	382
pour les jeunes producteurs	70	506	477	623	710

Cependant, à la suite du vote du Code N. R. A. du cuivre aux Etats-Unis établissant un cours de 9 cents-papier, à l'intérieur de leurs frontières, les Etats-Unis peuvent de nouveau vendre leurs stocks de métal à vil prix sur les marchés étrangers. D'où lutte acharnée entre les américains d'une part et les africains, canadiens, chiliens d'autre part.

Pour faire cesser cette concurrence meurtrière les producteurs signent une nouvelle convention:

Structure juridique:

Administration: Deux comités de contrôle; contrôle des ventes à New-York; contrôle de la production à Bruxelles.

Date de constitution: 6 avril 1935 à New-York.

Durée: Jusqu'au 1er juillet 1938.

Pays participants: Canada, Congo Belge, Yougo-Slavie, Rhodésie, Chili, soit principalement les Sociétés Anaconda, Kennecott, Haut Katanga, Bor, Roan Antelope, Rhokana, Rio Tinto, etc...

En pratique, presque tous les producteurs sauf les Etats-Unis, l'U. R. S. S., le Japon.

Forme de la convention: Gentlemen's agreement.

Structure économique:

But: Règlementation de l'extraction et des exportations du métal dans les pays autres que les Etats-Unis.

Clauses : 1° — Toutes les mines de cuivres adhérentes réduisent de 240.000 t. la production annuelle (soit 30 % de leurs possibilités moyennes calculées sur le niveau de 1934).

2° — Les principaux exportateurs s'engagent à ne pas mettre en vente toute leur production.

3° — Echange de statistiques.

4° — Accord sur les conditions de vente.

Il n'y a pas un pool proprement dit, mais plutôt un essai de régularisation et de contrôle des ventes (pas de centralisation des ordres, ni de vente en commun, etc...).

Résultats:

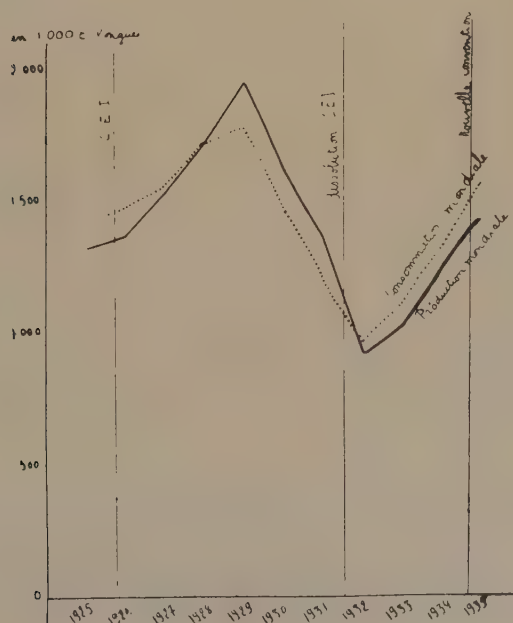
Pourcentage contrôlé dans la consommation mondiale: plus de 75 %.

A) *Production et consommation mondiales:*

(en milliers de tonnes métriques)

Années	Production	Consommation
1913	1.022	1.048
1914	929	958
1915	1.087	1.133
1916	1.397	1.343
1917	1.434	1.381
1918	1.408	1.389
1919	964	979
1920	984	1.057

Années	Production	Consommation
1921	553	605
1922	870	999
1923	1.274	1.219
1924	1.324	1.364
1925	1.426	1.438
1926	1.472	1.485
1927	1.532	1.539
1928	1.731	1.731
1929	1.959	1.771
1930	1.622	1.471
1931	1.360	1.195
1932	918	958
1933	1.037	1.103
1934	1.261	1.313
1935	1.424	1.559



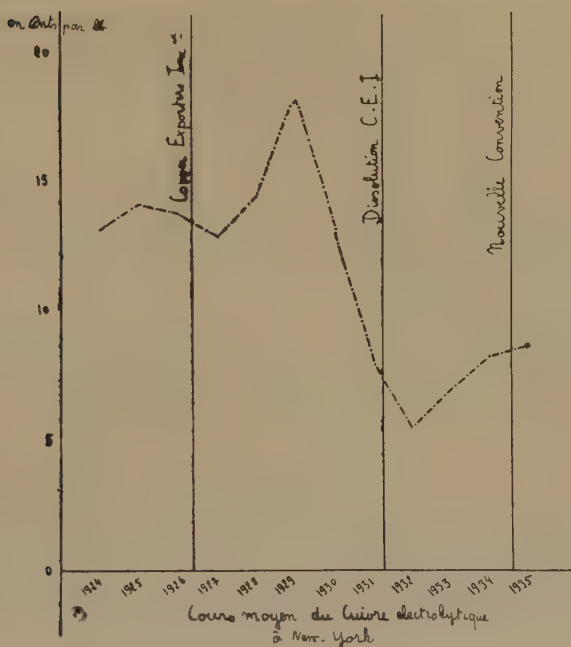
B) *Cours:*

(moyenne annuelle à New-York en cents par lb (453 gr.)

Années	Cuivre Electrolitique
1913	15,269
1914	13,602
1915	17,275
1916	27,202
1917	27,180
1918	24,446
1919	18,691
1920	17,456
1921	12,502
1922	13,382
1923	14,421
1924	13,024
1925	14,042
1926	13,795
1927	12,920
1928	14,570
1929	18,107
1930	12,982
1931	8,116
1932	5,555 (1)
1933	7,025
1934	8,428 (2)
1935	8,649

(1) Application d'un droit d'entrée de 4 c. par lb le 1er juin 1932.

(2) Institution du « Code du Cuivre » en avril 1934. Les cotations depuis cette époque sont établies sur la base du prix du cuivre « Blue Eagle », les prix du « domestic net refinery » étant ceux du cuivre « Blue Eagle » sous déduction de 0 c, 225 par lb.



N° 65. Cobalt.

Sources : Costa page 275 *op. cit.*

Enquête personnelle.

Production du cobalt:

Le Cobalt est produit:

1° Soit par des mines de cuivre, à titre de sous-produit du minerai de cuivre (c'est le cas des Mines du Haut Katanga et de la Rhokana);

2° Soit à base de minerai de cobalt, contenant accessoirement du nickel, et ou de l'or ou de l'argent (c'est le cas des Mines Marocaines de Bou Azer et du Grara, ou des mines canadiennes de Deloro).

Structure juridique:

Nom: Cobalt Association.

Siège: Bruxelles.

Administration : 1° Réunions périodiques des adhérents.

2° Le contrôle et les comptes sont assurés en pratique par l'Union Minière du Haut Katanga.

Date de constitution: 1924-1926.

Renouvellements: En pratique, l'accord a été renouvelé à chaque nouvelle adhésion, c'est-à-dire dans le courant de 1934 et à la fin de 1934.

Pays participants:

Au début: Congo Belge (Union Minière du Haut Katanga); Canada (Deloro Smelting and Refining C°).

Ultérieurement: Angleterre (Rhokana Cn); Maroc (Sté minière de Bou Azer et du Grara).

Forme de la convention: Gentlemen's agreements.

Arbitrage: Les litiges entre associés sont soumis au Règlement d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale.

Structure économique:

But: Réglementer la vente du minerai et des produits finis. Maintenir les prix. Développer l'emploi du cobalt.

Clauses: — 1° La réglementation de la vente du minerai et des produits finis est assurée:

a) Par l'attribution à chaque associé d'un contingent de livraison.

b) Par la centralisation des ventes à Bruxelles;

c) Par le report à la fin de chaque exercice périodique des avances et des retards de chaque associé, aussi bien en tonnage qu'en prix;

d) Chaque associé doit se constituer un stock proportionnel à son contingent.

— 2° Le contrôle des prix est assuré par l'établissement périodique d'un prix moyen établi d'après les prix effectifs touchés par tous les associés pendant cette période. Le rap-

port entre le prix moyen et le prix effectif reçu donne lieu pour chaque associé au report d'un solde débiteur ou crédi-teur au début de chaque nouvelle période à courir.

Résultats:

Pourcentage contrôlé dans la production mondiale:
90 %. Le principal dissident est la Burmah Cn (Mines de Birmanie, qui produisent sous forme d'alliage « speiss » à peu près 6 % de la production mondiale). Les autres producteurs dissidents sont de petites entreprises canadiennes.

Production mondiale: (en cobalt contenu) :

1932-1933: 1.000 t par an environ.

1935-1936: 1.500 t par an environ.

Le marché du cobalt est sain; il n'y a pas de stock.

Cours: Ils ont augmenté progressivement. Mais la politi-que de l'Association à ce point de vue paraît prudente, puis-que dans le but de développer les emplois du cobalt, elle n'a pas augmenté les prix du métal sous contrat.

N° 66. Etain.

Sources: *Temps* du 12 mai 1931.

Production et Commerce de février 1933.

Revue de France: Sous-consommation et Restriction du 1er septembre 1932.

Agence économique du 8 décembre 1933, du 19 octobre 1935.

Bulletin Quotidien des 10 novembre 1933, 14 décembre 1934, 13 juillet 1934, 14 mars 1935, 23 août 1935, 11 sep-tembre 1935, 7 octobre 1935, 23 octobre 1935, 23 novembre 1935, 9 décembre 1935, 27 décembre 1935, 1er mai 1935, 24 janvier 1936, 20 février 1936, 3 mars 1936, 27 avril 1936, 30 juin 1936, 31 juillet 1936; 25 septembre 1936; 29 septem-bre 1936.

Revue Politique et Parlementaire, juillet-août 1936, art. de J. L. Costa, p. 1360.

Journée industrielle du 8 mars 1935 et tous les articles de M. H. Peyret en général.

Chimie et Industrie d'octobre 1935.

Bulletins statistiques de l'International Tin Research and Development Council. Années 1935 et 1936.

Exportateur français du 7 novembre 1935.

Structure juridique:

Nom: International Tin Control Scheme.

Siège: Londres.

Administration: International Tin Committee (I. T. C.) composé de représentants des *Gouvernements* intéressés. Des délégués de la production et du commerce de l'étain sont consultés à titre de conseillers techniques.

Date: 31 mars 1931.

Duré: 3 ans.

Renouvellement: Exprès, par une seconde convention entrée en vigueur le 1er janvier 1934 pour trois ans.

Pays participants: Il faut distinguer:

a) Les pays *signataires*: Indes Néerlandaises, Nigeria, Bolivie, Malaisie;

b) Le Siam, le plus gros producteur après les pays signataires sus-nommés, et qui jouit en fait d'une situation particulière.

c) Les pays *adhérents* Indochine Française; Congo belge et Ruanda Urundi; Portugal; Cornouailles.

Structure économique:

But: Assurer un juste et raisonnable équilibre entre la production et la consommation afin de prévenir les oscillations brutales des prix; résorber les stocks.

Clauses:*1° Réglementation de la production:*

— a) Quatre pays signataires: il est attribué à chacun de ces pays un contingent égal à sa production de 1929 choisie comme base, soit:

69.366 tonnes longues pour la Malaisie;

46.338 tonnes longues pour la Bolivie;

10.734 tonnes longues pour le Nigeria;

35.730 tonnes longues aux Indes Néerlandaises.

En 1934, ces contingents sont légèrement modifiés et passent à

71.940 tonnes longues pour la Malaisie;

46.490 tonnes longues pour la Bolivie;

10.890 tonnes longues au Nigeria;

36.330 tonnes longues aux Indes Néerlandaises.

Le droit réel de production de chaque pays signataire est fixé par un «Quota-Pourcentage» selon les besoins du marché par l'I. T. C. Ce Quota-pourcentage fut fixé au début de l'accord, en mars 1931, à 77,7 % du tonnage de base des quatre pays signataires, et évolua souvent au cours des années qui suivirent (cf. infra Résultats).

— b) Le Siam se voit attribuer un contingent annuel fixe de 10.000 tonnes longues le 1er septembre 1931;

— c) Les pays adhérents reçoivent chacun un contingent fixé dès 1934 pour la période 1934-1937 soit:

Portugal 650 tl	} contingent fixe pour les
Cornouailles 1700 tl		trois années

Année	Indochine française	Congo Belge
1934	1.700 tonnes longues	4.700 tonnes longues
1935	2.500	6.000
1936	3.000	7.000

2° Résorption de stocks:

Le 12 août 1931 les pays signataires constituent un pool pour le rachat de 21.000 tonnes longues des stocks existants sur le marché. C'est le Tin Pool (cf infra Résultats) qui ne doit liquider son stock qu'à un prix déterminé.

3° *En juin 1934*, les mêmes pays signataires constituent le Buffer Stock, au moyen d'un contingent supplémentaire spécial de production de 5 % du tonnage standard attribué à chaque pays signataire soit :

2.325 tonnes longues pour la Bolivie;

3.597 tonnes longues pour la Malaisie;

1.816 tonnes longues pour les Indes Néerlandaises;

544 tonnes longues pour le Nigeria

Total: 8.282 tonnes longues.

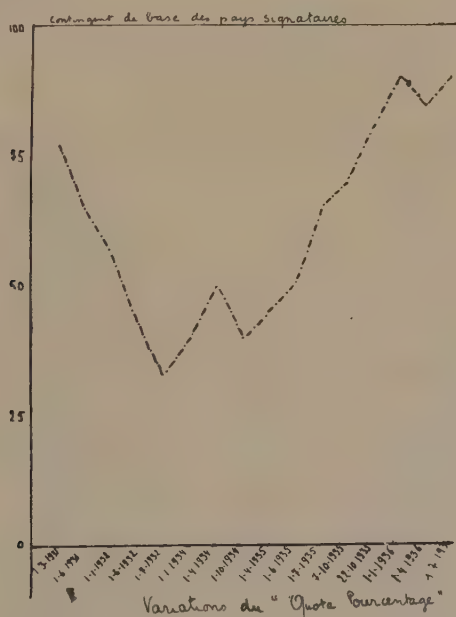
Le Buffer Stock est géré par un sous-comité en liaison étroite avec l'I. T. C.: son but est de constituer une « masse de manœuvre » qui intervient sur le marché pour atténuer les oscillations des cours (cf. infra Résultats).

Résultats:

1° Pourcentage contrôlé dans la production mondiale: les quatre pays signataires représentent 86,94 % de la production mondiale de l'année 1929 (année de base des contingents standard). En 1935 pays signataires, pays adhérents et Siam, représentent une production de 122.475 tonnes longues contre 139.053 tonnes longues pour le monde entier, soit 88,5 %.

2° Variations du « quota-pourcentage » de production appliqué aux contingents de base des quatre pays signataires depuis le début de l'accord:

1 mars 1931	77,7 %
1 juin 1931	65,4 %
1 janvier 1932	56,2 %
1 juin 1932	43,8 %
1 juillet 1932 (Byrne Scheme)	33,3 %
1 janvier 1934	40 %
1 avril 1934	50 %
1 octobre 1934	40 %
1 avril 1935	45 %
1 juin 1935	50 %
1 juillet 1935	65 %
7 octobre 1935	70 %
22 octobre 1935	80 %
1 janvier 1936	90 %
1 avril 1936	85 %
1 juillet 1936	90 %



3° Tin Pool:

Les cours ayant atteint le niveau fixé pour la liquidation

des stocks du Tin Pool, celui-ci a effectivement été liquidé entre juin et décembre 1933.

Le fonctionnement du Tin Pool (qui était financé par la Midland Bank, et dont le Gouvernement Britannique appuyait l'effort) a été profitable: il a permis la revalorisation des cours en enlevant du marché une partie considérable des stocks qui l'alourdissaient.

4° Buffer Stock: Lorsque les pays signataires ont constitué le Buffer Stock, c'était parce qu'ils jugeaient l'existence d'un pool régulateur tout à fait essentielle pour atteindre les buts proposés par la convention de restriction.

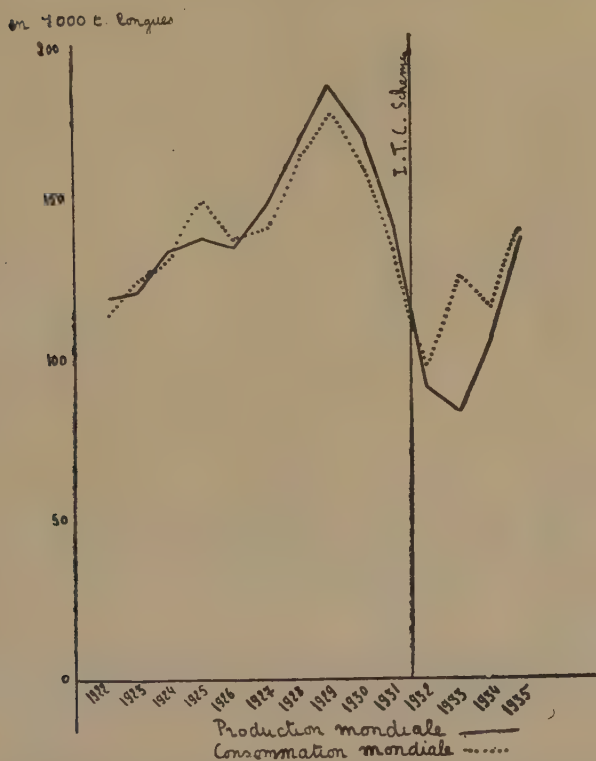
Utilisé pour combattre la spéculation, il ne semble pas toutefois avoir rempli pleinement le rôle qu'on lui assignait, et il a été liquidé en août 1935.

Résultats généraux.

— 1) Production et consommation:

a) *Production mondiale et consommation mondiale apparente:*

Années	Production	Consommation
1922	120.179 tonnes longues	114.323 tonnes longues
1923	122.851	125.459
1924	135.433	133.070
1925	139.053	150.868
1926	136.882	138.316
1927	150.306	142.275
1928	170.388	165.187
1929	186.986	178.028
1930	171.008	161.344
1931	142.208	135.397
1932	92.908	99.471
1933	84.963	127.244
1934	108.637	117.681
1935	139.053	141.524

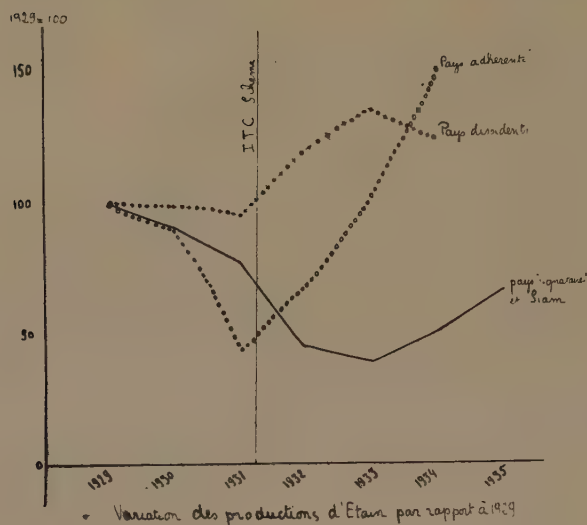


b) Production des pays signataires, des pays adhérents et des pays dissidents.

Années	4 pays signataires et Siam		Pays adhérents		Pays dissidents	
	A	B	A	B	A	B
1929	172.107	100	5.321	100	9.958	100
1930	156.775	91	4.802	90	9.434	99
1931	130.774	76	2.321	44	9.113	95
1932	77.853	45	3.633	68	11.422	120
1933	66.641	39	5.430	102	12.892	135
1934	88.701	51	8.047	151	11.866	124
1935	114.428	66				

A — Production en tonnes longues.

B — Pourcentage par rapport à l'année base 1929.

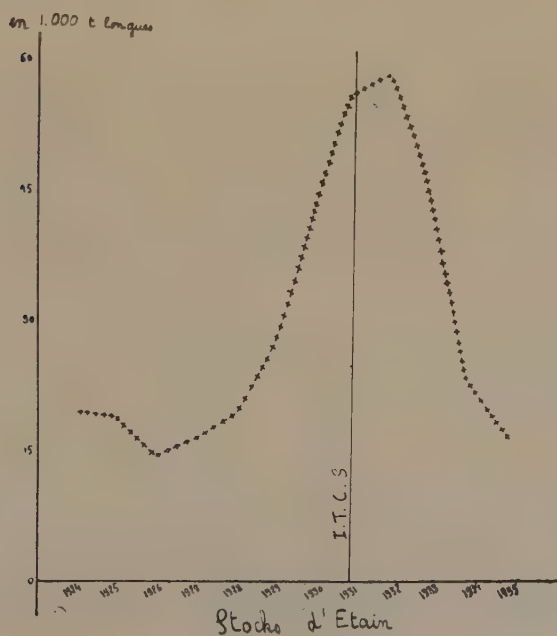


c) Index de la production et de la consommation, par rapport à la consommation de 1929 prise comme base :

Années	Consommation	Production	Excédent et retard de la production sur la consommation
1929	100	105	+ 5
1930	91	96	+ 5
1931	76	80	+ 4
1932	56	52	— 4
1933	71	48	— 23
1934	66	61	— 5
1935	79	78	— 1

— 2° Stocks :

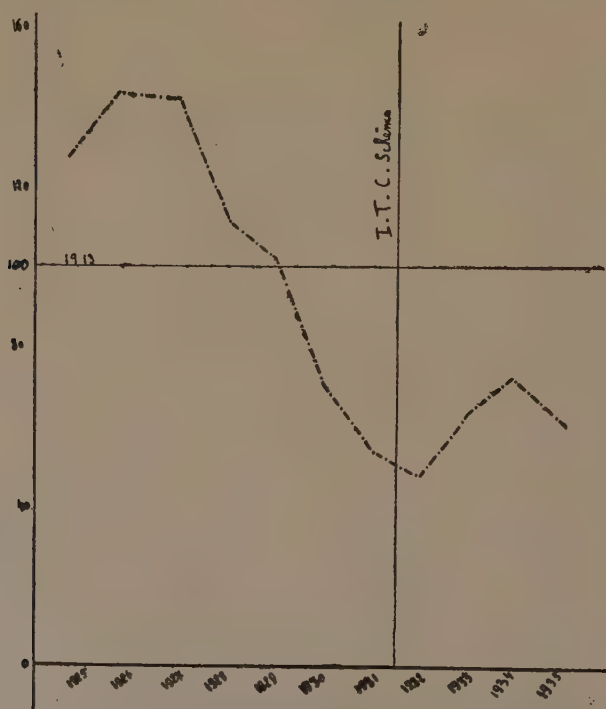
Années	Moyenne annuelle en tonnes longues	Par rapport à la consommation de la même année
1924	19.495	15 %
1925	18.616	12 %
1926	14.816	11 %
1927	16.014	11 %
1928	19.917	12 %
1929	27.550	15 %
1930	42.749	26 %
1931	55.896	41 %
1932	58.288	59 %
1933	43.291	34 %
1934	22.147	19 %
1935	16.809	12 %



— 3° Cours :

A Londres, par tonne longue standard cash en £

Années	Or	COURS MOYEN	Papier	Par rapport à 1913 sur la base-or. Index 1913=100
1922	144.9		159.5	
1923	189.8		201.8	
1924	225.2		248.6	
1925	259.5		261.3	128,7
1926		291.4		144,5
1927		289.1		143,3
1928		227.2		112,7
1929		203.9		101,1
1930		141.8		70,3
1931	109.3		118.6	54,
1932	97.3		136	48,4
1933	132.1		194.8	65,5
1934	142.3		230.4	70,6
1935	135		225.7	66,9



Indice du Cours moyen de l'Etain par rapport à 1913
1913 = 100

Les cours de 1935 ont été particulièrement irréguliers : à certains moments on note un écart de plus de 20 £ (papier) entre les cours au comptant et les cours à terme.

L'augmentation de la production enraie temporairement cette spéculation, et les cours à terme se rapprochent des cours au comptant ; mais cet assainissement dure peu, et l'écart sans atteindre le niveau précédent, se chiffre cependant à 10 £ environ peu après.

En réalité, les pays à monnaie dépréciée voudraient faire baisser les cours, alors que les pays à monnaie-or veulent à toute force les maintenir.

Cette situation particulière soulève des difficultés pour la fixation des contingents de production qui conditionnent indirectement les cours, puisque les cours doivent être équitables et laisser une marge normale dans des pays où les conditions monétaires varient.

A côté de la Convention de l'Étain proprement dite existe : L' « *International Tin Research and Development Council* ».

Cet organisme a été constitué par les quatre principaux pays producteurs d'étain, signataires de l'International Tin Control Scheme pour établir et publier les informations techniques, statistiques et générales relatives à l'Étain et à ses usages. (Date : décembre 1931, entrée en vigueur : début de 1932).

Cet organisme est absolument indépendant dans ses buts et dans son fonctionnement de l'International Tin Committee, bien que le Président (Chairman) soit commun.

L'International Tin Council gère :

1° Un bureau d'études et d'informations techniques, dont le siège est à Londres, et qui publie des bulletins techniques sur l'étain et ses emplois.

2° Un office de statistiques à la Haye, qui publie men-

suellement un bulletin auquel nous avons emprunté les statistiques concernant l'étain.

3° Un office américain à New-York.

N° 67. Mercure.

Sources: *Agence économique* d'août 1928.

The Statists du 3 janvier 1931.

Chemische Industrie du 21 novembre 1931.

Industrie Chimique de février 1935.

Temps du 12 mai 1931.

Européen du 20 mai 1931.

Sans fil du 17 septembre 1928.

Vie méditerranéenne du 31 octobre 1928.

Exportateur Français du 7 novembre 1935 et 20 juin 1935.

Bulletin quotidien du 27 juillet 1932.

Enquête personnelle 1936.

S. D. N. Questions Economiques et financières, 1930, II, 41 E.614.

Préliminaires:

L'Espagne et l'Italie sont les plus gros producteurs de mercure et le monde entier est leur tributaire obligé pour ce métal. La mine d'Etat d'Almaden, en Espagne, suffirait à elle seule, si elle était outillée dans ce but, à couvrir la consommation mondiale, tant son minerai est riche, et par conséquent son prix de revient peu élevé.

Quant aux mines italiennes (l'une propriété de l'Etat et les autres d'entreprises privées) leur minerai est moins riche que le minerai espagnol.

De tout temps avant-guerre, le marché du mercure est resté libre, et sauf des hausses de prix nées d'événements particuliers, notamment de la guerre de 1870, on peut dire qu'entre 1850 et 1914 les cours du mercure sont presque

constamment restés entre 5 et 8 £ or (cf. infra; les statistiques concernant les cours).

Pendant la guerre, par suite des besoins mondiaux accrus, les cours montent sans arrêt pour atteindre en 1929 25 £ or.

Les mines espagnoles d'Almaden avaient été données en garantie d'un emprunt consenti au gouvernement espagnol par la Banque Rotschild de Londres mais le contrat expirait fin décembre 1921 et les cours étaient retombés à cette époque entre 9 et 10 £ c'est-à-dire se rapprochaient des prix d'avant-guerre.

En 1922-1923, le gouvernement espagnol conclut des contrats avec des firmes du commerce du métal, contrats dont le but était de consentir à ces firmes une ristourne proportionnelle au quantum de métal livré à la consommation. Cet accord fut rompu par le Gouvernement espagnol au bout de quelques mois.

En 1925 se constitue une société espagnole, la Sociedad General del Mercurio, qui obtient des mines d'Almaden pour une durée de trois ans, le monopole de livraison du métal extrait. Cette société était administrée par des personnalités qui avaient en Italie des relations avec des producteurs de mercure. Et comme la politique constante des producteurs de mercure avait été de relever et de maintenir les cours, l'idée d'une entente entre producteurs italiens et espagnols se fit tout naturellement jour.

Cette entente fut constituée dans les conditions suivantes:

Structure juridique:

Nom: Mercurio Europeo.

Siège: Lausanne, puis alternativement Rome et Madrid, selon la nationalité du Président.

Administration: Le bureau de vente en commun à Lausanne fut supprimé lors de la concession des ventes à des firmes diverses (cf. infra).

Date de constitution: Septembre 1928.

Duré: Quatre ans.

Renouvellement: De quatre en quatre ans (la période actuellement en vigueur vient à expiration à la fin de 1936).

Pays participants:

Au début: Les mines espagnoles et les mines italiennes.

Ultérieurement: Accord avec la Firme Roura et Forgas de Londres.

Forme de la convention: Association de fait; ne paraît pas pouvoir entrer dans une catégorie déterminée.

Arbitrage : Prévu et très complexe.

Structure économique:

But: Contrôle du marché et des cours du mercure; réglementation de la concurrence italo-espagnole.

Clauses: 1° En ce qui concerne la *vente*:

a) L'Italie et l'Espagne se réservent leurs marchés nationaux.

b) L'exportation était primitivement exclusivement réservée à un bureau de vente en commun situé à Lausanne. Mais cette organisation n'ayant pas donné les résultats qu'on en attendait, (elle avait en fait désorienté la clientèle) les ventes sont confiées:

— d'abord à des concessionnaires variés, tels que:

Roura et Forgas pour l'Angleterre;

Aron Hirsh pour l'Allemagne;

Valkaert pour la Suisse;

Mitsoubishui pour le Japon, etc...;

— puis Roura et Forgas obtiennent l'agence générale pour le monde entier lors du renouvellement des adjudications de concessions en décembre 1934. Toutes les exportations de Mercurio Europeo se font par leur intermédiaire.

c) Les livraisons sont ainsi réparties:

60 % à l'Espagne (pour les trois premières années 55 %);
40 % à l'Italie (pour les trois premières années 45 %);

2° Les *prix* du mercure sont fixés par Mercurio Europeo sur les suggestions de Roura et Forgas;

3° En ce qui concerne la *production*, les mines adhérentes durent réduire leur production en raison des stocks qui alourdissaient le marché.

Résultats:

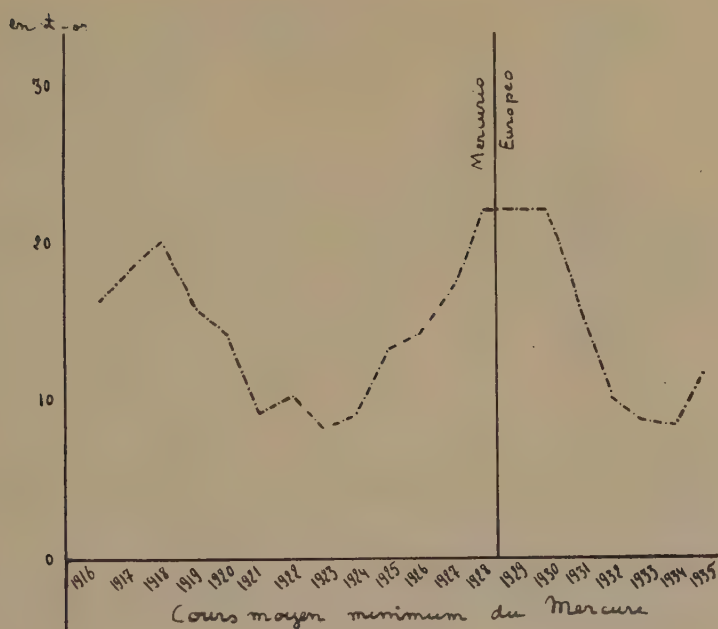
Pourcentage contrôlé dans la production mondiale:
environ 85 %, les mines dissidentes étant celles de Ras el Ma (Algérie) qui représentent environ 1 % de la production mondiale; les mines mexicaines et américaines qui produisent 10 à 11 %; et quelques petites mines disséminées en Allemagne, en Grèce, en U. R. S. S., etc...

— 1° *Cours*: tableau statistique des cours moyens en £ or:

Années Cours Minimum Cours maximum (d'après
la S. D. N.
pour la période 1918-1930)

	£.s.d.	
1900	9.2.6	
1905	7. 0	
1910	7. 9	
1915	11. 0	
1916	16.10	
1917	18.10	
1918	20. 0	£.s.d.
1919	16. 0	24.10.0
1920	14. 0	27. 0.0
1921	9.10	12.15.0
1922	10. 5	13. 7.0
1923	8.15	12.10.0
1924	9.15	14.15.0
1925	13. 2.6	15. 0.0
1926	14. 0.0	17. 5.0 (1)
1927	17. 0.0	23.15.0
1928	22. 0	25.10.0
1929	22. 0	23. 5.0
1930	22. 0.0	23. 5.0
1931	16. 3.0	22. 5.0
1932	10. 0.0	13. 0.0.
1933	8.17.0	9.15.0
1934	8.15.0	11.15.0
1935	11. 7.6	12.15.0

(1) 200 % de 1934.



Devant cette hausse maintenue des cours :

— D'une part de nouvelles exploitations se fondent, ou des exploitations déjà existantes sont poussées intensivement ;

— D'autre part, la consommation du mercure diminue dans des proportions très grandes. Les sels de mercure sont remplacés par des produits de substitution : pour le traitement du bois par la créosote ; pour les colorants, un vermillon artificiel remplace le vermillon de mercure, etc...

— 2° *Consommation* : elle peut être évaluée à 3.000 t environ.

— 3° *Production mondiale*.

(Une tonne contient à peu près 30 potiches, ou bouteilles, unité de mesure du mercure, pesant chacune 34 kg. 500).

Années	Production mondiale
1913	4.024 t
1919	2.600
1923	3.228
1924	3.076
1925	3.633
1926	3.931
1927	5.093
1928	4.887

N° 68. Platine.

Sources: *Bulletin Quotidien* du 31 mai 1932.

Capital du 21 octobre 1931.

Chemische Industrie du 31 octobre 1931, 5 septembre 1931.

Wirtschaftsdienst du 4 décembre 1931.

Razous, p. 70, *op. cit.*

Enquête personnelle.

Préliminaires:

En 1924-1925, au moment des hauts prix du platine, le marché était contrôlé par un syndicat qui contingentait la vente de la production colombienne, canadienne, sud-africaine et américaine et même peut-être la totalité de la vente des platines russes.

Structure juridique:

Nom: Consolidated Platinum Co Ltd.

Siège: Londres.

Administration: 1° Le Conseil d'Administration est composé des représentants des sociétés adhérentes et des représentants commerciaux de l'U. R. S. S.

2° Les directeurs sont nommés l'un par Edelmetalle Vertriebs, l'autre par les autres membres. Les deux directeurs résident à Londres.

Date de constitution: Le 21 octobre 1931.

Pays participants: Au début: Edelmetalle-Vertriebs A. G. (Allemagne); Mond Nickel (Canada); Johannesburg Consolidated Investment C° Ltd (Afrique du Sud); New Consolidated Goldfields Ltd (Angleterre).

Ultérieurement: Compania Minera Choco Pacifico S. A. (Colombie) et U. R. S. S.

Forme de la convention: Société privée à capital purement nominal de 1.000 L, divisé en 10 actions de 100 Livres chacune.

Structure économique:

But de la convention: Achat et répartition de toute la production de l'U. R. S. S., du Canada, de l'Afrique du Sud et de la Colombie.

Contrôle de la production et des prix.

Propagande.

Clauses: La Société ne fait pas de bénéfices. « Les fonds et les biens qu'elle possède, quelle qu'en soit la cause, sont uniquement un moyen d'accomplir son but. »

En cas de liquidation, la société est responsable jusqu'à 50.000 £ pour le platine qu'elle peut avoir en charge, bien que son capital ne soit que de 1.000 £

Evolution du marché du platine:

Pourcentage contrôlé dans la production mondiale :
la plus grosse partie de la production mondiale.

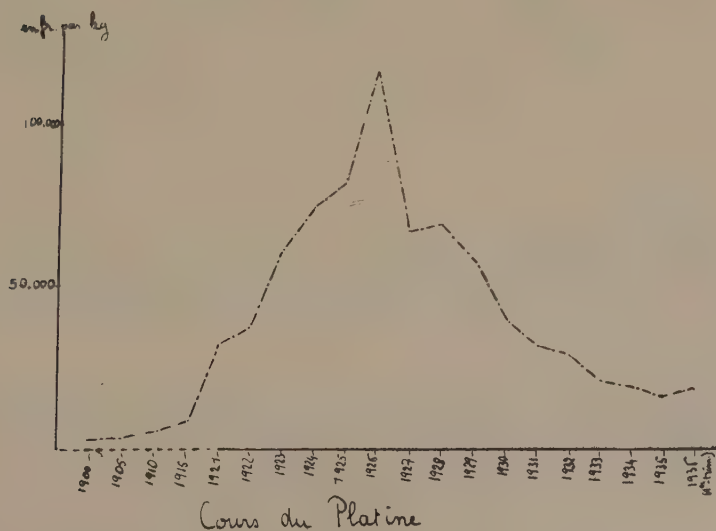
1° *Production totale:*

(Jusqu'en 1923, la Colombie était le plus gros producteur, avec 1.500 kgs par an. A partir de cette date, l'U. R. S. S. la dépasse et atteint très vite une production annuelle d'environ 3.000 kgs).

Années	Production mondiale en kgs
1920	2.056
1921	1.741
1922	2.695
1923	3.117
1924	4.303
1925	5.450
1926	5.254
1927	3.531
1928	5.375
1929	5.940
1930	4.349
1931	4.219
1932	2.209

2° Cours moyens (en fr. par kg):

Années	Cours moyens	Années	Cours moyens
1895	1.775	1918	35.500
1897	2.116	1919	26.583
1898	2.250	1920	41.750
1899	2.750	1921	32.055
1900	3.000	1922	37.478
1901	3.200	1923	61.860
1902	3.125	1924	75.399
1904	3.150	1925	83.775
1905	3.400	1926	118.053
1906	4.701	1927	68.590
1907	4.662	1928	70.215
1908	3.712	1929	59.138
1909	4.260	1930	42.853
1910	5.707	1931	33.193
1911	7.125	1932	30.686
1915	8.250	1933	22.237
1916	11.550	1934	20.173
1917	18.500	1935	18.733
1936 (1er trim.)		19.384	



N° 69. Plomb .

Sources : *Bulletin Quotidien*, du 24 juillet 1935.

Temps, du 12 mai 1931.

Revue de France, du 1er Avril 1932 .

La Métallurgie, du 9 Juillet 1932.

Razous, p. 69, op. cit.

Minerais et Métaux. Renseignements statistiques. Avril 1936, p. 7 et 37.

Enquête personnelle, 1935-1936.

S. D. N. Questions Economiques et financières 1930, II 41 E. 614.

Préliminaires :

La production du plomb est très disséminée ; il faut distinguer trois groupes de producteurs : Les Etats-Unis qui absorbaient en principe leur production ; à l'heure actuelle ils sont exportateurs — les jeunes producteurs (Mexique, Canada, Inde, Australie) largement exportateurs — l'Europe productrice mais importatrice.

Après plusieurs accords nationaux qui réglementaient les marchés de certains producteurs importants, (Espagne, Amérique) en septembre 1928 s'ouvre à Londres une Conférence des principaux producteurs qui arrivent à constituer une Entente Internationale sur les bases suivantes :

1er Accord.**Structure juridique:**

Nom : Lead Producers and Refiners Association L. P. R. A.

Siège : Londres.

Administration : Par Thomson Mac Lintock, société londonienne.

Date de constitution : 1928.

Durée : Quatre ans; L'Entente du Plomb a été dissoute en 1932.

Pays participants: Australie, Canada, Mexique, Espagne, Belgique, Allemagne.

Forme de la convention : Pool financier.

But de la convention : En principe, centraliser les renseignements statistiques. En pratique, limiter la production.

Résultats:

Pourcentage contrôlé dans la production métallurgique mondiale : Les pays adhérents représentaient en 1928 805.200 tm. sur une production minière annuelle de 1.650.800 tm. soit un peu moins de 50 %. Les fonderies mondiales étaient contrôlées à concurrence de 80 %. En 1931 les stocks diminuèrent de 20 % en un an, soit: 1.381.000 tonnes contre 1.650.381 tonnes.

Mais en mars 1932, à la suite de l'établissement de droits de 10 % ad valorem mis par la Grande-Bretagne, à l'entrée des importations de plomb (droit ultérieurement remplacé par un droit spécifique de 7sh par tonne); et, en juin 1932, de pourparlers pour une réduction importante de la production qui échouent à cause de l'attitude des producteurs allemands, l'entente est dissoute.

2me Accord.

En 1935 par gentlemen's agreement, l'Australie, le Canada, la Birmanie, le Mexique, s'engagent à ne pas accroître la production.

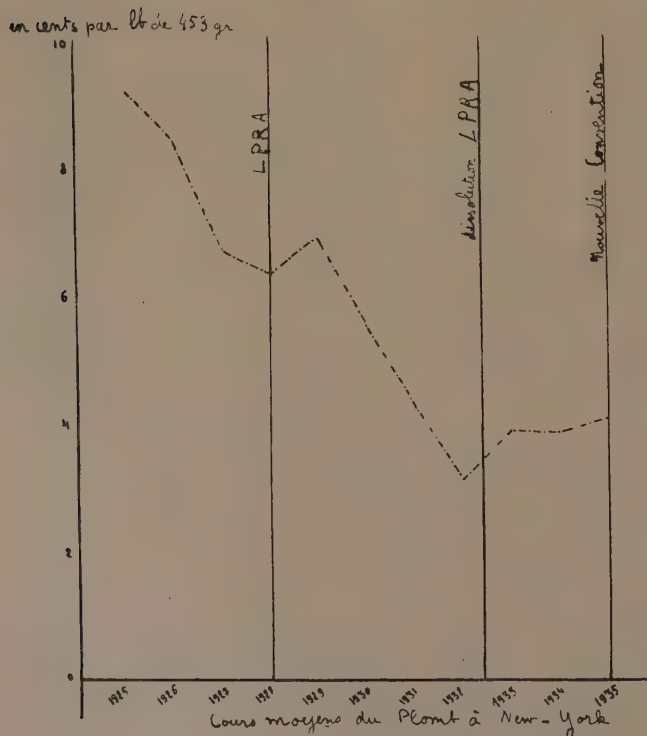
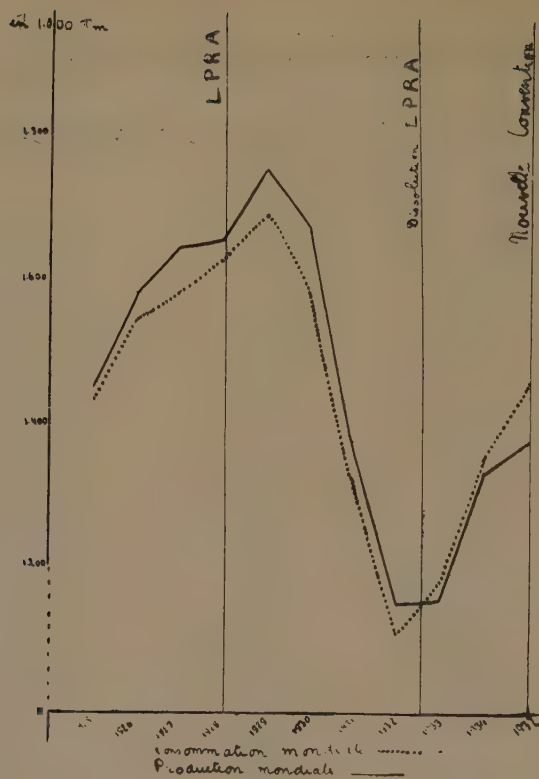
Evolution du marché :

A — *Production et consommation mondiales en 1000 tonnes métriques.*

Années	Production	Consommation
1913	1.176	1.173
1914	1.167	1.026
1915	1.063	1.172
1916	1.127	1.173
1917	1.165	1.103
1918	1.141	1.268
1919	864	1.102
1920	842	1.059
1921	859	830
1922	1.034	1.047
1923	1.180	1.154
1924	1.294	1.230
1925	1.454	1.439
1926	1.592	1.547
1927	1.643	1.588
1928	1.650	1.634
1929	1.750	1.686
1930	1.669	1.580
1931	1.379	1.323
1932	1.153	1.111
1933	1.160	1.190
1934	1.335	1.352
1935	1.377	1.460

B — *Cours à New-York, moyennes annuelles, en cents par lb (453 gr.).*

Années	Cours
1913	4,370
1914	3,862
1915	4,673
1916	6,858
1917	8,787
1918	7,413
1919	5,759
1920	7,957
1921	4,545
1922	5,734
1923	7,267
1924	8,097
1925	9,020
1926	8,417
1927	6,755
1928	6,305
1929	6,833
1930	5,517
1931	4,243
1932	3,180
1933	3,869
1934	3,860
1935	4,065



N° 70. Zinc.

Sources: *Temps*, du 12 mai 1931.

Européen, du 20 mai 1931.

Revue de France, du 1er avril 1932 : Sous-consommation, et restrictions.

Journée Industrielle, des 20 décembre 1934 et 14 mars 1936.

Tchernoff, p. 646, op. cit.

Bulletins Quotidiens, des 14 juin 1928, 19 août 1931, 3 mai 1932, 30 août 1932, 20 juillet 1934, 13 novembre 1934, 6 juin 1935, 7 août 1935, 30 août 1935.

Vie Financière, du 11 mai 1928.

Agence Economique, des 22 décembre 1928, 29 décembre 1928, 7 juin 1929, 21 novembre 1929, 23 et 24 juillet 1930.

Financial Times, du 12 décembre 1934.

Chimie et Industrie, de février 1936.

Manchester Guardian, du 6 mars 1936.

S. D. N., section *Economique et financière* E. 614. 1930 II. 41.

Préliminaires:

Sans parler des accords de l'avant-guerre, l'industrie mondiale du zinc a été réglementée internationalement à plusieurs reprises.

1° *Le 1er mai 1928* : une convention signée à Bruxelles (Contrat A) pour 6 mois groupait 95% de la production européenne, elle-même 48% de la production mondiale. (Belgique, Hollande, France, Allemagne, Pologne, Grande-Bretagne, Espagne, une partie de l'Italie et une partie de la Norvège).

Son but était d'assurer la stabilité de la production mais des difficultés survinrent à cause des producteurs améri-

cains et mexicains, qui ne voulaient pas restreindre leur production et refusèrent d'adhérer au cartel.

2° *Le 1er janvier 1929* : un nouveau contrat (contrat B) prévoit une réduction de la production de 7 % puis 5 % puis 10 %.

3° *Le 1er juillet 1929* cet accord est renouvelé pour un an : si le cours atteint ou dépasse £ 27, la production reste libre, si les cours tombent au-dessous de £ 27 les producteurs s'engagent à restreindre leur production.

Le 19 novembre 1929 ce contrat fut dénoncé.

Après une période de lutte et de chute des cours de deux ans, est reconstituée une nouvelle convention internationale du Zinc :

Date de constitution : 11 juillet 1931 à Ostende, ratifiée à Paris, le 18 août 1931.

Durée : 2 ans.

Renouvellements : 1933 jusqu'au 31 juillet 1934, puis jusqu'au 31 décembre 1934, non renouvelée à cette époque.

Pays participants : Allemagne, Angleterre, Australie, Belgique, Canada, France, Mexique, Pologne, Norvège, Tchécoslovaquie, Hollande, Italie, Espagne, Rhodésie.

Structure économique :

But : Régler la production pour faire disparaître les stocks, et adapter la production à la consommation.

Clauses : L'accord concerne principalement la restriction de la production, restriction fixée d'abord à 45 % du chiffres le plus élevé pour 3 mois consécutifs entre le 1er janvier 1930 et le 30 juin 1930.

Ce pourcentage est relevé le 31 juillet 1933 à 50 %, puis à 60 % en juin 1934. Mais en 1933 la faculté de dépasser les quotas moyennant le paiement d'une indemnité partagée entre les autres producteurs avait été instituée. Le taux de cette

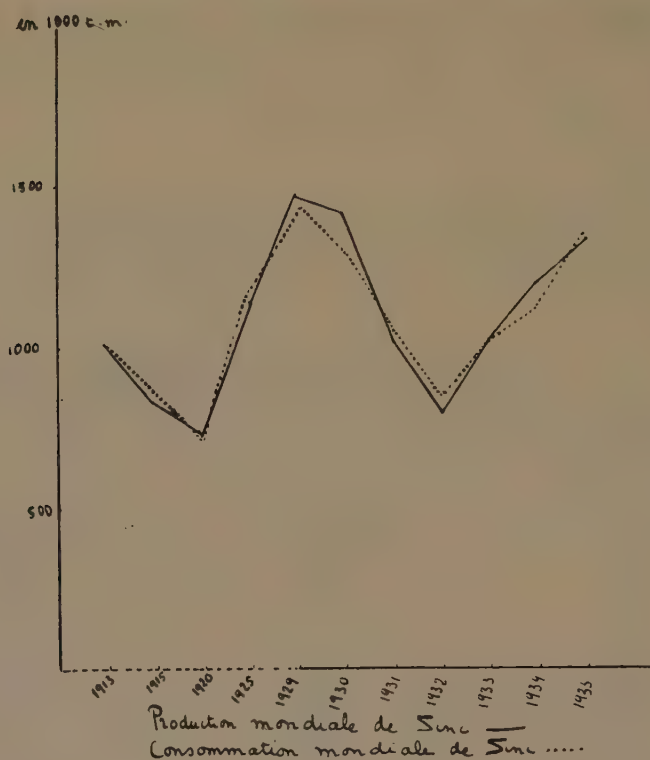
indemnité ayant été progressivement abaissé, l'accord est de moins en moins respecté, et en décembre 1934 il n'est pas renouvelé.

Résultats:

Pourcentage contrôlé dans la production mondiale: 97% non compris les Etats-Unis qui consomment leur propre production.

a — *Production et consommation apparentes mondiales* (en milliers de tonnes métriques) — (d'après Minerais et Métaux, p. 7).

Années	Production	Consommation
1913	1.009	1.006
1915	837	857
1920	719	697
1925	1.130	1.151
1929	1.463	1.440
1930	1.404	1.295
1931	1.008	1.040
1932	789	840
1933	1.003	1.003
1934	1.182	1.127
1935	1.331	1.340



b — Stocks ⁽¹⁾.

Années		Stocks
juillet	1931	206.000 t.
mai	1933	137.600 (25% de la production)
janvier	1934	139.892
juin	1934	111.021
juillet	1934	103.344
septembre	1934	106.363
moyenne	1934 ⁽¹⁾	219.000
moyenne	1935 ⁽¹⁾	230.000

(1) D'après la « Journée Industrielle » du 14 mars 1936 pour 1934 et 1935.

c — *Cours* à Londres, en £ par tonne longue (1016 kg.), (moyenne comptant et terme.). (D'après « Minerais et Métaux », p. 55).

Années		Cours	
		£	s. d.
1913		22.14.	3
1915		66.13.	8
1920		45. 4.	5
1925		36. 5.	3 1/3
1929		24.17.	3 1/10
1930		16.16.	5 17/50
1931	12. 9. 3 5/34	£Sterl.	11.11. 7 £-or
1932	13.13. 9 1/2		9.17 1
1933	15.15. 1 7/8		10.14. 5
1934	13.15. 5 1/4		8.10. 4
1935	14. 4. 0		8. 9.11

L'échec de la Convention du Zinc et des pourparlers pour la reconstituer a plusieurs causes :

1° — C'était une faute que de permettre des dépassements de contingents moyennant le paiement d'une indemnité trop faible.

2° — Le marché de Londres, dont l'importance est prépondérante pour la cotation du Zinc, a été faussé par l'institution d'une taxe de 10 % ad valorem sur les importations de Zinc « étranger ». Le zinc « impérial » n'étant pas soumis à cette taxe, la production canadienne, australienne et de Birmanie augmente dans des proportions considérables. La réduction de la taxe en août 1935 à 12 sh. 6d. par tonne ne permet pas d'assainir le marché de Londres car le zinc impérial bénéficie encore d'une trop forte prime.

3° — Dès novembre 1934, l'Allemagne obligée de réduire

ses importations faute de devises, augmente beaucoup sa production.

4° — La production dissidente de l'U. R. S. S. et du Japon augmente également dans de notables proportions.

5° — La dévaluation du Belga, nouvelle prime indirecte, a entravé elle aussi la reconstitution du cartel.

* N° 71. Nickel.

Sources : *Européen*, du 20 Mai 1931.

Exportateur Français, du 7 Novembre 1935.

Vie Financière, du 7 Novembre 1928.

Journée Industrielle, du 26 Novembre 1926.

Wirtschaftsdienst, du 9 Novembre 1928 : Article de M. Leonidoff : le Monopole mondial du Nickel.

Agence Economique d'Octobre, Novembre et Décembre 1928.

En Novembre 1928, la Mond Nickel et l'International Nickel ont fusionné sous le nom d'International Mond. La Holding a été constituée sous la législation canadienne, une obligation ancienne donnant droit à une obligation de préférence de la nouvelle Société. Le Capital est réparti pour un quart à la Mond Nickel et pour les trois quarts à l'International Nickel.

Cette Holding, qui exploite aussi les mines Frood, contrôle 80 % de la production mondiale de Nickel.

* N 72. Soufre.

Sources : *Bulletin Quotidien*, du 5 Août 1927.

Engrais, du 12 Août 1932.

La Technique Moderne, du 1er Novembre 1935.

En 1923, le cartel sicilien du Soufre et l'Industrie Américaine auraient conclu un accord pour le maintien des prix de vente. Cet accord aurait été dissous en 1932, car les stocks s'élevaient alors à 200.000 tm; et l'industrie continentale italienne refusait d'adhérer à la Convention.

D'autre part, l'Imperial Chemical Industries Ltd et la Société Américaine Dupont de Nemours auraient créé en Argentine une nouvelle Société pour la fabrication du soufre et de ses dérivés, et la répartition des marchés d'Amérique du Sud.

*** N° 73. Urane.**

Sources : *Temps*, du 12 Mai 1931.

Costa, op. cit., p. 276.

Un cartel de l'Urane aurait été constitué en 1927 entre les producteurs Belges (Haut Katanga) et les producteurs Tchécoslovaques pour la vente en commun par un bureau central situé à Cologne.

CHAPITRE VI

LES ENTENTES ECONOMIQUES INTERNATIONALES DANS LES INDUSTRIES DU PAPIER

Il faut voir une des raisons du grand nombre de Conventions Internationales dans l'Industrie du Papier dans le fait suivant: parmi les principaux producteurs de papier et de pâte à papier figurent au premier rang les pays Scandinaves, notamment la Suède, la Norvège et la Finlande, nations où la concentration et la syndicalisation industrielles sont très poussées.

D'autre part, en général, les industries du papier sont techniquement très évoluées; elles exigent un outillage particulièrement spécialisé et perfectionné, partant coûteux. La plupart des entreprises sont donc financièrement concentrées, et leur nombre est restreint.

Sources: *Enquête personnelle.*

Wochenblatt für Papier fabrikation, 30 novembre 1935, n° 48.

Enquête de 1935 de la Newsprint Export Manufacturers Association of Canada.

Convention du 10 avril 1935.

Moniteur de la Papeterie française, du 18 mai 1933.

Commercial Reports, du 15 février 1932.

Industrie Chimique, de février 1935.

Bulletin Quotidien, du 1er août 1931-13 avril 1936.

Vie Financière, du 28 août 1928.

La Papeterie, du 25 février 1936, p. 178.

Moniteur de la Papeterie, du 1er juin 1935.

Moniteur du Papier Français, du 15 février 1936.

Temps, du 12 mai 1931.

Européen du 20 mai 1931.

N° 74. Papier journal. (1)

Structure juridique :

Nom : Ticon (Comité International du Papier Journal).

Siège : Stockholm.

Administration : Le Comité est composé d'un délégué de chaque Association Nationale, le Secrétariat est à Stockholm.

Date de constitution : Avril 1928.

Durée : la participation de chaque membre est fixée pour 1 an, et le renouvellement se fait par tacite reconduction.

Pays participants: L'organisation du Ticon se désarticule en trois groupements:

1° Scanticon, comprenant les producteurs de Suède, Norvège, Finlande (siège à Stockholm);

2° Canticon, comprenant les producteurs d'Amérique (qui sont en majeure partie, sinon en totalité, des producteurs canadiens, (siège à Montréal);

3° Euticon, comprenant le Scanticon, la France, l'Angleterre, la Hollande, l'Allemagne, et probablement l'Italie et l'Estonie.

Structure économique:

But : Etablir une meilleure collaboration entre les producteurs et les *consommateurs* de papier journal des différents pays.

Accords:

1° Au début, le Ticon n'avait comme but que de rassembler et coordonner les statistiques de consommation et de production mondiales du papier journal.

2° A la suite des chutes de prix de 1929-30-31, et de la baisse de la consommation, (certains pays ne travaillaient même plus à 50 % de leur capacité de production), des accords de contingentement de la production et des exportations (par répartition des tonnages) et des accords de prix furent conclus sous les auspices du Ticon. (Il est très difficile d'obtenir des renseignements sur ces conventions, dont les clauses, notamment celles concernant les quotas de production et d'exportation, sont strictement confidentielles).

Résultats:

Pourcentage des pays Ticon dans la production mondiale : 80 % environ. Le seul producteur dissident très important est les Etats-Unis.

Evoluation du marché du papier journal.

a) *Production des pays de Scanticon, de l'Euticon, et des producteurs américains*, en tonnes métriques, d'après « The Ticon Quaterly Statistics » :

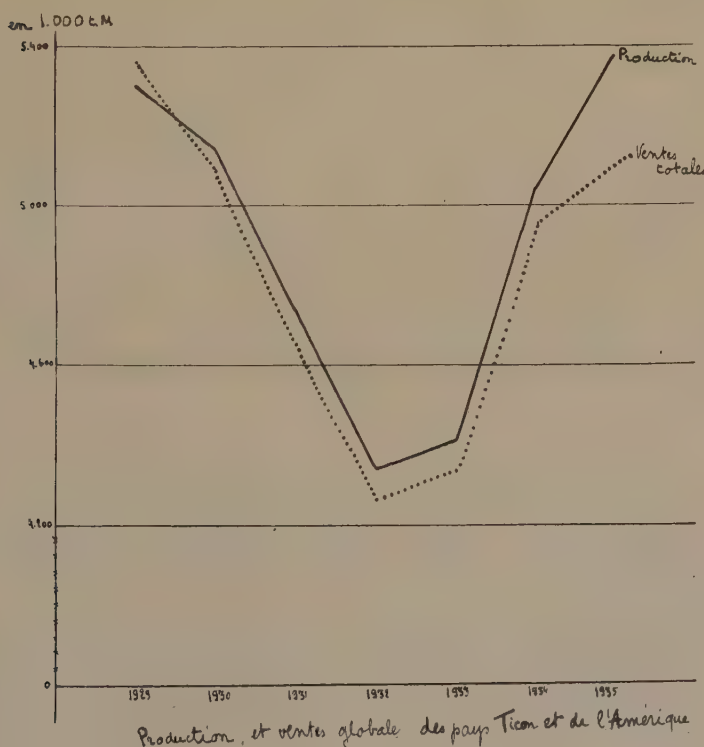
Années	Suède - Norvège Finlande	Etats-Unis Canada Terre-Neuve	Allem. - France Hollande - Italie Esthonie (2)	Total
	I	II	III	
1929	639.525	3.970.429	765.000	5.374.954
1930	613.311	3.690.820	869.595	5.173.726
1931	553.504 (1)	3.332.355	863.438	4.749.297
1932	620.752	2.903.120	820.363	4.344.235
1933	635.793	2.934.056	832.692	4.402.541
1934	659.534	3.511.235	870.222	5.040.991
1935	739.509	3.637.638	1.006.504	5.383.651

(1) Chute due à des grèves en Norvège.

(2) Italie, Esthonie à partir de 1930 seulement.

b) *Ventes totales des mêmes pays en tonnes métriques d'après « The Ticon Quaterly Statistics » :*

Années	Suède - Norvège	Etats-Unis Canada	Allem. - France Hollande - Italie	Total
	Finlande	Terre-Neuve	Esthonie (2)	
	I	II	III	
1929	634.969	3.993.376	754.638	5.382.983
1930	610.173	3.669.252	815.883	5.095.308
1931	543.243 (1)	3.333.368	771.088	4.647.699
1932	619.169	2.911.879	722.908	4.253.956
1933	628.774	2.966.812	737.678	4.333.264
1934	656.725	3.528.488	784.559	4.969.772
1935	739.837	3.615.566	782.219	5.137.622



(1) Chute due à des grèves en Norvège.

(2) Italie et Esthonie à partir de 1930 seulement.

N° 74bis. Papier journal. (2).

Accord concernant l'importation en France du papier journal.

Date de constitution: 4 août 1932 à Paris.

Durée: 1932-1933.

Renouvellements: 13 juin 1933 pour 1934.
1934 pour 1935.

10 avril 1935 pour 1936.

Pays participants: Fédération nationale des Journaux Français.

Comptoir Français du Papier-Journal.

Représentants des usines de papeteries d'Allemagne, Autriche, Belgique, Esthonie, Finlande, Grande-Bretagne, Hollande, Italie, Norvège, Pologne, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie.

Forme de la convention: Convention écrite tripartite.

But: Fixation des contingents d'importation de papier journal des pays signataires en France.

Clauses: 1° Fixation du tonnage brut global des importations françaises de papier journal.

2° Fixation des quote-parts de chaque pays importateur.

3° Le prix du papier journal d'importation est fixé au prix pratiqué par le comptoir français. Possibilité de résiliation en cas de modification du régime douanier français.

Résultats: Cette convention est particulièrement intéressante puisqu'elle met d'accord les *consommateurs* (Journaux Français) les *producteurs nationaux* (Comptoir Français de Papier Journal) et les *producteurs étrangers* exportateurs en France.

Importations en France de papier journal

1932	125.000 tonnes
1933	67.000 »
1934	75.000 »
1935	69.000 »
1936	47.000 »

N° 75. Pâte à papier sulfitée.

Structure juridique :

Nom: Sulphite Pulp Suppliers S. P. S.

Siège: Stockholm.

Administration: Un conseil composé de trois représentants de chaque pays, mais le vote se fait à raison d'une voix par pays.

Date de constitution: Décembre 1930.

Durée: Deux ans.

Renouvellements: Le dernier renouvellement est celui de décembre 1935 pour la période 1936-1938.

Pays participants: Allemagne, Autriche, Finlande, Norvège, Suède, Tchécoslovaquie, Memel.

Forme de la convention: Gentlemen's agreement.

Arbitrage: Prévu.

Structure économique:

But: Stabilisation du marché de la pâte à papier sulfitée.

Clauses: L'accord prévoit:

1° La réglementation de la production, par une première réduction de 15 % pour la période du 1er décembre 1930 au 31 décembre 1931, une réduction complémentaire égale du 1er juillet 1931 au 30 juin 1932 et l'extension de la réduction initiale jusqu'au 31 décembre 1932, soit au total 30 % pour la période du 1er juillet 1931 au 31 décembre 1932,

Pour la période 1933-1934 cette réduction est de 25 % ainsi que pour les années 1935-1936.

2° Des conventions périodiques de prix.

3° Des quotas d'exportation pour 1936-1937-1938, attribués à chaque participant pour la répartition d'un total d'exportations évalué à 2.350.000 tonnes.

Résultats :

Pourcentage contrôlé dans la production européenne : plus de 95 % de la production européenne de pâte à papier au bi-sulfite (soit 3.200.000 tonnes à sec) pour l'exportation.

En 1935, on constate une augmentation des ventes totales de 100.000 tonnes mais les prix continuent à baisser et s'établissent ainsi :

	par tonne longue	
Pâte au bisulfite blanchie	£ 10.	à £ 10.10
Pâte au bisulfite facile à blanchir	£ 7.10.6 à	£ 8. 5.5
Pâte à la soude	£ 7. 5. à	£ 7.15.
Pâte au bisulfite écrue	£ 7. 5. à	£ 7.10.

N° 76. Pâte à papier mécanique.

Préliminaires:

En raison de la surproduction et de la chute rapide des cours de la pâte à papier mécanique, les principaux producteurs scandinaves, qui sont pratiquement seuls exportateurs de pâte à papier mécanique, ont signé l'accord suivant :

Structure juridique:

Nom: Mechanical Pulp Suppliers M. P. S.

Siège: Stockholm.

Administration: Un comité de trois représentants de chaque pays membre.

Date de consitution: Avril 1935,

Durée: 1936-1938.

Pays participants: Finlande, Norvège, Suède.

Forme de la convention: Cartel.

Arbitrage: Prévu.

Structure économique:

But: Stabiliser le marché des pâtes de bois mécaniques.

Accord: Règlementation de l'exportation par attribution à chaque pays d'un contingent soit :

Norvège	650.000 tonnes
Suède	600.000 tonnes
Finlande	500.000 tonnes

Il semble qu'une restriction de 50 % de la capacité de production des pays signataires ait été décidée.

Résultats:

Pourcentage contrôlé dans la production européenne :
en pratique, presque 100 % de la production européenne de pâte à papier mécanique pour l'exportation.

Malgré l'effort représenté par cette convention, les prix restent bas au cours de l'année 1935.

N° 77. Papiers Kraft, Greaseproof, China Cap.

1° Scankraft:

Pays: Vingt fabricants de papier kraft comprenant tous ceux de la Finlande, de la Norvège (moins une usine), de la Suède (moins une usine).

Date: 1933.

Siège: Suède.

Forme: Cartel très poussé.

But: Stabilisation du marché, adaptation de la production à la consommation.

Clauses: Règlementation des exportations; fixation des prix.

Résultats: En 1935 on constate une augmentation des exportations, (149.900 tonnes contre 135.300 tonnes en 1934) et une hausse des prix marquée sur les marchés transocéaniques.

Des conventions similaires concernent le papier Grease-proof et le China Cap. Elles ne diffèrent de l'accord Scan-kraft que par le siège et les participants, soit:

2° Scangreaseproof:

Pays: Douze fabricants groupant toute la production de Suède, Norvège, Finlande.

Siège: Suède.

3° Convention de China Cap:

Pays: Tous les fabricants de Suède, Norvège, Finlande.

Siège: Norvège.

N° 78. Papier d'emballage.

Préliminaires:

L'entente entre l'Autriche, la Hongrie, la Yougoslavie, et la Tchécoslovaquie réglementant l'exportation pour la période 1927-1928 a cessé depuis longtemps de fonctionner; elle a été remplacée par deux conventions:

1ère Convention:

Siège: Budapest.

Administration: Représentants des papeteries autrichiennes et hongroises.

Date de constitution: 1934.

Pays participants: Autriche et Hongrie.

Forme de la convention: Cartel.

But: Réglementation du marché hongrois en ce qui concerne les papiers d'emballage satinés d'un seul côté et les papiers pour sachets de chapeaux.

Clauses économiques: L'accord fixe les prix et répartit le marché hongrois selon un certain pourcentage entre les industries hongroises et autrichiennes.

2me Convention:

Pays: Autriche et Yougoslavie.

Forme : Gentlemen's agreement assez lâche.

But: Partage de certains marchés balkaniques entre les papeteries autrichiennes et yougoslaves.

*** N° 79. Papier Goudronné.**

Source: *Le Bâtiment* du 19 mars 1931.

Le 24 janvier 1931, l'Allemagne, la Pologne, la Tchécoslovaquie, l'Autriche, la Hongrie et la Yougoslavie auraient constitué à Berlin un Bureau Central de Ventes pour l'exportation du papier goudronné.

*** N° 80. Carton brut.**

Source: *Européen* du 20 mai 1931.

En 1926, l'Allemagne, la Pologne et la Tchécoslovaquie auraient conclu une convention internationale concernant le carton brut.

*** N° 81. Carton de toitures.**

Source : *Costa*, op. cit., page 278.

Un accord entre les producteurs de Dantzig et de Pologne aurait été conclu en 1930 pour maintenir et faire monter les prix sur les marchés nationaux. Le siège de l'organisation commune serait à Varsovie.

CHAPITRE VII

LES GRANDES FEDERATIONS INTERNATIONALES TEXTILES

Dans l'industrie textile, les Ententes Economiques Internationales ont pris la forme de Fédérations, dont le but est de mettre en rapport les industriels des différents pays pour discuter des intérêts généraux de l'Industrie.

Ces Fédérations ont à leur actif, l'élaboration d'une réglementation internationale des conditions techniques ou commerciales de la profession.

Cependant, certaines d'entre elles, et notamment la Fédération Lainière, ont abouti à des accords d'un intérêt pratique et économique plus immédiat (par exemple, l'accord douanier lainier franco-belge, cf. infra, N° 83).

On note enfin quelques petits accords très spécialisés que nous avons brièvement résumés, d'après les informations publiées à leur sujet.

N° 82. Coton.

Sources : *Bulletin Quotidien* des 26 octobre 1934, 8 mai 1935, 5 mai 1936.

Tchernoff, p. 640, op. cit.

Oualid, rapport au Conseil National Economique, p. 11 sq.

Journée Industrielle, du 5 mai 1936.

International Cotton Bulletin.

Statuts.

Structure juridique:

Nom: International Federation of Master Cotton Spinners' and Manufacturers' Association.

Siège: Manchester.

Administration : 1° Un Comité Directeur se réunit deux fois par an.

2° Un Congrès tous les deux ans. (1933: Prague et Carlsbad; 1935: Rome et Milan).

Le vote se fait à raison d'une voix pour chaque million de broches ou fraction de million; une voix pour 40.000 méters ou fraction de 40.000 (mais le maximum est de vingt voix pour un seul pays).

3° Des Comités locaux peuvent être institués dans chaque pays pour discuter les questions d'intérêt international.

Date de constitution: 1904.

Durée: Illimitée.

Pays participants: Allemagne, Autriche, Angleterre, Belgique, Danemark, France, Hollande, Italie, Japon, Suède, Norvège, Suisse, Tchécoslovaquie, Chine, Egypte, Esthonie, Finlande, Hongrie, Indes, Pologne, Portugal, Espagne, Yougoslavie.

Forme de la convention: C'est un syndicat.

Structure économique:

But: Surveiller et défendre les intérêts communs de l'industrie et conseiller les associations sur la marche à suivre pour la lutte contre tout danger commun. Maintenir le contact entre les membres.

Clauses: Depuis la constitution de la Fédération, un seul accord est intervenu: c'est, en 1931, un accord technique sur l'humidité des cotons égyptiens entre l'Egypte et la Fédération, à la suite duquel un comité mixte composé de fonction-

naires égyptiens et de représentants de la Fédération a été créé pour contrôler l'humidité des cotons égyptiens.

Etablissement de statistiques, et publication d'un Bulletin trimestriel: l'International Cotton Bulletin.

Le 23 octobre 1934, le Comité de Direction s'occupe de la situation de l'industrie mondiale et de l'organisation industrielle par voie d'ententes.

Le 28 avril 1936, résolution hostile à la semaine de quarante heures.

La Fédération ne contrôle pas les prix.

Résultats:

Le lien est assez lâche: c'est un contrôle peu efficace. Le comité suggère plutôt qu'il n'impose. D'après l'ouvrage cité de M. Oualid «La Fédération... groupait avant-guerre la quasi-totalité des brochets des filatures d'Europe, liguées contre l'omnipotence des producteurs, marchands et commissionnaires américains. La Fédération avait envisagé la constitution d'une réserve cotonnière comme moyen d'avoir raison des prétentions des producteurs et de l'irrégularité saisonnière des plantations et récoltes. Ce plan est du reste resté à l'état de projet. »

N° 83. Laine.

Sources: *Statuts de la Fédération Lainière Internationale.*
Pacte d'arbitrage

Bulletin Quotidien du 22 octobre 1934.

Enquête personnelle (notamment aux quatre derniers Congrès Internationaux).

Journal du Commerce des 21 septembre et 19 octobre 1933.

Journée industrielle des 5 octobre 1933, 6 et 10 octobre 1933, 8 et 9 juin 1935.

Journal de Roubaix des 2 octobre 1933, des 2 et 3 octobre 1935.

Journal de Vienne et de l'Isère du 21 octobre 1933.

Le vêtement de novembre 1933 (N° 51).

Nord Textile du 14 octobre 1933.

Paris-Midi du 13 octobre 1933.

Structure juridique:

Nom: Fédération Lainière Internationale.

Siège: Bradford (Angleterre).

Administration: Elle est assurée par:

1° Un Conseil de Direction (dont le Bureau est composé d'un Président (Français), de 10 vices-présidents de nationalités différentes, d'un secrétaire et d'un trésorier) qui prend ses décisions à la majorité des 3/4, le vote ayant lieu par pays.

2° La réunion plénière des délégations de chaque pays sous forme de Congrès Internationaux annuels (le dernier a eu lieu à Varsovie, le 24 juin 1936).

Date de constitution: Les 10 et 11 septembre 1930.

Durée: Illimitée.

Buts: (Article 4 des statuts). La Fédération a pour objet:

« a) D'assurer une liaison permanente entre les organisations lainières et par l'entremise des organisations, entre les lainiers de chaque pays. »

« b) De représenter la production, le commerce et l'industrie de la laine dans toutes les manifestations de l'activité économique internationale.

« c) De provoquer, d'appuyer toutes mesures touchant à l'intérêt général de la production, du commerce et de l'industrie de la laine et des fibres assimilées, ou de s'y opposer.

« d) De provoquer l'étude et la solution effectives des questions économiques et commerciales touchant aux intérêts prémentionnés.

« e) D'assurer le règlement des litiges commerciaux entre lainiers par la voie de l'arbitrage international.

« f) De centraliser et de diffuser les informations statistiques et autres relatives à la production, au commerce et à l'industrie de la laine et des fibres assimilées, ainsi que de leurs produits manufacturés.

« g) En général, de prendre toute initiative, de provoquer tous accords avec les autorités, associations et organisations qualifiées et d'exercer toutes autres actions légales susceptibles de faciliter les relations commerciales lainières et le développement de la production, du commerce et de l'industrie de la laine, ou indirectement d'atteindre l'un des buts prémentionnés.

Arbitrage: Il est réglé par un pacte d'arbitrage auquel ont adhéré *obligatoirement* toutes les Fédérations nationales membres de la Fédération Lainière Internationale.

Art. 2: « Les groupements lainiers des pays précités se déclarent d'accord pour inviter formellement tous leurs membres respectifs à stipuler dans leurs contrats que tout différend qui se produirait au cours de l'exécution du contrat sera soumis à l'arbitrage des Chambres de Commerce aux conditions suivantes:

« Art. 3: Il est admis d'un commun accord que la Chambre de Commerce compétente pour régler la question sera celle du vendeur ou du façonnier. »

« Art. 5: L'arbitrage étant décidé, deux arbitres (ou dans certaines circonstances trois arbitres) seront nommés par la Chambre de Commerce compétente. Dans le cas où les deux arbitres désignés ne pourraient arriver à s'entendre, ils devront nommer un tiers arbitre, et à défaut d'accord sur ce point entre les deux arbitres, la désignation du tiers arbitre sera faite par la Chambre de Commerce compétente. L'ar-

bitrage sera rendu d'accord au règlement en usage à la Chambre de Commerce compétente. »

« Art. 6: La décision des arbitres ou du tiers arbitre est définitive et irrévocable. »

L'arbitrage a fonctionné d'une manière très satisfaisante et a permis, depuis qu'il fonctionne, de réaliser des économies importantes de l'ordre de grandeur de 40 millions en 1933, par exemple.

Pays participants: Allemagne, Angleterre, Belgique, Autriche, Espagne, Esthonie, France, Hollande, Hongrie, Italie, Pologne, Tchécoslovaquie.

Pourcentage représenté dans l'industrie européenne: plus de 90%. Dans l'industrie mondiale, la Fédération Lainière Internationale représentait 57% en 1934. A l'heure actuelle, étant donné l'augmentation de production du Japon, elle ne doit plus représenter que 54% environ.

Activité de la Fédération Lainière Internationale: Elle s'est attachée:

1° A rationaliser et à unifier, dans le domaine technique et commercial proprement dit: c'est ainsi par exemple que des accords sont intervenus concernant la réglementation internationale des méthodes de conditionnement de la laine; la limitation des crédits; les marges de titrage des filés de laines; les conditions des importations et transactions de laine brute.

2° A combattre les barrières douanières qui jugulent le commerce international. C'est ainsi que sous les auspices de la Fédération Lainière Internationale a été signé:

a) *Le 8 avril 1932:* la Convention de Tilbourg, pour l'abaissement de droits de douane entre la France, la Belgique, la Hollande, par laquelle les industries lainières de ces pays s'engageaient à défendre devant leurs gouvernements respec-

tifs un projet sur l'abaissement réciproque jusqu'à concurrence de 50 % des droits de douane dans ces pays; cet accord a du reste été cité en exemple à la Conférence Economique mondiale de Londres.

b) *Le 15 octobre 1934*: La convention douanière lainière franco-belge. Aux termes de cet accord, la Belgique revient sur les mesures de restrictions appliquées depuis le 21 août 1934 sur les filés de laine et les couvertures, et elle s'engage à laisser libre l'entrée de la laine peignée. La France remplace le droit sur ce dernier produit par une taxe ad valorem d'un taux très faible. Pour les filés de laine peignée et les filés conditionnés pour la vente au détail, les deux pays auront désormais une nomenclature commune.

Les peigneurs belges et français s'engageaient également à conclure dans le plus bref délai possible un accord sur la limitation de la production. (Les pourparlers pour cet accord de limitation ont été retardés de quelques mois. Ils doivent être prochainement poursuivis.)

« Il résulte des renseignements connus que la vente en France de marchandises belges, livrées franco frontière belge, et dédouanées par le vendeur selon un mandat formel de l'acheteur, n'implique pas la perception de la taxe sur le chiffre d'affaires malgré l'intervention, en France, d'un agent du vendeur.

« Si cette interprétation s'avérait erronée, les deux parties rechercheraient ensemble les mesures propres à rétablir la réciprocité qui est à la base du présent accord.

« Au plus tard le jour même de la mise en vigueur simultanée par les Gouvernements Français et Belge, des dispositions insérées dans le présent accord relativement à la tarification douanière des laines peignées, des filés de laine peignée et des filés conditionnés pour la vente au détail, la Belgique supprimera toutes les restrictions à l'importation en vi-

gueur depuis le 21 août pour les fils de laine peignée ou cardée (n° 513 et 512) les filés de laine conditionnés pour la vente au détail (n° 514) et les couvertures de laine.

« Le Comité Central belge de la Laine s'engage en outre à intervenir auprès de son Gouvernement pour obtenir si possible la suppression sans délai des dites restrictions, en attendant l'application du présent accord.

« Les parties contractantes prennent l'engagement réciproque de ne solliciter de leurs gouvernements respectifs — en s'y opposant même le cas échéant — aucune mesure restrictive pendant la durée de l'accord, pour les produits énumérés au paragraphe précédent, ainsi que pour les laines peignées.

« Les parties contractantes s'engagent à étudier, d'un commun accord, l'application réciproque, pour les ventes françaises en Belgique et les ventes belges en France, des conditions générales de vente que les associations nationales ont fixées pour leurs marchés intérieurs respectifs.

« Le présent accord sera valable pour une durée d'une année à dater du 1er novembre 1934 et renouvelable par tacite reconduction et par périodes de six mois, sauf dénonciation 3 mois avant l'expiration de chaque période.

« Toutefois au cas où les monnaies françaises ou belges subiraient l'une par rapport à l'autre, ou par rapport aux autres principales monnaies, une variation de plus de 5 %, chacune des parties contractantes aura la faculté de dénoncer l'accord à tout moment, pour prendre fin trois mois après.

« Les administrations intéressées, ayant été tenues au courant des pourparlers, ont donné leur assentiment préalable aux dispositions envisagées. Dans ces conditions, l'accord pourra entrer immédiatement en application, à la faveur des pleins pouvoirs douaniers dont jouissent les gouvernements des deux pays. »

Cet accord a été ratifié par les gouvernements intéressés le 15 novembre de la même année.

N° 84. Soie naturelle.

Sources: *Moniteur de l'exportation* de janvier 1934.

Statuts de l'association.

Journal du Commerce du 30 novembre 1933.

Structure juridique:

Nom : Fédération internationale de la soie.

(Cette Fédération groupe les industries du grainage, sériculture, filature de soie et de shappe, moulinage, tissage et préparation, teinture, apprêt, impressions, décoration et transformation des tissus, commerce des graines, cocons, déchets, fils et tissus de soie sous toutes les formes).

Siège: Paris.

Administration: Le Bureau est composé des chefs de délégations nationales; il se réunit tous les six mois.

Le Comité administratif assure la gestion de la Fédération (le vote se fait à la majorité absolue); il se réunit une fois par an. Un Congrès international est réuni tous les deux ans.

Date de constitution: 1er décembre 1927.

Durée: Illimitée.

Pays participants :

Au début: Groupements patronaux nationaux constitués suivant la loi du pays d'origine: Allemagne, Angleterre, Belgique, Espagne, France, Hongrie, Italie, Suisse, Tchécoslovaquie.

Adhésion ultérieure: Etats-Unis (1933).

Forme de la convention: Association (loi du 1er juillet 1901).

But: Représenter la soie dans toutes les manifestations de l'activité économique internationale ; recueillir

des renseignements ; exécuter les décisions des congrès internationaux, relativement à la propagande et aux perfectionnements techniques.

Activité de la Fédération:

Elaboration d'une nomenclature douanière internationale (adoptée à Genève).

Perfectionnements des procédés de vérification et de contrôle des matières premières.

Codification des usages de vente pour les fils de soie naturelle.

Généralisation de l'arbitrage professionnel, etc...

Évolution de la production mondiale de soie:

(d'après le Café, opus
cité, p. 218)

Années	Total de la production en milliers de lbs
1923-24	67.200
1924-25	85.860
1925-26	88.052
1926-27	97.311
1927-28	101.567
1928-29	108.431
1929-30	100.125
1930-31	99.065
1931-32	90.300
1932-33	94.065

* N° 85. Lin.

Sources: *Exportateur Français* du 20 février 1930.

Temps du 7 février 1930.

D'après ces sources, l'Allemagne, l'Angleterre, la Suisse,

la Tchécoslovaquie et la France auraient conclu un accord très général concernant la filature et la filterie du lin.

*** N° 86. Soie à coudre.**

Source: *Costa*, op. cit., p. 280.

Sous le nom de Seiga A. G., une Holding aurait été constituée par les Etablissements Coats Ltd de Glasgow, l'usine Suisse Metz A. G. (de Fribourg) et les Etablissements Gutermann (d'Allemagne).

*** N° 87. Soie (Teinturerie de).**

Sources: *Temps* du 12 mai 1931.

Européen du 20 mai 1931.

Costa, op. cit., p. 279.

Une convention ancienne, et qui date probablement de 1907, réunirait les teinturiers de soie d'Allemagne, d'Autriche, de France et de Suisse pour une protection réciproque des clientèles respectives et la fixation de conditions communes de prix et de vente.

*** N° 88. Velours et Peluches.**

Sources: *Européen* du 20 mai 1931.

Temps du 12 mai 1931.

Costa, op. cit., p. 279.

Des accords portant sur les prix et les qualités auraient été conclus entre les producteurs allemands, autrichiens, français, anglais, italiens et tchécoslovaques en 1927. D'au-

tre part, il existait avant guerre des accords entre les fabricants lyonnais et les fabricants allemands de Crefeld.

Enfin, il semble qu'à l'heure actuelle le marché international du velours de soie est en fait organisé par un consortium international d'origine française, possédant des fabriques dans tous les pays.

CHAPITRE VIII

LA HOUILLE ET SES DERIVES

Nous avons réuni ici la Convention anglo-polonaise concernant les exportations de houille (qui vient d'être conclue récemment, et dont on espère, dans les milieux intéressés, qu'elle constitue les préliminaires d'une entente plus vaste qui pourrait grouper internationalement les industries charbonnières les plus importantes); et les Fédérations Internationales des dérivés houillers, benzol, gaz et goudron, conférences à caractère général et technique très prononcé, mais qui peuvent être considérées comme « milieu favorable » à des ententes économiques plus précises qui pourraient être conclues ultérieurement (cf. infra, IIde partie, avant-propos, page 306) (1).

N° 89. Charbon.

Sources: *Revue de l'Industrie Minérale* du 1er février 1935.

Bergwerks Zeitung du 10 novembre 1935.

Economie Européenne du 11 janvier 1935.

Rapport annuel du Comité des Houillères.

(1) Il convient de signaler d'autre part que des pourparlers sont actuellement engagés pour la constitution d'une entente internationale du coke.

Gazeta Polska du 7 décembre 1934.

Przegląd Gospodarczy du 15 décembre 1934.

Préliminaires:

En 1925, la fermeture du marché allemand aux exportations polonaises a contraint les producteurs polonais à rechercher d'autres débouchés. La Pologne vint concurrencer l'Angleterre sur ses marchés d'exportation, et gagna du terrain lors des grèves anglaises de 1926.

C'est pour régler une concurrence ruineuse que fut conclu l'accord concernant les exportations de charbon.

Date de constitution: 6 décembre 1934.

Durée: 3 ans.

Pays participants: Les bassins exportateurs britanniques et la convention charbonnière polonaise.

But de l'accord: Etablir une relation appropriée entre l'exportation anglaise et l'exportation maritime polonaise.

Clauses: L'accord prévoit le maintien d'une relation entre les prix du charbon exporté par les deux pays et la fixation de tonnage-programmes.

De plus, il est convenu que les parties agiront de concert pour tout ce qui concerne la conquête de nouveaux débouchés d'exportation.

Résultats: Cette convention a bénéficié de l'aide des gouvernements respectifs des adhérents.

Les prix moyens des charbons anglais et polonais à l'exportation ont augmenté, mais les exportations polonaises ont légèrement diminué en volume (1).

(1) Sur la possibilité d'une extension de cet accord à l'industrie européenne cf: André Duboscq: *Le Conflit contemporain des houillères européennes; perspectives d'entente*. Paris, 1935, Librairie Technique et Economique. Il faut noter en outre que les exportateurs polonais ont signé en 1936 un accord avec l'Union suédoise des importateurs de charbon, accord concernant le quantum des ventes polonaises sur le marché suédois.

N° 90. Gaz de ville.

Sources: *Statuts de l'Union Internationale de l'Industrie du Gaz.*

Compte rendu du 2me Congrès International de Zurich en septembre 1934.

Préliminaires:

La Convention que nous allons étudier ici est due principalement à l'initiative de l'Union Syndicale de France en 1930 et 1931. Un premier congrès s'est tenu à Londres en 1931.

Structure juridique:

Nom: Union Internationale de l'Industrie du Gaz.

Siège : Fixé par le président, c'est-à-dire en pratique tous les trois ans.

Administration: Un Congrès International se tient tous les trois ans. Le Conseil de l'Union et le Bureau sont réunis au moins une fois l'an, et des commissions techniques sont chargées de présenter des rapports.

Date de constitution: 25 novembre 1930, mais statuts votés le 2 juin 1931.

Durée: Indéterminée.

Pays participants : (chaque pays est représenté par « son organisation gazière la plus représentative »).

- Au début :** — American Gas Associations (Etats-Unis) ;
 — Association des Gaziers Belges (Belgique) ;
 — Deutscher Verein von Gas und Wasserfachmännern (Allemagne) ;
 — Federazione Nazionale Fascista delle Industrie Gas ed acquadotti (Italie) ;
 — Institution of Gas Engineers (Angleterre) ;

— Jugoslavenko Plinaresko i Vodovodnod Udruzenje (Yougoslavie);

— Oesterreichischer Verein von Gas und Wasserfachmännern (Autriche);

— Plynarenské a Vodarenské Sdpuzeni Ceskoslovenské (Tchécoslovaquie);

— Schweizerischer Verein von Gas und Wassefachmännern (Suisse);

— Svenska Gasverksforeningen (Suède);

— Union Syndicale de l'Industrie du Gaz en France.

— Vereeniging van Gasfabrikanten in Nederland (Hollande);

— Zrzeszenie Gasownikow i Wodociagowcow Polskich (Pologne).

— L'Espagne par l'intermédiaire de l'Union Syndicale Française.

Adhésion ultérieure: Canada.

Forme de la convention: Gentlemen's agreement.

Structure économique:

But: Favoriser les progrès de l'industrie du gaz aux points de vue technique et économique; c'est-à-dire essayer d'unifier l'interprétation des méthodes gazières, et faciliter les échanges de vue entre les techniciens des pays membres de l'Union. L'Union ne doit se constituer aucun avoir important.

Questions étudiées:

Rapports présentés aux congrès sur des sujets techniques, à Zurich en 1934, par exemple: Essai de garantie des appareils de fabrication du gaz. Coordination des méthodes d'essais des appareils d'utilisation. Méthodes de tarification, etc.

Les commissions étudient des sujets techniques variés.

Pourcentage contrôlé dans la production mondiale :

90 à 95 % (moins l'Australie et le Japon).

N° 91. Benzol.

Sources: *Agence économique* des 25 octobre 1929, 28 octobre 1929, 29 octobre 1929, 31 novembre 1929, 5 décembre 1929, 12 mars 1930.

Journée Industrielle des 28 octobre 1929, 30 octobre 1929.

Courrier des pétroles du 16 juin 1930.

Wirtschaftsdienst du 8 novembre 1929.

Magazin der Wirtschaft du 7 novembre 1929, N° 45, p. 1.704.

Journal des Usines à Gaz, du 20 janvier 1930, p. 41.

Enquête personnelle.

Statuts de la Conférence Internationale du Benzol.

Préliminaires:

Une première conférence internationale est tenue à Paris en 1929, grâce à l'initiative de l'Union des producteurs de Benzol en France.

Structure juridique:

Nom: Conférence Internationale des Producteurs de Benzol.

Administration: Secrétariat permanent à Paris. — Comité exécutif réuni au moins une fois l'an. — Réunion plénière tenue au moins une fois tous les deux ans.

Date de constitution: 29 octobre 1929.

Durée: Indéterminée.

Pays participants:

Au début: Groupements nationaux, à défaut producteurs individuels d'Allemagne, d'Angleterre, de Belgique, d'Espagne, de France, de Hollande, d'Italie, de Pologne, de Sarre, de Tchécoslovaquie.

Adhésions ultérieures: Australie, Hongrie.

Forme de la convention: Gentlemen's agreement.

Structure économique:

But de la convention: 1° Normaliser la qualité des benzols

et homologues ainsi que de leurs mélanges avec d'autres constituants.

2° Développer l'usage des benzols et des mélanges à base de benzol.

3° Rechercher et développer d'autres possibilités d'emploi des benzols et améliorer la qualité des produits.

4° Adopter pour l'essai des benzols des méthodes types internationales.

5° Faciliter, si c'est nécessaire, les échanges de benzols entre les divers pays du Continent européen (clause théorique: les échanges de benzol dépendent, en effet des conditions législatives et fiscales des pays intéressés).

6° Coordonner la publicité et la propagande (échange de matériaux de publicité et propagande).

7° Rechercher tous renseignements intéressant les industries des benzols, en particulier ceux relatifs au marché de ces produits, et répandre, à intervalles réguliers, parmi les membres, les informations recueillies.

Activité de la Conférence. — Des Commissions de spécialistes ont été constituées pour coordonner les études scientifiques des divers pays.

Les résolutions sont adoptées à la majorité, chaque pays ayant droit à une voix.

Exemple: Munich 3 septembre 1934: Résolution pour l'adoption des méthodes allemandes et françaises pour les essais de benzol moteur et méthode colorimétrique anglaise lorsqu'il faut définir le terme « incolore ».

— Méthode de détermination du soufre total corrosif à l'état d'hydrogène sulfuré, d'anydride sulfureux.

— Méthode de détermination du dosage du soufre à l'état de tiophène.

Bruxelles 1932 : Résolution concernant l'appareillage et

les méthodes de contrôle de la qualité commerciale du benzol au point de vue des gommes.

La conférence n'a donc adopté que des résolutions exclusivement techniques.

— Pourcentage contrôlé dans la production mondiale (moins les Etats-Unis) : 90 %.

N° 92. Goudron.

Sources : Enquête personnelle.

Statuts de la Conférence Internationale du goudron.

Préliminaires : des relations Franco-Allemandes entre les industries intéressées ont préparé le terrain pour cet accord.

Structure juridique :

Nom : Conférence Internationale du Goudron pour routes.

Administration : 1°) Secrétariat dont le siège fut d'abord à Londres (deux ans), puis à Essen (deux ans); il est actuellement maintenu à Essen à la demande de la France qui devait en assumer la charge.

2°) Comité exécutif réuni une fois l'an.

3°) Réunion Plénière tenue en général tous les ans, (la 8ème conférence a été tenue à Rome en 1935).

Date de constitution : 1931.

Durée : Indéterminée.

Pays participants:

Au début : Groupements nationaux, à défaut producteurs individuels d'Allemagne, Angleterre, Belgique, France, Hollande, Italie, Sarre, Suisse.

Ultérieurement : Espagne, Pologne, Tchécoslovaquie.

Structure économique:

But : 1°) Normaliser la qualité des goudrons et homologues, ainsi que de leurs mélanges avec d'autres constituants.

2°) Développer l'usage des goudrons et des mélanges à base de goudron.

3°) Adopter pour l'essai des goudrons des méthodes types internationales.

4°) Coordonner la propagande.

Activité de la Conférence :

Elle a assuré des progrès techniques et scientifiques dans l'industrie du Goudron.

Les administrations des pays intéressés prennent part aux réunions.

CHAPITRE IX.

LES ENTENTES INTERNATIONALES DANS L'INDUSTRIE DES GLACES ET DU VERRE

Les conditions de la technique industrielle dans l'industrie des Glaces et du Verre étaient favorables à une concentration économique et financière très poussée, concentration qui s'est en effet manifestée de bonne heure : Appareillage coûteux, main-d'œuvre très spécialisée, fabrication sur la base de brevets exclusifs, capacité de production supérieure à la consommation, telles sont les difficultés que les entreprises ont à surmonter. Il fallait s'entendre pour y parvenir. De là sont nés les accords suivants :

N° 93. Glaces.

Sources: *De Leener: L'Organisation Syndicale des Chefs d'Industrie.*

Journal Officiel, du 14 novembre 1929 : Débats Parlementaires, p. 3.314.

Revue Economique Internationale, du 1er janvier 1930.
Ch. Frerichs: « L'Entente entre les producteurs dans l'industrie européenne des glaces polies. »

Préliminaires:

L'origine des Ententes internationales dans l'industrie des glaces est très ancienne. Dès 1879, la tendance vers une en-

tente entre les producteurs se précise sur le plan international. Le Syndicat des Glaceries Belges contracte des conventions avec des usines étrangères.

Une autre organisation marquante apparaît en mars 1900. Un Syndicat International comportant une entente sur les prix est fondé, mais il disparaît fin janvier 1901.

La période 1901-1904 est une période de compétition entre les producteurs ; l'industrie des glaces traverse une crise générale.

Les conditions économiques de l'industrie des glaces sont en effet particulières : l'outillage est très coûteux et le capital immobilisé très long à amortir ; l'industrie exige en outre une main-d'œuvre très spécialisée, difficile à remplacer.

C'est pour atténuer les conséquences d'une concurrence meurtrière, dont la période de lutte avait, une fois de plus, marqué la gravité, que fût fondée, le 17 août 1904 la Convention Internationale des Glaceries.

Structure juridique:

Nom : Convention Internationale des Glaceries.

Siège : Bruxelles.

Administration : Elle est assurée par un Comité Central, chargé de la direction effective de la Convention, et une Assemblée Générale. Aux termes de l'acte constitutif, cette dernière est seule compétente pour régulariser la production, augmenter l'outillage, s'entendre avec les producteurs dissidents et suspendre momentanément ou résilier la convention.

Date de constitution : 17 Août 1904.

Durée : 5 ans.

Renouvellements : Le 18 juin 1908 pour 5 ans, puis le 18 juin 1914 pour 10 ans. Après la guerre, un remaniement eut

lieu le 24 mars 1921, puis une prorogation jusqu'au 31 décembre 1930. Enfin, le 26 avril 1927, la convention est prorogée par anticipation jusqu'au 31 décembre 1960. Remarque est faite que la Convention Internationale des Glaceries a traversé la guerre. Elle bénéficia du § b de l'article 299 du Traité de Versailles relatif à l'exception de l'annulation des contrats entre ex-ennemis.

Pays participants :

Au début : Belgique, Allemagne, France, Hollande, Autriche et Italie.

Ultérieurement : Espagne, Tchécoslovaquie, à la place d'Autriche.

A l'origine, dix-huit entreprises faisaient partie de la Convention Internationale des Glaceries.

Actuellement, par suite de l'admission de nouveaux adhérents, des fusions et de la tendance à la concentration, ce nombre est réduit à 14.

Forme de la convention : Contrat d'Association.

Structure économique :

But : Primitivement, le but était d'éviter l'accumulation des stocks en cherchant à équilibrer la production avec la vente. Actuellement, il est devenu plus complexe : il comporte la fixation des prix et la réglementation des ventes qui se font par l'intermédiaire de comptoirs de vente communs dans chacun des pays producteurs.

Clauses : 1°) Dès 1904, la convention primitive prévoit que chaque adhérent devrait fournir des renseignements statistiques sur ses ventes et sa production, afin de permettre à l'Assemblée Générale de prendre les mesures nécessaires pour atteindre l'équilibre. Pour l'obtenir, une grande souplesse était laissée par l'acte constitutif. Le mécanisme était le suivant : un inventaire des appareils de doucissage

et de polissage avait été dressé et le contrôle de leur durée de marche était effectué périodiquement. Pour éviter l'accroissement des stocks, l'Assemblée Générale fixait trimestriellement le nombre de jours de chômage des appareils.

2°) En 1906, un nouvel accord prévoit l'interdiction d'installer ou de commander de nouveaux appareils et la possibilité de régler les prix et les conditions de vente.

3°) En 1913, l'Union Continentale Commerciale des Glaceries à Bruxelles est constituée par toutes les Sociétés (sauf 3) pour la vente sur tous les marchés des produits de tous les associés à l'exception des marchés allemand, français et austro-hongrois, sur lesquels les ventes des Usines indigènes étaient faites par les comptoirs nationaux.

4°) Le 24 mars 1921 un droit de vente est attribué à chaque fabricant des groupes producteurs nationaux sur chacun des marchés nationaux et à l'exportation, sur la base de la période d'avant-guerre. Le contrôle du nombre et de l'importance des appareils est maintenu. Un contingent trimestriel en mètres carrés est attribué à chaque groupe national qui le répartit entre ses Usines. La vente en commun par les comptoirs nationaux est obligatoire. Sur chacun des marchés, le Comptoir dont les ventes y sont les plus importantes est chargé de fixer les prix et les conditions de vente. C'est le gérant du marché. Le même accord prévoit pour chaque adhérent un « magasin maximum ».

Arbitrage : L'arbitrage est prévu pour régler les litiges entre les participants :

Le Conseil d'Arbitrage Permanent était composé primitivement de :

- un arbitre pour le Comptoir Français,
- un arbitre pour le Verein Allemand,
- un arbitre pour le Comité Belge de vente et d'exportation.

Il est actuellement formé de deux arbitres désignés par les parties en cause, la Convention Internationale des Glaceries et l'un de ses adhérents. Ces deux arbitres désignent le troisième.

Résultats:

Pourcentage contrôlé dans la production mondiale :

D'après De Leener en 1904: $\frac{1}{4}$ de la production mondiale, mais $\frac{9}{10}$ des ventes à l'exportation, c'est-à-dire des ventes en dehors des pays producteurs.

Le développement considérable de la production des Etats-Unis a modifié la position relative des producteurs des différents continents.

Actuellement, la Convention Internationale des Glaceries contrôle 80 % de la production européenne .

La convention a assuré la stabilité des prix et par là la suppression de la spéculation.

Elle a suivi une politique pacifique à l'égard des producteurs non membres de la Convention.

Elle a régularisé les échanges.

Elle s'est entendue avec la Compagnie Internationale pour la Fabrication Mécanique du verre et ses filiales, qui ont mis en application des ateliers de douci-polissage de verre étiré épais.

Elle a permis des progrès techniques, notamment l'emploi du stracou et de l'appareil continu de douci-polissage, ainsi que du procédé Fourcault pour la fabrication du verre étiré de plus 4 mm.

« L'équilibre de la production avec les ventes des organismes commerciaux de la Convention, base solide de l'entente, est toujours atteint avec des écarts très faibles ; cette importante question purement intérieure a donc trouvé une solution parfaite. » (Frerichs).

N° 94. Verres à vitre.

Source: *Enquête personnelle.*

En ce qui concerne les verres à vitres, il n'y a pas à proprement parler d'Entente Internationale. Mais une certaine collaboration entre les industries des différents pays est assurée par des échanges d'administrateurs et des participations financières.

Les entreprises qui fabriquent le verre à vitre sont du reste liées entre elles par une autre fabrication : les Glaces et, par conséquent, par le Comité International des Glaceries.

Les principales fabriques de verre à vitre sont très concentrées dans les différents pays et l'on se trouve en face des groupes suivants :

— pour la France : Le Comptoir Général de Vente de Verres à Vitres Français, groupant la production des Usines de la Société Franco-Belge pour la fabrication mécanique du verre « Libbey Owens »; de la Société l'Industrie Mécanique du Verre d'Aniche, l'une et l'autre contrôlées par Boussois; et de la Société Anonyme des Verreries et Manufacture de Glaces d'Aniche.

— pour la Belgique : le Groupe Glaver (contrôlé par Boussois) et l'Union des Verreries Mécaniques Belges (contrôlée par Saint-Gobain).

— pour l'Allemagne : par Delog et Detag qui suivent aussi une politique commune et sont contrôlées également par Saint-Gobain et Boussois.

— pour l'Italie : par U. V. I. (contrôlé par Saint-Gobain.)

— pour la Tchécoslovaquie : par Vitréa.

Un consortium d'exportation fut tenté en 1932 et 1934 par l'industrie Tchécoslovaque et l'Industrie Belge. C'est la Convention de Marienbad qui prévoyait un bureau de vente en commun à Bruxelles « Verinter », et répartissait les

marchés d'exportation au moyen de quotes-parts. Cette convention paraît à l'heure actuelle suspendue, bien que les adhérents continuent à se réunir périodiquement.

N° 95. Verres de lunettes.

Source: *Enquête personnelle.*

Nom : « Accord International pour la vente en France des Verres extra-blancs de Lunetterie » A. C. C. I. V. E. L.

Assemblées : Les réunions ont lieu, en principe, mensuellement, ou plus souvent si cela est nécessaire à l'endroit où le Président les convoque.

Date de constitution : Première Entente : 3 Février 1932.
Deuxième Entente : 25 octobre 1934 pour application à dater du 1er Janvier 1935.

Durée : Un an.

Renouvellements : L'entente est renouvelable par tacite reconduction pour des périodes équivalentes, si elle n'est pas dénoncée par l'une des parties au moins trois mois avant la date d'expiration de chaque période.

Toutefois un changement dans les situations respectives par suite de mesures gouvernementales serait un cas de résiliation pure et simple.

Pays participants: La France, l'Allemagne, la Tchécoslovaquie.

Forme de la convention: Gentlemen's agreement.

Arbitrage : Les difficultés pouvant se produire font l'objet d'une expertise amiable par l'intermédiaire de deux experts choisis par l'une et l'autre parties en litige, qui pourront désigner un tiers arbitre pour les départager si l'accord ne pouvait être réalisé.

But : Répartir la consommation et la vente sur le marché

français de Verres de Lunetterie ; les prix de vente étant fixés d'un commun accord entre les trois Sociétés.

Résultats:

Depuis la constitution de l' « ACCIVEL », la cohésion entre les trois vendeurs a permis de déjouer des manœuvres qui ne manquaient pas autrefois de faire jouer les industries les unes contre les autres.

* N° 96. Verre de bouteilles.

Sources : *Bulletin Quotidien*, du 16 Janvier 1928.

Européen, du 20 Mai 1931.

Temps, du 12 Mai 1931.

Un cartel des Verres de Bouteilles aurait été constitué en 1907 et renouvelé en 1921 entre l'Allemagne, la France, l'Autriche, les Pays Scandinaves, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, et les Pays-Bas.

* N° 97. Bouteilles.

Sources : *Frankfurter Zeitung*, des 2 Avril 1930, 13 Avril 1930.

Journée Industrielle, du 2 Avril 1930.

Agence Economique et Financière, du 31 Mars 1930.

Un Comptoir International de Vente de Bouteilles (Internationales Flaschen Verkaufs Kontor GmbH) dont le siège serait à Dusseldorf, aurait été constitué en 1929 par l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Roumanie, la Yougoslavie, les Pays-Bas, la Pologne, la Tchécoslovaquie, Danzig, sous la forme d'une société à responsabilité limitée.

La durée prévue est de 10 ans, avec faculté de prolonger.

gation de cinq autres années, ou de résiliation anticipée un an avant l'expiration prévue, si la majorité des 2/3 l'exige, dans le cas où l'exportation des producteurs non syndiqués dépasserait de 10 % l'exportation des producteurs syndiqués.

L'Accord garantit la protection territoriale à ses adhérents, et prévoit la vente en commun pour tous les pays, sauf l'Italie. Une clause spéciale permet les exportations hollandaises des *Hollandische Vereenigte Glasfabrieken* sur le marché Belge.

* N° 98. Verrerie.

Source : *Bulletin de Presse de Berlin*, des 30 Avril et 25 Avril 1934.

En avril 1934 aurait été conclu entre l'Allemagne et la Tchécoslovaquie un accord de prix pour l'exportation des appareils d'éclairage en verre sur les marchés Belges, Hollandais et Italiens. Cet accord pourra être étendu à d'autres produits.

* N° 99. Gobeletterie.

Sources : *Vossische Zeitung*, du 20 Janvier 1932.

Chimie et Industrie, de Janvier 1933.

Agence Economique et Financière.

Temps, du 12 Mai 1931.

Des accords seraient intervenus le 18 janvier 1932 et auraient été renouvelés en Décembre 1932 pour l'année 1933 entre la France, la Belgique, la Tchécoslovaquie, l'Autriche et l'Allemagne, ayant pour but le contingent de l'importa-

tion en France de Gobeletterie, de Verrerie de Laboratoire, de Lunetterie, de Bouteilles, de Verres de Montres, sur la base moyenne 1927-1928-1929.

D'autre part, une entente concernant la Verrerie de Table grouperait les pays de l'Europe Centrale.

CHAPITRE X.

ENTENTES DIVERSES

Nous avons réuni dans ce Chapitre toutes les Ententes Economiques Internationales relatives à des produits très divers, et qu'il était difficile de classer par affinité industrielle, par origine de la matière première, ou selon tout autre critère économique.

Dans quelle catégorie industrielle, par exemple, pourrait-on classer rationnellement le trust des Allumettes, les accords concernant le Cinéma parlant ou le cartel du Lino-leum ?

Plutôt que de les faire arbitrairement rentrer dans telle ou telle « famille » ou « espèce », il semble préférable de présenter ces conventions, disparates par l'objet auquel elles s'appliquent, séparément, par ordre alphabétique : c'est le mode d'énumération que nous avons adopté ici.

N° 100. Allumettes.

Sources : *Temps*, du 12 mai 1931.

France Alimentation, de mars 1936.

Fumeurs, de mars 1936.

Marcel Rives : le Monopole des Allumettes en France, Paris. Les Presses universitaires.

Enquête personnelle.

Origine du Trust des Allumettes :

Pour comprendre l'importance internationale de la Svenska Tandsticks Aktie Bolaget (S. T. A. B.) il faut tout d'abord rappeler l'origine de ce trust, lorsqu'il n'intéressait encore que l'industrie suédoise.

La production suédoise d'allumettes a pris un grand développement dès 1870 : c'est vers 1872 que la première machine continue, inventée par Lagerman, fut mise en activité. Cette machine, qui resta la propriété exclusive des usines suédoises, leur assurait un rendement et une qualité supérieurs, et permit à l'industrie suédoise de se développer sur une large échelle.

Un premier essai de concentration des fabriques suédoises fut réalisé en 1905 par un commerçant suédois, Löwenadler, établi à Londres ; mais, une vingtaine d'usines restèrent en dehors de ce mouvement de centralisation. Certaines de ces usines dissidentes étaient du reste exploitées à perte, et les banques suédoises qui possédaient sur elles des créances demandèrent à Ivar Kreuger de les réorganiser. Après leur réorganisation, ces entreprises furent fusionnées par Kreuger avec le premier trust constitué par Löwenadler.

La S. T. A. B. était née. Mais son activité de contrôle international ne commence vraiment qu'en 1919. Il faut ouvrir ici une parenthèse et insister sur le rôle joué par la personnalité d'Ivar Kreuger et par l'opinion qu'il avait à cette époque de l'avenir du commerce international. Kreuger, loin de croire, comme beaucoup, que la liberté internationale des échanges de l'avant-guerre serait de nouveau la règle après la guerre, était au contraire persuadé que pour protéger les industries renaissantes, pour parer au déséquilibre entre la production et la consommation, les gouvernements fermeraient les frontières par des barrières douanières.

res, et qu'au libre échange succéderait le nationalisme économique.

C'est en partant de cette conception prophétique que Kreuger a conçu le rôle de la S. T. A. B. Les exportations des allumettes suédoises s'avéraient difficiles, puisque les mesures douanières jügulaient le commerce international. Pour profiter de l'avantage que lui conféraient son organisation de vente, ses qualités supérieures et son prix de revient inférieur aux prix de revient des autres entreprises, la S. T. A. B. n'avait qu'un moyen : posséder des usines dans chaque pays, usines qui participeraient aux économies réalisées grâce à la perfection des machines suédoises et à la concentration commerciale et financière obtenue par la S. T. A. B.

Et c'est ainsi, qu'en 1919, la S. T. A. B. achète secrètement, une fabrique belge, quelques fabriques hollandaises, une fabrique norvégienne, une fabrique danoise, et en 1920 une fabrique suisse.

Mais il ne faut pas oublier que la fabrication et le commerce des allumettes constituent dans beaucoup de pays des monopoles d'Etat. Dans ces pays, Kreuger allait tâcher d'obtenir la cession du monopole.

Structure Financière de la S. T. A. B. :

Pour acheter les fabriques ou se faire adjudger les concessions de monopoles, la S. T. A. B. devait se procurer des capitaux importants. Elle se fit ouvrir des crédits en Angleterre ; mais l'émission des valeurs de la S. T. A. B. était entravée par le fait que la loi suédoise fixe à 30 % le maximum des voix étrangères dans les sociétés suédoises. Pour tourner cette disposition, la S. T. A. B. émit des actions B qui ne conféraient à chaque porteur qu'un millième de voix aux assemblées générales.

Et comme ces mesures étaient encore insuffisantes, la

S. T. A. B. fonde aux Etats-Unis, l'International Match Cn, holding financière qui procédait aux émissions et devait en principe participer pour 50 % à la gestion de tous les monopoles acquis par la S. T. A. B.

Sur le krach financier de 1932, nous n'insisterons pas davantage, car son étude sortirait de l'objet de notre enquête. Il suffit de noter qu'à la suite d'accords passés avec les Sociétés intéressées, la S. T. A. B. opérait une réduction de capital de 75 % et s'engageait à amortir ses dettes selon une cadence déterminée. Cette période d'amortissement des engagements ne doit pas dépasser dix ans.

En ce qui concerne l'International Match Cn, un règlement est intervenu au début de 1936, entre les liquidateurs de cette société et la S. T. A. B. ; la S. T. A. B. doit acheter tous les biens possédés par l'International Match Cn en Europe (sauf le Monopole turc) et aux Philippines, à concurrence d'une redevance de 8.500.000 \$ en espèces et 900.000 actions de la S. T. A. B. qui seront réparties aux porteurs des actions de l'International Match Cn.

Structure Juridique de la S. T. A. B. :

La S. T. A. B. est une société anonyme suédoise dont le siège est à Jönköping. Dans tous les pays où elle est intéressée, la S. T. A. B. a constitué une ou plusieurs sociétés locales.

Structure Economique de la S. T. A. B. :

La S. T. A. B. contrôle probablement à l'heure actuelle 70 % environ de la production mondiale d'Allumettes, et environ 90 % des exportations mondiales.

Pour assurer ce contrôle, la S. T. A. B. :

1°) Possède ou contrôle entièrement des usines dans certains pays :

— en *Belgique* : (« Fabriques Belges d'Allumettes, l'Union Allumettière »). La S. T. A. B. possède la majorité des fabriques. En 1920-21, elle avait acheté la totalité des usines, mais de nouvelles sociétés se sont créées.

— en *Algérie* : La S. T. A. B. contrôle l'unique fabrique allumettière.

— aux *Philippines* : suivant accord du début de 1936, la S. T. A. B. reprend les fabriques appartenant à l'International Match Cn.

— aux *Indes Britanniques* : après une lutte entre la S. T. A. B. et les producteurs japonais, puis de droits prohibitifs mis à l'entrée des importations aux Indes, la S. T. A. B. construit des fabriques.

— en *Italie* : la production est contrôlée par un monopole d'Etat très souple concernant non la production, mais la vente. La S. T. A. B. y possède quelques petites usines.

— au *Japon* : la S. T. A. B. a acheté des usines dès 1923 pour lutter contre la concurrence japonaise (les conditions de fabrication sont tout autres au Japon qu'en Suède : alors que la fabrication suédoise est exclusivement mécanique, la fabrication japonaise est en grande partie manuelle : les Japonais ont même baptisé une de leurs îles « Sweden » pour que les allumettes qui y sont fabriquées portent la marque « made in Sweden ».).

— en *Chine* : à côté d'une grande majorité d'usines chinoises, la S. T. A. B. possède cependant quelques fabriques.

— en *Mandchourie* : la S. T. A. B. possède la majorité des fabriques.

— aux *Etats-Unis* : l'International Match Corporation contrôle la Federal Match Cn (mais elle n'a jamais essayé

d'acquérir le contrôle du marché américain à cause du Sherman Act.). La S. T. A. B. n'a pas d'intérêts dans ce pays.

2°) D'autre part, la S. T. A. B. possède des participations financières, directement ou indirectement, dans un grand nombre de Sociétés Allumettières des pays suivants :

Argentine.

Grande-Bretagne : La S. T. A. B. est intéressée dans la British Match Cn (Fusion Bryant et May et Masters).

Brésil : Participation indirecte par la British Match Cn.

Canada : Participation indirecte avant 1932.

Chili : la S. T. A. B. a une participation financière dans la Compania Chilena de Fosforos.

Danemark.

Australie : Participation indirecte par la British Match Cn.

Finlande.

Portugal.

Suisse.

Hollande.

Norvège.

3°) Enfin, la S. I. A. B. a acquis le monopole de l'exploitation industrielle et commerciale de l'industrie des Allumettes dans les pays suivants, la plupart du temps contre un emprunt consenti à l'Etat par la S. T. A. B., ou des redevances annuelles, quelquefois l'un et l'autre.

Bolivie : le 8 mai 1930 pour 20 ans.

Danzig : le 24 février 1930 pour 35 ans.

Esthonie, en 1928 pour 28 ans.

Equateur : en novembre 1927 pour 25 ans.

Yougoslavie : le 30 octobre 1928 pour 30 ans.

Lettonie : le 23 novembre 1928 pour 35 ans.

Lithuanie : le 12 avril 1930 pour 35 ans.

Pérou : le monopole consenti le 26 novembre 1925 a été résilié à la mort de Kreuger.

Pologne : le monopole du 19 septembre 1925 a été modifié par une nouvelle convention le 17 novembre 1930 pour 35 ans.

Roumanie : le 2 février 1929 pour 30 ans. Ce contrat a été modifié dans ses clauses financières en 1935.

Allemagne : le 26 octobre 1929 pour 32 ans ; ce monopole, acquis par Kreuger pour 125 millions de dollars, devait précipiter la « crise de liquidité » qui est à la base du krach.

Hongrie : le 16 mai 1928 pour 50 ans.

4°) A ces achats de fabriques, à ces concessions de monopoles et à ces participations financières directes ou indirectes, il faut ajouter :

a) d'une part le fait que la S. T. A. B. a toujours eu une attitude de collaboration amicale vis-à-vis de la Société Solo, qui contrôle la fabrication allumettière de Tchécoslovaquie et d'Autriche.

b) d'autre part, le contrat assez particulier qui relie la France à la S. T. A. B. A la suite de l'échec de l'amodiation du monopole français par la S. T. A. B. en 1927 (sous le ministère Poincaré, cf. J. Officiel, Débats Parlementaires, séances des 28 mai 1927 au 10 juin 1927) la S. T. A. B. a cependant conclu des accords particuliers concernant les importations en France d'Allumettes suédoises de luxe, de tiges d'allumettes, de machines, avec comme contre-partie l'obligation d'exporter des allumettes françaises à l'étranger, à raison de 130 allumettes françaises à exporter pour 100 allumettes suédoises de luxe importées en France.

D'autre part, la S. T. A. B. est intéressée dans le commerce des allumettes en France par le mécanisme suivant. Les allumettes sont produites par la régie d'Etat, qui les

revend à des grossistes. Or l'une des Sociétés grossistes les plus importantes appartient à la S. T. A. B.

***N° 101. Articles tressés.**

Source : *Européen*, du 20 mai 1931.

Une fédération du commerce des articles tressés, dont le siège est à Berlin, et qui date de 1927, réunirait les producteurs Allemands, Français et Suisses, dans le but de régler les conditions de vente et d'achat d'articles tressés et d'organiser la vente aux fabricants de chapeaux.

***N° 102. Bouchons.**

Source : Costa, op. cit., pages 281 et 52.

Un contrôle des manufactures de bouchons serait effectué depuis 1928 par l'intermédiaire de la Crown Cork International Cn, dont le siège est aux Etats-Unis et qui grouperait les fabricants des Etats-Unis, du Canada, du Brésil, de l'Angleterre, de l'Espagne, de la Belgique, de la France et de l'Allemagne.

N° 103. Boutons pressions (à coudre).

Sources: Costa, page 276, op. cit.

Européen, du 20 mai 1931.

Enquête personnelle.

Préliminaires:

(Cette convention paraît devoir se confondre avec celle mentionnée par différents auteurs sous le nom de Convention des Boutons Métalliques.).

Une première tentative d'entente internationale fut réalisée dans le courant de 1927 sous la forme d'un gentlemen's

agreement. Cet accord fut ensuite confirmé par la convention suivante :

Structure juridique:

Nom: Internationaler Druckknopfverband.

Siège : (du secrétariat) Berlin.

Administration : Elle est assurée d'une part par un secrétariat permanent ; d'autre part par des réunions de délégués des organisations adhérentes, chaque fois que le besoin s'en fait sentir.

Date de constitution : 1929.

Durée : 3 ans.

Renouvellements : En principe, les renouvellements se font d'office par tacite reconduction. En pratique, ils ont donné lieu à la conclusion d'accords portant modification ou précision supplémentaire à l'accord primitif.

Pays participants :

1) D'une part, les organisations nationales de producteurs allemands, tchécoslovaques et autrichiens, ont conclu entre eux une convention de base.

2) D'autre part, ce groupe des trois pays signe une entente avec l'organisation des Producteurs Français.

Forme : Contrats écrits très détaillés.

Arbitrage : En principe, les litiges entre adhérents sont soumis à des arbitres choisis par les parties ; à défaut, et depuis 1935, il semble que le Tribunal Fédéral Suisse soit compétent.

Pénalités : En principe, le secrétariat de Berlin a tout pouvoir pour effectuer des enquêtes auprès des adhérents et fixer des pénalités pour les infractions constatées. En pratique, il ne paraît pas que des sanctions pécuniaires aient jamais été appliquées.

Structure économique:

But : Assurer le maintien des cours sur les marchés d'exportation.

Clauses : 1°) Réserve du marché national aux producteurs nationaux pour les pays membres de la Convention.

2°) Sur les marchés d'exportation, il n'y a pas de répartition géographique ni quantitative des livraisons entre les adhérents, mais simplement convention de prix.

Ces prix sont fixés pour chaque marché eu égard à sa situation économique et à la concurrence des producteurs dissidents.

Résultats:**Pourcentage contrôlé dans la production européenne:**

En 1930 ce pourcentage s'élevait à 90 %. Depuis, de nouvelles usines ont été établies, notamment en Suède et en Grande-Bretagne, et le pourcentage n'est plus que de 70 % environ (au minimum).

L'accord a pratiquement atteint son but qui était de maintenir les cours à l'exportation, et d'assurer à la production des prix de vente rémunérateurs.

Les pays adhérents à la convention sont en concurrence sur les marchés d'exportation avec les producteurs japonais, principalement sur les marchés d'Extrême-Orient.

N° 104. Corozo (Boutons de.)

Sources : *Européen*, du 5 mai 1931.

Enquête personnelle en 1935-1936.

Préliminaires :

Sur le marché du bouton de Corozo existe un déséquilibre endémique entre la production et la consommation, déséquilibre né notamment après la guerre, car la destruction des

usines dans les régions envahies a entraîné l'insuffisance de la production, et, par suite, des hauts prix et de gros bénéfices. D'où construction de nouvelles usines et surproduction qui entraîne l'effondrement des prix.

Un essai d'entente a d'abord été réalisé sous la forme d'accords préliminaires de prix, mais ces conventions n'ont pas été respectées en pratique.

Structure juridique:

Administration : 1°) Comité directeur de huit membres.

2°) Réception et contrôle des déclarations par l'Union Industrielle, société anonyme à Paris.

3°) Coopérative du bouton de corozo C. B. C.

Date de constitution : 15 Février 1934.

Durée : Jusqu'au 15 mars 1936.

Renouvellements: Exprès pour cinq ans jusqu'au 15 mars 1941. L'entente sera renouvelée postérieurement par tacite reconduction.

Pays participants : La presque totalité des producteurs français et la Corporation fasciste italienne.

Forme : Accords individuels signés par chaque producteur avec l'Union Industrielle sous la forme de contrats commerciaux soumis aux dispositions du Code de Commerce français.

Arbitrage : Non prévu. Juridiction des Tribunaux de la Seine. Il est prévu des pénalités pour fausses déclarations, d'un montant élevé et progressif en cas de récidive.

Structure économique:

But : Ajuster *mois par mois* la production française et l'importation italienne de boutons sur le marché français, à la consommation du dit marché français.

Clauses : 1°) Exportation libre sur les marchés étrangers.

2°) Le marché français est réparti en pourcentages basés sur des années-repères. Les ventes de chaque membre sont déclarées mensuellement à l'Union Industrielle ; et les avances et les retards mensuels donnent lieu à une compensation pécuniaire.

3°) Contrôle de la comptabilité et des déclarations par l'Union Industrielle.

4°) Création de la Coopérative du bouton de Corozo, bureau de vente pour l'écoulement des basses qualités sans perturbation du marché. (C. B. C.).

5°) Fonds de prévoyance géré par le Comité de Direction.

6°) Fixation de mercuriales des prix (en pratique, à titre indicatif seulement.).

Résultats:

Pourcentage contrôlé : Les producteurs adhérents fournissent 95 % du marché français.

Grâce à l'entente se trouve réalisée une stabilisation des prix, des salaires, des mouvements de main-d'œuvre.

Aucune baisse des salaires depuis l'accord de 1934. Au contraire les prix de vente ont été baissés deux fois depuis la mercuriale de 1934.

Le marché est contracté, mais sain ; cependant, on craint depuis quelques temps qu'une hausse de 40 % sur la matière première importée d'Amérique du Sud ne vienne perturber les cours.

*N° 105. Boutons de nacre.

Source : *Bulletin de Presse de Berlin*, du 18 Avril 1936. (D'après la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, du 17 Avril.).

Les producteurs et importateurs allemands de Boutons de Nacre et la Fédération Tchécoslovaque des producteurs de

boutons auraient conclu un accord d'une durée de 6 mois à partir du 1er Juin 1936, pour réglementer les prix de vente des boutons de Nacre importés de Tchécoslovaquie en Allemagne. Cet accord permettrait de réaliser une baisse de prix de 7 %.

***N° 106. Broderie.**

Un contrat d'exclusion (exclusivvertrag) réglerait les conditions de vente pour les broderies de Suisse et d'Allemagne.

Broderie en Vorarlberg.

Source : *Costa*, op. cit., page 279.

Une convention de prix datant de 1930 aurait été conclue par les fabricants suisses et autrichiens.

***N° 107. Chiffons.**

Sources : *Européen*, du 20 mai 1931.

Documents de la Chambre de Commerce Internationale.

Costa, op. cit., page 279.

Une fédération internationale du chiffon, groupant l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Angleterre, la Hollande, l'Italie, la Suisse, la Tchécoslovaquie et l'Autriche aurait été constituée en 1925. Son siège serait fixé à Bruxelles et son but serait la réglementation de l'exportation.

N° 108. Ciment.

Source : *Enquête personnelle*, 1935-1936.

Préliminaires :

Le marché international du ciment est organisé par un très

grand nombre de petites conventions fragmentaires dont l'objet est en général limité à la réglementation d'un seul marché ou d'un petit nombre de marchés.

Nous avons étudié plus particulièrement les ententes bilatérales signées par la France avec les pays limitrophes. On trouvera d'autre part un court résumé des informations de presse parues sur les autres accords. (cf. N° 109).

1er accord :

Date de constitution : 1936 (Cette convention remplace et modifie une Entente précédente qui expirait le 31 décembre 1935.)

Pays participants : France et Suisse.

But : Réglementation des exportations.

Clauses : Un tonnage d'exportation en France de 54.000 t. avait été attribué aux producteurs suisses (en fonction du coefficient d'activité des cimenteries de la zone-est de la France). Ce tonnage est ramené à 45.000 t. par le nouvel accord de 1936, et le droit de vente peut être racheté jusqu'à 50 % de ce tonnage, moyennant un prix forfaitaire à la tonne.

Les ventes françaises sont interdites en Suisse, sauf pour les fournitures de caractère international.

2ème accord :

Date de constitution : 1927 (Non renouvelé, mais de nouveaux pourparlers ont été engagés en 1936.)

Pays participants : Producteurs Belges et Français.

But : Réglementation des exportations.

Clauses : L'exportation belge en France est fixée à 100.000 tonnes par an. Aucune exportation française n'est autorisée en Belgique.

L'accord fixe un tonnage de livraison pour une maison Française sur le marché hollandais (contingent basé sur la situation acquise.).

3ème accord :

Date de constitution : 1927 (Possibilité de dénonciation avec préavis de 18 mois.).

Pays participants : Producteurs Français et Luxembourgeois.

But : Réglementation des exportations.

Clauses : Attribution de tonnages annuels de 25.000 tonnes à l'exportation luxembourgeoise en France, et de 5.500 tonnes à l'exportation française (Est de la France) en Luxembourg.

4ème accord :

Date et durée : Une première entente a été dissoute à la fin de 1934. Puis, après une période de concurrence, un nouvel accord est signé en 1936.

Pays participants : Producteurs Français (en pratique, producteurs d'Alsace et Lorraine) et Allemands.

But : Réglementation des exportations.

Clauses : 1°) Accord ayant expiré en 1934: un droit de livraison annuel en Allemagne de 100.000 tonnes, puis 60.000 tonnes est attribué à la France. Avant le plébiscite, le droit de livraison de la France (Alsace-Lorraine) en Sarre était de 40 % des ventes totales du marché sarrois, et réciproquement le droit de livraison de la Sarre en France de 41.000 tonnes.

2°) Accord du début de 1936: Les marchés nationaux sont purement et simplement réservés aux producteurs nationaux. Cet accord devra être homologué par les producteurs intéressés.

*N° 103. Ciments.

Sources: *Vie Financière*, du 28 août 1928.

Européen, du 20 Mai 1931.

Agence Economique et Financière, du 7 Décembre 1928.

Bulletin de Presse de Berlin, des 20 Décembre 1932 et 8 Mars 1933.

Costa, op. cit., p. 271.

En plus des accords concernant le Ciment auxquels la France participe, et que nous avons étudiés sous le N° 108 (cf. supra) auraient existé ou existeraient à l'heure actuelle:

1°) Une entente entre les producteurs d'Allemagne, de Pologne, de Suède, de Norvège, de Danemark, conclue à la fin de 1927, et réglant les marchés du Nord de l'Europe, les marchés nationaux étant réservés en principe.

2°) Un accord entre l'Allemagne et la Belgique pour le partage des exportations sur le marché hollandais à raison de 50 % à chaque pays.

3°) Un accord entre l'Allemagne et la Suisse conclu en 1926 pour une réserve réciproque des marchés nationaux.

4°) Un syndicat international du Ciment pour la réglementation des exportations en Amérique du Sud. Cette convention, ayant son siège à Oslo et une organisation commune à Buenos-Ayres, groupait en 1929 l'Angleterre, l'Allemagne, la Suède, la Norvège et la Belgique.

5°) Une convention entre l'Allemagne et la Hollande pour régler la répartition des débouchés en 1932. De nouveaux pourparlers auraient eu lieu en décembre 1932, à Ymuiden, et un accord de prix serait intervenu en mars 1933.

6°) Une convention internationale concernant le ciment

d'Arbeste, conclue en 1930. Elle grouperait l'Angleterre, la Belgique, la Tchécoslovaquie, la France, les Pays-Bas, l'Autriche, l'Italie, la Hongrie, l'Espagne et la Suisse en vue d'une réglementation des exportations, de la standardisation des produits, et de l'institution d'un organisme commun de recherches en Suisse.

N° 110. Cinéma.

Sources: *Costa*, p. 13, 281 et sq., op. cit.

Enquête personnelle.

L'industrie du cinéma n'a pas donné lieu à la constitution de grandes ententes économiques internationales.

C'est qu'en effet, deux de ses stades : production des films et exploitation, sont essentiellement des industries locales. Le côté artistique et partant individuel de la production est nettement prépondérant. Quant à l'exploitation, elle est conditionnée par les goûts du public, les possibilités douanières d'importation de films étrangers, les conditions matérielles d'exploitation de chaque salle particulière.

Le stade intermédiaire, la distribution, ne donne pas davantage lieu à conventions internationales, car toutes les grandes maisons de distribution (la plupart américaines, d'autres allemandes, anglaises, etc...) ont chacune des filiales et succursales dans chaque pays : le principe chacun pour soi est la règle dans le domaine du cinéma.

Cependant il existe :

1°) des ententes très mal connues, entre les maisons productrices de pellicule vierge, soit d'une part Kodak et Dupont de Nemours (Etats-Unis), et d'autre part Kodak et Agfa (Allemagne). Ces conventions, plus ou moins secrètes,

paraîtraient être simplement des ententes pour le maintien des prix.

2°) des ententes concernant les appareils de reproductions de films.

Ces accords, conclus entre les années 1929 et 1930 ont les origines suivantes :

Il y a deux grands brevets de cinéma parlant : un brevet hollandais et un brevet américain.

Après de longues discussions, des conférences, des pourparlers entre les sociétés propriétaires de ces brevets, on arrive enfin en 1930 à un accord de partage des zones d'influence. En principe, les Etats-Unis se réservent le marché américain, et la Hollande le marché Européen, sauf paiement de redevances dans le cas contraire.

Remarque est faite du reste que cette règle souffre des exceptions ; par exemple, les deux sociétés brevetées se trouvent en concurrence sur le marché Français.

En dehors de ces deux catégories d'accords, et mise à part la question des participations financières, il ne semble pas exister d'autres ententes économiques internationales dans l'industrie du cinéma. Les accords cités par Costa⁽¹⁾ ou bien se confondent avec la convention de partage des débouchés que nous venons d'étudier, ou bien appartiennent simplement à la catégorie des contrats commerciaux ordinaires d'exploitation ou de distribution : (par ex. : l'accord entre la Promaetheus Russe et la Meschrabpomfilm allemande et l'accord entre la Terra film (Allemagne) et les United Artists (Etats-Unis) ; certaines de ces conventions ont du reste cessé de fonctionner.

(1) Costa, *op. cit.*, pages 281sq.

***N° 111. Cordes.**

Sources : *Européen*, du 20 mai 1931.

Costa, op. cit., p. 279.

Dossier de la Chambre de Commerce Internationale.

Une convention des fabricants de cordes aurait été conclue en 1920 entre l'Allemagne, la Suisse, la Suède, et le Danemark. Mise en vigueur le 1er janvier 1921, son siège est à Cologne et son but la réglementation des prix et des conditions de vente.

***N° 112. Crayons.**

Source : *Commercial Reports*, du 10 août 1931.

En 1931, l'A. W. Faber Castell-Bleistiftfabrik A. G., la Johan Faber A. G. (Allemagne) et la Koh-i-noor Bleistiftfabrik L. et C. Harmuth of Budweis (Tchécoslovaquie), qui contrôlent des Sociétés filiales en Pologne, en Roumanie, au Brésil, etc... ont constitué en Suisse une Holding C° au capital de 25.000.000 francs suisses. Cette fusion a pour objet, tout en maintenant une certaine indépendance à chaque compagnie, de rationaliser la production. et d'organiser la vente en commun. Les entreprises allemandes exporteraient 80 % de leur production, la production annuelle du groupe serait de 4.000.000 de grosses de toutes les sortes de crayon.

***N° 113. Cuirs et Peaux.**

Sources : *Dossiers de la Bibliothèque de la Chambre de Commerce Internationale :*

Temps, du 12 mai 1931.

Européen, du 20 mai 1931.

Costa, op. cit. p. 279.

D'une part, l'International Council of Hide Seller's Association, dont le siège est à Londres, groupe la Grande-Bretagne, la Belgique, la France, l'Allemagne et la Hollande.

D'autre part l'International Council of Tanners, fondé en 1926 groupe 22 pays en vue de la réglementation des exportations, la standardisation des procédés techniques, l'établissement de statistiques et d'une nomenclature internationale, et la stabilisation des prix.

Ces deux associations paraissent surtout des associations techniques.

***N° 114. Cycles** (Accessoires de cycles et d'automobiles).

Sources : *Européen*, du 20 mai 1931.

Dossiers de la Chambre de Commerce Internationale.

En mai 1928, aurait été créé le Comité International des « wholesalers » d'Accessoires de Cycles et de Moteurs. Cette association dont le siège est à Bienne, a pour but la coopération des diverses associations nationales du commerce de gros, la répression de la vente à vil prix, la reconnaissance par les fabricants de la profession de grossiste. Elle groupe l'Allemagne, la Tchécoslovaquie, le Danemark, la France, la Hollande, la Suisse, la Belgique, l'Angleterre, l'Autriche, la Finlande.

***N° 115. Diamants.**

Sources : *Le Soir*, de Bruxelles, du 18 septembre 1935.

L'Exportateur Français, du 26 septembre 1935.

La Fédération Belge des Bourses diamantaires et le cartel de l'Industrie diamantaire Allemande ont conclu le 8 août,

1935 un accord dont le but est le redressement de l'équilibre des salaires entre la Belgique et l'Allemagne. Selon les conditions de cet accord, le salaire des lapidaires allemands est relevé de 10 à 30 % (soit 3,57 à 9,75 frs belges).

***N° 116. Email et céramique.**

Sources : Bulletin Quotidien, du 16 janvier 1928.

Européen, du 20 mai 1931.

Costa, pages 276 et 277, op. cit.

Keramische Rundschau, du 3 décembre 1931

Industrie Chimique, d'octobre 1931.

Bulletin de Presse de Berlin, des 16 novembre 1931, 25 octobre 1932, 11 juillet 1935, 26 octobre 1935.

Un cartel des produits d'Email de l'Europe Centrale fondé en 1926, réunirait l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie, pour une réglementation commune des prix et des contingents de vente.

Il est difficile de savoir si l'entente de la vaisselle d'Email qui aurait été créée en 1927 entre la Pologne et la Tchécoslovaquie, est comprise dans le cartel précédent, ou constitue un contrat indépendant.

Au point de vue de la Porcelaine et de la Céramique, une convention signée à Karlsbad, le 13 novembre 1931 et renouvelée en octobre 1932 aurait été signée par les producteurs français, tchécoslovaques et allemands, et entérinée par les trois gouvernements respectifs sous forme d'avenant aux accords commerciaux.

Cet accord original assurerait aux importateurs en France des avantages douaniers moyennant une garantie de prix minima et de contingents maxima de vente.

En mars 1935, un accord italo-germano-tchèque, également entériné par les gouvernements, aurait fixé les impor-

tations allemandes et tchèques en Italie, et les prix de vente sur les marchés italiens.

Enfin, sous le nom d'Ostund Mitteleurop Porzellan-und-Glas-Union les négociants d'Allemagne, d'Autriche et de Tchécoslovaquie auraient conclu en 1929 un accord de prix concernant les ventes de Porcelaine.

*N° 117. Fourrures.

Source : *Frankfurter Zeitung*, du 16 Juillet 1930.

Une organisation internationale du commerce de la fourrure aurait été créée au cours des congrès internationaux de la fourrure. Son siège provisoire aurait été fixé à Leipzig. Son but est de constituer un comité international d'informations, et un comité provisoire pour l'organisation d'un centre de propagande de pelleterie. Cette organisation internationale aurait également en vue la réglementation internationale de l'arbitrage pour l'industrie des fourrures, la protection des créanciers, la rédaction d'une nomenclature douanière internationale.

Elle grouperait l'Argentine, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Allemagne, la Finlande, la France, l'Italie, la Norvège, la Hollande, l'Autriche, la Pologne, la Roumanie, la Suède, la Suisse, l'Espagne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, et les Etats-Unis.

D'autre part, d'après les Bulletins de Presse de Berlin, des 18 janvier 1935 et 16 avril 1935, un accord est intervenu entre l'Association d'Empire des négociants en fourrures de Leipzig et le Syndicat Russe des Pelleteries le 27 janvier 1933, pour une durée de 2 ans. Cet accord a été renouvelé le 27 mars 1935. Il fixe les livraisons des pelleteries russes

(45 % de matières premières et 55 % de produits finis) aux négociants allemands. La vente sera faite aux enchères et directement par un organe spécial, la Fürttransit Rauchwarenversteigerungs A. G. Cet accord bénéficie de l'appui des gouvernements intéressés et du concours des grandes banques allemandes.

*** N° 118. Gailleteries.**

Source : *Costa*, op. cit., pages 18 et 272.

Un accord datant de 1917 et conclu entre les producteurs français et belges, réglerait les prix sur les marchés de ces deux pays.

*** N° 119. Horlogerie.**

Sources : *Costa*, op. cit. page 281.

Bulletin de Presse de Berlin, du 14 novembre 1934, d'après le *Berliner Tageblatt*.

Une association internationale des horlogers, fondée en 1930 et groupant l'Allemagne, la Tchécoslovaquie, la Hollande, l'Italie, l'Autriche, la Suisse, les Pays Scandinaves et l'Espagne, réglerait la vente dans le but de réprimer la concurrence à vil prix.

Une autre convention, du 5 avril 1934, grouperait le Syndicat Allemand de l'Industrie des montres-bracelets de Pforzheim, et la Société Anonyme Suisse des Ebauches, en vue d'assainir le marché des ébauches. Par cette convention, les adhérents s'engagent à ne livrer les ébauches qu'aux maisons reconnues par le Syndicat Allemand, qui s'engagent à ne faire que transformer les ébauches sans les revendre à la clientèle. Des conditions de prix et de vente communes sont prévues.

N° 120. Linoléum.

Sources : *Information*, du 20 juillet 1928.

Tchernoff, p. 647, n° 376 op. cit.

Temps, du 12 mai 1931.

Capital, des 3 janvier 1929, 18 février 1929, 20 juillet 1929.

The Statists, du 3 janvier 1931.

Industrie und Händelzeitung, du 4 avril 1929.

Européen, du 20 mai 1931.

Agence Economique, du 1er mars 1929, 19 mars 1929.

Bulletin Quotidien, du 28 mars 1928.

S. D. N., *Questions économiques et financières*, 1930, II.
41. N° E. 614.

Enquête personnelle.

Préliminaires :

La concentration dans l'industrie du linoléum vient des conditions techniques de production ; les installations de nouvelles usines sont très coûteuses et la modification des modèles et dessins entraînant des frais très importants, il importe de fabriquer chaque type en grande quantité pour obtenir une rémunération raisonnable des capitaux investis.

Dès décembre 1911, une première convention réglant les prix et conditions de livraison est conclue par presque tous les producteurs européens, à l'exception de quelques usines anglaises et allemandes.

Après la guerre, on assiste à des concentrations très poussées. En Allemagne, cette concentration est presque complète : sur 7 usines existantes, six se réunissent en 1925 pour former les Deutsche Linoleum-Werke A. G. En Angleterre la concentration n'est que partielle, car, à côté des 2 grandes Holding Company : Barry Ostlere Shepherd Ltd et

Michael Nairn et C^o Ltd, subsistent des entreprises fort importantes (telles que Williamson) ; toutes ces Usines sont adhérentes à la British Association. En Amérique, même évolution. La plus importante concentration est la Armstrong C^o.

La presque totalité des Usines européennes ont renouvelé après la guerre la convention réglant les prix et les conditions de livraison.

Depuis 1928, le bon fonctionnement de cette convention est assuré d'une part par la British Association qui groupe les producteurs anglais, et, d'autre part, par l'*Union Continentale du Linoléum* qui groupe la plupart des producteurs du continent. Ce dernier groupement, en raison de son caractère international, mérite un examen particulier dans le cadre de cette étude.

Structure juridique:

Nom : Union Continentale du Linoléum.

Siège : Zurich.

Date de Constitution: Février 1928.

Durée : 50 ans.

Pays participants : Depuis 1928 :

Allemagne (Deutsche Linoleum Werke A. G.).

Suède (Linoléum Aktiebolaget Forshaga).

Suisse (Linoléum Aktien Gesellschaft Giubiasco).

Depuis 1929 :

Hollande (N. V. Nederlandsche Linoleumfabriek Krommenie).

France (Sté Anonyme Rémoise du Linoléum Sarlino, à laquelle s'est substituée, depuis 1932, la Société Industrielle Rémoise du Linoléum Sarlino. La Sarlino n'est pas liée par les accords dont il sera parlé ci-après, mais l'Union Continen-

tale du Linoléum est actionnaire majoritaire de la Sarlino comme des autres Sociétés).

Norvège (A. S. Victoria Linoléum Fabrik-Oslo).

Lithuanie (Libauer Linoleumwerke A. G.). (Ces deux Usines dépendent de la Linoleum Aktiebolaget Forshaga).

Autriche (Woellessdorfer Linoleum Werke GmbH). (Cette usine dépend de la Deutsche Linoleum Werke A. G.).

Forme de la convention :

Société Anonyme dont le capital primitif de 23 1/2 millions de francs suisses, fut porté en 1929 à 46 millions, puis ramené en 1934 à 23 millions de francs suisses; la Société est une pure Société Holding. La Holding détient la moitié du capital des Sociétés allemande, suédoise, suisse et hollandaise et les quatre Sociétés en question détiennent à leur tour une partie importante du capital de la Holding ; les actions possédées réciproquement ne bénéficient d'aucun dividende dans les répartitions.

Structure économique:

La Holding et les quatre Sociétés constituantes du trust sont liées par un contrat de communauté d'intérêts en vertu duquel un véritable pool est constitué entre ces Sociétés.

Les bénéfices sont répartis entre les Sociétés adhérentes au moyen du mécanisme suivant :

a) les résultats des bilans des diverses Sociétés sont mis en commun après les amortissements effectués par chaque Société.

b) les Sociétés touchent ensuite leur quote-part du bénéfice au prorata du capital-action en circulation.

Règlementation du marché :

Il n'y a pas d'attribution de quote-part de production à chaque adhérent. Les commandes sont réparties en tenant

compte exclusivement des besoins de la pratique. Le marché intérieur est réservé, en principe, à chaque usine nationale et cette attribution est d'ailleurs favorisée par la réglementation douanière en vigueur dans les pays intéressés.

La vente est assurée directement par les Membres eux-mêmes, mais en liaison étroite avec les services de vente des autres membres du trust ; la vente ne se fait qu'aux marchands et non directement aux consommateurs.

Les prix à l'exportation sont fixés d'accord avec l'Angleterre.

Résultats:

Le dividende distribué a été de :

15% pour 1929

5% pour 1930

0% pour 1931

0% pour 1932

6 % pour 1933 sur le capital réduit de 50 %.

8 % pour 1934

10% pour 1935

Pourcentage mondial contrôlé : en 1929, 25 %

Prix. Le trust pratique une politique de prix raisonnable. Les prix de vente ont été abaissés successivement depuis 1929 jusqu'en 1936 de 30 à 40 % dans les différents pays européens.

Production : A ce point de vue, l'action du trust est dans le sens de l'unification et de l'amélioration de la qualité.

* N° 121. Manchons à incandescence.

Source : *Européen*, du 20 mai 1931.

En 1925, une entente internationale des fabricants de manchons à incandescence aurait été conclue par l'Allemagne, l'Angleterre, la France, la Belgique, l'Italie, l'Autriche,

la Suède, la Hollande, la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Suisse, en vue de réglementer la vente et les marchés d'exportation.

*** N° 122. Marbre.**

Source : *Européen*, du 20 mai 1931.

En 1928, une entente concernant le marbre aurait été conclue par l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Allemagne.

N° 123. Matériel roulant.

Sources : *Journal du Commerce*, du 23 avril 1936.

Nord Industriel, du 26 octobre 1935.

Temps, du 12 mai 1931.

Usine, du 24 mai 1934

Européen, du 20 mai 1931.

Statuts de l'Association.

Préliminaires :

Entre 1926 et 1930, on assiste dans les principaux pays producteurs de matériel roulant à la formation de groupes nationaux, ou à leur consolidation.

Ces groupes signent le 12 avril 1930 une première convention de répartition des marchés d'exportation, accord qui prenait fin le 31 décembre 1931.

A cette date, en raison de la contraction brutale du marché (cf. statistiques infra) l'accord n'est pas renouvelé. Mais les divers groupements nationaux continuent, plus ou moins régulièrement selon les cas, à collaborer dans une association de fait pendant la période 1932-1934.

Enfin, cette association de fait est consolidée par la cons-

titution d'une Association juridique dans les conditions suivantes :

Structure juridique de l'accord :

Nom : Association Internationale des constructeurs de Matériel Roulant (A. I. C. M. R.).

Siège : Paris.

Administration : Secrétariat Général à Paris. Comité de Direction et Assemblée Générale, fonctionnant comme dans les Associations ordinaires.

Date de constitution : 23 Novembre 1934 avec effet au 1er décembre 1934.

Durée : Indéterminée, chaque membre peut se retirer après préavis de 6 mois.

Pays participants :

- 1 constructeur américain.
- 24 constructeurs allemands.
- 12 constructeurs anglais.
- 1 constructeur autrichien.
- 16 constructeurs belges.
- 1 constructeur de Dantzig.
- 11 constructeurs français.
- 3 constructeurs hollandais.
- 1 constructeur hongrois.
- 1 constructeur polonais.
- 2 constructeurs suisses.
- 1 constructeur suédois.
- 1 constructeur tchèque.

Forme de la convention : Association française, placée sous le régime de la loi du 1er Juillet 1901.

Arbitrage : Art. 9 des statuts : « Tous différends résultant de l'application des présents statuts seront tranchés définitivement suivant le Règlement de Conciliation et d'Arbitrage de

la Chambre de Commerce Internationale par un ou plusieurs arbitres nommés conformément à ce Règlement. »

Structure économique:

But : 1°) Créer un centre de documentation.

2°) Publier un bulletin périodique de statistiques et d'informations réservé aux membres de l'Association.

3°) Etudier la défense des intérêts généraux de l'Industrie du Matériel Roulant sur le plan International.

4°) Donner à ses membres... « au moyen de publications spéciales ou de conférences, la possibilité de se concerter sur toutes les questions présentant pour eux un intérêt commun, et, en particulier sur tous projets concernant le marché d'exportation du matériel roulant sans qu'il puisse en résulter pour eux la moindre restriction dans le libre jeu de leurs activités individuelles »... « La conclusion et l'exécution de tels accords au sein de l'Association, ou le cas échéant, en dehors d'elle, ne doivent résulter que de la libre discussion entre les membres... intéressés, sans porter atteinte au fonctionnement général de l'Association. »

5°) Etablir des relations entre les membres, leur fournir des arbitres, et des experts.

En vertu du paragraphe 4 de l'article 2 des statuts, énumérant le but de l'Association, les membres actifs réalisent entre eux, au cours de libres discussions, tous accords particuliers concernant le traitement des affaires d'exportation qui se présentent dans la pratique.

Pourcentage contrôlé dans l'industrie mondiale : 80 % au moins.

Evolution du marché du Matériel Roulant :

Si 100 est l'indice d'activité mondiale dans cette industrie en 1930,

1931 = 50

1932 = 16

1933 = 9

1934 = 14

1935 = 25

* N° 124. Pavés.

Source : *Revue des Matériaux de Construction et de Travaux Publics*, du 2 août 1935.

Les producteurs norvégiens et suédois, en vue de régulariser l'exportation des pavés et bords de trottoirs auraient décidé que les exportations se feraient à l'avenir par une nouvelle Société Norvégienne, la Norges Granitindustrie Export Forening A. S., à concurrence de 20 % pour les pavés et de 53,5 % pour les bords de trottoirs.

Cette convention aurait été ratifiée par les gouvernements respectifs, et une collaboration avec la Finlande aurait été envisagée?

N° 125. Pétrole.

Sources : *Journée Industrielle*, du 6 avril 1933.

Revue Pétrolifère, du 14 janvier 1933, 20 mai 1933, 27 août 1932.

Exportateur Français, du 20 juillet 1933.

Courrier des Pétroles, du 16 janvier 1933.

Le Pétrole : Francis Delaisi, Paris 1921, Payot et Cie.

Préliminaires :

A côté des grands trusts du pétrole, Standard d'une part,

et Royal Dutch d'autre part, dont l'étude dépasse le cadre que nous nous sommes tracé (cf. Avant-Propos, p. 11) et des congrès internationaux qui délibèrent exclusivement sur des questions techniques, existe-t-il des Conventions économiques internationales dans l'Industrie du Pétrole ?

Il semble qu'à ce point de vue, il n'existe à l'heure actuelle aucune convention précise. Toutefois il faut signaler l'Accord suivant, qui, s'il n'exerce pas d'influence en pratique, n'a cependant pas été dénoncé officiellement en droit, après son renouvellement équivoque de 1933.

Structure juridique :

Nom : Plan Kessler.

Siège : Le contrôle de l'Accord est effectué par une Commission mixte siégeant à Londres.

Date de constitution : Paris, septembre 1932 (entrée en vigueur le 1er janvier 1933.).

Durée : 3 mois.

Renouvellements : En avril 1933; puis en juillet et septembre 1933, mais renouvellement équivoque (cf. infra).

Pays participants : Les producteurs roumains d'une part et les producteurs américains, anglais, hollandais constituant le Groupement International.

Structure économique :

But de la convention : Maintenir la situation des différents producteurs « as it is ».

Clauses : La production et les exportations roumaines sont fixées à :

Production roumaine : 18.500 t. par jour (répartition par Sociétés) ;

Exportations roumaines : 4.667.860 t. par an pour la période qualificative.

Les prix fixés sont les prix fob Constantza du 21 septembre 1932, majorés de 30 % pour les achats par le Groupe international des produits roumains non exportés.

Un certain rapport est établi entre les prix fob Constantza et fob Golf du Mexique (rapports des pétroles roumains et américains).

La production américaine aurait été limitée à 2 millions de barils par jour au maximum.

Résultats :

L'accord a été approuvé par le gouvernement roumain sous certaines conditions (chômage, prix...).

Au bout de trois mois, cet accord a été renouvelé, non sans difficultés car, en raison de l'augmentation de production américaine (2.800.000 barils), les prix descendent pour l'essence roumaine de 37 1/2 %, pour le pétrole brut de 62 %.

Aussi en septembre 1933, l'accord n'a pas été dénoncé, mais les sociétés roumaines ont repris leur indépendance. Elles reprendront l'accord, si la production américaine revient à 2 millions barils par jour.

Evolution du marché roumain :

Production mondiale en millions de barrils de 42 gallons (1 gallon = 4 litres 533458) (le café op. cit. page 237).

Années	Total Mondial	Roumanie	Pourcentage améri-
			cain dans la produc- tion mondiale.
1913	385	14	64 %
1918	704	9	71 %
1923	1016	11	72 %
1924	1014	13	70 %
1925	1069	17	71 %
1926	1098	23	70 %
1927	1263	26	72 %
1928	1325	31	68 %
1929	1484	35	68 %
1930	1419	42	64 %
1931	1374	50	62 %
1932	1311	54	60 %
1933	1417	51	63 %
1934	1498	61	61 %

*N° 126. Pétrole synthétique.

Sources : *Brocard*, op. cit. T. II, page 294.

Dossier de l'Office du Commerce Extérieur, 301-1-480.

Sous le nom de Standard I. G. On aurait été fondée fin mars 1931 une société dont le but serait de contrôler toutes les industries mondiales de Pétrole Synthétique. Le capital appartiendrait pour une moitié forte à la Standard Oil of New Jersey, et pour une moitié faible à l'I. G. Farben.

Deux filiales auraient été constituées : l'Hydro Patent's Co, pour la vente des licences et procédés des sociétés mères ; l'Hydrogénation Engeneering and Chemical Co pour la fabrication et la vente des catalyseurs nécessaires à l'explo-

tation des brevets et au contrôle des entreprises cessionnaires de licences.

***N° 127. Paraffine.**

Sources : *Journée Industrielle*, du 4 Janvier 1930.

Bulletin Quotidien, du 20 Décembre 1929.

Temps, du 12 Mai 1931.

Costa, op. cit., p. 197 et 277.

Un cartel international de la paraffine aurait été constitué en 1929 pour une durée de 5 ans. Il grouperait les producteurs anglais, américains, polonais et autrichiens, soit les sociétés Shell Floridsorfer ; Standard Oil of New Jersey ; Bedford Petroleum ; Le cartel des Producteurs polonais ; Anglo Persian (dont la production de paraffine est considérable) ; Burmah Oil et la Mineralofabrik A. G.

Cette convention contrôlait à l'époque 60 à 65 % de la production mondiale de paraffine. Elle établissait la réserve des marchés nationaux et la réglementation de tous les marchés d'exportation, répartis entre les adhérents, sauf les marchés d'Europe centrale, réservés au Cartel Polonais.

***N° 128. Pierres.**

Source : *Bulletin de Presse de Berlin*, du 5 avril 1935 (d'après la *Bergwerkszeitung*, du 5 avril 1935).

Le Syndicat Belge des producteurs de pierres, le Syndicat Allemand, d'une part et d'autre part le Syndicat Hollandais des entreprises de commerce des pierres ont conclu un accord le 1er avril 1935 pour réglementer les exportations belges et allemandes sur le marché hollandais.

Toutes les importations en Hollande seront faites par l'in-

termédiaire du Syndicat Hollandais, et les livraisons réparties à raison de 64,5 % à l'Allemagne et 35,5 % à la Belgique. Les prix font l'objet d'une réglementation.

***N° 129. Pneumatiques.**

Sources : *Européen*, du 20 mai 1931.

Bulletin de Presse de Berlin, du 21 mars 1934.

Costa, op. cit., page 273.

Le 1er septembre 1926, l'Allemagne, l'Angleterre, la Belgique, les Etats-Unis et la France auraient conclu une entente internationale sur les prix, les conditions de vente et les remises aux détaillants.

***N° 130. Rivetage.**

Source: *Européen* du 20 mai 1931.

Exportateur Français du 20 février 1930.

Costa, op. cit., page 275.

Les matériaux de rivetage paraissent avoir donné lieu à deux accords concernant la réglementation des prix et des conditions de vente sur les marchés d'exportation :

L'un du 16 septembre 1926 entre l'Allemagne, la Suisse et la France.

L'autre de 1929 entre l'Allemagne, la Hollande et le Danemark.

***N° 131. Roulement à billes.**

Sources : *Razous*, op. cit., page 57, d'après la Journée Industrielle du 4 juin 1930.

Enquête personnelle.

La société suédoise des roulements à billes S. K. F., dont le siège est à Göteborg (Suède) s'est agrégée, depuis 1929, différentes usines étrangères par voie de participation financière, notamment la Cie d'Applications Mécaniques (C. A. M.) et la Société Mécanique de Gennevilliers.

Cette combinaison d'intérêts financiers a permis de faire bénéficier les entreprises absorbées des moyens financiers et des avantages de la concentration industrielle et économique du trust suédois.

Aussi, les prix sur le marché français indiquent-ils une tendance marquée à la baisse. C'est ainsi que le rapport des prix de certains roulements entre les années 1929 et 1936 s'établit comme suit :

1929	1936
10,52	7,30
6,60	4,12
7,40	4,85
14,36	9,40
17,76	12,51
17,60	9,26

Soit dans l'ensemble, une moyenne de réduction de 35 % portant sur des chiffres d'affaires très importants.

*N° 132. Sel.

Sources : *Temps*, du 12 mai 1931.

Européen, du 20 mai 1931.

Une convention du sel ordinaire aurait été constituée en 1931 par le Syndicat Allemand des producteurs de sel et les producteurs français de Lorraine.

***N° 133. Tabac.**

Source : *Messenger d'Athènes*. Les résultats de la Conférence des Tabacs d'Orient, 25 septembre 1933.

A la suite de trois conférences, en 1932, 1933, 1934, un Office International est constitué par la Grèce, la Bulgarie et la Turquie. Son conseil d'administration est composé de neuf membres désignés par les gouvernements respectifs et doit se réunir 2 fois par an. Le but de cet office est de faciliter le placement des Tabacs d'Orient, d'organiser la propagande, de lutter contre la concurrence, de conquérir de nouveaux marchés, de préparer l'unification des législations des trois Etats membres, de répartir la production et de l'harmoniser à la consommation.

L'Office ne fait pas le commerce mais peut acheter les stocks en excédent. Il possède un revenu annuel de 500.000 frs suisses, constitué par une taxe d'exportation prélevée dans les trois pays à raison de 17 lepta par kg.

***N° 134. Trades Associations.**

Source : *L'Exportateur Français*, du 20 février 1930.

L'International Union Of the Office Appliances Trades Associations, fondée en 1926, groupe l'Allemagne, l'Autriche, l'Angleterre, la Belgique, la Hollande, l'Italie, la Suède, la Suisse et la France pour un échange d'informations.

N° 135. Transports maritimes.

Sources : *Tchernoff*, p. 663 à 675, op. cit.

Bulletin Quotidien, du 10 décembre 1935.

Les Conférences Internationales en matière de fret et de passage sont l'objet d'une étude très détaillée dans l'ouvrage de M. Tchernoff.

Comme aucune réglementation d'ensemble n'a pu aboutir, malgré toutes les résolutions adoptées au cours des réunions internationales, nous renvoyons à cet ouvrage pour tout ce qui concerne la question de la coopération générale de tous les armateurs du monde pour un assainissement global du marché des transports maritimes.

Nous nous contenterons d'énumérer les accords partiels qui ont récemment abouti.

Le *Fret des Céréales* a été l'objet d'une réglementation des tarifs minima pour les trois marchés de la Plata, du Canada et de l'Australie. Les plans ont été établis par la Tramp Shipping Conference et sont entrés en application dans le courant de 1935.

Les *Frets Charbonniers* en provenance de l'Angleterre, des ports du Nord, de la Mer Noire et de la Mer d'Azov à destination du Northern Range sont réglementés par un projet de tarif minimum.

Pour les *Frets des bois de la Baltique*, un accord n'intéressant que les armateurs scandinaves, n'en a pas moins, dès le début, exercé une action régulatrice sur les cours des frets du bois. Un projet plus vaste, le Balt White Timber Scheme a été soumis aux associations intéressées.

Enfin les frets pétroliers sont réglementés par l'accord suivant :

N° 136. Tankers (Navires citernes).

Sources : *Revue des Marchés*, de janvier 1936.

Bulletin Quotidien, du 10 juin 1936.

Courrier des Pétroles, des 5 novembre 1934, 18 juin 1934, 17 mars 1936.

Revue du Pétrole, du 14 mars 1936.

Préliminaires:

A la suite de l'augmentation pléthorique du tonnage des navires citernes et de la régression des produits à transporter, une crise dans l'armement des navires pétroliers s'est produite.

C'est ainsi que le tonnage global de la flotte pétrolière, qui était de 6.987.922 tx en 1929, était monté à 8.808.821 tonneaux en 1932.

D'autre part, le fret s'effondrait: ex.: Golfe du Mexique R. U. Continent.

moyenne 1928	15/5
1930	21/9
Août 1930	32
1931	9
1933	8

Aussi les armateurs ont-ils conclu la convention suivante :

Structure juridique:

Nom : International Tankers Owners Association.

Siège : Londres.

Date de constitution : 3 mai 1934.

Forme : Pool financier.

Structure économique:

But : Désarmement des Tankers en surnombre.

Clauses: 1°) Les Associations constituent un fonds spécial au moyen d'un versement de 15 % des frets distribués.

2°) Sur ce fonds, une indemnité par tonne désarmée est prélevée au profit des armateurs qui désarment leurs navires citernes. Cette indemnité a été augmentée en mars 1936, elle se monte jusqu'au 3 novembre 1936 à 22 sh. 3 d. par tonne — contre 15 sh. 4 d. et 19 sh. 9 d. au début de l'accord.

3°) La convention ne prévoit pas de prix minimum pour les frets acceptés par les adhérents.

Résultats :

Le pourcentage contrôlé dans l'armement mondial des pétroliers par l'I. T. O. A. est de 98 %.

Depuis 1934, les frets ont été relevés, soit 12 / en octobre 1934, et 14 / en mars 1936, contre 9 et 8 / entre 1931 et 1933 (Golfe du Mexique R. U. Continent).

Cependant, en 1935, on note une nouvelle augmentation du tonnage mondial pétrolier, dû en grande partie à l'augmentation du tonnage moteur (d'après le Lloyd's Register).

Années	Tonnage global	Proportion du tonnage moteur au tonnage global.
1929	6.987.922 tx	24 %
1930	7.536.368	29 %
1931	8.549.827	35 %
1932	8.808.821	38 %
1933	8.756.832	39 %
1934	8.668.477	39 %
1935	8.896.437	42 %

***N° 137. Transports maritimes de pâtes à papier.**

Source : *L'Exportateur Français*, du 25 Juin 1931.

Sous le nom de « The Swedish Baltic North Atlantic Freight Conférence » quatre compagnies suédoises, une compagnie norvégienne, une compagnie américaine et une société allemande de transports maritimes ont conclu un accord tendant à diminuer les frais d'exploitation pour faciliter le transport de la pâte à papier aux Etats-Unis, par réduction des ports d'escales en Suède et aux Etats-Unis.

***N° 138. Tubes en plomb.**

Source : *Bulletin de Presse de Berlin*, du 20 janvier 1931

(d'après la « *Deutsche Allgemeine Zeitung* », du 19 janvier 1931).

Les producteurs Roumains et Allemands de tubes de plomb ont mis fin à la concurrence qui les dressait les uns contre les autres sur le marché roumain par un accord de 1931 qui réglemente les exportations allemandes en Roumanie.

***N° 139. Vis à bois.**

Sources : *Temps*, du 12 mai 1931.

Européen, du 20 mai 1931.

En 1925, a été constitué le Syndicat Européen des vis à bois, groupant tous les producteurs européens.

***N° 140. Zinc (Tôles de).**

Source : *Bulletin de Presse de Berlin*, du 14 décembre 1934 (d'après la « *Deutsche Allgemeine Zeitung* », du 14 décembre 1934.).

En décembre 1934, les producteurs Belges et Allemands ont réglementé les exportations belges sur le marché allemand.

Deuxième Partie

ETUDE STATISTIQUE SUR LES ENTENTES ECONOMIQUES INTERNATIONALES

NOTIONS SOMMAIRES RELATIVES A L'ETABLISSEMENT DE STATISTIQUES SUR LES ENTENTES ECONOMIQUES INTERNATIONALES

La première partie de cet ouvrage est composée de 78 monographies détaillées et de 63 courts résumés concernant des Ententes Economiques Internationales.

Il était naturel de ne pas utiliser dans des statistiques ces résumés sommaires, difficiles à vérifier étant donné leurs sources (cf. supra 1ère partie, Avant-Propos, p. 15) et qui auraient risqué de fausser les indications que nous voulions essayer de dégager.

Quant aux 78 monographies détaillées, elles portent sur 115 accords relatifs à 104 produits différents. Est-ce à dire que ces 115 conventions doivent toutes entrer en ligne de compte pour l'établissement des tableaux comparatifs qui suivent ?

Une première sélection s'imposait au point de vue de « l'actualité » des ententes envisagées. S'il était naturel d'étudier en détail certaines ententes « défuntées », dans le seul but d'une comparaison instructive avec des ententes ultérieures,

(ou parce qu'elles constituent les bases probables d'une reconstitution éventuelle), ces ententes, maintenant résolues, n'ont pas leur place dans des comparaisons et des indications numériques consacrées aux accords actuellement existants. Nous avons donc laissé de côté les premières ententes de l'Acier, de l'Aluminium, du Cuivre, du Plomb, les accords du Sucre, du Zinc, des Tubes, une des ententes du Ciment, et l'accord sur les Pétroles roumains qui semble être tombé pratiquement en sommeil (cf. n° 1 ; - 62 ; - 64 ; - 69 ; - 48 ; - 70 ; - 8 ; - 109 ; - 125).

D'autre part, certaines monographies concernent des Conférences Internationales dont le but est *exclusivement* technique, et que nous n'avons étudiées que pour mémoire, parce qu'il était utile de donner l'aspect d'ensemble des relations internationales dans telle ou telle industrie (soit principalement la Conférence Internationale du Gaz ; — les Fédérations de Production et de Distribution électriques · C. E. I. ; C. I. G. R. E. ; U. N. I. P. E. D. ; — les Organismes Internationaux de recherche technique du Carbone de Calcium, etc... (cf. n° 90 ; - 57 ; - 20 ; ...)

Certaines autres Fédérations Internationales, dont l'objet est plus spécifiquement économique, n'en sont pas moins également des conventions trop générales pour entrer dans le cadre d'un accord économique proprement dit. Ces Fédérations méritaient cependant d'être étudiées, d'abord parce qu'elles s'attachent à élaborer des réglementations techniques et commerciales, communément adoptées par toute la profession, et que cet embryon de rationalisation internationale est intéressant en lui-même ; ensuite et surtout parce que ces Fédérations Internationales constituent le « milieu favorable » à la conclusion d'ententes économiques précises, qui elles, entrent ou entreraient dans l'objet de notre recherche.

Parmi ces associations très générales, terrain d'accord éventuel entre les producteurs adhérents, il faut citer les grandes Fédérations textiles ; le Comité International du Bois ; la Convention du Matériel Roulant et celle des Superphosphates ; l'Association Internationale de l'Huile ; les conférences du Benzol et du Goudron ; et rappeler que c'est sous les auspices du Comité International du Bois que vient d'être constituée la Convention Internationale sur l'exportation des bois de sciage, et que l'accord douanier lainier franco-belge n'a pu être conçu que parce que les industries intéressées ont déjà collaboré au sein de la F. L. I. (cf. n° 82 et sq. ; n° 40 ; - 123 ; 39 ; - 43 ; - 91 ; - 92 ; - 40 ; - 83.)

Enfin, certaines formes de collaboration économique que nous nous devons de mentionner et d'étudier dans notre nomenclature, parce qu'elles sont communément citées comme Ententes Internationales, ne peuvent cependant pas non plus être utilisées dans nos statistiques en raison de leur nature particulière. Telles sont :

— D'une part, les participations financières et les échanges d'administrateurs, qui engendrent des interpénétrations d'intérêts, et pratiquement, la poursuite d'une politique économique commune (par exemple, dans l'industrie des explosifs et celle du verre à vitre (cf. n° 24 ; - 94).

— D'autre part, certaines modalités de fusion qui entraînent une concentration économique si poussée que l'autonomie des membres disparaît en fait au profit de la Société Principale. C'est le cas notamment des Trusts des Allumettes, des Roulements à bille, de la Margarine, du Borax... (cf. n° 100 ; - 131, - 46, - 19). Il était intéressant de constater la mesure dans laquelle le marché mondial de ces produits est déterminé par ces formes de centralisation économique. Mais il serait difficile de comparer ces monopoles ou quasi-monopoles avec les simples accords particuliers, limités quant

à leur but, leur durée et leur influence, qui constituent la grande majorité des Ententes Economiques Internationales.

C'est en partant des monographies concernant ces dernières conventions que nous avons donc établi les tableaux comparatifs et statistiques qui font l'objet de notre seconde partie.

Au surplus, pour qu'aucune confusion ne puisse être possible, voici la liste générale par produits des accords utilisés en principe. ⁽¹⁾

Acier (2ème accord).
 Aluminium (2ème accord).
 Argent.
 Azote.
 Bismuth.
 Blanc de Titane.
 Blé
 Bois (E.T.E.C.).
 Brome.
 Boutons Pressions.
 Câbles armés.
 Caoutchouc.
 Carbure de Calcium.
 Céruse.
 Ciment (3 conventions).
 Cinéma.
 Cobalt.
 Cocaïne.
 Colle d'Os.

(1) Toutes les fois qu'une modification a été apportée à cette liste, pour l'établissement de tel ou tel tableau comparatif — notamment parce que les monographies considérées, bien qu'établies théoriquement sur le même plan, ne contiennent pas toutes, en fait, les mêmes renseignements (cf. Ire partie, Avant propos, page 4) — nous avons reproduit en tête du chapitre la liste des conventions considérées.

Corozo (Boutons de).
Couleurs d'Aniline.
Cuivre (2ème accord).
Dérivés Iodés.
Etain.
Fer Blanc.
Ferro-Alliages (3 conventions).
Feuillards.
Fil Machine.
Glaces.
Gros Matériel Electrique.
Iode.
Laine (accord franco-belge).
Lampes électriques.
Linoléum.
Mercure.
Opium.
Papier journal (2 conventions).
Pâte à papier sulfitée.
Pâte à papier mécanique.
Papier Kraft.
Papier Grease Proof.
Papier China Cap.
Papier d'emballage.
Platine.
Plomb (2ème accord.).
Phosphates.
Potasse.
Produits acétiques.
8 Produits chimiques techniques.
17 Produits pharmaceutiques.
Quinine.
Rail.

Rayonne.

Spartéine.

Sulfate de Soude.

Thé.

Tréfilés.

Verres de Lunettes.

Soit au total 86 conventions différentes portant sur 83 produits.

Une dernière remarque s'impose, quant à la signification de ce terme « conventions différentes ».

Nous avons ici considéré l'indépendance des conventions les unes par rapport aux autres non du point de vue juridique, mais du point de vue économique.

En effet, lorsqu'on parle de la Convention de l'Azote, des Phosphates ou de la Quinine, par exemple, on envisage dans chaque cas plusieurs accords *juridiquement* indépendants, mais dont *l'ensemble* contrôle au point de vue *économique* le marché international. Si, en fait, plusieurs contrats ont été conclus, c'est en raison d'une origine différente, ou parce qu'une combinaison de plusieurs accords particuliers, articulés entre eux, a plus de souplesse et s'adapte plus facilement aux contingences du marché qu'une convention unique, qui prévoit moins aisément tous les cas particuliers se présentant éventuellement dans la pratique. Pour s'exprimer en d'autres termes, on se trouve en présence d'accords juridiques partiels conçus selon un plan économique unique.

Au contraire, certaines industries, comme celle du ciment par exemple, sont organisées par une suite de conventions particulières répondant chacune à un but économique propre. Il ne saurait être question, dans ce cas, de les considérer comme une seule et même entente, bien qu'elles s'appliquent au même produit, car elles sont *économiquement* indépendantes les unes des autres.

CHAPITRE XI

LES MEMBRES DES ENTENTES ECONOMIQUES INTERNATIONALES

I. — Tableau comparatif concernant les pays directement ou indirectement partie aux accords considérés (soit au total 86 conventions, cf. supra, p. 308).

TABLEAU COMPARATIF

PAYS (1)	Nombre d'ententes auxquelles il participe		
	Directement	Indirectement ou partiellement	Total
France (et Colonies) (2)	67	2	69
Allemagne	57		57

(1) On trouvera le développement de ce tableau, c'est-à-dire la liste des ententes par pays à l'Annexe II (cf. p. 355).

(2) En ce qui concerne le nombre d'ententes économiques internationales auxquelles la France participe, deux remarques s'imposent :

a) Nous avons compris dans ce nombre les ententes signées par une colonie française (par exemple la Convention du Caoutchouc pour l'Indochine), mais non les ententes conclues par des pays de protectorat, qui sont indiquées à part (Maroc, Tunisie).

b) La plus grande circonspection doit être apportée dans la comparaison des chiffres relatifs à la France avec ceux concernant les autres pays. Dans les ententes auxquelles la France participe figurent, en effet, un grand nombre d'accords très particuliers qui ne sont, en définitive que des conventions de contingentement contractuel des exportations étrangères en France.

Si nous pouvons avoir connaissance de ces sortes d'accords lorsqu'ils concernent le marché français, (ex. : Corozo, Ciment, etc...) il n'en est pas de même pour les accords similaires réglementant des marchés étrangers, et imparfaitement rendus publics par des informations de presse sommaires. (En ce qui concerne cette question des contingents contractuels; cf. infra, même chapitre, page 316).

PAYS	Nombre d'ententes auxquelles il participe		
	Directement	Indirectement ou partiellement	Total
Angleterre (Continental St)	31	9	40
Suisse	25		25
Hollande	20		20
Belgique	20		20
Tchécoslovaquie	17	3	20
Norvège	16	1	17
Suède	16		16
Autriche	15	3	18
Italie	15	1	16
Pologne	13	2	15
Finlande	10	1	11
Yougoslavie	9	1	10
Hongrie	8	3	11
Etats-Unis	8	3	11
Canada	7	1	8
Espagne	6	2	8
Roumanie	5	1	6
Luxembourg	6		6
Danemark	4		4
Chili	4		4
Indes Anglaises	3		3
Esthonie	3		3
Lithuanie	2		2
U. R. S. S.	2		2
Portugal	2		2
Mexique	2		2
Japon	2	2	4
Maroc	2		2
Australie	2		2

PAYS	Nombre d'ententes auxquelles il participe		
	Directement	Indirectement ou partiellement	Total
Afrique du Sud	2		2
Ceylan	2		2
Malaisie	2		2
Siam	2		2
Lettonie	1		1
Turquie	1		1
Bolivie	1		1
Colombie	1		1
Pérou	1		1
Tunisie	1		1
Chine	1		1
Nigéria	1		1
Rhodésie	1		1
Sarawak	1		1
North Bornéo	1		1

II. — Personnalité juridique des membres des Ententes Economiques Internationales.

Les membres des Ententes Economiques Internationales ne diffèrent pas seulement de ceux des accords intérieurs, par leur nationalité, mais aussi par leur personnalité juridique.

Tout d'abord, comme dans les Ententes constituées simplement sur le plan national, les participants à une convention internationale peuvent être, soit des individus agissant en tant que producteurs pour leur compte personnel, soit des sociétés commerciales jouissant de la personnalité juridique. Nous n'insisterons pas davantage sur ce cas, puisqu'à ce point de vue, les Accords Internationaux ne diffèrent pas spécifiquement des ententes locales.

Au contraire, ils en diffèrent profondément dans l'hypothèse suivante : ce ne sont plus des producteurs individuels (personnes juridiques physiques ou morales) qui signent la convention internationale, mais des *groupements* de producteurs, quelles que soient les formes qu'ils revêtent : syndicats patronaux professionnels, association légale ou de fait, corporation, cartel, comptoir, trust, etc...

L'entente internationale est alors une convention au second degré. Elle peut du reste prendre toutes les formes ordinaires d'une entente, mais ce sera alors, par exemple, un gentlemen's agreement de syndicats ; un cartel de trusts, un trust de trusts, etc... Toutes les combinaisons sont possibles en théorie. En pratique, on constate que le second stade, l'Entente Internationale, ne saurait présenter un degré de concentration supérieur à celui du premier stade, l'accord national. On peut en effet concevoir, et rencontrer en fait, un cartel international de trusts nationaux, ou un gentlemen's agreement partiel constitué par des comptoirs locaux. Mais la réciproque est impossible, car le lien serré d'un cartel ou d'un trust serait illusoire entre des associations très lâches, dont le contrôle sur les adhérents individuels est restreint.

Etablir une statistique relative au nombre d'ententes internationales signées par des producteurs individuels ou par des fédérations nationales de producteurs ne présente pas d'intérêt. En effet, beaucoup d'accords sont conclus à la fois par des individus, des sociétés très concentrées et des associations locales (par exemple la Céruse, cf. n° 21).

Un départ entre ces différents signataires serait délicat, souvent arbitraire, et les indications qu'on pourrait en dégager ne seraient pas décisives : tout dépend en cette matière des conditions locales ou générales de production, de la législation en matière d'entente des différents pays envisagés,

voir même de leur état politique (syndicalisation obligatoire, facultative, ou au contraire prohibée, etc...)

Ce qu'on peut dire, c'est que certaines conditions réalisées par les signataires éventuels d'un accord sont favorable à sa conclusion : concentration financière et industrielle des entreprises (cf. Lampes électriques) ; — organisation de base dans le cadre national (cf. Acier) ; — ou encore capacité de production limitée par la nature (mercure) ou par la technique industrielle (glaceries), à des producteurs peu nombreux, etc... encore qu'on constate que certaines ententes internationales fonctionnent d'une manière satisfaisante bien qu'elles groupent des producteurs nombreux et indépendants dans le cadre local.

III. — L'Etat, membre d'une Entente Economique Internationale.

Jusqu'ici, nous avons envisagé que les membres des Ententes Internationales étaient des producteurs privés, guidés uniquement par le souci d'assurer dans des conditions optimales la marche de leur industrie propre. Les Etats n'interviennent alors que dans le domaine législatif ou répressif, éventualités dont l'étude sort de l'objet de cet ouvrage.

Mais en dehors de son rôle de juge ou de législateur, la puissance publique peut participer directement aux Ententes Economiques Internationales.

Voici quelques cas tirés des monographies que nous avons établies :

Tout d'abord, les gouvernements eux-mêmes peuvent conclure des Conventions Internationales, gérées par leurs représentants, et sanctionnées par des dispositions économiques et douanières variées : licences d'exportations, taxes de sorties, interdiction d'exploitations nouvelles par voie d'autorité, etc. Les producteurs ne sont adjoints à l'organisation internatio-

nale commune qu'à titre de délégations purement consultatives. C'est le cas notamment de l'Etain (n° 66) et, avec certaines modifications de détail, du Thé (n° 49); du Caoutchouc (n° 41), (l'Etat se contente ici de *nommer* les représentants parmi les planteurs et les manufacturiers en leur adjoignant des fonctionnaires); de l'Opium (n° 14), etc...

Ces Conventions ont été constituées par des Etats qui reconnaissent la propriété et l'initiative industrielle privées.

Tout autre est le cas de certains Etats totalitaires, comme l'U. R. S. S., qui ont absorbé dans leurs fonctions la production économique du pays. Une Entente comme celle du Bois de Sciage (n° 40, E. T. E. C.) comprend donc, parmi ses participants, l'Etat Soviétique agissant à titre de producteur privé.

La participation directe de l'Etat en tant que producteur privé peut du reste être occasionnelle : c'est ainsi que l'Etat Français, principal producteur de Potasse en France, a contracté une entente avec le Syndicat Allemand de la Potasse par l'intermédiaire de la Société Commerciale des Potasses d'Alsace, dont il est le principal actionnaire.

D'autre part encore, certains Etats tels que l'Allemagne, le Portugal, l'Italie ont rendu obligatoire sur leur territoire une organisation corporatiste ou cartelliste interne de la production, sous le contrôle plus ou moins direct de la puissance publique.

Ces Etats ne sauraient donc se désintéresser des Conventions qui limitent sur un terrain déterminé l'autonomie de telle ou telle branche de l'industrie nationale: en fait, ils exercent sur ces accords internationaux un contrôle indirect déterminant, car les producteurs ressortissants ne sauraient passer outre aux directives qui leurs sont données.

Enfin, certains accords concernent le quantum d'importations étrangères à admettre sur le marché national. Tels les accords concernant le Ciment (n° 108), la Rayonne (n° 28),

les Boutons de Corozo (n° 104), etc... Ces conventions peuvent être (et sont souvent en pratique) indirectement ratifiées par les Gouvernements intéressés, par un système de Contingentement douanier.

Il y a lieu ici de rappeler que le Gouvernement Français, lorsqu'il dût en 1932, devant l'aggravation de la crise économique, recourir au système des contingents d'importation, désirait que ces contingents fussent établis d'accord entre les intéressés. Les ententes ainsi conclues qu'on distinguait sous le nom de contingentements conventionnels, des autres contingentements (contingents d'autorité), n'ont plus qu'un intérêt historique, puisque le Gouvernement français a repris son entière liberté en cette matière. Mais ces conventions sont cependant intéressantes à étudier. On trouvera des notions générales les concernant à l'annexe III.

CHAPITRE XII

DUREE DES ENTENTES ECONOMIQUES INTERNATIONALES

La durée des Ententes Economiques Internationales peut être envisagée à un double point de vue : celui de leur durée statutaire d'abord, c'est-à-dire de la période pour laquelle elles ont été prévues et des renouvellements qui sont intervenus le cas échéant depuis leur constitution.

On peut ensuite envisager quelle est la durée réelle des Ententes Economiques Industrielles en vigueur à l'heure actuelle, c'est-à-dire le temps qui s'est écoulé depuis leur début jusqu'à nos jours.

La durée *statutaire* des ententes économiques internationales est très variable, ainsi qu'on peut en juger par le tableau ci-après, établi en considération des ententes suivantes : Acier — Azote (C.I.A.) — Bismuth — Bois (E.T.E.C.) — Boutons pressions — Câbles armés — Caoutchouc — Cocaïne — Colle d'Os — Corozo — Cuivre — Etain — Fer Blanc — Feuillards — Fil machine — Gros matériel électrique — Laine (accord franco-belge) — Lampes électriques — Lino-léum — Mercure — Opium — Papier journal — Pâte à papier sulfitée — Pâte à papier mécanique — Potasse — Quinine — Sulfate de Soude — Thé — 10 produits pharmaceutiques variés — 3 produits chimiques industriels, soit au total 41 ententes pour lesquelles les renseignements sont suffisamment précis pour être utilisés :

Durée Statutaire	Nombre d'accords
6 mois	1
1 an	8
2 ans	8
3 ans	10
4 ans	2
5 ans	4
6 ans	1
10 ans	5
15 ans	1
20 ans	1
50 ans	1

Quant aux renouvellements, leur durée varie également et n'est pas toujours déterminée par la durée primitive de la Convention. C'est ainsi que parmi 11 des conventions envisagées qui ont donné lieu à un renouvellement exprès, les données s'établissent ainsi :

Durée Primitive	Durée du Renouvellement
1 an	3 ans
1 an	2 ans
1 an	1 an
1 an	5 ans
2 ans	2 ans
2 ans	5 ans
3 ans	3 ans
3 ans	5 ans
6 ans	5 ans
10 ans	5 ans
10 ans	20 ans

Remarque est faite d'autre part que presque toutes les conventions prévoient la possibilité d'une résiliation, soit automa-

tique si certaines conditions économiques varient dans une proportion déterminée; soit conventionnelle, si un certain quantum des adhérents l'exige.

La durée *réelle* des ententes actuellement existantes, c'est-à-dire le temps écoulé depuis leur constitution jusqu'à nos jours s'établit ainsi : en ce qui concerne 81 ententes actuelles différentes, pour lesquelles la date de constitution est connue avec précision :

Année de constitution	Nom des Produits auxquels s'appliquent les E.E.I.	Total d'ententes par année
1879	Iode	1
1888	Dérivés Iodés	1
1904	Glaces	1
1907	1 Produit chim. pharmac.	1
1909	1 Produit pharmaceutique	1
1913	Quinine	1
1923	1 Produit chim. technique	1
1924	Carbure de Calcium	
	Lampes électriques	
	Produits acétiques	3
1926	Cobalt	
	Colle d'Os	
	Potasse	3
1927	Céruse	
	Ciment	
	Bismuth	
	Fil machine	
	1 Produit chim. pharmac.	5
1928	Couleurs d'aniline	
	Mercure	
	Papier journal	
	Câbles armés	

Année Nom des Produits aux- Total d'ententes
de constitution quels s'appliquent les E.E.I. par année

	2 Produits chim. techn.	
	1 Produit chim. pharmac.	
	Linoléum	8
1929	Ferro-tungstène	
	4 Produits chim. pharmac.	
	Boutons pressions	
	Rail	7
1930	Cocaïne	
	Pâte à Papier sulfitée	
	Sulfate de soude	
	1 Produit chim. pharmac.	
	Cinéma	5
1931	Aluminium	
	Etain	
	Rayonne	
	1 Prod. chim. tec. industriel	
	1 Prod. chim. pharmaceutique	
	Gros matériel électrique	
	Platine	
	Brome	8
1932	Opium	
	Papier journal	
	Tréfilés	
	1 Prod. chim. techn.	4
1933	Acier	
	Feuillard	
	Papier Kraft	
	Papier grease proof	
	Papier china cap.	
	Phosphate	

Année Nom des Produits aux- Total d'ententes
de constitution, uels s'appliquent les E.E.I. par année

	Thé	
	Argent	
	Blé	
	1 Prod. chim. techn.	
	2 Prod. chim. pharmaceut.	12
1934	Azote (C. I. A.)	
	Caoutchouc	
	Corozo	
	Fer Blanc	
	Laine	
	Spartéine	
	1 Prod. chim. techn.	
	3 Prod. chim. pharmaceut.	10
1935	Bois (E. T. E. C.)	
	Pâte à papier mécanique.	
	Plomb	
	1 Produit chimique techn.	
	2 Produits chim. pharmaceutiques ...	6
1936	2 Ciment	
	Cuivre	3

Il importe de remarquer que si ce tableau indique la date de constitution de l'accord, bien souvent le rôle et l'influence d'un accord n'ont commencé à devenir effectifs qu'ultérieurement, à la suite de l'adhésion de tel ou tel producteur important. C'est ainsi qu'il faut noter que la Grande-Bretagne, qui s'est tenue pendant assez longtemps à l'écart des conventions économiques qui nous occupent, paraît au contraire depuis deux ou trois ans s'y intéresser beaucoup. Non seulement elle a adhéré à certains accords (exemple l'Acier)

mais elle a pris l'initiative d'autres conventions (exemple Thé, Accord anglo-polonais du Charbon, etc...) Ce renversement dans sa politique économique était intéressant à souligner, car il a renforcé l'influence de bien des conventions et contribué à la floraison d'ententes qu'on constate depuis 1932.

CHAPITRE XIII

ADMINISTRATION INTERNE ET FONCTIONNEMENT DES ENTENTES ECONOMIQUES INTERNATIONALES

La gestion et le contrôle des Accords Economiques Internationaux sont assurés en pratique selon l'une ou l'autre des deux modalités suivantes : l'administration interne peut être confiée, soit aux adhérents eux-mêmes ou à leurs délégués, réunis en Comités et en Conseils ; soit à des organisations juridiquement indépendantes de la convention et de ses signataires. De nombreuses ententes utilisent la combinaison de ces deux modes de gestion.

Dans le premier cas, le plus fréquent en fait, le contrôle et la gestion de l'Entente sont effectués par des réunions périodiques des membres participants. Un bureau, plus ou moins permanent, assure l'expédition des affaires courantes ; les décisions les plus importantes sont prises par l'Assemblée générale dans des conditions de quorum et de majorité déterminées par les statuts.

Mais lorsque le contrôle de l'accord peut donner lieu à des opérations délicates de comptes, à l'établissement de compensations pécuniaires ou en nature des avances et des retards, toutes opérations qui nécessitent des pouvoirs d'enquête étendus, et l'examen périodique de la comptabilité des adhérents, il est impossible de confier cette tâche au Comité de Direction ou à l'un des adhérents, puisque les participants à un accord

sont des concurrents les uns vis-à-vis des autres, et qu'ils ne sauraient être à la fois juge et partie en ce qui concerne leurs propres opérations.

Le soin d'opérer toutes les vérifications nécessaires va donc être confié à un organe ou à un chargé d'affaires commun, plus ou moins indépendant du conseil d'administration et du bureau de la Convention. En pratique, on choisira, soit un syndic, comptable assermenté, tenu au secret professionnel et choisi en dehors de l'industrie envisagée ; soit une société fiduciaire, dont les pouvoirs sont établis par un contrat spécial conclu entre la société et chaque adhérent, contrat par lequel cet adhérent s'engage vis-à-vis de la Société à se soumettre aux clauses de l'Entente Internationale (cf. Boutons de Corozo, n° 104).

Mais les membres d'une Entente Economique Internationale, au lieu d'avoir recours à des tiers, peuvent constituer eux-mêmes des organisations chargées d'agir en conformité avec le pacte commun, organisations qui peuvent affecter la forme, soit d'associations de fait, soit de sociétés commerciales régulièrement constituées dans les formes prévues par telle ou telle législation.

Voici quelques exemples de sociétés légales, mentionnées d'autre part dans les monographies particulières, et constituées en exécution d'une Entente Economique Internationale.

Aluminium : Société anonyme suisse.

Azote : Compagnie Internationale siégeant à Bâle.

Carbure de Calcium : Société coopérative suisse.

Gros Matériel électrique : Société à responsabilité limitée française.

Lampes électriques : Société anonyme suisse.

Rayonne : Société Allemande GmbH.

Tréfileries : Société coopérative belge.

Linoléum : Société Holding suisse.

Margarine: Sociétés Holding anglaise et hollandaise.

Colle d'Os : Société anonyme suisse.

Le rôle de ces organismes autonomes est varié : ou bien c'est l'entente internationale elle-même qui a pris la forme d'une société dont les parts sociales sont distribuées entre les adhérents selon un certain pourcentage; (par exemple, Aluminium, n° 62); ou bien la société fonctionne à côté de la convention soit comme organe centralisateur de contrôle (par exemple : Société Phoebus pour les Lampes Electriques - N° 58); soit comme organe de gestion commune, comptoir de vente (exemple: Kuntseide Verkaufs Kontor GmbH pour les ventes de Rayonne sur le marché allemand - n° 28), (Cie Internationale de l'Azote à Bâle, etc... n° 35), comptoir d'achat (Epidos, pour la Colle d'Os, n° 22), etc...

Nous reviendrons dans le chapitre XIV sur cette question des comptoirs internationaux de contrôle, de vente ou d'achat.

Enfin, certains comités ou bureaux spéciaux fonctionnent à côté des organes d'administration des accords: comités locaux (cf. Lampes Electriques); Conseils chargés d'une mission déterminée (comité de propagande; laboratoires d'essais ou de recherches...).

En lien étroit avec ces notions générales concernant l'administration des Ententes Economiques Internationales, se pose un autre problème, celui des sanctions qu'une contravention aux dispositions de l'accord peut entraîner.

Ces sanctions, il faut d'abord qu'elles soient décidées par une autorité quelconque: tribunaux de droit commun, ou tribunal arbitral. En pratique, presque tous les accords économiques internationaux prévoient une clause d'arbitrage, variant en fait avec chaque contrat. Il est cependant possible d'établir entre les diverses modalités adoptées, une ligne de discrimination générale :

1°) Certains contrats prévoient que les arbitres seront nommés librement par les adhérents et que le tribunal restera maître de sa procédure, et de sa décision.

2°) D'autres conventions prévoient bien la désignation libre des arbitres par les parties en litige, mais elles spécifient, soit la nationalité des arbitres (exemple: Lampes électriques cf. n° 58) ; soit le règlement juridique selon lequel la sentence d'arbitrage devra être rendue (exemple: Règlement d'arbitrage du Canton de Genève, pour les Lampes Electriques; du canton de Bâle-Ville pour l'Azote; enfin règlement d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale pour de très nombreuses Conventions, telles que celles du Sulfate de Soude n° 29, du Cobalt - n° 65, du Gros Matériel Electrique - n° 59).

3°) Le tribunal d'arbitrage peut être également fixé définitivement par les statuts de l'accord quant à sa composition ou quant aux organismes chargés de le désigner en totalité ou en partie. C'est ainsi que la Convention de l'Opium prévoit l'arbitrage alternatif des Présidents des Chambres de Commerce de Belgrade ou d'Istambul ; que pour les Boutons Pressions, c'est le Tribunal Fédéral Suisse qui est compétent en cas d'échec de l'arbitrage de conciliation; pour la Potasse, le cinquième et dernier membre du tribunal d'arbitrage est désigné par la Cour Arbitrale de La Haye, alors que pour l'Acier, le troisième arbitre est désigné par la Chambre de Commerce Internationale, à défaut d'entente entre les deux premiers arbitres.

Certaines conventions prévoient cependant expressément que les litiges nés de l'accord ne seront pas réglés arbitralement, mais par les tribunaux de droit commun (par exemple l'accord sur les Boutons de Corozo, qui prévoit la compétence des Tribunaux de la Seine, cf. n° 104).

Enfin, signalons, que la plupart des conventions établissent un arbitrage à deux degrés : une tentative de conciliation est

ordinairement obligatoire devant un comité spécial, le conseil de direction ou l'assemblée générale des participants, avant que le tribunal d'arbitrage ne soit appelé à statuer.

La décision arbitrale une fois intervenue, comment sera-t-elle sanctionnée?

C'est ici qu'intervient la notion de pénalité.

Certaines conventions consacrent le principe de dépôt préventif de titres (ou de traites en blanc), qui seront négociés (ou mises en circulation) si leur propriétaire (ou leur auteur) a manqué à ses engagements (cf. Couleurs d'Aniline, - n° 23. Lampes Electriques, - n° 58).

D'autres accords fixent des amendes élevées pour fausses déclarations, déclarations tardives, fraudes diverses. Ces pénalités sont appliquées, soit par les arbitres ou la société fiduciaire (cf. dans ce dernier cas Boutons de Corozo - n° 104); soit par le contrat lui-même, compte tenu de la valeur du litige (cf. Potasse - n° 38). Une aggravation de la pénalité est généralement prévue en cas de récidive (cf. Potasse, Corozo, etc...)

Enfin, des pénalités spéciales peuvent être prélevées en cas de dépassement des contingents prévus, dans les ententes de répartition quantitative des ventes ou de la production; l'amende s'élève à tant par quantité standard de produits fabriqués ou vendus en excédent du quantum fixé; elle est distribuée selon un certain prorata aux producteurs en retard, à titre d'indemnité.

Il faut signaler dans cette hypothèse une clause particulièrement intéressante, d'origine américaine, et qui figure à la convention des phosphates intervenue entre le Groupe Nord Africain et le groupe Américain Pebble. Aux termes de cette stipulation, l'erreur d'une première année n'est pas compte; elle ne donne lieu qu'à compensation à l'exercice suivant, par report des excédents et retards. La bonne foi des adhérents

est présumée. Ce n'est qu'en cas de récidive la seconde année qu'une indemnisation pécuniaire intervient.

Le but de notre étude étant l'examen des Ententes Economiques Internationales telles qu'elles agissent en fait, nous ne saurions en terminer sur la question de l'arbitrage et des sanctions d'une convention par un exposé aussi théorique.

Il faut bien dire en effet que, si intéressantes que soient les modalités d'arbitrage et de pénalités prévues pour sanctionner les Ententes Economiques Internationales, en pratique, leur rôle réel est moins important qu'on ne serait tenté de le croire.

Bien des conventions établissent dans le détail une procédure d'arbitrage, qui n'a jamais eu en fait l'occasion de fonctionner depuis la conclusion de l'accord. En effet, si un litige survient, ou il est d'importance minime, et plutôt que de mettre en branle tout l'appareil de la conciliation et de l'arbitrage, les parties préféreront se mettre d'accord amiablement entre elles, soit qu'elles sacrifient chacune une partie de leurs prétentions, soit qu'une des parties possède économiquement une prépondérance de fait qui lui permet de faire la loi à ses cocontractants.

Si au contraire le litige est d'importance capitale, et que les parties n'ont pu se mettre d'accord à l'amiable, c'est l'existence même de la convention qui est en jeu. Tous les arbitrages, toutes les pénalités du monde n'y pourront rien : l'accord ne pourra être maintenu, et chaque producteur reprendra plus ou moins rapidement son indépendance.

La même remarque s'applique aux pénalités. Si l'on considère le dépôt de titres, de traites en blanc, de cautionnements importants, il est évident que le jour où leur réalisation serait décidée vis-à-vis de l'un des membres, celui-ci serait en

guerre ouverte avec les autres producteurs, et que l'Entente ne serait plus qu'un mot vide de contenu précis.

Quant au système des amendes proportionnelles aux dépassements, bien que plus souple et d'un fonctionnement plus nuancé et plus aisé, il est cependant très délicat à appliquer. Si le taux de l'amende est trop peu élevé, le contingent ne sera pas respecté, le montant de la pénalité venant tout simplement en déduction du bénéfice réalisé sur le dépassement de la quote contractuelle (c'est ce qui s'est passé pour la convention du Zinc - n° 70). Si au contraire le taux est trop élevé, la convention devient rigide, elle ne suit plus l'évolution du marché, et le producteur emprisonné dans ce carcan qu'est un contingent mal adapté à la situation du marché, cherche par tous les moyens à « passer à travers de l'accord » et finalement à s'y soustraire définitivement, si sa position est assez solide pour le lui permettre. Cette difficulté quant à la fixation du taux des pénalités de dépassement est encore aggravée par le fait que la situation de chaque producteur varie, et qu'un taux peut être favorable à l'un des adhérents, et prohibitif pour les autres (notamment à cause des primes de change, de l'incompressibilité de certaines charges sociales inégalement imposées aux producteurs de différentes nations, etc...).

La conclusion pourrait être celle-ci : La véritable sanction d'une Entente Economique Internationale, en l'état actuel des législations nationales et de la réglementation du droit privé international, c'est que cet accord réserve équitablement les droits de chacun, de telle sorte qu'un producteur actuel ou éventuel ait plus d'avantage à adhérer à la convention qu'à agir en dissident.

Pour cela, une seule condition : que la politique de l'accord soit prudente et tienne compte de l'évolution de la Consomma-

tion, des intérêts du consommateur, etc..., tout au moins quand les producteurs ne jouissent pas d'un monopole de fait assuré par la limitation de la capacité de production des dissidents ou des producteurs mécontents (cf. chapitre XV, p. 348).

CHAPITRE XIV

CLAUSES ECONOMIQUES DES ENTENTES ECONOMIQUES INTERNATIONALES

Des monographies retenues (dont la liste figure à l'avant-propos de notre seconde partie), on peut tirer certaines indications générales relatives au contenu économique des Ententes Economiques Internationales.

CLAUSES CONCERNANT LA PRODUCTION

Quinze conventions, celles de l'Aluminium, du Caoutchouc, du Cuivre, de l'Etain, de la Laine (accord franco-belge), du Mercure, des Pâtes à papier (sulfitée et mécanique), du Platine, du Plomb, de la Quinine, de la Rayonne, du Thé, de la Colle d'Os, et du Blé règlementent directement la production et tentent de l'ajuster aux besoins de la consommation (en dehors de la restriction de production qui résulte indirectement de la réglementation et de la limitation des ventes).

Cet ajustement par restriction de la production s'opère en fait selon les modalités suivantes :

1°) L'entente attribue à chaque adhérent un droit de production forfaitaire (potentiel de production), établi sur la base d'années-repères déterminées et auquel on applique un coefficient de réduction périodiquement révisé selon l'évolution du marché mondial. C'est le cas des Ententes du Caoutchouc (n° 41) et de l'Etain (n° 66).

Pour l'aluminium (n° 62), le droit de production est attaché à l'action de la société anonyme constituée par les adhérents; il est fixé en fonction des stocks et des possibilités du marché.

La Convention du Quinquina (n° 15) règle la production à 50 % de la capacité de production des planteurs javanais.

Un pourcentage de réduction est également prévu en ce qui concerne la production de pâte à papier sulfitée (n° 75) et de pâte à papier mécanique (n° 76).

2° La Convention Internationale peut interdire les exploitations nouvelles. C'est ainsi que les Conventions du Quinquina (n° 15), du Thé (n° 49) et du Caoutchouc (n° 41) limitent ou interdisent toute plantation nouvelle, ainsi que le remplacement des plantations anciennes par des plantations nouvelles.

La Convention du Blé (n° 42) prévoit une réduction des emblavures et l'interdiction de plantations nouvelles dans certains pays.

Par la convention du Plomb (n° 69) les producteurs se sont engagés à ne pas accroître leur production.

3° La restriction de la production peut aussi résulter de clauses diverses telles que: attribution de primes de fidélités (Rayonne n° 28); définition de la « production normale » de chaque participant (Colle d'Os, n° 22); fixation d'un tonnage global de réduction de la production (Cuivre, n° 64); ou encore d'un contrôle de fait de l'extraction minière (Mercure, n° 67 - Platine n° 68).

4° Enfin, l'accord lainier franco-belge (n° 83) a établi le principe d'une réduction de la production de laine peignée. Le contrat qui la constaterait n'est pas encore intervenu, mais des pourparlers ont été engagés.

CLAUSES CONCERNANT LES VENTES

Les clauses des Ententes Economiques Internationales qui réglementent non plus la production, mais la *vente* des produits, se réfèrent en général à trois ordres d'idées : réglementation des ventes sur les marchés nationaux, — répartition des exportations; — création d'organes communs de vente ; — Nous étudierons d'abord ces trois cas particuliers et les modalités qu'ils revêtent dans la pratique, pour examiner ensuite les hypothèses dans lesquelles une combinaison des trois procédés a été réalisée.

1° *Réglementation des ventes sur les marchés nationaux des producteurs adhérents à la Convention Internationale.*

L'organisation des marchés nationaux des participants à une Entente Economique Internationale est en pratique presque exclusivement réalisée par la clause de réserve réciproque des home-markets. Cette clause se rencontre notamment d'une façon expresse dans 19 conventions dont voici la liste : Acier, Azote (C. I. A.), Bismuth, Blanc de Titane, Couleurs d'Aniline, Boutons pressions, Carbure de Calcium, Céruse, Ferro-Alliages, Feuillards, Fil machine (avec une réserve que nous développerons plus loin), Gros Matériel Electrique, Iode, Mercure, Produits acétiques (réserve ou simple limitation). Potasse, Rails, Câbles armés; Sulfate de Soude.

Cette stipulation supprime pratiquement la concurrence étrangère sur les marchés nationaux, et partant, elle est fréquemment critiquée du point de vue du consommateur. Il n'est pas lieu ici de prendre part à cette discussion, aspect particulier de la grande querelle du nationalisme économique. Notons toutefois que la clause de respect réciproque des home-markets n'est qu'un succédané des barrières douanières et systèmes des contingentements d'importation institués par voie d'autorité, auxquels n'auraient pas manqué de faire appel les pro-

ducteurs nationaux si la convention internationale n'était pas intervenue.

2°) Répartition des marchés d'exportations.

La répartition des débouchés à l'exportation par l'intermédiaire des Ententes Economiques Internationales, peut revêtir deux aspects principaux, souvent combinés dans la pratique : répartition géographique, répartition quantitative.

La répartition *géographique* ne se rencontre plus très fréquemment à l'heure actuelle, si ce n'est dans le cas très spécial de la cession de licences d'un brevet d'invention, lorsque cette cession porte attribution d'une « zone d'influence » pour chaque licencié. Les exemples les plus typiques à ce point de vue sont donnés par les marchés du Blanc de Titane (n° 18) et des appareils de reproduction des films sonores (Cinéma, n° 110).

La répartition géographique se combine souvent, avons-nous dit, avec la répartition quantitative. C'est en effet le cas lorsque le contingent de livraison des adhérents est fixé spécialement pour chaque marché ou groupe de marchés d'exportation (cf. Notamment: Gros Matériel électrique (n° 59), en ce qui concerne les marchés européens; Lampes électriques (n° 58); Couleurs d'aniline (n° 23); Phosphates (n° 37), Produits acétiques (n° 26), etc...).

Quant à la répartition simplement *quantitative* des débouchés, elle affecte deux modalités principales : la convention internationale peut attribuer à chaque participant, soit un tonnage-programme-standard fixe sur les marchés d'exportation non réservés ; soit un pourcentage des livraisons totales effectives de l'exercice, ou de la consommation probable de l'année, telle qu'elle a pu être évaluée d'un commun accord.

Le résultat acquis dans l'un et l'autre cas est pratiquement le même et les deux procédés sont souvent combinés dans une

même convention (par exemple, la Convention de l'Azote (n° 35) fixe un tonnage global pour les exportations chiliennes et des quotes parts aux producteurs d'Azote synthétique).

Les conventions qui prévoient une répartition exclusive-ment ou principalement quantitative des débouchés à l'exportation sont les suivantes : Bois ; Carbone de Calcium ; Céruse ; Cocaïne ; Acier ; Azote ; Dérivés Iodés ; Fer blanc ; Ferro-alliages ; Feuillards ; Fil Machine ; Pâtes à papier sulfitée et mécanique ; Papier journal, Kraft, Grease proof, China Cap, d'emballage ; Rail ; Caoutchouc ; Thé ; Tréfileries ; Sulfate de Soude ; Glaces ; Brome, quatre produits chimiques techniques, et huit produits pharmaceutiques divers.

Toute convention de quotes-part entraîne logiquement la *compensation* des avances et des retards de livraison.

Cette compensation peut être effectuée en nature ou en espèce :

— La compensation en espèce consistera : soit en pénalités réparties entre les producteurs en retard au prorata de ce retard et de leurs contingents de base (cf. supra Chapitre XIII, p. 330) : c'est le cas de l'Entente de l'Acier (n° 1). Soit dans la répartition aux retardataires d'un certain pourcentage des bénéfices réalisés par les producteurs en avance (Dérivés Iodés (n° 13) - Spartéine (n° 16).

La compensation en nature sera opérée, soit par report et règlement en fin d'exercice (Phosphates, n° 37), ou par report d'exercice en exercice avec règlement à l'expiration de l'accord (Azote, n° 35) ; soit par compensation amiable des gains et des pertes sur les différents marchés (Couleurs d'Aniline, n° 23) ; soit par compensation territoriale (Lampes électriques, n° 58).

Enfin on note également des clauses qui combinent les compensations en espèce et en nature Cobalt n° 65), par égali-

sation des bénéfiques et livraison de matière première (Cocaïne n° 11), rachat aux retardataires (Quinine n° 15) etc...

3° Les comptoirs de vente en commun.

Les ventes des membres d'une Entente Economique Internationale peuvent être opérées en commun, — soit par des sociétés locales dont l'approvisionnement est assuré par chaque producteur selon un certain pourcentage de livraison (Potasse n° 38 - Sulfate de Soude n° 29) — soit par l'intermédiaire d'un comptoir international qui peut centraliser les ordres et les répartir ensuite entre les adhérents en vertu d'une clause de prorata (Feuillards, n° 4 - Rail, n° 6); ou vendre directement à la clientèle (Compagnie Internationale de l'Azote, n° 35 — Opium, n° 14 — Carbure de Calcium, n° 20 — Platine, n° 68 — Glaces, n° 93 — Linoléum, n° 120). Les ventes sur tous les marchés d'exportation peuvent aussi être concédées à un agent exclusif (cf Mercure n° 67).

Notons en passant que les grands comptoirs internationaux constitués en exécution de la Convention de l'Acier sont des organismes de contrôle et non de vente en commun.

4° Cas Spéciaux et clauses particulières relatifs à la réglementation des ventes par les Ententes Economiques Internationales.

Pour compléter ce résumé synoptique des clauses économiques concernant les ventes, il faut signaler quelques cas particuliers, qui réalisent pratiquement un amalgame des trois éléments que nous venons d'étudier.

Tout d'abord, certaines conventions ne distinguent pas les ventes intérieures des ventes à l'exportation, et attribuent à chaque adhérent un pourcentage global de livraison. (Cobalt, n° 65 — Quinine, n° 15 — Fil Machine, n° 5).

D'autres accords, tels que ceux du Ciment, celui des Boutons de Corozo, du Papier journal (2), de la Rayonne, et des Verres de Lunettes, contingentant les ventes sur un marché donné, sont à la fois des accords de répartition des exportations pour les producteurs étrangers, et de réglementation de la vente sur le marché national pour les producteurs nationaux. Ce sont, en somme, de simples accords de contingentement conventionnel (cf supra Chapitre XI et Annexe 3).

Enfin, telles conventions (Iode) réglementent un marché donné et interdisent toutes autres exportations à certains producteurs, ou au contraire établissent la liberté complète des adhérents sur les marchés d'exportation (Verres de Lunettes; et Boutons Pressions, sauf en ce qui concerne les prix).

CLAUSES REGLEMENTANT LES PRIX

La réglementation des prix à l'exportation résulte soit d'un barème obligatoire; soit d'une mercuriale indicative; soit enfin de l'établissement d'un prix moyen pour toutes les opérations effectuées par les adhérents, avec ristourne compensatrice aux producteurs ayant vendu au plus bas prix et indemnité due par ceux qui ont vendu aux plus hauts cours:

Dans les deux premiers cas, les prix peuvent être fixés soit généralement pour l'ensemble des marchés, soit spécialement pour chaque marché.

Les Ententes Economiques Internationales qui réglementent les prix de vente à l'exportation sont les suivantes:

— Conventions générales fixant les prix à l'exportation

Bismuth

Dérivés Iodés

Fer Blanc

Feuillards

Fil Machine
Mercure
Opium
Pâte à papier sulfitée
Papier Grease Proof
Platine
Phosphates
Produits Acétiques
Quinine
Rail
Spartéine
Tréfileries
Linoléum
Colle d'Os
Verres de Lunettes
Brôme

Quatre produits chimiques industriels

Huit produits pharmaceutiques

— *Conventions particulières fixant les prix pour chaque marché.* (Les prix sont alors pratiquement établis soit par l'organisme commun, soit par les assemblées ou sociétés locales).

Azote

Boutons pressions

Couleurs d'Aniline (pas d'accords spéciaux, mais politique commune d'abaissement de prix)

Lampes Electriques

Potasse

— *Convention particulière fixant les prix pour un seul marché.*

Corozo (Boutons de)

Iode

Rayonne

— *Convention établissant un prix moyen de décompte et de compensation entre les adhérents.*

Aluminium

Cobalt

Remarque est faite d'autre part que les conventions qui prévoient le partage des bénéfices (Linoléum, n° 120. — Opium, n° 14) ainsi que les conventions dites « d'égalisation » (fréquentes dans les produits pharmaceutiques), règlent indirectement les prix, puisqu'aucun producteur n'a avantage à augmenter ses débouchés par une réduction massive des prix de vente, ou à exploiter la clientèle par une hausse exagérée, le bénéfice qu'il pourrait retirer de chacune de ces opérations devant profiter aussi à ses co-contractants et ne lui revenir que dans une très faible proportion.

CLAUSES CONCERNANT LES STOCKS

Les Ententes Economiques Internationales peuvent songer à racheter les stocks qui grèvent le marché mondial. C'est ce qu'on fait les conventions de l'étain (n° 66) et de l'opium (n° 14).

D'autre part, la constitution d'un stock peut être internationalement envisagée pour servir de masse de manœuvre, régulariser les fluctuations des prix et lutter contre la spéculation. C'était la conception du Comité International de l'Etain, lors de la constitution du Buffer Stock (n° 66). L'essai n'a du reste pas été concluant.

On peut enfin considérer, non plus le stock mondial, mais le stock de chaque adhérent. Soit pour le limiter quantitativement en instituant un « magasin maximum » ou un « stock de fer » immuables (comme dans la convention des Glaceries, n° 93; de la Quinine, n° 15; du Cobalt, n° 65), soit pour

décider qu'au-delà d'un stock maximum, l'organisation commune aidera chaque adhérent à liquider ses excédents. Cette dernière disposition est prévue avec quelques différences dans les modalités d'exécution par les ententes de l'Aluminium (n° 62) ou de la Colle d'Os (n° 22).

CLAUSES CONCERNANT LA RATIONALISATION DE LA QUALITE DES PRODUITS

La rationalisation internationale des qualités est assurée soit par échange d'expériences et de brevets (Blanc de Titane n° 18, Lampes Electriques n° 58), soit par des laboratoires communs de recherches et d'expériences (cf. Aluminium, Lampes Electriques, Carbure de Calcium).

CHAPITRE XV

INFLUENCE DES ENTENTES ECONOMIQUES INTERNATIONALES SUR LE MARCHE INTERNATIONAL

L'influence des Ententes Economiques Internationales sur le marché économique mondial peut être envisagée à un double point de vue: quant à la nature des produits réglementés, quant au pourcentage contrôlé par chaque entente dans la profession toute entière.

I. — La nature des produits peut être déterminée selon trois critères: leur origine, leur destination, enfin leur stade de fabrication. C'est en combinant ces trois points de vue que nous avons établi le tableau suivant, portant sur cinquante-huit ententes relatives à autant de produits différents.

PRODUITS	Ententes relatives			Ententes concernant des produits			
	à une matière première		de base fabriqué industriellement	dont la destination directe est		dont la consommation principale finale est	autre qu'alimen- taire
	minérale	agricole		la consom- mation immédiate	l'emploi dans une ind. de trans- formation	alimentaire	
Acier			+		+		+
Aluminium			+		+		+
Argent	+			+	+		+
Azote	+			+	+		+
Bismuth			+		+		+
Blanc de Titane			+		+		+
Blé				+			+
Bois		+		+	+	+	+
Boutons pressions			+		+		+
Brome			+		+		+
Câbles armés	+		+	+	+		+
Caoutchouc				+	+		+
Carbure de calcium		+	+	+	+		+
Céruse			+	+	+		+
Ciment			+	+	+		+
Cinéma			+	+	+		+
Cobalt			+	+	+		+
Cocaïne			+	+	+		+
Colle d'Os			+	+	+		+

PRODUITS	Ententes relatives		Ententes concernant des produits			
	à une matière minérale	agricole	à un produit de base fabriqué industriellement	dont la destination directe est la consommation immédiate	dont la destination principale est l'emploi dans une ind. de transformation	dont la consommation principale finale est autre qu'alimentaire
Corozo			+	+	+	+
Couleurs d'aniline			+			+
Cuivre	+		+		+	+
Dérivés Iodés			+	+	+	+
Etain	+		+		+	+
Fer blanc			+		+	+
Ferro silicum			+		+	+
Ferro chrome			+		+	+
Ferro tungstène			+		+	+
Feuillards			+		+	+
Fil machine			+		+	+
Glaces			+	+		+
Gros matériel électrique			+	+		+
Iode			+	+		+
Laine			+		+	+
Lampes électriques			+	+		+
Linoléum			+			+
Mercure	+		+		+	+

PRODUITS	Ententes relatives		Ententes concernant des produits			
	à une matière agricole	première minérale	à un produit de base fabriqué industriellement	dont la destination directe est la consommation immédiate	l'emploi dans une ind. de trans-formation	dont la consommation principale est alimentaire autre qu'alimen-taire
Opium		+		+	+	+
Papier journal			+		+	+
Pâte à papier mécanique			+		+	+
Pâte à papier sulfitée			+		+	+
Papier kraft			+	+		+
Papier grease proof			+	+		+
Papier china cap			+	+		+
Papier d'emballage			+	+		+
Platine			+	+		+
Plomb	+				+	+
Phosphates	+				+	+
Potasses	+			+	+	+
Quinine	+		+	+	+	+
Produits acétiques		+	+	+	+	+
Rail			+	+	+	+
Rayonne			+	+	+	+
Spartéine			+	+	+	+
Sulfate de soude		+	+	+	+	+
Thé						+
Tréfilés						+
Verres de lunettes			+	+	+	+

Voici les indications qu'on peut dégager de ce tableau synoptique :

1° Huit ententes contrôlent exclusivement des matières premières, quarante-deux ententes contrôlent exclusivement des produits industriels, huit ententes contrôlent à la fois des matières premières et des produits industriels.

Parmi les seize matières premières réglementées, dix ont une origine minérale et six une origine agricole.

2° Dix-sept ententes contrôlent des produits qui peuvent être immédiatement consommés.

Vingt-sept ententes contrôlent des produits qui doivent être transformés industriellement pour pouvoir être utilisés.

Quatorze ententes contrôlent des produits qui peuvent être, soit consommés immédiatement, soit donner lieu à des transformations industrielles.

3° Deux produits sont destinés à la consommation alimentaire; les cinquante six autres sont destinés à toute consommation finale autre que l'alimentation.

II — Pourcentage contrôlé par les Ententes Economiques Industrielles dans chaque industrie.

Le pourcentage contrôlé par une entente, eu égard à l'ensemble de l'industrie, est très délicat à évaluer.

En effet, c'est une donnée extrêmement variable, car la production dissidente est déterminée par les fluctuations du marché: par exemple, un accord international réglementait la presque totalité de la production d'un produit déterminé; il suit à un moment donné une politique exagérée de restriction de la production et les prix montent. Quelques mois après, de nouvelles usines se sont outillées et fonctionnent en marge de l'accord; la situation est renversée.

D'autre part, la zone d'influence de quelques ententes s'étend au monde entier, alors que d'autres conventions n'or-

ganisent pratiquement que le marché d'un continent ou même d'un seul pays.

Enfin, faut-il considérer la production ou seulement les ventes à l'exportation? C'est encore la situation de fait qui va déterminer le choix du critère, car un grand nombre d'accords ne se préoccupent de réglementer les ventes que sur les marchés non producteurs, et les seules statistiques recueillies par l'administration de l'entente concernent les exportations. Sans doute, une convention qui réglemente les ventes influe indirectement sur le volume de la production. Mais cette répercussion est difficile à calculer, car des contingences locales peuvent augmenter ou diminuer la consommation intérieure, et partant, entrer aussi en ligne de compte dans l'évolution de la production.

C'est pourquoi les indications concernant le pourcentage contrôlé sont plutôt des ordres de grandeur, des proportions, que des données numériques rigoureuses.

Sous ces réserves, voici un tableau comparatif dont les indications ont pu être dégagées de certaines monographies :

ENTENTES	% contrôlé sur un mar- ché particu- lier	% contrôlé en Europe		% contrôlé dans le monde entier	
		Production	Exportations	Production	Exportations
Acier			100 %		80 %
Aluminium				70 %	
Bismuth		90 %			
Blanc de Titane				75 %	
Bois			95 %		
Boutons pressions		70 %			
Caoutchouc				99 %	
Carbure de calcium		80 à 85 %			
Céruse		80 %			

ENTENTES	% contrôlé sur un mar- ché particu- lier	% contrôlé en Europe		% contrôlé dans le monde entier	
		Production	Exportations	Production	Exportations
Cobalt				90 %	
Cocaïne		90 %			
Corozo	95 %				
Couleurs d'aniline	du marché franç.	90 %		au moins	
Cuivre				75 %	
Etain				88 %	
Fer blanc				86,5 %	
Ferro tungstène		90 %			
Fil machine		90 %			
Gros matériel électrique		65 %			
Iode				67,5 %	
Mercure				85 %	
Opium				80 %	
Papier journal				80 %	
Pâte à papier sulfitée			95 %		
Pâte à papier mécanique			100 %		
Phosphate				90 %	
Potasse				82 %	
Quinine				92 %	
Rail					100 %
Spartéine		100 %			
Thé					82 %
Colle d'os		100 %			
Glaces		80 %			
Rayonne	100 %				
Brome	du marché allem.	100 %	environ		

Ces données peuvent être également présentées sous la forme suivante:

Pourcentage contrôlé	Nombre d'ententes qui le contrôle:					TOTAL
	Dans la production		Dans les exportations		Sur un marché particulier	
	Mon-diale	Euro-péennes	Mon-diales	Euro-péennes		
Environ 100 %		3	1	2	1	7
95 à 100 %	1			2	1	4
90 à 95 %	3	4				7
85 à 90 %	3					3
80 à 85 %	2	4	2			8
75 à 80 %	2					2
70 à 75 %	1	1				2
65 à 70 %	1	1				2

Une dernière remarque s'impose: on a l'habitude d'envisager le pourcentage contrôlé par une entente par rapport à la production ou aux exportations effectives. A notre avis, il serait de meilleure méthode de comparer non pas les résultats acquis, mais les *capacités* de production ou de vente.

En effet, l'indication du pourcentage contrôlé présente surtout l'intérêt de permettre l'évaluation des perspectives d'avenir des Conventions Internationales. Si les dissidents deviennent trop nombreux ou trop forts et qu'ils suivent une politique économique contraire à celle préconisée par la Convention, celle-ci se révèlera inefficace et sera bientôt contrainte de se dissoudre.

Il faut donc envisager, non l'activité passée des dissidents mais leurs possibilités: prenons un exemple, soit une entente comme celle du Mercure qui organise les exportations d'un métal inégalement réparti sur le globe; les entreprises adhérentes jouissent en fait d'une situation de monopole qui

ne peut être maintenue que si les petites mines dissidentes ne peuvent pas accroître leur extraction, et s'il est impossible de prospector une mine non encore exploitée et susceptible de l'être dans des conditions rentables.

Il n'existe pas à l'heure actuelle de données qui permettent de considérer l'influence des ententes sous cet angle des capacités de production. Mais il y a là une étude très intéressante à tenter et nous comptons ultérieurement réunir la documentation relative à cet aspect de la question (cf à ce point de vue ce qui a été publié pour l'Azote par le groupe D. E. N. n° 35).

Vu: Le Doyen,
Edgar ALLIX

Vu: Le Président,
William OUALID

Vu et permis d'imprimer:
Le Recteur de l'Académie de
Paris,
CHARLETY

ANNEXES

ANNEXE I

Liste alphabétique des Monographies (par produits)

Acides oxalique et formique (1), chapitre II, n° 30.
Acier, chapitre I, n° 1.
Allumettes, chapitre X, n° 100.
Aluminium, chapitre V, n° 62.
Argent, chapitre V, n° 63.
Articles tressés, chapitre X, n° 101.
Azote, chapitre II, n° 35.
Baleines, chapitre III, n° 53.
Bandes à Tubes, chapitre I, n° 4.
Benzol, chapitre VIII, n° 91.
Betteraves, chapitre III, n° 50.
Bismuth, chapitre II, n° 10.
Blanc de Titane, chapitre II, n° 18.
Blé, chapitre III, n° 42.
Bois, chapitre III, n° 40.
Borax, chapitre II, n° 19.
Bouchons, chapitre X, n° 102.
Bouteilles, chapitre IX, n° 97.
Boutons pressions, chapitre X, n° 103.
Boutons de Corozo, chapitre X, n° 104.
Boutons de Nacre, chapitre X, n° 105.
Broderie et Broderie en Voralberg, chapitre X, n° 106.
Brome, chapitre II, n° 38bis.
Cables armés, chapitre IV, n° 60.
Cacao, chapitre III, n° 5.
Caoutchouc, chapitre III, n° 41.
Carbure de calcium, chapitre II, n° 20.
Carton brut, chapitre VI, n° 80.

(1) Les ententes indiquées en italique dans cette table des matières sont celles qui, consacrées à des monographies résumées (cf. avant-propos, I^{re} partie) sont précédées dans le texte d'un astérisque.*

- Carton de Toiture*, chapitre VI, n° 81.
Céruse, chapitre II, n° 21.
Ciment, chapitre X, n° 108.
Ciment, chapitre X, n° 109.
Cinéma, chapitre X, n° 110.
Charbon, chapitre VIII, n° 89.
Chiffon, chapitre X, n° 107.
Chlorure de Baryum, chapitre II, n° 31.
Cobalt, chapitre V, n° 65.
Cocaïne, chapitre II, n° 11.
Colle d'Os, chapitre II, n° 22.
Cordes, chapitre X, n° 111.
Coton, chapitre VII, n° 82.
Couleurs d'aniline, chapitre II, n° 23.
Crayons, chapitre X, n° 112.
Cuir et Peaux, chapitre X, n° 113.
Cuivre, chapitre V, n° 64.
Cyanamide, chapitre II, n° 36.
Cycles (accessoires de), chapitre X, n° 114.
Diamant, chapitre X, n° 115.
Dérivés Iodés, chapitre II, n° 13.
Electricité (Fédération de distribution et production), chapitre IV, n° 57.
Email, chapitre X, n° 116.
Etain, chapitre V, n° 66.
Explosif, chapitre II, n° 24.
Fer-Blanc, chapitre I, n° 2.
Ferro-alliages, chapitre II, n° 25.
Feuillards, chapitre I, n° 3.
Fil machine, chapitre I, n° 4.
Fourrures, chapitre X, n° 117.
Gaillerie, chapitre X, n° 118.
Gaz de ville, chapitre VIII, n° 90.
Glaces, chapitre IX, n° 93.
Gobellerie, chapitre IX, n° 99.
Goudron, chapitre VIII, n° 92.
Gros Matériel Electrique, chapitre IV, n° 59.
Hareng, chapitre III, n° 54.
Horlogerie, chapitre X, n° 119.
Houblon, chapitre III, n° 52.
Huile, chapitre III, n° 43.
Huile de Lin, chapitre III, n° 44.
Huile d'Olive, chapitre III, n° 45.
Iodé, chapitre II, n° 12.
Laine, chapitre VII, n° 83.

- Lampes Electriques, chapitre IV, n° 58.
Lin, chapitre VII, n° 85.
Linoléum, chapitre X, n° 120.
Magnésite, chapitre II, n° 32.
Manchons à Incandescence, chapitre X, n° 121.
Marbre, chapitre X, n° 122.
Matières grasses (Margarine, Huile, Savon), chapitre III, n° 46.
Matériel Roulant, chapitre X, n° 123.
Mercure, chapitre V, n° 67.
Nickel, chapitre 5, n° 71.
Opium, chapitre II, n° 14.
Oeufs, chapitre III, n° 56.
Paraffine, chapitre X, n° 127.
Pâte à papier mécanique, chapitre VI, n° 76.
Pâte à papier sulfitée, chapitre VI, n° 75.
Papier d'emballage, chapitre VI, n° 78.
Papier china cap, chapitre VI, n° 77.
Papier journal, chapitre VI, n° 74 et 74 bis.
Papier grease-proof, chapitre VI, n° 77.
Papier Kraft, chapitre VI, n° 77.
Papier goudronné, chapitre VI, n° 81.
Pavés, chapitre X, n° 124.
Pétrole, chapitre X, n° 125.
Pétrole synthétique, chapitre X, n° 126.
Phosphates, chapitre II, n° 37.
Pierres, chapitre X, n° 128.
Pierres précieuses synthétiques, chapitre II, n° 34.
Platine, chapitre V, n° 68.
Plomb, chapitre V, n° 69.
Pneumatiques, chapitre X, n° 129.
Poissons, chapitre III, n° 55.
Potasse, chapitre II, n° 38.
Produits acétiques, chapitre II, n° 26.
Petits produits pharmaceutiques, chapitre II, n° 9.
Petits produits techniques chimiques, chapitre II, n° 17.
Pyrites, chapitre II, n° 33.
Quinine, chapitre II, n° 15.
Radio (Appareils de), chapitre IV, n° 61.
Rails, chapitre I, n° 5.
Rayonne, chapitre II, n° 28.
Rivetage, chapitre X, n° 130.
Roulements à billes, chapitre X, n° 131.
Seigle, chapitre III, n° 47.
Sel, chapitre III, n° 132.
Sidérurgie (accord divers), chapitre I, n° 8.

- Soie Naturelle, chapitre VII, n° 84.
Soie (Teinturerie de), chapitre VII, n° 87.
Soie à coudre, chapitre VII, n° 86.
Spartéine, chapitre II, n° 16.
Soufre, chapitre V, n° 72.
Sucre, chapitre III, n° 48.
Sulfate de soude, chapitre II, n° 29.
Superphosphates, chapitre II, n° 39.
Tabac, chapitre X, n° 133.
Tankers, chapitre X, n° 136.
Thé, chapitre III, n° 49.
Trades Associations, chapitre X, n° 134.
Transport de pâte à papier, chapitre X, n° 137.
Transport maritime, chapitre X, n° 135.
Tréfileries, chapitre I, n° 56.
Tubes en plomb, chapitre X, n° 138.
Tubes, chapitre I, n° 7.
Urane, chapitre V, n° 73.
Velours et Peluche, chapitre VII, n° 88.
Verres de Lunettes, chapitre IX, n° 95.
Verre de Bouteille, chapitre IX, n° 96.
Verrerie, chapitre IX, n° 98.
Vis à Bois, chapitre X, n° 139.
Vitrerie, chapitre IX, n° 94.
Zinc, chapitre V, n° 70.
Zinc (Tôles de), chapitre X, n° 140.
-

ANNEXE 2

Liste des Ententes auxquelles participe chaque pays :

EUROPE.

ALLEMAGNE.

(57 ententes directement).

Acier,	Papier journal,
Aluminium,	Pâte à papier sulfitée,
Azote,	Platine,
Bismuth,	Prod. Acétiques,
Blanc de Titane,	Potasse,
Boutons pressions,	Quinine,
Carbure de Calcium,	Rail,
Céruse,	Rayonne,
Ciment,	Spartéine,
Cocaïne,	Tréfileries,
Coul. d'Aniline,	Câbles armés,
Dérivés iodés,	Linoléum,
Fer Blanc,	Colle d'Os,
Ferro Tungstène,	Sulfate de Soude,
Ferro Silicium,	Glaces,
Ferro Chrome,	Verres de Lunettes,
Feuillards,	Brome,
Fil machine,	14 p. pharmaceutiques,
Gros mat. électrique,	6 p. chimiques techniques.
Papier journal,	

ANGLETERRE.

(40 ententes, dont 31 directement, et 9 indirectement ou partiellement). (1).

Acier,	Azote,
Aluminium,	Blanc de Titane,

(1) Cf. Note (2) page 311.

Bismuth,	Produits Acétiques,
Céruse,	Quinine,
Cobalt,	Rail,
Cocaïne,	Tréfilés,
Couleurs d'Aniline,	Câbles armés, ,
Dérivés Iodés,	Linoléum (i),
Etain (Cornouailles),	Colle d'Os,
Fer Blanc,	Sulfate de Soude,
Ferro Tungstène,	Rayonne (i),
Iode (Ecosse),	Brome (i),
Lampes Electriques,	2 Pr. Chimiques techniques,
Papier Journal,	2 Pr. Chimiques techniques (i)
Papier Journal,	2 Pr. Pharmaceutiques,
Platine,	4 Pr. Pharmaceutiques (i)
Phosphates,	Charbon.

AUTRICHE.

(18 ententes, dont 15 directement et 3 indirectement ou partiellement). (i).

Acier,	Papier journal,
Aluminium (i),	Pâte à papier sulfitée.
Bois,	2 Papier emballage,
Boutons pressions,	Rails,
Carbure de Calcium,	Câbles armés,
Ferro silicium,	Colle d'Os,
Fil machine,	Glaces,
Gros Mat. élect. (i),	1 Pr. Chimique technique (i)
Lampes électriques,	

BELGIQUE ET COLONIES.

(20 ententes directement).

Acier,	Laine,
Azote,	Lampes électriques,
Blanc de Titane,	Papier journal,
Carbure de Calcium,	Rail,
Céruse,	Rayonne,
Cobalt,	Tréfilés,
Cuivre,	Câbles armés,
Etain,	Colle d'Os,
Feuillards,	Sulfate de Soude,
Fil Machine,	Glaces.

DANEMARK.

*(4 ententes directement).*Lampes électriques,
Colle d'Os.Tréfilés,
Câbles armés,

ESPAGNE.

*(8 ententes, dont 6 directement et 2 indirectement ou partiellement). (i).*Aluminium (i),
Couleurs Aniline (i),
Lampes électriques,
Mercure,Potasse,
Câbles armés,
Argent,
Glaces.

ESTHONIE.

(3 ententes directement).

Lampes électriques.

Papier journal.

Papier journal.

FINLANDE.

*(11 ententes, dont 10 directement et une indirectement ou partiellement). (i).*Bois,
Carb. de Calcium (i),
Lampes électriques,
Papier journal,
Papier journal,
Pâte à papier sulfitée,Pâte à papier mécanique,
Papier kraft,
Grease proof,
China cap,
Colle d'Os.

FRANCE ET COLONIE (1).

*(68 ententes, dont 66 directement et 2 indirectement ou partiellement). (i).*Acier,
Aluminium,
Azote (i),
Bismuth,
Blanc de Titane,
Boutons Pressions,
Carbure de Calcium, (i)Céruse,
3 Ciment,
Cocaïne,
Corozo,
Couleurs d'Aniline,
Dérivés iodés,
Etain,

(1) Voir note 2 page

Fer Blanc,
 Ferro-tungstène,
 Ferro-silicium,
 Ferro-chrome,
 Feuillards,
 Fil machine,
 Gros mat. électr.
 Iode,
 Laine,
 Lampes électriques,
 Papier journal,
 Papier journal,
 Phosphates,
 Prod. acétiques,
 Potasse,

Quinine,
 Rail,
 Rayonne,
 Spartéine,
 Tréfilés,
 Câbles armés,
 Linoléum,
 Colle d'Os,
 Sulfate de Soude,
 Glaces,
 Verres de Lunettes,
 Brome,
 Caoutchouc,
 8 prod. chim. techniques,
 17 prod. pharmaceutiques.

TUNISIE.

(Une entente directement) : Phosphates.

MAROC.

(2 ententes directement) : Cobalt, Phosphates.

HOLLANDE ET INDES NEERLANDAISES.

(20 ententes directement).

Azote,
 Bismuth,
 Caoutchouc,
 Cocaïne,
 Etain,
 Papier journal,
 Papier journal,
 Lampes électriques,
 Phosphates,
 Quinine,

Rayonne,
 Thé,
 Tréfilés,
 Câbles armés,
 Linoléum,
 Colle d'Os,
 Cinéma,
 Glaces,
 2 prod. pharmaceutiques.

HONGRIE.

(11 ententes, dont 8 directement et 3 indirectement ou partiellement). (i).

Acier,
 Carb. de Calcium (i),
 Fil machine,
 Lampes électriques,
 Papier emballage,

Rail,
 Tréfilés,
 Câbles armés,
 Colle d'Os,
 2 prod. pharmaceutiques (i).

ITALIE.

(16 ententes, dont 15 directement et une indirectement ou partiellement). (i).

Aluminium (i),
Azote,
Carb. de Calcium,
Céruse,
Corozo,
Fer Blanc,
Lampes Electriques,
Mercure,

Papier journal,
Papier journal,
Produits acétiques,
Rayonne,
Câbles armés,
Colle d'Os,
Glaces.

LETTONIE.

(Une entente).
Lampes Electriques.

LITHUANIE.

(2 ententes).
Linoléum, Colle d'Os.

LUXEMBOURG.

(6 ententes directement).

Acier,
Ciment,
Feuillards,

Fil Machine,
Lampes électriques,
Rail.

NORVEGE.

(17 ententes, dont 16 directement et une indirectement ou partiellement). (i).

Aluminium (i),
Azote,
Blanc de Titane,
Carbure de Calcium,
Fer Blanc,
Ferro-Silicium,
Ferro-Chrome,
Lampes électriques,
Papier journal,

Papier journal,
Pâte à papier sulfitée,
Pâte à papier mécanique,
Papier kraft,
Grease proof,
China Cap,
Câbles armés,
Linoléum.

POLOGNE.

(15 ententes, dont 13 directement et 2 indirectement). (i).

Acier,	Papier journal,
Azote,	Potasse,
Bois,	Rail,
Carbure de Calcium,	Câbles armés,
Couleurs Aniline,	Colle d'Os,
Fil machine,	Charbon,
Lampes électriques,	2 prod. pharmaceut. (i).

PORTUGAL.

(2 ententes directement).

Eain ; Lampes Electriques.

ROUMANIE.

(6 ententes dont 5 directement et 1 indirectement). (i).

Bois,	Produits acétiques,
Carbure de Calcium,	Colle d'Os,
Lampes électriques,	1 Pr. Chimique technique (i).

SUEDE.

(16 ententes directement).

Bois,	Pâte à papier mécanique,
Carbure de Calcium,	Pâte à papier sulfitée,
Ferro-Silicium,	Papier Kraft,
Ferro-Chrome,	Grease Proof,
Gros mat. électrique,	China Cap,
Lampes électriques,	Câbles armés,
Papier journal,	Linoléum,
Papier journal,	Colle d'Os.

SUISSE.

(25 ententes directement).

Aluminium,	Papier journal,
Azote,	Produits acétiques,
Carbure de Calcium,	Quinine,
Ciment,	Rayonne,
Cocaïne,	Câbles armés,
Couleurs Aniline,	Colle d'Os,
Ferro-Silicium,	Linoléum,
Gros Matériel électrique,	3 Pr. Chimiques techniques,
Lampes Electriques,	6 Pr. Chimiq. Pharmaceutiques.

TCHECOSLOVAQUIE.

(20 ententes, dont 17 directement et 3 indirectement). (i).

Acier,	Rail,
Azote,	Tréfilés,
Boutons pressions,	Câbles armés,
Carbure de Calcium (i),	Colle d'Os,
Couleurs Aniline,	Glaces,
Fil machine,	Verres de Lunettes,
Lampes électriques,	1 Pr. Chimique technique (i),
Papier journal,	2 Pr. Pharmaceutiques,
Pâte à papier sulfitée,	1 Pr. Pharmaceutique (i).
Produits acétiques,	

TURQUIE.

(1 entente directement) : Opium.

U. R. S. S.

(2 ententes directement) : Bois, Platine.

YOUGOSLAVIE.

(10 ententes, dont 9 directement et 1 indirectement). (i).

Bois,	Opium,
Carbure de Calcium,	Papier d'emballage,
Cuivre,	Produits acétiques,
Ferro-Silicium,	Colle d'Os,
Lampes,	1 Pr. Chimique technique (i).

AMERIQUE.

BOLIVIE.

(1 entente directement : Etain.

CANADA.

(8 ententes, dont 7 directement et 1 indirectement). (i).

Aluminium.	Papier journal,
Carbure de Calcium (i),	Platine,
Cobalt,	Plomb,
Cuivre,	Argent.

CHILI.

(4 ententes directement) : Azote, Cuivre, Iode, Sulfate de Soude.

COLOMBIE.

(1 entente directement) : Platine.

ETAT-UNIS.

(11 ententes, dont 8 directement et 3 indirectement). (i).

Blanc de Titane,	Argent,
Carbure de Calcium (i),	Cinéma,
Fer Blanc	1 chimique technique,
Phosphates,	1 pharmaceut. (i),
Quinine (i),	Papier journal.
Rail,	

MEXIQUE.

(2 ententes directement) : Plomb, Argent.

PEROU.

(1 entente directement) : Argent.

AUSTRALIE.

(2 ententes directement) : Plomb, Argent.

AFRIQUE.

AFRIQUE DU SUD.

(2 ententes directement) : Acier, Platine.

EGYPTE.

(1 entente directement) : Phosphates.

NIGERIA.

(1 entente directement) : Etain.

RHODESIE.

(1 entente directement) : Cuivre.

ASIE.

BIRMANIE.

(1 entente directement) : Plomb.

CEYLAN.

(2 ententes directement) : Caoutchouc, Thé.

CHINE.

(1 entente directement) : Argent.

INDES.

(3 ententes directement) : Caoutchouc, Thé, Argent.

INDOCHINE.

(1 entente directement) : Caoutchouc.

JAPON.

(4 ententes, dont 2 directement et 2 indirectement). (i).

Lampes électriques, Azote (i) ; Phosphate, 1 Pr. Chim. technique (i).

MALAISIE.

(2 ententes directement) : Caoutchouc, Etain.

NORTH BORNEO.

(1 entente directement) : Caoutchouc.

SARAWAK.

(1 entente directement) : Caoutchouc.

SIAM.

(2 ententes directement) : Caoutchouc, Etain.

ANNEXE 3.

ACCORDS FRANCO-ALLEMANDS DE CONTINGENTEMENT

L'un des buts assignés à la Commission Economique franco-allemande constituée en novembre 1931 pour donner suite aux accords Laval-Brüning, était le développement des ententes industrielles entre les deux pays.

C'est donc sous l'égide de la Commission Economique Franco-Allemande que se déroulèrent, dans les premiers mois de 1932, de nombreuses négociations entre industriels français et allemands. Ces négociations aboutirent à la conclusion d'une cinquantaine d'ententes privées dont un peu plus de la moitié furent entérinées par le Gouvernement français.

A vrai dire, il s'agissait d'ententes d'une nature tout à fait spéciale. Elles n'avaient, en effet, pour objet que la limitation des importations allemandes en France. Le Gouvernement français qui, devant l'aggravation de la crise économique, se trouvait obligé de recourir au contingentement, désirait que ce contingentement fût établi d'accord entre les parties intéressées. Mais dans la pratique, la négociation se présentait la plupart du temps de la façon suivante : les industriels français se trouvaient amenés à mettre leurs partenaires allemands en demeure d'accepter leurs propositions et ils faisaient valoir qu'en cas de refus, le Gouvernement français instituerait le contingentement par voie unilatérale. Devant cette éventualité, les industriels allemands s'inclinaient le plus souvent.

Les ententes conclues sous l'égide de la Commission Economique franco-allemande ne présentent plus aujourd'hui qu'un intérêt historique, puisque le Gouvernement a repris sa liberté en matière de contingents ; et la distinction qui a été faite longtemps entre les contingentements conventionnels et les contingentements d'autorité n'a plus de raison d'être.

Il convient de noter toutefois que la plus importante des ententes conclues, celle qui concerne le matériel électrique, a subsisté. C'est que les contingents qu'elle a institués sont variables, étant fonction d'un indice de la capacité de consommation du marché français.

Voici la liste des ententes franco-allemandes conclues dans les premiers mois de 1932, avec l'indication de la date des décrets qui les ont sanctionnées :

LISTE DES ENTENTES PRIVEES FRANCO-ALLEMANDES
CONCLUES DANS LES PREMIERS MOIS DE 1932
ET HOMOLOGUEES PAR LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS

<i>Industries intéressées</i>	<i>Date de l'accord</i>	<i>Date du Décret</i>
Jeux et jouets	9 janv. 1932	17 janv. 1932
Matériel électrique (ac. général) ...	11 janv. 1932	21 janv. 1932
Matériel électrique (porcelaine, élec- trotechnique, appareil de mesure él.	27 janv. 1932	18 mars 1932
lampes électriques, accumulateurs, complément à l'accord général	24 févr. 1932	30 mars 1932
Articles en tôle émaillée	25 févr. 1932	
Bois (méthode d'application du con- tingentements	14 janv. 1932	26 janv. 1932
Cuirs et peaux	15 janv. 1932	30 mars 1932
Verrerie	16 janv. 1932	18 févr. 1932
Robinetterie	20 janv. 1932	18 févr. 1932
Ameublement	27 janv. 1932	17 mars 1932
Colles d'Os	3 févr. 1932	9 mars 1932
Outils de précision	11 févr. 1932	
Feuillards	13 févr. 1932	17 mars 1932
Tracteurs agricoles	13 févr. 1932	17 mars 1932
Outils à main	13 févr. 1932	17 mars 1932
Matériel d'Imprimerie	13 févr. 1932	17 mars 1932
Machines à bois - Machines-outils ...	13 févr. 1932	17 mars 1932
Réchauds à gaz	16 févr. 1932	1 avril 1932
Hache-viande	16 févr. 1932	9 mars 1932
Réchauds à pétrole ou à essence ...	16 févr. 1932	1 avril 1932
Bonneterie	18 févr. 1932	5 mars 1932
Serrures, cadenas, clés	26 févr. 1932	9 mars 1932
Lampisterie... ..	26 févr. 1932	8 mars 1932
Albums à images	27 févr. 1932	19 mai 1932
Verres de lunetterie, bésicles	3 mars 1932	23 avril 1932
Microscopes et accessoires objectifs	3 mars 1932	25 mai 1932
Instruments d'astronomie et de cosmo- graphie, télescopes, etc.	3 mars 1932	25 mai 1932
Calibres à coulisse, ferromètres, etc.	3 mars 1932	17 mars 1932
Instruments d'arpentage et de géodé- sie	3 mars 1932	25 mai 1932
Papiers et cartons bruts	19 mars 1932	26 mars 1932

Voici quelques détails concernant l'un de ces accords, celui de l'ameu-
blement par exemple :

AMEUBLEMENT.

Sources : *Temps*, du 5 février 1932.

Journée Industrielle, du 5 février 1932.

Revue de l'Ameublement, de février 1932.

Date de constitution : 3 février 1932, à Paris.

Renouvellements : Le 25 mars 1933 pour un an. L'accord n'a pas été prorogé en 1934.

Pays participants : France - Allemagne : Confédération Nationale de l'Ameublement de France, Wirtschaftsverband der Deutschen Holzindustrie.

But de la convention : Contingentement des importations de meubles tant en France qu'en Sarre.

Clauses : Les exportations totales sont fixées à 23.000 QM, soit pour la France 4.000 QM et pour la Sarre 19.000 QM, réparties proportionnellement aux importations antérieures.

Arbitrage : Un seul arbitre désigné par la Chambre de commerce internationale.

BIBLIOGRAPHIE GENERALE (1)

- BROCARD : *Principes d'Economie Nationale et Internationale*, 3 tomes, Paris 1929, Sirey.
- CONTE (Roger) : *Les ententes industrielles internationales*. Paris 1927.
- CONTE (Roger) : *Les ententes industrielles internationales*. Paris 1930, Chambre de Commerce Internationale.
- COSTA (J. L.) : *Des unions internationales de producteurs*. Thèse. Toulouse 1932.
- CASSEL : *Les tendances Monopolisatrices dans l'industrie et le commerce au cours de ces dernières années*. Genève 1927, C. E. C. P. 98.
- DELAISI (F.) : *Le Pétrole*, Paris, 1926. Payot.
- DUPLAN : *Sa majesté la machine*. Paris 1930.
- FITZ-GERALD : *Industrial Combination in England*. Londres 1927 (2^{me} édition).
- LAUR : *De l'accaparement*, Paris 1930.
- LEENER (de) : *Le rôle des trusts dans l'organisation économique actuelle*, Bruxelles 1904.
- TCHERNOFF : *Les ententes économiques et financières*. Paris, Sirey, 1933.
- MARLIO : *Les ententes industrielles internationales*, Paris.
- MAC GREGOR : *Les cartels internationaux*, Genève 1927, S. D. N., C. E. C. P. 93.
- OUALID (W.) : *Les ententes industrielles internationales et leurs conséquences sociales. La défense des travailleurs et des consommateurs*. Genève, 1926, S. D. N., C. E. C. P. 94.
- ROUSIERS (P. de) : *Les Cartels et les Trusts et leur évolution*, Genève 1927, S. D. N., C. E. C. P. 95,

(1) En raison même du but que nous nous sommes proposé dans cette étude, et qui est l'étude scientifique des « cas pratiques », nous n'indiquons ici que les ouvrages qui ont publié une documentation plus ou moins détaillée concernant les phénomènes qui nous occupent. Nous n'avons pas cru devoir mentionner les ouvrages qui traitent des Ententes Economiques Internationales seulement d'un point de vue général.

D'autre part, au sujet même de cette bibliographie, nous renvoyons aux remarques faites dans l'avant-propos de notre première partie.

RAZOUS (Paul) : *Cartels, Trusts, et diverses ententes de producteurs.*
Paris 1935, Dunod.

RAZOUS (Paul) : *Principes et applications de l'économétrie.*

BENI, LAMMERS, MARLIO, A. MEYER : *Etudes sur les aspects économiques de différentes ententes industrielles internationales.*
Genève 1930, S. D. N. E. 614.

BENI, LAMMERS, MARLIO, A. MEYER : *Rapport général sur les aspects économiques des Ententes Industrielles Internationales.*
Genève 1931, S. D. N. E. 736.

WIEDENFELD : *Les cartels et les trusts*, Genève 1927.

PERIODIQUES

AGENCE ECONOMIQUE ET FINANCIERE (désignée à la bibliographie particulière sous le terme « Agence Economique »).

BULLETIN QUOTIDIEN D'ETUDES ET D'INFORMATIONS ECONOMIQUES (désigné sous le nom de « Bulletin Quotidien »).

EUROPE NOUVELLE.

FINANCIAL NEWS.

INFORMATION FINANCIERE.

JOURNAL DU COMMERCE.

JOURNEE INDUSTRIELLE.

KARTELLRUNDSCHAU.

Et toutes les revues spécialisées concernant les industries sidérurgiques, chimiques, pharmaceutiques, textiles, agricoles, minérales, etc.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

	Pages
Importance actuelle du phénomène des Ententes Economiques Internationales et des ouvrages qui leur sont consacrés. Nécessité d'une étude impartiale de la structure économique et juridique des principaux accords de cette nature existant à l'heure actuelle. Difficulté de cette tâche. Intérêt de tenir à jour la Documentation réunie etc... Enoncé du plan suivi dans cet ouvrage	3

PREMIERE PARTIE

ETUDE MONOGRAPHIQUE DES ENTENTES ECONOMIQUES INTERNATIONALES

<i>Avant-propos</i> : Classification des monographies en deux catégories, selon les sources qui ont permis de les établir : monographies détaillées et monographies résumées. — Plan général suivi pour l'établissement de chaque monographie détaillée	11
<i>Chapitre I : Les ententes internationales dans l'industrie sidérurgique</i>	17
N° 1 Acier	17
N° 2 Fer Blanc	25
N° 3 Feuillards	26
N° 4 Fil Machine	27
N° 5 Rails	30
N° 6 Tréfileries	33
N° 7 Tubes	34
N° 8 <i>Accords sidérurgiques divers</i> ⁽¹⁾	38

(1) Les ententes indiquées en italiques dans cette table des matières sont celles qui, consacrées à des monographies résumées (v. Avant-Propos 1re Partie) sont précédées dans le texte d'un astérisque *.

<i>Chapitre II : Les ententes économiques internationales dans l'industrie chimique</i>	40
Produits pharmaceutiques	41
N° 9 Petits produits pharmaceutiques	41
N° 10 Bismuth	43
N° 11 Cocaïne	44
N° 12 Iode	45
N° 13 Dérivés Iodés	48
N° 14 Opium	49
N° 15 Quinine	50
N° 16 Spartéine	56
Produits chimiques industriels	57
N° 17 Petits produits techniques	57
N° 18 Blanc de Titane	59
N° 19 Borax	60
N° 20 Carbure de Calcium	63
N° 21 Céruse	68
N° 22 Colle d'Os	70
N° 23 Couleurs d'Aniline	75
N° 24 Explosifs	78
N° 25 Ferro-Alliages	79
N° 26 et N° 27 Produits acétiques	81
N° 28 Rayonne	83
N° 29 Sulfate de Soude	88
N° 30 Acides oxalique et formique	90
N° 31 Chlorure de Baryum	90
N° 32 Magnésite	90
N° 33 Pyrites	91
N° 34 Pierres Précieuses synthétiques	91
Engrais	
N° 35 Azote (ou nitrates)	92
N° 36 Cyanamide	104
N° 37 Phosphates	105
N° 38 Potasse	109
N° 38 bis Brome	115
N° 39 Superphosphates	116
<i>Chapitre III : Les Ententes Economiques Internationales en matière agricole</i>	119
N° 40 Bois	119
N° 41 Caoutchouc	124
N° 42 Blé	129

N° 43	Huile (Fédérations Internationales)	133
N° 44	<i>Huile de Lin</i>	134
N° 45	<i>Huile d'Olive</i>	135
N° 46	Matières grasses (Margarine, Huile, Savon)	135
N° 47	<i>Seigle</i>	142
N° 48	Sucre	143
N° 49	Thé	151
N° 50	<i>Betteraves</i>	155
N° 51	<i>Cacao</i>	156
N° 52	<i>Houblon</i>	156
N° 53	<i>Baleine</i>	157
N° 54	<i>Hareng</i>	157
N° 55	<i>Poissons</i>	157
N° 56	<i>Oeufs</i>	158

*Chapitre IV : Les Ententes Economiques Internationales dans
l'électricité*

N° 57	Les fédérations de la production et de la distribution élec- triques	159
N° 58	Lampes électriques	161
N° 59	Gros Matériel électrique	168
N° 60	Câbles armés	170
N° 61	<i>Appareils de Radio</i>	171

*Chapitre V : Les Etentes Economiques Internationales, dans l'in-
dustrie des metaux non ferreux.*

N° 62	Aluminium	173
N° 63	Argent	178
N° 64	Cuivre	180
N° 65	Cobalt	187
N° 66	Etain	189
N° 67	Mercure	200
N° 68	Platine	206
N° 69	Plomb	210
N° 70	Zinc	215
N° 71	<i>Nickel</i>	220
N° 72	<i>Soufre</i>	220
N° 73	<i>Urane</i>	221

372 LES ENTENTES ECONOMIQUES INTERNATIONALES

<i>Chapitre VI : Les Ententes Economiques Internationales dans les industries du Papier</i>	222
N° 74 Papier Journal	223
N° 74 bis Papier Journal	226
N° 75 Pâte à papier sulfitée	227
N° 76 Pâte à papier mécanique	228
N° 77 Papiers kraft, greaseproof, china cap	229
N° 78 Papier d'emballage	230
N° 79 Papier goudronné	231
N° 80 Carton Brut	231
N° 81 Carton de Toitures	231
 <i>Chapitre VII : Les grandes Fédérations textiles</i>	 232
N° 82 Coton	232
N° 83 Laine	234
N° 84 Soie Naturelle	240
N° 85 Lin	241
N° 86 Soie à coudre	242
N° 87 Soie (Teinture de)	242
N° 88 Velours et Peluches	242
 <i>Chapitre VIII : La Houille et ses dérivés</i>	 244
N° 89 Charbon	244
N° 90 Gaz de ville	246
N° 91 Benzol	248
N° 92 Goudron	250
 <i>Chapitre IX : Les Ententes Economiques Internationales dans l'Industrie des Glaces et du Verre</i>	 252
N° 93 Glaces	252
N° 94 Verre à Vitre..	257
N° 95 Verres de Lunettes	258
N° 96 Verres de Bouteille	259
N° 97 Bouteilles	259
N° 98 Verrerie	260
N° 99 Gobelletterie	260
 <i>Chapitre X : Ententes Diverses</i>	 262
N° 100 Allumettes	262
N° 101 Articles tressés	269
N° 102 Bouchons	269
N° 103 Boutons pressions à coudre	269
N° 104 Boutons de Corozo	272

N° 105	<i>Boutons de Nacre</i>	273
N° 106	<i>Broderie</i>	274
N° 107	<i>Chiffons</i>	274
N° 108	<i>Ciment (4)</i>	274
N° 109	<i>Ciments</i>	277
N° 110	<i>Cinéma</i>	278
N° 111	<i>Cordes</i>	280
N° 112	<i>Crayons</i>	280
N° 113	<i>Cuir et Peaux</i>	280
N° 114	<i>Cycles (Accessoires de)</i>	281
N° 115	<i>Diamant</i>	281
N° 116	<i>Email et Céramique</i>	282
N° 117	<i>Fourrures</i>	283
N° 118	<i>Gailleries</i>	284
N° 119	<i>Horlogerie</i>	284
N° 120	<i>Linoléum</i>	285
N° 121	<i>Manchons à Incandescence</i>	288
N° 122	<i>Marbre</i>	289
N° 123	<i>Matériel roulant</i>	289
N° 124	<i>Pavés</i>	292
N° 125	<i>Pétrole</i>	292
N° 126	<i>Pétrole synthétique</i>	295
N° 127	<i>Paraffine</i>	296
N° 128	<i>Pierres</i>	296
N° 129	<i>Pneumatiques</i>	297
N° 130	<i>Rivetage</i>	297
N° 131	<i>Roulement à billes</i>	297
N° 132	<i>Sel</i>	298
N° 133	<i>Tabac</i>	299
N° 134	<i>Trades Associations</i>	299
N° 135	<i>Transports maritimes</i>	299
N° 136	<i>Transport pétrolier (Tankers)</i>	300
N° 137	<i>Transport de pâtes à papier</i>	302
N° 138	<i>Tubes en plomb</i>	302
N° 139	<i>Vis à Bois</i>	303
N° 140	<i>Tôles de zinc</i>	303

DEUXIEME PARTIE

ETUDE STATITIQUE

SUR LES ENTENTES ECONOMIQUES INTERNATIONALES

<i>Avant-Propos : Notions sommaires relatives à l'établissement des statistiques concernant les Ententes Economiques Internationales</i>	305
---	-----

374 LES ENTENTES ECONOMIQUES INTERNATIONALES

<i>Chapitre XI : Les membres des Ententes Economiques Internationales</i>	311
--	-----

<i>Chapitre XII : La Durée des Ententes Economiques Internationales</i>	318
--	-----

<i>Chapitre XIII : L'Administration interne et le fonctionnement des Ententes Economiques Internationales</i>	324
--	-----

<i>Chapitre XIV : Clauses économiques des Ententes Economiques Internationales</i>	332
---	-----

<i>Chapitre XV : Influence des Ententes Economiques sur le marché International</i>	342
--	-----

ANNEXES :

1 - Liste alphabétique (par produit) des Monographies	351
2 - Liste des ententes auxquelles participe chaque pays	355
3 - Accords Franco-Allemands de Contingentements	364

